

« L'Economie » : la mode des « ados »



QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14899 7 F

MARDI 22 DÉCEMBRE 1992

BOURSE

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Atermolements au Cambodge

TOUT est bien qui finit bien. Pour la troisième fois en une semaine, des bérets bieus de l'Autorité provisoire des Nations unes au Cambodge (APRONUC) ont été libérés, dimanche 20 décembre, après avoir été brièvement pris en otage par les Khmers rouges, L'APRONUC va donc pouvoir reprendre sa difficile mission, qui est d'amener, d'ici au 31 mai, le Cambodge vers ses premières élections

La responsabilité des partisans de M. Pol Pot est évidente dans la dégradation de la situation, caractérisée par ces kidnappings en série qui sont autant de vi tions des accords signés à Paris le 23 octobre 1991. Voyant que le processus de paix ne pouvait que leur être défavorable, les Khmers rouges font désormals pour le faire dérailler.

Mais la responsabilité de l'APRONUC semble au moins aussi grande, indécision, faiblesse, pusillanimité – voire lâcheté, – manque de compré-hension de la aubtile et délicate inexistant, absence de vision à long terme caractérisent l'auto-· rité du chef civil de l'APRONUC, le Japonais Yasushi Akaehi, et de son adjoint militaire, le général australien John Sanderson. Sens parler des hésitations des pays de l'ASEAN, à l'origine du

- P

4 1 mg gg 30

ومطونهم Parties of the

and the same of

aggister

-

1864 July 3869 948

Name of the other

--

-

-

-

A STATE OF

Dy William Charles

2000

'IDÉE que les accords Létaient viciés dès l'origine du fait qu'ils laissaient une piece aux Khmers rouges résiste mai à l'examen. Car comment pourrait-on tenter de ramener la paix en refusant de prendre en compte le principal belligérant? Mais, pour amener à résipis-cence ces combattants qui ne reculent devant aucun moyen, il était indispensable de faire mon-tre de sa détermination. Tel aurait du être l'objectif de la de policiers et de fonctionnaires Internationaux dépêchés à grands frais sur place.

C'était ce que préconisait, avant son rappel, l'adjoint du général Sanderson, le général français Michel Loridon. Convaincu que les Khmers rouges, mis devant le fait accompli, préféreraient céder plutôt que d'être mis au ban de l'ONU. il avait réclamé que l'APRONUC eccepte la « partie de bras de fer » contre les Khmers rouges. ters contre les kinners rouges, e Frustrés de n'être pas écouté, le général Loridon, fort de son expérience du terrain et de son franc-parler, avait mis le doigt sur la principale faiblesse de l'ONU au Cambodge.

L y va pourtant du succès de la mission onusienne, et, plus encore, du crédit de l'orga-nisation internationale. Mais cette bureaucratie lourde et couteuse n'a pas su s'élever à la hauteur de sa tâche, perdent ainsi le respect des Cambodgiens – qui attendaient tout d'elle, et en premier lieu la paix et plus de liberté – des factions khmères rivales et des Thailandais, qui placent leur « business » avec les Khmers rouges avant le respect des résolutions de l'ONU.

Pour être respecté, encore faut-il être crédible. Le flasco qui se profile jour après jour au Cam-bodge n'incite guère à l'opti-misme. A moins d'un réveil tar-dif, mais toujours possible. l'APRONUC risque fort de faillir à sa mission, et d'en être considé rée comme la principale respon-sable. La Conseil de sécurité devrait tirer de cet échec une leçon qui vaudrait pour bien d'au-



En raison de l'intransigeance de Jérusalem et de Beyrouth

Les Palestiniens expulsés au Liban sud sont pris entre deux feux

Des hommes de l'Armée du Liban sations humanitaires d'aller les voir tiré lundi 21 décembre en direction des 415 expulsés palestiniens qui se dirigealent vers leur position, après que l'armée libanaise les eut sommés

sud. la milice auxiliaire d'Israël, ont dans le no man's land où ils ont été parqués, entre la «zone de sécurité» contrôlée par l'Etat juif et le territoire sous souveraineté libenaise. En Israël, la Cour suprême devait décider, dans de « retourner la d'où ils sont venus ». la journée, si ces Palestiniens seraient, Elle avait d'abord interdit aux organi- ou non, rapatriés chez eux.

Le piège

MARJ-EZ-ZOUHOUR

de notre envoyée spéciale

Du bout des doigts, la tête emmitouflée dans une écharge de laine, l'homme tient un sac de plastique qui brûle, alimentant un petit feu autour duquel cinq de ses compagnons se pressent. Le froid est mordant et sur les pentes d'une colline empierrée, les tentes vert et blanc de la Croix-Rouge internationale et beiges de la Jamaa islamique sont alignées tant bien

Trois jours après leur expulsion par Israël, les 415 bannis palestiniens s'organisent, dans le temporaire, tant leur détermination à rentrer chez eux est totale. « Nous sommes venus par celle porle, nous reparti-rons par là », affirme, montrant la direction du dernier poste israelien. Hicham,

Catastrophe aérienne

Plus de quatre-vingts morts,

selon une estimation provi-

soire, dans un charter néer-

landais qui s'est écrasé sur

l'aéroport de Faro. Lire page 22

La réalité des prisons

En Syrie, les organisations

humanitaires ont recensé

quarante « variétés » de tor-

Les experts du Plan propo-

sent de nouvelles pistes pour endiguer la montée du chômage

L'ECONOMIE

Marchands

d'uniformes

chaussures, etc. (sans comp-

ter les cahiers et les acces

soires): à plus de 2 000 francs par an et par

adolescent, leur marché est vaste. Ils imaginent des

modèles sans cesse renou-

velés et recherchent les four-

nisseurs aux prix les plus

bas, sans rien fabriquer eux-

mêmes. Avec des marges

Lire aussi les enquêtes

sur « Le virage de l'écono-

mie indienne», «Le déclin du charbon en Europe»,

l'Opinion de Jean-Marce

Jeanneney (« Ni dévalua-tion, ni inflation ») les

pages Actualité, Perspec-

tives, Mode d'emploi,

Conjoncture, et la Chroni-

Le sommaire complet

se trouve page 22

pages 23 à 32

que de Paul Fabra.

confortables...

Blousons, tee-shirts,

Partage du travail

et des revenus

Lire page 22

Lire page 16

du président Assad

au Portugal

ingénieur en mécanique de vingt-huit ans. Des comités pour régler la vie quotidienne - aménagement, alimentation, santé - se sont d'autant plus vite mis en place que les militants islamistes - 400 du Hamas et 15 du Djihad islamique - les plus en vue ont pris la direction des opérations et que la grande majorité de ces expulsés sont, qui ingénieurs, qui professeurs, qui médecins. Président de l'Université islamique de Gaza, le docteur Salem Ahmad Salameh, qui a étudié en Arabie saoudite, affirme que, outre un grand nombre d'étudiants de son université, vingt professeurs et employés sont là.

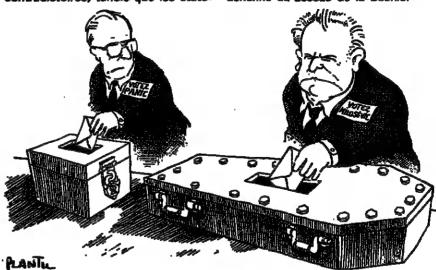
> FRANÇOISE CHIPAUX Lire la suite aiusi que l'article de PATRICE CLAUDE page 7

Alors que M. Milosevic et M. Panic revendiquent chacun la victoire

Des irrégularités ont entaché les élections en Serbie

tant par des observateurs étrangers que par l'opposition serbe. Les precontradictoires, tandis que les états- aérienne au-dessus de la Bosnie.

Les élections, dimanche 20 décem- majors des deux principaux candidats bre, dans l'ex-Yougoslavie (Serbie et à l'élection présidentielle de Serbie, Monténégro) ont été marquées par de MM. Panic et Milosevic, revendinombreuses irrégularités, signalées qualent, chacun, la victoire. Par allleurs, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont décidé de coopérer pour mières évaluations apparaissent faire respecter la zone d'exclusion



Le mur d'affaires

M. Fabius endosse avec le PS le passif de onze ans de pouvoir obérés par les dossiers politico-judiciaires

lpar Patrick Jarreau

Les députés socialistes ont achevé une session parlementaire et une législature qui, pour beaucoup d'entre oux, sera la dernière, en votant la mise en accusation du premier secrétaire de leur parti devant la Haute Cour et, pour la seconde fois, la levée de l'immunité parlementaire d'un collègue qui, il y a un peu plus de deux ans, appartenait encore à leur groupe. L'affaire du sang contaminé et celle de M. Jean-

Michel Boucheron, ancien maire d'Angoulème, ne sont certes pas de même nature. Il reste que les derniers jours de séance de la majorité parlementaire socialiste sont de mauvais augure pour l'image que la gauche laissera dans les mémoires après sa probable défaite aux élections législatives de mars prochain.

Dans ce pays qui, selon la for-mule de M. François Mitterrand à Carmaux le 19 novembre dernier, a « un goût immodéré pour les modérés », l'ambition des socialistes était d'acclimater une social-démocratie dont l'aptitude à exercer le pouvoir soit durablement reconnue, comme c'est le cas de longue date en Europe du Nord, plus récemment en Espagne. Or, cette entreprise, pour laquelle ils auront disposé de bientôt dix ans, est entièrement remise en question.

Lire la suite page 8 ainsi que les articles d'ALAIN ROLLAT, GILLES PARIS et PASCALE ROBERT-DIARD

L'avenir de l'Olympia

Au moment où les Folies-Bergère annoncent la fermeture « temporaire » de leura portes, le sort de l'Olympia, l'un des derniers grands music-halls parisiens, est incertain. En effet, la Société géné rale entend rénover l'ensemble du bloc d'immeubles qui lui appartient boulevard des Capucines, Olympia compris. Et cette rénovation ne passe pas nécessairement par la survie de la scène qui a vu défiler toutes les grandes stars de la chanson française et les principales vedettes internationales de passage à Paris, des Beatles aux Rolling Stones en passant par Bob Dylan et Oum Kalsoum.

> Lire page 12 l'article de MICHEL GUERRIN

Le Monde ROSSIERS

En décembre 1992, deux dossiers :

SÉCURITÉ SOCIALE : L'IMPOSSIBLE RÉFORME

En crise depuis une quinzaine d'années, la Sécurité sociale est toutefois parvenue à tisser un système de protection sociale efficace, bien que trop coûteux. Si aucune réforme de grande envergure n'est intervenue au fil des ans, il semble pourtant que l'heure des décisions de fond approche.

- LA CRISE DES PRISONS -

On ne parle de l'univers des prisons que dans les moments de fièvre. La grave crise de cet été a prouvé que l'administration pénitentiaire a besoin de plus de moyens face à la surpopulation carcérale et que les rapports ambigus entre surveillants et détenus doivent être pris en compte au moment des réformes.

Au sommaire des « clés de l'info » : la double crise de la presse écrite, l'entrée en vigueur du marché unique, le gouvernement, la censure et la confiance, la Haute Cour de justice, les femmes prêtres en Grande-Bretagne, l'élection présidentielle en Corée, les élections prud'homales, Erich Honecker, communiste sans états d'âme, les nouveaux produits sur le marché

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 10 F | parade, sans honte aucune, de

Vaison-la-détresse

Trois mois après la catastrophe dans le nord du Vaucluse les aides tardent et les sinistrés sont en désarroi

VAISON-LA-ROMAINE

de notre envoyé spécial

Une carcasse de voiture, un guidon de vélo, un bidet, deux robinets, une poupée décapitée, un cahier d'écolier, une pochette de disque, un tube de dentifrice, une cuillère, un abat-jour, une chaussure, des murs sans toit et des toits sans murs, des morceaux de tout et de rien... Triste inventaire que celui des débris de vie. Ils s'émiettent toujours, sur des kilomètres, de part et d'autre de l'Ouveze, la rivière folle du nord du Vaucluse. Trois mois après la déferlante du 22 septem-bre, ni le temps ni les pelleteuses n'ont déblayé le dépotoir abandonné par les eaux après ce jour d'apocalypse.

Seule la rivière paraît à son aise dans ce fouillis de ferraille et de boue. La diablesse est là qui

village en village. Les arbres morts, squelettes de bois agrippés aux berges défoncées, s'échinent bien à lui faire une haie de dés-Le mistral lui-même ne peut emporter les lambeaux de tissu ou de plastique qui s'accrochent aux branches comme autant de funestes guirlandes.

L'eau s'en est allée. La détresse est restée. Une détresse d'honnêtes gens, un moment étourdis par le ballet des caméras et des promesses. Jamais ils n'ont été aussi désespérés depuis le 22 septembre. Noël approche. L'argent promis par l'Etat n'arrive pas. Les dossiers d'expertise s'accumulent. Le provisoire s'éternise. Et la rivière, encore elle, charrie des rumeurs mor-bides. «On» a découvert quatre cadavres polonais. «On» a trouvé neuf corps dans une fosse.

> PHILIPPE BROUSSARD Lire la suite page 11

A L'ETRANGER : Algérie, 4,50 DA: Maroc, 8 DH; Turisie, 780 ra.; Allemegne, 2,50 DM; Autriche, 25 ATS; Balgapue, 40 FB; Canada, 2,25 S CAN; Antilies-Réunion, 9 F; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA; Denemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; G.B., Gribe, 220 DR; Intende, 1,20 £; Inside, 2 200 L; Lussembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,76 FL; Portugel, 170 ESC; Sánégel, 450 F CFA; Suède, 16 KRS; Suèse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (N

Un entretien avec Alain Joxe

«Le monde de l'empire unique n'est pas acceptable»

« Nous entrons dans l'époque de l'empire mondial unique des Etats-Unis. Comment peut-on se

- Les Français acceptent l'ailiance mais sont allergiques, au moins depuis François I*, à l'em-pire universel. La tradition républiraine de la Révolution française, et la préférence affichée pour l'échelle d'organisation de l'Etat-nation, confirmée par l'abdication raison-née de Napoléon en 1815, tout cela forme un tout, désormais, avec la liquidation des empires coloniaux scellée par de Gaulle. Il existe ainsi une école française peu favorable à la prééminence des empires pour soi-même et pour les autres. En même temps, la nation française est depuis le début un melting-pot bien plus réussi que l'Amérique, car fondé sur l'hospitalité: on n'y a iomais liquidé les Indiens. Pour fondé sur l'hospitalité: on n'y a jamais liquidé les Indiens. Pour l'école française, un État-nation est avant tout un territoire associé à une citoyenneté; une volonté civique de cohabitation, pas du tout une ethnie tribale paysanne. Les empires jouent toujours sur les divisions entre les ethnies, les Républiques sur l'unité des peuples. La France s'accommode plutôt bien de cette forme d'union confédérale égalitaire qui émerge péniblement en Europe, et qui n'est pas un empire et qui, dans les faits, va peser autant que les Etats-Unis. Le peser autant que les Etats-Unis. Le monde de l'empire unique n'est pas acceptable, s'il ressemble à un melting-pot américain, c'est-à-dire accompagné de génocide et d'escla-vage. Ce n'est pas le moment de faire les modestes.

Le France paraît pourtant isolée dans sa conception du système international. Peut-elle ncore imposer ses vues?

- Il ne s'agit pas d'imposer. Audelà des rapports de force matériels, qui sont toujours favorables à l'empire, il existe des rapports de force logiciels: le «software» français est compétitif parce qu'il propose une facon raisonnable de gèrer les dèsordres et de reconstruire l'ordre en système de valeurs et de normes issu de l'Acte final de la conférence d'Helsinki, foudant la CSCE, repris dans le document final de la conférence de Paris, en 1990, est essentiellement structuré par l'école fran-caise. Le processus issu d'Helsinki n'aboutit pas à entériner pragmati-quement les déplacements de fron-tières de la seconde guerre mon-diale ou de la guerre froide; c'est un retour aux principes primor-dianx du système européen, instau-rant, après 1918, la liquidation des empires centraux en tant qu'em-pires. Les zones de peuplement mixte, « macédoines » ou zones frontalières, demeurent nombreuses dans tonte l'Europe centrale et sont impossibles à éliminer : elles sont théoriquement l'occasion de faire fonctionner des Républiques. Si les Républiques ne fonctionnent pas bien, quand il y a retour à des violences barbares interethniques, d'abord locales, le retour à l'ordre d'abord locales, le retour à l'ordre philosophiquement supérieur de la République ne doit jamais être abandonné. Il doit même être imposé : l'opération est moins coûteuse que le déchaînement de la barbarie par des minorités psychopathes qui arrivent à entraîner les masses. C'est la leçon de Munich. Il y a partout en ce moment des petits Munich sans Hitler.

» L'école américaine est incapa-ble d'y faire face politiquement. Elle s'y adapte.

Elle s'y adapte.

» Comme les Français ne sont pas seuls à préfèrer les Républiques et les droits de l'homme aux conflits interethniques, nous ne sommes pas du tout aussi isolés qu'il semble. Un courant d'opinion démocratique et républicain au sens français existe dans d'autres pays : l'Afrique, l'Amérique latine. L'école française survit par l'« école du dehors » et joue un rôle, pour éviter qu'on n'aboutisse à un système que j'appelle «l'empire du désordre».

— Vous datez du discours d'As-

Vous datez du discours d'As-pen (Colorado), le 2 août 1990, la définition d'un nouvel ordre mondiel, c'est-à-dire américain...

- Le discours de Bush du 2 août porte sur la nouvelle stratégie, et c'est son discours au Congrès le 19 septembre qui lance le thème du nouvel ordre mondial.

nouvel ordre mondial.

» Le discours d'Aspen, pronoucé
par hasard le jour même de l'invasion du Koweit par l'Irak, expose
une nouvelle doctrine militaire des
Etats-Unis pour après la guerre
froide. La mutation tient compte de
l'affaiblissement du système soviétique, mais également de l'évolution
lente des armes sophistiqués: la
tranche ultime et donc dominante
de la technologie des armements de la technologie des armements dérive du guidage avec précision, par l'électronique miniaturisée. A la fin du cycle de l'armement

Sans doute l'un des meilleurs spécialistes français des questions militaires et stratégiques, Alain Joxe est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) et directeur du groupe de sociologie de la défense. En ce domaine, il est un chercheur original et novateur, à la fois méticuleux et audacieux. Historien de formation, il a commencé par s'intéresser à l'Amérique latine, et notamment au Chili, suivant de près les espoirs de l'Unité populaire menée par Salvador Allende. Puis il a formalisé sa pensée en trois livres de référence : le Rempart social, essai sur l'impérial-militarisme (Gallilée, 1979), le Cycle de la dissussion : 1945-1990, essai de stratégie critique (La Découverte, 1990) et Voyage aux sources de la guerre (PUF, 1991).

Son tout demier ouvrage, « l'Amérique mercenaire » (Stock, coll. « Au vif »), met en scène l'ère nouvelle ouverte depuis 1990 avec la fin de la confrontation bipolaire Est-Ouest et la remise en question de la stratégie nucléaire (le Monde du 20 novembre). Paradoxalement, cet essai iconoclaste et rigoureux est un hommage à la révolution américaine. Socialiste de conviction mais indépendant d'esprit, Alain Joxe est le frère de l'actuel ministre de la défense.

nucléaire sur fusées, la précision est déjà plus significative que l'explo-sion. Une pensée militaire plus opé-rationnelle, plus «expéditionnaire», visant le Sud plus que l'Est, était donc déjà en formation avant la guerre du Golfe et la chute du mur de Berlin. La doctrine d'Aspen pré-voit outre des forces nucléaires voit, outre des forces aucléaires presque entre parenthèses, la réor-ganisation de toutes les unités américaines en trois «forces», qui ne sont pas des commandements mais des «paquets fonctionnels» interarmes, où l'on peut puiser, selon les besoins, pour créer des modules opérationnels adéquats. Il y a, vers l'Ouest, la Force atlantique qui vise l'Europe et le périmètre du Golfe; vers l'Est, la Force pacifique pour vers le Sud, la Force d'urgence (Contingency Force), basée unique-ment aux Etats-Unis et destinée aux ment aux Etais-Onis et destruce aux points chauds d'Amérique latine ou d'Afrique, Cette organisation sup-pose une logistique globale de ponts aériens et navals; elle implique qu'à

«L'islamisme iranien paraît devoir être le prochain ennemi central des Etats-Unis»

l'avenir l'Europe n'est pas plus importante que le Moyen-Orient.

» L'expression « nouvel ordre

mondial» a été lancée par Gorbat-chev le 7 décembre 1988 aux Nations unies, sur une prise de conscience écologique de l'unité de la planète. La version américaine date de septembre 1990. Cest une prise de conscience idéaliste, globa-liste, antimilitaire aussi, car elle riste, antimitaire aussi, car elle évoque avant tout un ordre économique. Les buts (paix, sécurité, liberté, démocratie, loi) seront atteints par le jeu d'institutions euro-atlantiques (OTAN, CEE, CSCE) ou mondiales (ONU, FMI, GATT, Banque mondiale), mobilisant des movems essentiellements GATT, Banque mondiale), mobilisant des moyens essentiellement politico-financiers. Je fais état dans mon livre d'un grand déhat d'école sur le « déclin », où s'inscrit l'ouvrage connu de Paul Kennedy, et qui se reflétait au début de 1990 jusqu'au sein du Congrès. Il opposait les partisans d'un leadership économique du monde, donc d'un partnership avec l'Europe et le Japon, et les partisans d'un imperium militaire du monde, plus strictement américain. L'empire est une solution valable au déclin pour les « géopoliticiens ». Les partisans de la « géoéconomie», terme lancé par le stratégiste Edward Luttwak, objectaient qu'un pouvoir militaire qui ne peut financer seul son effort n'est qu'un simple mercenaire de ses commanditaires. Un condottiere n'est pas un empereur.

» Eh bien, ce débat se poursuivit » Eh bien, ce débat se poursuivit pratiquement avec la guerre du Golfe: les partisans de l'embargo – les idéalistes de l'empire économique – prédominent au départ. L'embargo fonctionne bien et doit aboutir à ruiner l'Irak en 1991; puis le recours aux armes l'emporte, c'est le triomphe des réalistes de l'empire militaire. Bush a exhibé

l'idéal libéral du nouvel ordre géoéconomique, mais il a subtilement poussé au « passage à l'acte» mili-taire, même contre l'avis des généraux (Powell, Schwartzkopf) parti-sans d'une gesticulation dissuasive mais réticents pour l'emploi, en dignes héritiers de la pensée straté-gique nucléaire.

» Pour s'obliger à utiliser la force Bush a simplement décidé, dès le 19 août. de déployer le 19 août, de déployer 250 000 hommes. L'armée américaine est une armée de métier, donc à effectifs limités. La rotation des troupes est absolument nécessaire au succès d'un embargo prolongé; elle devient impossible avec ce déploiement. Il faut, arithmétiquement, soit rétablir la conscription, soit opérer des relèves en baisse, réduisant dès le printemps 1991 le chiffre des effectifs présents, ce qui véhiculerait évidemment à l'Irak un message de lassitude, incompatible avec le succès de l'embargo. L'em-ploi réel dans un délai fixe devient alors la scule opération rationnelle.

» Le gouvernement de Bush a su, en somme, rentabiliser à l'occasion d'une crise réelle le potentiel mili-taire, logistique et technologique considérable qui avait été mis au point dans la période antérieure pour affronter l'URSS. Malgré la pour affronter l'URSS. Malgré la tension sociale aiguë: aux États-Unis, on a ainsi délégitimé une revendication populaire en faveur d'une distribution des a dividendes de la paix». On justifiait aussi par l'emploi de missiles Cruise, d'avions afurtifs» et par la maîtrise de l'observation-guidage par satellite que la suprématie qualitative lite que la suprématie qualitative absolue devait être conservée dans absolue devait être conservée dans l'ère nouvelle pour fonder la gestion unipolaire de la planète et le contrôle du Sud. En contrôler les principales réserves pétrolières du monde, les Etats-Unis montraient aussi à l'Europe et au Japon, premiers acheteurs du Golfe, que leur imperlum militaire pouvait produire du leadership économique. Les Arabes, les Allemands et les Japonais ont payé toute la guerre, Japonais ont payé toute la guerre, et l'Amérique reste pourtant dominante, non pas mercenarisée.

- Quel lien y a-t-il entre cette doctrine « impériale » et la Soma-

Le problème de l'empire est actuellement celui du rapport des alliés avec les pratiques expéditionnaires nouvelles. Il existe deux types d'opérations: les expéditions américaines avec avai de l'ONU, et les expéditions de l'ONU avec l'aval des Etats-Unis – qui seules ont des «casques bleus». On veut distinguer aussi les expéditions violentes des expéditions humanitaires. Avec la guerré du Golfe, on a montré ce que pouvait être une expédition «baton»; le président Bush, en fin de mandat, veut aussi léguer au monde une expédition « carotte », plus proche du discours du nouvel plus proche du discours du nouvel ordre mondial que du discours d'Aspen. Mais il faut que cette carotte soit américaine. Les «casques bleus» pakistanais, premiers venus, sont submergés par l'arrivée des casques «normaux» des Améri-cains et des légionnaires français restés en bérêts verts. Faut-il vraiment distinguer en Somalie ou ail-leurs entre l'action militaire straté-gique et l'action militaire humanitaire? Cela dépendra des

»La définition de la Somalie comme enjeu, pour les Américains, dépend de leur représentation du monde. Depuis la guerre du Viet-nam, on ne veut plus de guerres

du terrain, et l'on se limite aux actions irrégulières ou au hit and run, frapper fort et se retirer aussitôt. Sous Reagan la formule étrange de l'«escalade horizontale» voulait que, si l'URSS bougeait que que part, on pouvait choisir de la «punir» ailleurs. Rien n'échappait au clivage Etats-Unis-URSS. Mais, après l'effondrement soviétique, le nombre de points où des «intérêts» américains sont recensés s'effondre, car ils ne sont plus défi-nis par le devoir de riposte aux actions soviétiques. Au lieu d'une bipolarité généralisée, on voit apparaître une représentation du monde en trois cercles : il y a, d'une part, un noyau central, l'Amérique du Nord (Mexique inclus), le Japon et quelques dra-gons, l'Europe industrielle, le Golfe, où les intérêts et le leadership doivent être assurés; d'autre part, un environnement qui n'est menacé par aucun adversaire stratégique mais qui n'est pas homogène : dans une frange intermédiaire, on coopte des nations «utiles», mais les

des nations «utiles», mais les actions militaires régionales des alliés doivent suffire; dans un troi-sième cercle, rien n'a d'importance directe, et le désordre barbare peut s'instaurer dans l'indifférence, au Pérou, en Afghanistan, en Afrique... Pérou, en Afghanistan, en Afrique...

» Dans cette représentation du monde, la Sonalie n'est pas en Afrique. Elle fait partie du premier cercie, de la région dite « Asie du Sud-Ouest », définie depuis Carter comme la zone de projection de la Force de déploiement rapide, puis du Central Command (CENT-COM), qui défend le Golfe et qui englobe la corne de l'Afrique. L'opération Somalie peut donc aussi viser à donner des bases arrière pour faire face à la montée de l'islamisme iranien, qui paraît de l'islamisme iranien, qui paraît devoir être le prochain ennemi cen-tral des Etats-Unis (par opposition à l'islamisme saoudien, acceptable).

» Une opération plus policière et plus politique aurait suffi à restau-rer les conditions de l'aide humani-taire. Mais dans le premier cercle il faut montrer la force : le président Bush a procédé comme pour « Desert Shield ». Il envoie une force surpuissante et rallie ensuite des appuis internationaux pour une opération assez mal définie politi-quement. Le désarmement des e bandits» figure dans le mandat de l'ONU; les Américains s'y refusent. Là comme dans le Golfe, le but politique est imposé par le leader-ship militaire.

- Et la Bosnie? - Par défaut de politique euro-Par défaut de politique euro-péenne, elle devient à son tour le lieu d'une application du leadership militaire des Etats-Unis. La guerre yougoslave s'est enclenchée comme guerre ethnique parce que l'Europe l'a antorisée. Le moment précis de ce laxisme, c'est celui qui s'étend après la proclamation unilatérale de l'indépendance de la Slovénie et de après la proclamation unualerate de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie en juin 1991, entre la reconnaissance unilatérale par l'Allemagne le 23 décembre 1991, contre l'avis des Etats-Unis et de la CEE tout entière, et son acceptation par les Européens le 15 janvier 1992.

» L'Allemagne est responsable de ce mauvais emploi de sa force toute nouvelle, mais la France est bien plus responsable encore, car elle aurait du alors menacer d'ouvrir un conflit politique clair avec l'Alie-magne, en droit et en doctrine, sur le respect des accords d'Helsinki. Un tel éclaireissement aurait contri-

bué à freiner l'incroyable glissement pronazi en Allemagne même. Mais il fallait «coller» à l'Allemagne pour des raisons financières, économiques, pour faire passer Maas-tricht... La diplomatie française a cédé devant des critères allemands fondés sur la légitimité de l'autodé-termination des ethnies et sur le droit du sang, et non sur l'autodé-termination des nations, le droit du sol et le respect des minorités. L'Europe aurait dû choisir d'impo-ser clairement une reconnaissance simultanée de toutes les Républiques ex-fédérées et une stricte observance des principes d'Heisinki, avec, à la cié, l'accès au statut d'as-sociation avec la CEE – chantage pecifique que tout le monde aurai riche et la Croatie tribale, on légitimait nécessairement déchaînement des violences ethni ques. La riposte serbe était déjà préparée par de longues violations des droits des minorités dans le Kosovo : ce fut une riposte «impé-

«L'opération militaire de sauvetage de Sarajevo est à la portée d'une armée européenne»

riale». La Serbie de Milosevic est un mini-empire, archaïque et ubuesque, mais c'est bien un empire conquerant au sein des Balkans qui surgit sous nos yeux, jouant sur la violence interethnique et s'en nourrissant, maniant le génocide et la déportation, annexant des terri-toires; tout ce que la République

Où est la responsabilité des Etats-Unis?

- Au départ, la Bosnie fait partie du deuxième cercle. L'intérêt direct des Etats-Unis est nul. Leur intérêt indirect, la stabilité en Europe, doit normalement être géré par les Euro-péens. Mais les Européens n'ont défini leur intervention dans la cituation nouvealeure page des situation yougoslave que par les buts humanitaires. Cette définition, buts humanitaires. Cette définition, comme en Somalie, prend les opinions au-dessous de la ceinture : tout le monde s'émeut des horreurs — puis se lasse, sans avoir pensé les enjeux politiques de cette guerre. L'humanitaire fait obstacle. Or, sans buts politiques, il est impossible de fonder une action militaire stratégique visant un monte. Cest ole de fonder une action militaire stratégique, visant un succès. C'est du «clausewitzianisme» vulgaire, mais il en faut. En ex-Yougoslavie, seuls les Serbes ont un objectif politique – l'empire serbe – et une stratégie – la «purification ethnique». Leur stratégie militaire comporte donc le viol des femmes et des fillettes, la torture et le massacre des civils musulmans, de facon à prayon. civils musulmans, de façon à provo-quer la fuite massive de la popula-tion. Les Serbes se conduisent «normalement», si nous étions «normalement», si nous étions encore au seizième siècle, nos rois, admiratifs de ce petit peuple guerrier et sans pitié, chercheraient alors à s'en fame un allié, à toutes fins utiles. Mais nous ne sommes plus au seizième siècle. L'Europe, comme hébétée de ce spectacle odieux, ne peut que le qualifier

d'a inhumain », au lieu de désigner l'ennemi et de chercher à le réduire

 En vérité, les gouvernements européens fuient les responsabilités. Ils attendent peut-être que les mercenaires américains les assument. Washington cherche actuellement un accord sur la Yougoslavie avec les Russes, comme au bon vieux temps. C'est la logique d'empire. S'il n'y a pas de sursaut rapide, l'abaissement politique de l'Europe est donc scellé par la guerre de

Malgré votre rejet de l'em-pire militaire, vous êtes en faveur d'une intervention mili-

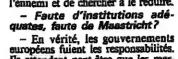
d'avril. Je pense, en outre, que c'est inévitable. Même les Hollandais sont de cet avis. La France, malgré la visite de Mitterrand à Sarajevo, s'est liée au consensus européen et onusien, et a perdu toute autono-mie d'action. Elle a dispersé des instruments militaires autonomes en envoyant la Légion en Somalie sous commandement americain. La tension monte contre les Serbes, qui défient de manière hailucinée l'ONU, l'Europe, les Etats-Unis, leur patriarche orthodoxe, le pape et l'islam tout entier. Imposer le respect de l'interdiction de survoi décrétée par l'ONU, c'est bien la moindre des choses; cela doit s'accompagner, d'actions, terrestres. compagner d'actions terrestres offensives au moins tactiques, si on ne veut pas que les « casques bleus» soient pris en otage. Il faut armer les Bosniaques qui le demandent. On ne pourra sanver les civils des assassinats qu'en obligeant les milices au combat. L'hiver 1993 sera calui des charniers, et la honte en retombera sur les abstention-nistes. Il faut sauver Sarajevo, ne serait-ce que pour sa valeur symbo-lique. Pour cela, il faut des tirs de contre-batterie et faire taire des artilleurs serbes qui tournent l'ONU en dérision. U ne s'agit pas de reconquérir la Bosnie tout entière. de Sarajevo est à la portée d'une armée européenne entraînée et pos-sédant la maîtrise de l'air. Quelques faits militaires nouveaux doivent obliger les Serbes à sortir d'une «démesure» qui résulte d'une absence de résistance à leurs absence de résistance à leurs déchaînements. Nous risquous, avec 4 000 hommes en Yougoslavie d'être bientôt en opération de guerre sans avoir choisi ni alliés, ni stratégie, ni buts de guerre. La désignation de l'adversance principal ne fait pas problème. C'est l'agresseur nazi-serbe qui pratique la « purification ethnique». Si demain le nazioustachi, personnage odieux, devient à son tour l'agresseur principal, il faudra aussi l'affronter, pour faire une Europe acceptable pour faire une Europe acceptable avec les démocrates serbes, croates et bosniaques.

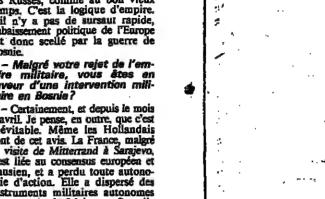
- Quel rapport finalement entre les Etats-Unis et l'Europe? - Il est semi-conflictuel en économie, mais il n'y a rien de nou-veau : ce n'est pas dramatique, c'est la concurrence. Ce qui est grave, c'est que la dimension non conflic-tuelle, c'était l'amitié réciproque dans l'alliance militaire contre les Russes. Elle a disparu avec son objet. Les Américains mettent l'OTAN sous perfusion pour qu'on ne s'en aperçoive pas. Ils sont tentés de se servir de leur supériorité militaire pour tîrer des avantages économiques. La relation pourrait donc devenir encore plus conflic-tuelle. L'intérêt commun euro-amé-ricain devrait plutôt se refonder sur une alliance strictement politique : la démocratie. Les Américains n'ont pas intérêt à pousser leurs avantages jusqu'à mettre en danger la démocratie en Europe. Mais nous vermes hier

verrons bien. Vous faites aussi l'apologie de la démocratie américaine...

 Je dis même que c'est le fruit de la scule révolution des Lumières qui n'ait pas été écrasée. La Révolution française est vacillante. La révolution russe annulée. L'américaine est trahie depuis l'assassinat de Lincoln et l'instauration de de Lincoln et l'instauration de l'apartheid dans le Sud. Mais la démocratie américaine est malgré tout vivante. On sent, à la vivacité des débats d'idées et à la sincérité et à l'efficacité des engagements militants, lorsqu'il y en a, qu'elle a sa source dans une grande révolution libératrice. Nous avons beaucoup à apprendre des discussions américaines, et mon ouvrage est quelque part un hommage à cette Amérique politique profonde que l'aime, une Amérique de la liberté de pensée, de l'amour de la justice, du respect pour les grandes causes, de l'amour de la justice, du respect pour les grandes causes, de l'amour de la couse. du respect pour les grandes causes, qui n'est pas du tout cynique, ni naive d'ailleurs, »

Propos recueillis per JEAN-MARIE COLOMBANI





are a sec. ---

(大学)(公安)(1

i iga gumanana

والمناسبين والمتعاربين

4 mg - 1 mg : m - 1

4.6. 1<u>.8</u> (84)

Reference Services

Les élections en Serbie ont été marquées par de nombreuses irrégularités

Au lendemain d'élections, dimanche 20 décembre, marquées par de nombreuses irrégularités, le premier ministre yougoslave, Milan Panic, et la président serbe sortant, Slobodan Milosevic, ont été, tous deux désignés vainqueurs par leurs états-majors respectifs, alors que les premières évalustions apparaissaient contradic-

HRTKOVCi (Serbie) de notre envoyée spéciale

Markey and

later to have

« On ne peut que souligner les irrégularités du scrutin; si je pou-vais le faire, j'annulerais les èlec-tions. » Présidente de la commis-sion électorale de l'un des deux bureaux de vote de Hrtkovci (dans une Voïvodine à forte minorité hongroise), M^{ssa} Maria Kovacevic murmure, de peur d'être entendue. Volontaire à la Croix-Rouge locale, elle a été désignée pour contrôler le déroulement des élections dans son village natal.

Mais cette Hongroise de souche - comme l'étaient il y a quelques mois 20 % des habitants de ce petit village multinational de Volvodine avant l'expulsion massive des non-Serbes — n'avait, dimanche 20 décembre, aucun pouvoir dans son petit bureau de vote, a je suis là pour la forme, ils m'ignorent », dit-elle, affirmant qu'on lui a inter-dit de faire des déclarations à la presse étransère.

Sans l'appui du gouvernement fédéral de M. Milan Panic, M= Kovacevic ne serait pas restée présidente de la commission électorale. Le maire ultranationaliste de Hrtkovei, M. Ostoja Sibincic, inculpé par les autorités yougos-laves pour avoir participé au «nettoyage ethnique» dans la région suit emis en liberté pendant l'instruction, avait exigé sa suspension.

Il ne l'a pas obtenue, mais l'un des membres de son parti, M. Milivoje Vukelia, un Serbe de Slavonie occi-dentale (Croatie) installé depuis cet été à Hrtkovci, siège à la commis-sion électorale et impose les règles du jeu.

«Si M. Panic peut voter et fire éligible, moi l'estime qu'on est bus égaux et je donne à tous le droit de voter.» M. Vukelia, qui a dh quitter son village de Croatie après s'être battu aux côtés des milices serbes, se moque bien de la loi électorale, qui stipule que seus les ressortissants des ex-Républiques yougoslaves domiciliés en Serbie depuis plus de six mois et détenteurs d'une nouvelle carte d'identité prouvant leur nouvelle citoyenteurs d'une nouvelle carte d'iden-tité prouvant leur nouvelle citoyen-neté peuvent voter. D'ailleurs, cette loi ne l'a pas empêché d'être scrutateur, même si son seul docu-ment d'identité se résume à un morceau de papier blanc visé par les autorités locales et daté du

de nulle part

a Si nous ne sommes plus citoyens de Croatie et que nous ne citoyens de Croatie et que nous ne pouvons pas être citoyens de Serbie, alors nous n'existons pas. » Pour M. Vukelia comme pour la plupart des « colons » du village qui ont emménagé cet été dans les maisons des quelque ! 800 non-Serbes qui ont été sauvagement chassés de Hirtkovci, l'enjeu de ces élections est trop grand pour attendre des papiers en règle. papiers en règle.

La victoire de M. Milosevic leur est indispensable pour préserver ce qu'ils ont acquis par la force. Hrkovei, qui comptait autrefois 50 % de Croates sur 4 000 habi-tants, est devenu en quelques mois largement serbe. Et M. Kovacevic, qui reçoit quotidiennement des menaces téléphoniques et dort

elle a été forcée de rajouter sur les listes électorales des personnes qui n'avaient pas le droit de voter. Résultat: en dépit des expulsions massives, le volume du corps élec-toral reste le même, mais sa struc-ture ethnique a été modifiée.

Hrtkovei n'est pas un cas isolé. Ce n'est qu'un exemple de ce qui est advenu des villes de Serbie où sont venus se réfugier plus de 700 000 personnes ayant fui la Croatie et la Bosnie-Herzégovine. Le numéro deux du Parti démo-crate (DS), M. Zoran Djindijic, a lui-même affirme que les scrutateurs de l'opposition avaient constaté que de nombreux réfugiés avaient voté sans être résidents de la nouvelle Yougoslavie. Ces nou-veaux électeurs provenant des zones de conflit constituent un atour capital pour le président serbe sortant, M. Slobodan Milose-vic, dont le seul objectif est de préserver les acquis territoriaux serbes en Croatie et en Bosnie-Her-

Se fondant sur les sondages pré-électoraux qui annonçaient un duel serré catre MM. Milosevic et Panic pour la présidence de la Serbia, la presse indépendante de Belgrade avait souligné que l'issue du scru-tin pourrait se jouer sur quelques voix. Mais les efforts de l'opposi-tion nour appeler l'électorat à se tion pour appeler l'électorat à se rendre massivement aux urnes afin d'écarter a maintenant ou jamais » le président sortant risquent d'etre

Pénurie de balletins

En effet, la télévision indépendante de Belgrade, Studio B, a dénoncé dimanche les fraudes électorales. Témoignages à l'appui, la chaîne indépendante a affirmé que des milliers de personnes avaient été arbitrairement rayées des listes électorales où elles figuraient jus-qu'à ces derniers jours et que des milliers d'autres, sans droit de vote ou mexistantes, avaient ou voter.

M~ Sofia Kaskovic, domicitiée dans le quartier belgradois de Vra-car, était inscrite lorsqu'elle s'était rendue, il y a quinze jours, à la mairie pour faire rayer des listes électorales son mari défunt. Dimanche matin, elle n'y figurait plus et, comme une quizaine de ses

n'a pas pu voter. Plusieurs obser-vateurs français ayant suivi le serutin out confirmé dans la soirée que ce phénomène avait été remarqué dans l'ensemble de la Serbie et qu'il touchait, dans certaines villes, jusqu'à 15 % de l'électorat. Par ailleurs, ils ont constaté qu'a il man-quait des bulletins de vote dans les zones sensibles », comme en Voïvodine et au Kosovo, où les électeurs ont été dans certains cas obligés de voter sur des photocopies.

M. Djindijic estime que les « nombreuses irrégularités » qui ont été commises « défavorisent un seul côté » et pourraient remettre en question la validité des élections. Il a donc annoncé dimanche soir que si les résultats officiels différaient des résultats établis par les com-missions parallèles de l'opposition, ils seraient considérés comme illégitimes. Pour sa part, le premier ministre yougoslave, M. Milan Panic, qui a fêté dimanche son soixante-troisième anniversaire, s'est déclaré convaincu de sa victoire à la présidentielle de Serbie « si les élections sont régulières ». Son état-major a toutefois publié dans la soirée une liste importante de plaintes émanant d'électeurs rayés des listes. Pour sa part, le leader de l'oppo-

sition, l'écrivain Vuk Draskovic. s'est montré très pessimiste sur l'issue du scrutin, craignant que, en dépit de la nette montée de l'opposition aux législatives de Serbie, les socialistes (ex-communistes) de M. Milosevic et leurs alliés ultrans-tionalistes puissent former une coalition : « Ces élections démontreront l'ampleur du génocide spiritue commis contre notre peuple par la télévision officielle. Dès le départ, les élections ont été îrrégulières. mais nous avons accepté de nous lancer dans cette compétition les pieds et les mains liées contre un adversaire dopé, dans l'espoir de voir la Serbie des lumières l'empor-ter sur la Serbie de l'obscurantisme. Mais nous avons déjà pérdu les voix de 300 000 jeunes qui ont quitté le pays et des dizaines de milliers de morts. Aujourd'hui, c'est la Serbie des vieux qui vote et qui pousse la jeunesse dans la tombe.»

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne vont coopérer pour faire respecter la zone d'exclusion aérienne

Le premier ministre britannique, M. John Major, a annoncé, dimanche 20 décembre, à Washing ton que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne allaient coopérer pour que soit respectée l'interdiction de survol militaire de la Bosnie. De retour de Camp David, après deux jours d'en-tretiens, le président George Bush et M. Major ont par ailleurs évoqué d'éventuelles nouvelles sanctions à l'encoutre de la Serbie.

Selon un communiqué conjoint, « les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont convenus de coopérer [pour proposer] une résolution aux Nations unies visant à faire respecter la zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie dans le cas où les violations [par l'aviation serbe] se poursuivraient ». « L'objectif de la résolution consistera à empêcher tous les vols autres que ceux autorisés par les Nations unles », poursuit le com-

Le secrétaire d'Etat Lawrence Eagleburger a précisé de son côté que les deux pays souhaitaient faire respecter par la force la zone d'exclusion aérienne de Bosnie après wune période d'avertissement » qui pourrait être de quinze jours, pour se préparer à agir et afin que les forces de paix terrestres de l'ONU puissent prendre les mesures de pré-

MM. Bush et Major n'out pas fait allusion au projet de résolution déjà déposé au Conseil de sécurité de France. Ce projet rappelle le contenu de la résolution 786 (interdiction de survol de la Bosnie) et déclare que le Conseil autorise les Etats membres à prendre, sous l'autorité du secrétaire général, «toutes les mesures nécessaires » à l'encontre des appareils qui violeraient l'interdiction. Depuis que ce projet a été déposé, M. Roland Dumas a souligné à diverses reprises que plusieurs étapes étaient à ses yeux envisageables avant que l'on en arrive à des opérations d'interception des appareils en vol, comme l'ont proposé les Américains. M. Dumas faisait allusion à un renforcement des contrôles sur les aéroports, ou à des mesures FLORENCE HARTMANN | de neutralisation des appareils au Reuter.)

sol. La France, aussi préoccupée que la Grande-Bretagne par la sécurité des «casques bleus» sur le terrain. s'était aussi déclarée hostile, la semaine demière, à l'idée américaine de frappes préventives contre les aéroports.

MM. Bush et Major ont également confirmé qu'ils étaient « prêts à imposer de nouvelles sanctions à la Serbie (...) dont une interruption des liaisons postules et des télécommuni cations, la fermeture des frontières et, le cas échéant, un isolement diploma tique complet [du régime de Belgrade] pour les années à venir». Le communiqué précise encore que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont « décidé de prendre toutes mesures pour prévenir l'extension des combats au Kosuvo et en Macé-

Par ailleurs, lord Owen, coprésident de la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, a décidé de prolonger sa mission à Sarajevo pour y poursuivre ses efforts diplomatiques. Un entretien, dimanche, entre des responsables militaires serbes et musulmans pour négocier une trêve dans la capitale bosniaque n'a donné aucun résultat. « Je peux vous dire qu'on u tout simplement perdu notre temps et nous n'avons pris aucune décision», a déclaré le représentant de l'armée musulmane au sortir de la réunion. « Je suis mécontent», a renchéri le général serbe Milan Gvero, mais « je n'ai pas le droit d'abandonner ces négociations car je suis pour la paix».

Lord Owen est arrivé vendredi à Sarajevo pour tenter d'obtenir un cessez-le-feu. "Pas d'optimisme, pas de faux espoirs, mais il y a encore des choses dont il faut parler et qui en valent la peine», a-t-il déclaré après avoir rencontré le leader des Serbes de Bosnie, M. Radovan

Cependant, deux observateurs militaires de l'ONU, un Danois et un Jordanien, ont été pris en otages pendant plus de huit heures par des combattants serbes puis relâchés, a annoncé un porte-parole des Nations unies à Sarajevo dimanche. ~ (AFP.

ROUMANIE: arrivée d'un second charter d'expulsés

« Ce n'est plus l'Allemagne dont nous rêvions...»

de notre correspondant

« J'allais sortir d'Allemagna en voiture, achetée avec l'argent gagné par mon travail d'un an dans una entreprise de nattoyage de Mannheim; la police m'a arrêté à la frontière, confisqué la voiture. Ils m'ont mis en prison à Görlîtz, puis expulsé. » Montrant les deux pauvres valises qui lui restent, Stefan Vasile, la trentaine, est l'un des cent treize Roumains « raoatriés » dernièrement en vertu d'un accord entre Bucarest et Bonn entré en vigueur le 1= novembre. Venant directement de Berlin,

les réfugiés «illégaux » sont arrivés discrètement, par la second charter de ce genre de la compagnie roumaine Romavia, affrété par les autorités allemandes, sur l'aéroport désert de Baneasa à Bucarest, théoriquement réservé aux vols intérieurs. La presse est tenue à l'écart. Des représentants de l'ambassade d'Allemagne à Bucarest s'engouffrent dans une salle transformée en douane pour l'occasion. A la sortie, devant les caméras et flashes des journalistes, les plus jeunes jouent las vedettes, brandissant le passeport qu'on vient de leur rendre. Les adultes passent rapidement. Den Damaschin, vingt ans, ironise : «Je suis resté trois mois en Allemagne pour me distraire. J'ai appris temps de travailler au noir : « lis m'ont arrêté près de la frontière polonaises, dit-il. Après un séjour en prison à Görlitz, « au régime», il a été expédié à Berin puis Bucarest.

Une famille tzigane avec deux enfants se faufile en baissant la tête sans vouloir dire un mot. Bien que les autorités roumaines at allemandes affirment que

deux tiers des soixante mille émigrants alégaux de Roumanie sont d'ethnie tzigane, une grande majorité des premiers rapatriés sont roumains de souche. Pour qu'on ne puisse établir leur nationalité et les renvoyer, beaucoup de Tziganes ont brûlé leurs papiers. Les autorités allemandes auraient commence, pour l'exemple, avec les cas les plus faciles? A en croire des témolgnages, les forces de l'ordre ont en tout cas agi parfois avec célérité.

«Les punks nous haïssent»

Arrivés en « excursion » en Allemagne avec un visa de tourisme, certains admettent avoir «un peu prolongé » leur séjour en travaillant au noir « pour gagner de l'argent avant de rentrer». Mais « pas comme ça, les poches vides », reprend Stafan Vasile, passé par un camp pour étrangers à Mannheim. «Les punks, ils ont mis le feu à notre asile deux fois, ils nous haissent >, dit-il. Les manifestants néonazis criaient « quelque chose comme eles étrangers dehors in « On avait peur », dit un plus jeune. « Ce n'est plus l'Allemagne dont nous révions il y a quelques années. C'est bien amer», explique Valentin.

Les autorités roumaines et allemandes ont inauguré la semaine dernière un des centres de formation censés réinsérer les expulsés et construit grâce aux 30 millions de deutschemarks versés par l'Allemagne pour «financer» cer accord. Hie Zara, dix-neuf ans, aussi détenu à Görlitz, venait de la frontière polonaise, il n'a pas l'intention de s'y rendre. ∉il n'y a rien à faire ici. J'y retourne, dit-il, et si je suis encore arrêté, j'y retournerai de nouveau. Jusqu'à ce que je réussisse. >

JEAN-BAPTISTE NAUDET

ÉDITION DU CATALOGUE VOYAGES 1993 DE LA MAISON DE LA CHINE

Si le seul nom de Chine suscite le rêve, si chacun pressent que le voyage en terre chinoise demeure une aventure humaine somptueuse, chacun sait qu'il ne peut y avoir une seule et unique manière d'aborder ce pays-continent aux richesses infinies.

Dans son Catalogue Voyages 1993, la Maison de la Chine a décidé de vous présenter 16 itinéraires correspondant à quatre grandes aires culturelles et géographiques : Chine classique des Han, Routes de la Soie, Ethnies de Chine tropicale, Univers tibétain.

Tous ces périples sont conçus pour des groupes restreints (20 participants maximum, 15 pour les itinéraires sur les routes de la soie) et prévoient la pension complète. Un accompagnateur sinologue est présent pendant tout le voyage, dès le départ de Paris. 36, RUE DES BOURDONNAIS ou peuts budgets :

Et pour préparer votre voyage, la Maison de la Chine vous invite à suivre le cycle de conférences, débats et pro- 75001 PARIS M° CHATELET jections de films, qu'elle organise dans le cadre de ses activités culturelles. Vous trouverez le programme détaillé de ces activités dans le "Supplément culturel". TEL 40 26 21 95 LIC 175 541



EXTRAITS DU CATALOGUE VOYAGES 1993 DE LA MAISON DE LA CHINE :

> LES GORGES DU YANGZI 22 JOURS 19 890 F

TOUTE LA CHINE 25 JOURS 23 900 F

OASIS DU TURKESTAN CHINOIS 16 JOURS 17 900 F CHINE PAKISTAN

26 JOURS 23 950 F LES SCULPTEURS DE MONTAGNES

21 JOURS 18 700 F TIBET : LE TOIT DU MONDE

17 JOURS 20 650 F

La Maison de la Chine vous propose également des Offres exceptionnelles pour voyages courts

vol direct aller/retour - 3 nuits dans les villas du Palais d'Eté - 3 nuits à l'hôtel Xingrao en centre ville

> CIRCUIT IMPÉRIAL 13 JOURS 13 900 F pension complete

TE SUPPLEMENT CULTUREL

JE DÉSIRE RECEVOIR GRATUITEMENT
ÜLE CATALOGUE VO1AGES 1993

analyse pays par pays, secteur par secteur... Lerapport de Michel Barnier ne se limite pas à un constat démoralisant, il propose des solutions." OLIVIER NOUAILLAŜ - La Fie

"Un livre de chevet pour chaque famille." JEAN-PIERRE ELKABBACH - Lurope I

"Michel Barnier met en scène sous une forme très pratique une histoire écologique du monde. CLAUDE-MARIE VADROT - Journal du Dimanche

PLON

Le Monde des Le Monde

LES POLITIQUES SONT-ILS **IRRESPONSABLES?**

Dans la pratique, de multiples obstacles s'opposent à ce que le responsables prennent des décisions claires et définitives. Pierre AVRIL, professeur de droit : Marc ABÉLES, sociologue : René LENOIR, ancien ministre : Huguette BOUCHARDEAU, ancien ministre : Ezra SULEIMAN, professeur de science polítique à Princeton; Jean-Pierre RIOUX, historien,

POUR OU CONTRE LA BOURSE ?

Le marché financier est-il indispensable au bon fonctionnedes svéculateurs :

Les points de vue des économistes Alain LIPIETZ et Pascai SALIN

Le Monde de l'éducation

Décembre 1992

<u>ENQUÊTE EXCLUSIVE</u>

LE DIPLÔME, ARME ANTI-CHÔMAGE IUT, BTS, UNIVERSITÉS, ÉCOLES : LES DÉBOUCHÉS ET LES SALAIRES.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

EUROPE

BOSNIE-HERZÉGOVINE

M. Kouchner se prononce à nouveau pour une intervention internationale

Le ministre français de la santé et de l'action humanitaire, Bernard Kouchner, a annoncé, dimanche 20 décembre, que la France organi-serait à partir du début de janvier «un tour de garde» international à Sarajevo. «On ne peut pas laisser seule Sarajevo. Politiques, hommes d'Etat, écrivains, prix Nobel, per-sonnalités, Français, Européens, internationaux, nous serons tout le *temps à Sarajevo à partir de jan-vier»,* a-t-il déclaré au cours de l'émission Sept sur Sept sur TF l.

M. Kouchner a aussi souhaité la victoire de M. Milan Panic à l'élec-tion présidentielle de Serbie.

"Sinon, ce sera la guerre", a-t-il estimé. Il a affirmé qu'une inter-vention internationale était inévitable dans l'ex-Yougoslavie, souhaitant qu'elle n'ait pas lieu trop tard

POINT DE VUE

Non à l'abandon!

par Julien Dray et Charles Millon

n'est pas coutume qu'un membre de la majorité et un membre de l'opposition signent un texte ensemble et appellent à une action commune.

Mais, également bouleversés par la passivité des gouvernements européens et français, nous avons réuni nos deux voix pour dire non à l'abandon de Sarejevo.

La chute de Sarajevo, affamée, pilonnée depuis neur mois, est donnée pour imminente. Et la Bosnie-Herzégovine, « ethniquement purifiée », agonise sous la botte. Va-t-on jusqu'au bout laisser mourir Sarajevo? Va-t-on laisser assassines un pourir surgande ». L'Eusiner un peuple européen? L'Eu-rope va-t-elle jusqu'au bout se contenter de fournir aux victimes de quoi mourir valides aux pieds de leurs bourreaux?

L'heure n'est plus à cette démis-sion qui laisse les mains libres aux assasains. L'heure n'est plus à la énième conférence européenne, au énième cassez-le-feu onusien, immédiatement bafoué par las agresseurs. L'heure n'est plus à un embargo qui prive la Bosnie d'ar-mement, aux pseudo-interdictions de survol de la Bosnie, à un « contrôle » maritime fictif en Adriatique. L'heure n'est plus aux demi-mesures, sux protestations pieuses, à la compassion pure-

Sauf à accepter l'inacceptable la fin de Sarajevo, — il faut bien s'y résoudre : seule une pression, voire une intervention militaire peut encore sauver la Bosnie.

Contrairement à ce que préten-dent les « munichois » de tous bords, le gouvernement bosniaque n'a jamais demandé une interven-tion, terrestre; les combattents bosniaques ne manquent pas. Il demande depuis le début une frappe aérienne « chirurgicale » pour neutraliser les batteries serbes qui mertyrisent Sarajevo, Mostar ou Goradzé.

A qui fera-t-on croire que la France puisse engager ses Jaguar au Tchad ou ses Mirage en Irak et que son aviation et les aviations occidentales ne sauraient intervenir

et « qu'il y ait encore des gens à sauver ». « Si les armées du monde entier ne peuvent pas arrêter l'ar-mée serbe, malgré sa puissance, malgré le fait que les divisions nazies aient été arrêtées à cet endroit, à Sarajevo, alors qu'est-ce que cela veut dire et à quoi ça sert?» a-t-il lancé. « Nous avons assisté à la purification ethnique [en Bosnie]. La diplomatie est toujours en retard », a-t-il encore dit.

à 300 kilomètres des côtes Ita-

A qui fera-t-on croire que ce qui

rut fait au Kurdistan ne puisse l'être au cœur de l'Europe : faire savoir à Milosevic, comme hier à Saddem Hussein, que telle ligne rouge, tel périmètre ou zone de sécurité sont désormais infranchis-

sables, sous peine de représailles aériennes. A qui fera-t-on croire qu'il nous soit impossible de sanc-

tuariser en Bosnie les ultimes espaces de liberté?

Triste anniversaire! Un an, jour pour jour, après la déclaration d'Alma-Ata, qui avait jeté les bases de la CEI, non seulement cette Communauté appelée à succèder à l'URSS bat de l'aile, mais, à Moscèle même, la situation est plus confisse que jamais. Certes, à l'issue d'un Congrès fertile en rebondissements, un nouveau premier ministre, M. Viktor Tchernomyrdine, a été choisi, le 14 décembre, pour remplacer M. Egor Gaïdar, le père de la réforme libérale. Restait alors à former l'équipe devant entourer M. Tchernomyrdine. Comme si l'on était revenu à la case départ, c'est-à-dire avant le Triste anniversaire! Un an, jour

C'est au gouvernement français que nous nous adressons. Il lui appartient de convaincre ses par-teneires occidentaux de l'urgence trianires occidentator de l'orgence d'un ultimatum à la Serbie : dégager immédiatement, sur 40 kilomètres au minimum, l'étau autour de Sarajevo, Mostar ou Goradzé; libérer dans l'heure les civils détanus dans les camps dont l'axistence est internationalement étable.

Faute de quoi, la France et les Etats européens prêts à l'action s'estimeraient fondés à bombarder par air tous objectifs militaires

per lêcheté, la montée d'un nou-Va-t-on prendre le risque d'ins-taller au centre de l'Europe un régime qui viole les principes fon-

damentaux de notre culture et de Pour qui sonne le glas à Saralevo? Pour les Bosniaques seuls? C'est une part de nous-mêmes que nous laisserions mourir si nous laissons mourir Sarajevo. Il

► Charles Millon et Julien Dray sont respectivement député UDF du Rhône et député socie-liste de l'Essonne.

en va de la dignité de la personne

► A l'initiative des auteurs du film *Un jour dans la mort de Sarajevo*, Thierry Ravalet et Ber-nard-Henri Lévy, diffusé dimanche soir 20 décembre sur France 3, un meeting devait se tenir lundi soir à la Mutualité.

INDE '

hindouistes

par la police

ont été réprimées

20 décembre, lors de manifesta-

de ses collègues à la sortie d'un

local du BJP de la capitale. Il a été

fondamentalistes ont jeté des

cocktails molotov sur la police, qui

a répliqué par des gaz lacrymo-gènes et des tirs de barrage. A

Calcutta, 150 protestataires ont

été blessés et 590 militants du BJP arrêtés. Enfin soixante-cinq

hindouistes ont été interpellés lora

d'une manifestation à Bangalore,

dans le sud. Les fondamentalistes

protestent contre le durcissement

du premier ministre Narasimha

après la destruction de la mosquée d'Ayodhya, le 6 décembre dernier.

Déjà 7 000 personnes ont été arrêtées. Le BJP menace de lancer

une « croisade » contre la « répression ». - (AFP, AP, UPL)

chef du parti du Congrès,

RUSSIE: la difficile formation du gouvernement

M. Eltsine veut garder l'essentiel de l'ancienne équipe de M. Gaïdar

MOSCOU

de notre envoyé spécial

case départ, c'est-à-dire avant le Congrès, « centristes » et « réformacongres, «centrates» et « retorma-teurs » se sont empoignés pour imposer leurs candidats. A tel point que M. Boris Eltsine déci-dait, samedi, d'écourter son voyage officiel en Chine pour tenter de « remettre de l'ordre » à Moscou.

Dès dimanche, le président bes dimanche, le president entrait en conclave avec le premier ministre, revenu lui aussi précipitamment d'une visite au Kazakhstan, et du premier vice-premier ministre, M. Vladimir Choumeiko, pour former le nouveau cabinet. Selon le porte-parole de la présidence, M. Viatcheslav Kostikov, « les structures de base de l'ancien souvernement seront conservées » sees structures de base de l'ancien gouvernement seront conservées», les participants à la réunion ayant « confirmé leur fidélité aux prin-cipes hérités» de l'ancienne équipe. « Le gouvernement de la Russie res-tera fidèle à l'idée du passage à l'économie de marché et continuera sur la voie des réformes», a ajouté

d ANDORRE: adoption par la com-mission ad loc du projet de Constitu-tion. — Une commission comprenent des représentants de la population et des deux coprinces de la principauté d'Andorre, M. François Mitterrand et l'évêque espagnol d'Urgel, a adopté samedi 19 décembre un projet de Constitution, le premier du genre depuis la fondation de la principauté en 1278. Le projet, qui fait d'Andorre une démocratie où le peuple est souverain, doit maintenant être ratifié par le Parlement et les coprinces, puis approuvé par référendum en mars 1993. Senis 11 000 Andorrans de

la consultation. - (Reuter.) IRLANDE DU NORD : m cathoique assassiné à Belfast. – Martin Lavery, le frère d'un ancien conseiller juridique du Sinn Fein, organisation considérée comme la branche politi-que de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), a été tué à son domicile, imanche 20 décembre, à Belfast, en Iriande du Nord, de plusieurs balles dans la poitrine. Cet assessinat a été revendiqué par la Force des volon-taires de l'Ulster (UVF), organisation paramilitaire loyaliste protestante, qui a affirmé que Martin Lavery était un

souche seront autorisés à participer à

« membre actif » de l'IRA. - (AFP.) D TCHÉCOSLOVAQUIE : manifes-

M. Kostikov. Le nouveau premier ministre a confirmé cet accord en déclarant souhaiter que « le noyau de l'équipe Gaidar reste au sein du

ae l'equipe vialaar reste au sein au gouvernement » tout en ajoutant qu'il était « pour les réformes mais pour des réformes qui doivent apporter des résultais concreis ». « Forteresse

assiégée »

Ces engagements, qui visent en fait à continuer la même politique, à « faire du Galdar sans Galdar », ne doivent pas être du goût des centristes et des conservateurs, qui pourraient se sentir ainsi frustrés de leur victoire au Congrès. Le président du Parlement, M. Rouslan Khasboulatov, qui a été un des artisans du remplacement de M. Galdar par M. Tchernomyrdine, a ainsi déclaré, samedi, que les anciens ministres ne feraient les anciens ministres ne feraient que a mettre des bâtons dans les que a mettre des batons dans les roues» du nouveau premier minis-tre. On attend aussi les réactions du président de la puissante Union des industriels, M. Arkadi Volski, qui souhaitair placer des hommes proches de lui dans le nouveau

En tout état de cause, les conservateurs accueillersient comme une gifte le maintien à son poste de leur principale « bête noire», le ministre des affaires étrangères, M. Andrei Kozyrev. Dimanche, ce dernier a, une nouvelle fois, mis en garde contre l'esprit de « revanche » des conservateurs, qui pourraient « revenir à une politique extérieure de forteresse assiégée ».

JOSÉ-ALAIN FRALON

centaine de néonazis ont manifesté vendredi 18 décembre aux cris de «Sieg heil /» devant le Parlement de Bratislava, en Slovaquie, et oat réclamé l'arrêt des poursuites contre Martin Savel, auteur slovaque de livres antisémites, a rapporté samedi l'agence de presse officielle CTK. Inculpé d'incitation au racisme et de propagande néonazie à la suite de la oublication en 1991 de deux ouvrages, les Chevallers de la peur et. la Genèse du sionisme, Martin Savel est passible d'une peine de trois à huit ans de prison. Les manifestants entendaient aussi protester contre l'exploitation «ternissant l'image de la Slavaquie à l'étranger» d'incidents racistes qui se sont produits récemment entre skinheads et étudiants africains à Bra-

tislava. - (AFP.) □ TURQUIE : treize morts dans le Sud-Est anatolien. - Treize personnes ont été tuées, vendredi 18 décembre, dans divers accrochages entre rebelles kurdes et forces de sécurité, dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde, g rapporté samedi l'asence de presse semi-officielle Anatolie. Un soldat, un sendarme et huit «protecteurs de villace» (miliciens kurdes pro-equivernementaux) figurent au nombre des victation antisémine à Bratislava. - Une times de ces affrontements. - (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Plusieurs centaines de milliers

ALLEMAGNE

de manifestants contre le racisme Plus de 300 000 personnes ont

de nouveau manifesté contre le racisme, dimanche 20 décembre, dans plusieurs villes d'Aliemagne, en formant des chaînes humaines et en alturnant des bougies, des flambeaux ou des lanternes. Les défilés les plus importants ont eu lieu à Karlsruhe, Stuttgart, Brâme

De nouvelles violences racistes ont été enregistrées à la fin de la semaine dernière. Un incendie criminei a endommagé un foyer de demandeurs d'asile, sans faire de victimes, dans la nuit de samedi à dimanche, à Greifswald (ex-RDA). Les autorités grecques ont adressé une protestation au gouvernement allemand, après une agression suble vendredi per une jeune fille de la communauté grecque, à qui trois néonazis ont gravé sur le front, au couteau, une croix gam-

Enfin, trois jeunes Allemands qui portaient les cheveux n'ès courts ont été agressés et blessés samedi soir à Hambourg par des étrangers qui les avaient probabledroite, a indiqué la police. — (AFP, Reuter.)

POLOGNE

De nouvelles manifestations Le président Lech Walesa demande aux mineurs d'arrêter leur grève.

Les mineurs et cheminots polonais, en grève depuis plus d'une Des centaines de partisans du semaine, ont déclaré dimanche BJP, la formation fondamentaliste 20 décembre qu'ils ne reprenhindous, ont été arrêtés, dimenche draient pas le travail tant que le gouvernement n'aurait pas exations antigouvernementales qui ont miné sérieusement leurs revendicaeu lieu dans trois grandes villes. Le tions. Les mineurs grévistes ont annoncé samedi qu'ils coupaient principal dirigeant de ce parti encore en liberté, M. Atal 8. Vaj-payee, a été interpellé avec deux les livraisons de charbon à tous les établissements situés en dehors de la zone touchée par la relaché après qu'il eut entamé une grève de la faim. A New-Delhi,les

L'arrêt de la production charbon-nière touche assentiellement la Silésie, où les cheminats se sont mis en grève par solidarité avec les mineurs. Ces demiers redoutent la mise en place, prévue pour 1993, d'un plan de restructuration des charbonnages, qui risque d'aboutir à la suppression de près de la moitié des emplois du secteur. Alors que le premier ministre, M= Hanna Suchocka, annonçait la reprise, lundi, des négociations avec la syndicat Solidarité des mineurs, la président de la Républi-que, M. Lech Walesa, a demandé aux mineurs de reprendre le travail, car leur mouvement, a-t-ll dit, risque de «troubler non seulement la Silésie, mais la Pologne entière.» – (AFP, Reuter.)

TADJIKISTAN

Le chef de la coalition islamo-démocrate au Parlement a été assassiné

Le chef de la coalition islamodémocrate (opposition) au Parle-ment, la député Saheb Nazarov, a été abattu samedi 19 décembre à Douchanbe par un groupe de procommunistes, a annoncé dimanche Front démocratique populaire (FDP), parti membre de cette coali-

Par ailleurs, les corps d'une vingtaine de jeunes ont été retrou-vés dimanche dans un autre qua-tiar de Douchanne, Quarante-sept corps avaient déjà été découverts dens la capitale tadjike samedi, avait rapporté un témoin, sympathisant de la coalition. Les arrestations de Tadjiks originaires du Pamir et de Garme, situés à l'est et au centre du pays, et les exécutions sommaires se som poursui-vies ce week-end, selon les

Les forces procommunistes ont repris il y a plus d'une semaine le contrôle de Douchanbe, après une session parlementaire extraordi session pariementaire extraordi-naire dens le nord du pays qui s'était soldée par la victoire des partisans de l'ancien président Rakhmon Nabiev aux dépens de la coalition menée par l'ex-président du Parlement, M. Akbarcho Iskan-derov. – (AFP.)



Une vingtaine d'officiers supérieurs ont été limogés

Pour la première fois depuis son accession au pouvoir, le président Frederik De Klerk, a admis, samedi 19 décembre, que des membres des forces de sécurité étaient directement engagés dans des entreprises de sabotage politique. En conséquence, une vingtaine de militaires de haut rang ont été limo-

JOHANNESBURG

de notre correspondant

« Je suis choqué, déçu, mais je suis résolu », a déclaré, samedi 19 décembre, lors d'une conférence de presse organisée au Cap, M. De Klerk, pour commenter le limo-geage de vingt-trois officiers supérieurs, impliqués dans des opéra-tions « illégales » de déstabilisation.

M. De Klerk et ses ministres avaient interrompu leurs vacances avaient interrompu leurs vacances de fin d'année pour affronter une nouvelle crise, suscitée par le rapport accadent du général Pierre Steyn, chargé, depuis le 18 novembre, d'enquêter sur l'attitude des services secrets au sein de l'armée. Ce rapport fait suite aux révélations du juge Richard Goldstone, qui dirige une commission d'enquête sur la violence politique.

Sens attendre le rapport écrit du général Steyn, qu'il a longuement reçu, M. De Klerk a aussitôt convo-qué une réunion extraordinaire du onseil des ministres. La décision de limoger des officiers a été prise sans même consulter les chefs mili-taires. Seize officiers – dont six généraux – ont été mis à la retraite anticipée, sept autres militaires de

haut rang ont été relevés de toutes leurs fonctions. M. De Klerk n'a pas donné de détails sur les accusations portées contre les officiers, soulignant tou-tefois que ceux-ci n'informaient ni « leurs supérieurs » ni « le pouvoir politique » de leurs agissements parallèles. « Certaines de ces opéra-

tions, mences secretement, ont

Salara de la participación de la companya de la co

□ ALGÉRIE: assessinat d'an sous-officier de geudarmerie. - Un sous-officier de gendarmerie en tenue civile et son beau-père ont été tués, dimanche 20 décembre, à Ksar-El-Boukhari, à 100 kilomètres au sud d'Aiger, par un groupe arme de quatre ou cinq hommes qui ont réussi à prendre la fuite. Seize membres des forces de l'ardre ont été assassinés depuis l'entrée en vigueur du couvre-feu, le 5 décembre, à Alger et dans six départements limitrophes. - (AFP.)

☐ ANGOLA : l'UNITA a secepté de retirer ses troupes de deux villes Importantes. - Les ex-maquisards a conduit à la mort de personnes», a-t-il néanmoins précisé. Elles ont été organisées « par des individus qui veulent empêcher les négocia-tions sur la nouvelle Constitution d'aboutir. Mais il n'y a, pour l'ins-tant oueune neuve me quiconque tunt, aucune preuve que quiconque ait voulu renverser le gouvernement par lu force», a expliqué M. De Klerk, niant l'existence d'une « troi-

sième sorce organisée». Le chef de l'Etat s'est engagé à révéler l'identité des militaires incriminés avant la fin du mois.
Des mesures disciplinaires seront prises et tous les militaires présu-més coupables – ainsi que leurs complices civils – seront déférés devant les tribunaux, a-t-il promis. «Le gouvernement exige maintea le gouvernement exige mainte-nant que tous ses opposants agissent avec le même esprit de décision con-lire le crime et les mauvaises prail-ques qui sévissent dans leurs rangs », a prévenu le président, avant d'as-surer les Sud-africains qu'ils seraient désormais « servis par des forces de sécurité irréprochablement neutres, et libres de toute manipula-tion politique ».

Satisfaction

de l'ANC Le Congrès national africain (ANC) de M. Nelson Mandela s'est félicité de ces limogeages, regrettant toutefois que les mesures répressives n'aillent pas plus loin. « Il s'agit seulement de la partie visible de l'iceberg», a estimé M. Mac Maharaj, un haut dirigeant de l'ANC, insistant pour que l'enquête soit étendue au reste de l'armée et aux forces de police. L'ANC souaux forces de police. L'ANC souhaito voir «immédiatement rendus publics», les noms « de tous les membres des forces de sécurité, impliqués dans des activités crimi-nelles et des tentatives de déstabili-

« Les déclarations du président De Klerk ont confirmé les pires de toutes nos suppositions », a constaté, pour sa part, le chef du Parti démo-crate (DP), M. Zach de Beer. « La sincérité du chef de l'État » se mesu-pour en française de » l'afficienté de con-

de Uige et Negage, afin de faciliter la reprise des pourparlers avec le gouvernement angolais, a annonce, dimanche 20 décembre, à Luanda, le sous-secrétaire d'Etat adjoint américain, M. Jeffrey Davidow. Scion lui, ces pourparlers pour-raient probablement reprendre vers NoëL - (AFP.) GUINÉE-ÉQUATORIALE : H

CEE mensce de suspendre son aide su développement. - Le commissaire curopéen chargé de la politique de coopération, l'Espagnol Manuel Marin, a préconisé, samedi 19 décembre, à Bruxelles, la suspension de l'aide au dévelonnement accordée par la CEE à la Guinée-Equatoriale, pour protester contre de l'Union pour l'indépendance accordée par la CEE à la Guinée-totale de l'Angola (UNITA) ont accepté de se retirer des deux villes « les récentes détentions massires de , de juin. – (AFP.)

laquelle ces gens seront poursuivis et sanctionnés », a-t-il souligné. A l'extrême droite, le Parti conserva-teur (CP) du pasteur Andries Treurnicht a accusé le gouvernement d'avoir lancé « la chasse aux sorcières au sein des Forces de défense sud-africaines » (SADF).

M. De Klerk avait, jusqu'à présent, défendu avec beaucoun d'énergic les forces de sécurité, réfutant systématiquement toutes les accusa-tions portées par l'ANC et les mouvements anti-apartheid contre la police et l'armée. Tout en recon-naissant que certains fonctionnaires pouvaient être opposés aux réformes, il avait toujours affirmé la lidélité du corps des fonction-naires et de l'armée, chaque fois que ces derniers ont été accusés d'opérations de déstabilisation.

La violence politique a fait plus de sept mille morts dans les ghettos noirs, depuis soût 1990, et les scan-dales qui se sont succédé ne lais-saient guère de doute quant à la responsabilité de certains services de police ou de l'armée. En niant farouchement l'évidence, le président avait fini par nuire à sa propre crédibilité. Sa réaction au rapport du général Steyn est certainement salutaire. Elle montre qu'il a fait le choix de ne pas - ou de ne plus former les yeux sur les agissements illicites de certains services liés à l'extrême droite blanche, furieuse

La formeté de ses décisions s'affirme, en tout cas, au moment opportun. Le gouvernement a rétabli le dialogue avec l'ANC et les deux principaux acteurs de la scène politique se préparent à reprendre bientôt le cours des négociations. Colles-ci devraient conduire à l'or-ganisation d'élections générales, avant la fin de 1993. Reste à savoir comment l'armée, garante de la sta-bilité des institutions, réagira à la ferme reprise en main de ses services par le chef de l'Etat.

inquiète de son avenir.

membres de l'opposition » effectuées dans ce pays. « On ne peut pas tolères qu'un pays mèprise impunèment les principes les plus élémentaires de la démocratie», a précisé M. Marin. -

a MALL: ajournement du procès de l'ex-président Traoré. - Le pro-cès de M. Moussa Traoré, l'ex-président malien renversé en mars 1991, et de trente-deux dignitaires de l'ancien régime a été ajourné jusqu'au 4 janvier à la demande des avocats des accusés et des familles des victimes, a annoncé, vendredi 18 décembre, le président du tribunal. Le procès avait repris

SOMALIE: acclamés par la population locale

Trois cents militaires occidentaux ont pris le contrôle de Kisimayo Quelque trois cents militaires nonce de l'arrivée des forces de phase d'urgence », commente le

occidentaux, américains et belges, sont entrés, dimanche 20 décembre, dans la ville portuaire de Kisimayo, au sud de Mogadiscio, sans rencontrer de résistance. KISIMAYO

de notre envoyé spécial On a du mal à imaginer, quand on déambule dans ces rues presque désertes, bordées de terrasses de cupées, que Kisimayo, deuxième port de la Somalie, a subi, jusqu'à la dernière heure, l'angoisse des combats spontanés et des rafales de kalachnikovs, Comme Baidoa quelques jours plus tôt, Kisimayo s'est réveillée, dimanche, provisoirement

Peu après le lever du jour, 180 marines et 120 parachutistes belges de la onzième compagnic ont débarqué non loin du port. Deux hélicoptères CH 46 déposaient les premières troupes, tandis que treize chars AAV (Amphibious Assault Vehicles) et six hovereraîts LCAC amenaient le reste des effectifs. Deux hélicoptères de combat Cobra supervisaient les opérations, et la frégate française Dupleix se tenaît à distance, prête à faire usage de sa force de feu.

Combats dans les campagnes

Selon le lieutenant-colonel Marc belges, les militaires de la coalition ont pris le contrôle de la ville en une demi-heure, sans rencontrer de résistance, s'emparant des deux points stratégiques que sont le port et l'aéroport. Un marine aurait pourtant signalé avoir été la cible de miliciens isolés. Selon plusieurs sources, deux combattants marehans, partisans de l'ancien dictateur hans, partisans de l'ancien dictateur les roues des premiers camions, beiges pour demander refuge, «Je n'ai jamais ru de gens si heureux / », s'est exclamé le responsable de l'UNICEF, M. Devereaux. « I.ex gens sont venus par milliers sur la plage, ils chantaient, ils dansaient sur le sable.»

s'est entretenu, à deux reprises, avec le colonel Omar Jess, dirigeant d'une des principales milices ogadens ralliée au général Afdid. « Il s'est déclaré heureux de notre arrivée, expliquant qu'il nous attendait depuis longtemps. C'ela pouvait paraître bizurre d'entendre cela de sa bouche, mais il nous a dit que la population était épuisée par la guerre. Il a l'air fori préoccupé par la sécurité immédiate de cette région», a commenté l'officier

Le lieutenant-colonel Jacqmin

part des villes de province, l'an-

coalition en Somalie, début décembre, a eu pour principal effet de provoquer une radicalisation des combats, Les factions rivales, soucicuses de s'assurer une position de négociateur face aux Américains, se disputent le leadership des régions. « Jusqu'à dimanche, les gens ont profité des derniers instants d'auto-nomie pour régler leurs comptes. D'autres ont tenté de piller, pendant qu'il en était encore temps », explique un observateur occidental.

Entre le 8 et le 10 décembre, les combats à l'intérieur de la ville auraient fait entre « quarante et deux cents morts», selon le coordi-nateur du CICR en Somalie, M. Thomas Linde, « Il a été difficile d'évaluer le nombre exact des victimes car les blessés n'osaient pas se présenter à l'hôpital », précise-t-il. « 90 % des blessés ont été atteints par balle », signale le responsable de l'antenne chirurgicale de MSF installée dans l'hôpital de la ville, M. Peter Casar. « Un de nox médecius a été tué et une sage-femme a perdu une partie de sa famille », soutigne-t-it. L'insécurité à amené certaines organisations humanitaires à réduire leurs effectifs.

Malgré l'installation par le CICR de cinquante-deux cuisines popu-laires et d'une douzaine de feeding centers, la situation alimentaire reste dramatique. Les paysans qui ont réussi à fuir les zones de combats pour se réfugier à Kisimayo sont à bout de force. « La moitié d'entre eux sont dans un état de dénutrition grave. Au camp de Yuk-man, sur deux mille réjugiés il en meurt trois à cinq chaque nuit. Nous ne sommes pas encore sortis de la

Dans les campagnes, sillonnées par les technicals cars, ces camionnettes équipées d'armements lourds. l'horreur est à son comble. A 120 kilomètres à l'ouest de Kisimayo, dans la région d'Asmadu, on fait état de combats sanglants, « où l'on se livre à toutes les atrocités, avec des femmes qui se retrouvent les seins coupés ».

Dans les faubourgs de la ville portuaire, soixante-trois mille personnes déplacées attendent une improbable accalmie. « Dans certains camps, les clans ont désigné les hommes les plus costauds, les plus débrouillards aussi, explique M. Thomas Linde. On leur a donné des semences et on espère qu'ils pourront regagner leur terre. C'est la saison pour planter. Ces derniers jours, les pluies ont été abon-DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

☐ Attaque d'une position française à

Baidoa : trois Somaliens blessés. -Un poste d'observation français, installé à Baidea, à 250 km à l'ouest de Mogadiscio, a été attaqué, dans la soirée du dimanche 20 décembre, par une dizaine de Somoliens armés, dont trois ont été blessés au cours de la riposte, a annoncé, lundi, le colonel Jean-Pierre Perruche, porte-150 militaires français sont présents à Baidoa et ont participé, samedi. aux côtés des marines américains.

DJIBOUTI : les élections législatives

L'ancien parti unique a remporté un scrutin boycotté par l'opposition Selon les résultats publiés samedi

19 décembre à Djibouti par le minis-tère de l'intérieur, le Rassemblement populaire pour le progrès (RPP). ancien parti unique, au pouvoir depuis quinze ans, est sorti très largement vainqueur des élections légi tives (majoritaires à un tour) du 18 décembre, en rassemblant 72 % des suffrages. Les soixante-cinq sièges du nouveau Parlement lui reviennent de droit. L'unique rival du RPP, le Parti du renouveau démocratique (PRD), dirigé par l'ancien ministre de la santé, M. Mohamed Djama Elabe, a obtenu 28 % des voix.

Plus de la moitié des 140 000 électeurs diffoutiens out boudé ce serutin, premier du genre depuis l'instauration du multipartisme, en septembre dernier. L'appel au boyl'opposition, a été entendu, le taux de participation ne dépossant pas, selon les estimations gouvernementales, les 48,5 %, malgré la prolongation in extremix d'une houre et demie de l'ouverture des bureaux de vote. Cette victoire à la Pyrrhus des par-

tisans du président Hassan Gouled Aptidon n'augure pas d'une rapide décrispation de la vie politique. Les opposants «modérés» du PRD. exclus du Parlement, malgré leur percée électorale, risquent de se radicaliser. La manifestation qu'ils avaient organisée, dimanche après-midi, pour dénoncer les « manipulations » et les « fraudes massives » qui ont, selon eux, entaché le déroulement du serutin, a été violemment dispersée par les forces de l'ordre et plusieurs cottage, lancé par le Front uni de manifestants ont dû être hospitalisés.



MOSCOU

de notre envoyé spécial

Le bras de fer entre réformateurs et conservateurs au sein du gouver-nement russe du président Boris Eltsine semble avoir des effets positifs pour le régime de Fidel Castro. Dans le cadre d'une entente de coopération récemment signée à Moscou, les négociateurs cubains auraient obtenu des garan-ties d'approvisionnement portant sur 3,3 millions de tonnes de pétrole et de produits dérivés pour 1993, La Havane s'engageant à fournir 1,5 million de tonnes de sucre en contrepartie.

a C'est un véritable ballon d'oxygène que nous allons donner à Casgene que nots attans aonner a Car-tro», s'insurge le commentateur politique du quotidien russe I-ves-tia, Evgueni Bay, également vice-président du Comité des droits de l'homme pour la démocratie et adversaire déclaré du régime de La Havane, « les conservateurs pren-neut de plus en plus de poids au sein de notre gouvernement et exer-cent de fortes pressions sur Elisine pour le convaincre de revenir à une position plus aunicale à l'égard de les Havanes, déplore-il. On constitue une volonté de monour les constate une volonté de renouer les liens économiques sous la pression combinée des conservateurs, qui agissent pour des raisons idéologi-ques, et des centristes réunis autour d'Arkadi Volski, qui veulent aider l'industrie russe à trouver des débouchés pour ses produits.

Cette année a été catastrophique pour les deux partenaires, qui ont limité leurs échanges commerciaux à un simple accord de troc portant sur 1 million de tonnes de sucre cubain contre 1,8 million de tonnes de pétrole russe. Avant 1990, Cuba faisait près de 90 % de son com-merce extérieur avec les pays du bloc soviétique, vendant du nickel, des agrumes, du tabac et 4 millions de tonnes de sucre par an contre des produits alimentaires et industricls, le tout à des prix très avan-tageux pour l'île des Caraïbes.

d'espionnage russe

L'URSS fournissait autrefois, à un prix inférieur au cours mondial 13 millions de tonnes de pétrole à La Havane, qui en revendait une partie sur le marché international nour obtenir des devises. Les mesures draconiennes imposées par Fidel Castro depuis deux ans ont certes entraîné la paralysie d'une grande partie de l'activité indusrielle, mais elles ont aussi permis de réduire substantiellement la consommation d'énergie, au point que Cuba peut désormais « survivre » avec 4 ou 5 millions de tonnes de pétrole par an. La Havane avant également conclu ies accords avec le Kazakhstan et l'Iran - 1,5 million de tonnes et 0.5 million, respectivement - son 'approvisionnement serait garanti pour 1993.

Les négociateurs cubains auraient également obtenu des compensations économiques (des pièces de rechange pour leur maté-riel militaire) en offrant aux Russes

LE MONDE

diplomatique

EST-CE LA FIN

DU RÊVE AMÉRICAIN?

Au terme de douze ans de confrontation avec l'Union soviétique

et de tentatives pour enrayer leur déclin économique, les Etats-Unis ont gagné la première bataille et perdu la seconde.

Etre la seule superpuissance ? L'Amérique y est certes parvenue

mais dans quel état ? Sur les décombres financiers et sociaux de douze ans de néolibéralisme et de déréglementation, l'architecte

du « nouvel ordre mondial » se prépare, sous la pression de l'opi-nion, à privilégier sa reconstruction interne. Quels sont ses atouts

internationaux? Quels sont ses bandicaps structurels? Où en est le rayonnement de sa culture?

« Manière de voir » fournit les repères de l'action du prochain

ÉTATS-UNIS, FIN DE SIÈCLE

munications et d'espionnage élec-tronique de Lourdes, dans la région de La Havane. « Contraire-ment à la brigade que nous avons nent à la brigade que nous avons commencé à retirer de Cuba, cette luse fait partie de notre système de défense et son maintien ne peut être interprété comme un appui au régime de Castro», soutient Alexeï Sourkov, un des députés du Soviet suprême qui lui est le plus hostile.

> Controverse autour d'un «détail»

A la différence de certains réformateurs qui souhaiteraient une rupture totale avec La Havane, Sourkov estime que Moscou doit maintenir des relations économiques avec son ancien allié, ne serait-ce que pour tenter de récupé-rer une dette évaluée à plus de 20 milliards de dollars. « les nombreuses uxines que nous avons construites pourraient, dit-il, nous journir leurs produits en guise de remboursement sur plusieurs années. Mais nous devons aussi contribuer à la libération de Cuba car notre gouvernement est en par-tie responsable de l'implantation d'un règime totalitaire dans ce pays. » Il a donc participé activement à l'offensive politique qui a conduit le gouvernement russe à voter, pour la première fois, en faveur d'une motion condamnant Cuba lors de la dernière réunion de la Commission des droits de l'homme des Nations unies à

n Notre tâche n'est pas facile, reconnaît-il cependant, car Fidel Custro dispose encore d'un certain nombre d'alliés au sein même de notre gouvernement. » Il est de notorièté publique que l'ambassa-deur de Russie à La Havane, Arnold Kalinine, mêne une action qui va à l'encontre de la politique de son propre ministre des affaires étrangères, Andrel Kozyrev, sou-cieux de se démarquer du régime cubain et d'établir des contacts avec les dissidents et l'opposition

constate Marina Tchoumakova, «cubanologue» à l'Institut d'Amérique latine de l'Académie des sciences de Moscou, conservent le portruit de Fidel Castro dans leurs bureaux, et les anciens cadres du KGB (service de renseignement de ['ex-URSS] contrôlent encore notre institut », dit-elle, dans le bureau minable et glaciai où elle a été reléguée. Pour preuve de l'influence de la vieille garde sur la politique russe à l'égard de La Havane, elle cite l'action, « discrète mais effi-cace, de l'ancien général du KGB Nikolai Leonov, qui conserve des relations dans l'entourage d'Elisine et entretient des liens étroits avec les frères Fidel et Raul Castro denuis les gundes 50. Cube depuis les années 50 ». Cuba peut également compter sur l'appui de l'ancien ambassadeur d'URSS à La Havane louri Petrov, nommé à la tête de l'administration russe par M. Eltsine, dont il suit les pas

Le thème cubain est une pomme de discorde dans l'entourage immé-diat du président russe (M. Eltsine s'est bien gardé de trancher en

Seizième volume

de la collection

faveur de l'un des deux camps), puisque les réformateurs sont sou vent des adversaires déclarés de Fidel Castro alors que M. Petrov n'a pas hésité, dans un entretien publié dans la presse locale, à faire part de son admiration sans bornes pour le dirigeant cubair

Le directeur adjoint du départe ment d'Amérique latine au minis-tère des affaires étrangères, Alexei Ermakov, dit appuyer « une évolu-tion démocratique à Cuba dans le cadre du principe de la non-ingérence », tout en affirmant que « les-organisations dissidentes sont trop petites pour qu'on puisse en tenir compte et n'offrent pas une vérita-ble option de rechange ». Cette affirmation fait bondir le député rkov : « Si l'oppasition est faible à Cuba, c'est parce que Castro dis-pose encore d'un puissant appareil de répression. Le plus grand danger pour lui pourrait venir de l'armée, où le malaise est très réel, comme l'indiquent la mise à l'écart de nombreux généraux et la fuite de plusieurs officiers.»

Appel du pied à la France

C'est pourquoi M. Sourkov se dit « surpris » par l'attitude de la France, plus particulièrement par les déclarations faites, le 22 août à La Havane, par Michel Charasse alors ministre du budget, - qui avait annoncé des mesures visant à favoriser les investissements français à Cuba, « Ces propos nous oni mis en alerte, affirme M. Sourkov. Le gouvernement français cherche-rail-il à sauver Castro? Ce serait rendre un très mauvais service au

M. Sourkov est surtout préoccupé par le rôle que pourrait jouer la France dans l'achèvement et la mise en route de la centrale nucléaire de Juragua, près de la ville de Cienfuegos. Après avoir investi, depuis 1980, l'équivalent de plus de I milliard de dollars dans cette centrale de quatre réac teurs de 440 mégawatts chacun Moscou a décidé de ne pas termi ner les travaux qui, selon M. Castro, sont avancés à 70 %. Depuis, La Havane cherche un nouveau partenaire et souhaiterait, d'après M. Sourkov, que ce soit la France

ou l'Allemagne. Scion des ingénieurs de l'usine nucléaire de Turkey-Point (Floride) et des spécialistes cubains partis en exil après avoir participé au chantier de la centrale de Juragua. celle-ci a des « dommages structurels » dus à l'absence de contrôle des soudures par rayons X. «La Commission internationale de l'énergie, affirme l'un d'eux, n'autorisera jamais la vente de combus-tible nucléaire à une centrale qui risque d'avoir de graves problèm de sécurité. De plus, quel que soit le régime en place à Cuba, les Etats-Unis n'accepteront pas l'ouverture, à 150 kilomètres de leurs côtes, d'une installation qui n'est, après tout, qu'une version améliorée de la centrale de Tchernobyl.»

BERTRAND DE LA GRANGE

COLOMBIE: assassinat du chef des renseignements de la police de Medellin. – Le chef des renseirements de la police de Medellin a été assassiné devant son domicile, samedi 19 décembre, par des tueurs qui pourraient être liés au cartel de la drogue, a déclaré le commandant local de la police. La chaîne de télévision NTC Noticias a. d'autre part, annoncé samedi que Pablo Escobar, le trafiquant de drogue évadé de prison en juillet dernier, avait l'intention de se rendre. Les autorités ont démenti dimanche cette information et affirmé ne pas être en cours de négociation avec Pablo Escobar. – (AFP, AP.)



Le recul du Kouomintang à Taïwan inquiète les dirigeants de Pékin

Un profond réaménagement des forces politiques à Taiwan est à prévoir après le recul majeur du Parti nationaliste (Kouomintang, ou KMT) lors des élections législatives, samedi 19 décembre. Celui-ci se maintient au pouvoir avec une faible majorité, face à une opposition îndépendantiste qui s'est ressaisie. L'événement est considéré avec la plus vive appréhension par Pékin.

PÉKIN

de notre correspondant

Le parti de Sun Yat-sen et Tchiang Kaï-shek n'a pas mordu la poussière, mais il s'en est fallu de poussière, mais il s'en est tallu de peu : après l'attribution proportion-nelle de 36 sièges non soumis au scrutin direct, le KMT, avec seule-ment 53 % des voix, n'obtient que 96 des 161 sièges du nouveau Yuan législatif. La principale formation d'opposition, le Parti démocratique progressiste (DPP), avec 31 % des votes exprimés, s'adjuge 50 sièges.

Les 15 derniers sièges vont à des indépendants, notamment à deux anciens membres du gouvernement qui avaient démissionné de leurs fonctions, contre l'avis du KMT, pour se présenter sous leur propre bannière. Il s'agit de l'ex-ministre banniere. It sagit de l'ex-ministre des finances Wang Chien-Issien, qui obtient le plus grand nombre de voix recueillies par un candidat à Taïpeh, et de M. Jaw Shau-kong. ex-patron de l'agence pour l'environ-nement, qui putvérise tous les records de popularité dans l'île.

Le résultat de ce scrutin, qui s'est déroulé sans incident majeur après une campagne animée mais sans violence incontrôlée, est considéré comme un revers important qui devrait provoquer une crisc au sein du KMT. Celui-ci, qui a été l'artisan de la démocratisation à Taïwan, n'avait jamais obtenu moins de 60 % des voix. C'est sun avertissement sévère», a concédé son secré-taire général James Soong, avant de présenter sa démission.

Contrairement à l'élection, en décembre 1991, de l'Assemblée nationale - constituante dotée de peu de pouvoirs - l'opposition n'avait pes centré sa campagne sur le thème explosif de l'indépendance de Talwan, mais sur la dénonciation des malversations encore très pré-sentes au sein du parti dominant. Celui-ci a de plus été victime de ses désnecords internes, de plus en plus

La manière dont allait réagir, face à cette mini-déroute, la direction du parti fondé par Sun Yat-sen, dont la Constitution avait èté mise en forme avec l'aide du Komintern, n'était pas perceptible lundi. Le chef de file de l'opposition, M. Hau Hsin-liang, n'a pas tardé à réclamer la démission du premier ministre, M. Hau Pci-tsun. conservateur d'origine Pei-tsun, conservateur d'origine continentale, impopulaire auprès des continentate, impopulaire aupres des classes moyennes de souche taïwanaise. Il a annoncé avec emphase l'ouverture d'une « ère de bipartisme». Encore faudrait-il que le KMT demeure en l'état. M. Jaw a annoncé la formation d'une Alliance pour un nouveau Kouomintang, visiblement destinée à attirer l'aile réformiste et jeune déjà très «taïwa-nisée» du vieux KMT, passablement écœurée par les aspects rétrogrades

Menaces d'intervention

Mais les plus grands perdants dans ce scrutin ne se trouvent sans doute pas dans l'île. Il s'agit du régime de Pékin, qui avait montré les dents quatre jours avant le scru-tin, pour dissuader les vingt millions d'habitants de l'île de voter pour l'opposition, allant jusqu'à proférer des menaces explicites d'intervention musclée: « I.a Chine prendra des mesures résolues pour sauvegar-der sa souveraineté et son intégrité territoriale si se font jour des ten-

dance de Taiwan ou si des puissance de la sum ou si des pais-sances étrangères conspirent pour faire éclater la Chines, avait averti le secrétaire général du Parti com-muniste, M. Jiang Zemin. Le vote de samedi montre à quel point les Taiwanais considèrent comme anachroniques les prétentions de Pékin à lui dicter sa conduite.

La presse communiste a exprimé, par son silence dans les heures syant suivi les résultats, l'extrême préoccu-pation des dirigeants chinois. Ce silence contraste avec la célérité mise par Pékin a féliciter samedi le nouveau président sud-coréen, M. Kim Young-sam.

On peut redouter que la Chine populaire durcisse son attitude si le KMT ne parvient pas rapidement à rattraper la situation, si l'on en juge par son attitude dans le différend avec Hongkong. Poursuivant leur campagne de déstabilisation à l'encontre du gouverneur Chris Patten, les médias de Pékin ont réussi à faire chuter la cotation en Bourse de l'une des grandes maisons de com-merce qui ont contribué à la prospé-rité de la colonie britannique, Jar-dine Matheson, pour la punir du soution apporté aux projets de libéralisation du pouverneur.

Il a suffi d'un commentaire incendiaire rappelant en termes à peine voilés que la fortune de cette maison venait, à l'origine, des bénéfices réa-lisés par ses fondateurs dans le commerce de l'opium au dix-neuvième siècle pour provoquer une chute de 6 % des actions de la firme, qui a entraîné avec elle plusieurs autres groupes financiers dans un nouveau tassement de la bourse. M. Patten a accusé Pékin d'outrepasser ses prérogatives par ce comportement. On s'attend pourtant à voir la Chine continuer ce genre d'actions de guérilla politique, compte tenu de la mentalité de forteresse assiégée qui caractérise sus chefs.

Démocratie et développement

par Patrice De Beer

ES « dragons » asiatiques, qui faisaient figure d'exemples lisé aux dépens des libertés fondamentales, sont en train de montrer que, désormais, progrès et démocratisation peuvent aller de pair. L'image traditionnelle de « nouveaux pays industrialisés » sacrifiant les droits de l'homme aux impératifs du développement a pris un sérieux coup de vieux, n'en déplaise aux dirigeants chinois qui s'y raccrochent, avec des lustres de retard, pour justifier leur intransigeance politique. Les hasards du calendrier font que, de Séoul à Taipei et de Hongkong à Singapour, cette nouvelle réslité vient de se consolidar.

En Corée du Sud, pour la première fois dans l'histoire, un président álu démocratiquement est arrivé au terme de son mandat et les électeurs ont pu choisir librement, vendredi 18 décembre, son seur. Même si, au combattant des droits de l'homme qu'était M. Kim Dae-jung, ils ont préféré son rival Kim Young-sam, plus modéré et insaisissable. Dénoncé par les étudiants qui avaient renversé en 1987 la dictature milltaire, rien ne laissait présager que M. Roh Tae-woo, ex-général devenu président, allait devenir l'artisan de la consolidation, certes lente et imparfaite, de la démocratie. Le civil qui va entrer à la Maison Bleue sait qu'il ne devra plus son pouvoir à une armée iadis

La campagne a certes été rude, émaillée d'irrégularités, voire de pressions en feveur du candidat officiel, M. Kim Young-sam. Mais elle n'a pas empêché les Sud-Coindépendance, et, en lout cas, avec plus de libarté que leurs frères du Nord, Il sera désormale difficile à d'éventuels putschistes de remettre en cause le verdict des umes. Et surtout de reprendre les rênes à une nouvelle classe moyenne qui, après avoir trimé des décennies pour développer le

armés. Un phénomène que l'on retrouve d'ailleurs dans bien d'autres pays asiatiques.

A Taiwan, depuis que M. Chiang Ching-kuo a lancé, au milieu des années 80, le processus de démocratisation, l'évolution a été au moins aussi rapide. L'actuel président, M. Lee Teng-hui, est membre du KMT, replié dans l'île depuis 1949, mais il est aussi le premier Talwanals d'origine à accéder à la magistrature suprême. Et c'est de justesse que le KMT a remnorré le scrutin de samedi. Mieux encore, le principal parti d'opposition, la DPP, avait pu, il y a un peu plus d'un an, mettre à -neqèbril engil emmargorq nos dentiste modérée - « crime » jusque-là passible de prison - sans susciter de réactions autres que verbales de la part du pouvoir.

L'effacement des militaires

A Taïwan comme en Corée du Sud mais aussi an Thatlande, l'armée - qui justifiait son emprise au nom de l'anticommunisme ratourna lentement et sans enthousiasme vers ses casemes. Certains officiers acceptent mal cette mise à l'écart et la perte des avantages matérials qu'elle risque d'impliquer. Mais la situation a tellement évolué en Asie au cours des dernières années qu'un retour en arrière paraît de plus en plus

A Singapour, île-État également longtemps adepte du parti unique de fait, le premier ministre, M. Goh Chock Tong, remettait en jeu samedi son mandat de député. Il coursit peu de risques face à une opposition éclatée et affaiblie par rente années de marginalisation, et il l'a emporté aisement avec 73 % des voix. Néanmoins, il avait lugă nécessaire de parattre jouer le jeu, pour asseoir sa légitimité, encore fraiche et fragile, de suc-casseur de M. Lee Kwan Yew, Le ternos n'est pas encore venu pour ann Parti d'action populaire (PAP) d'accepter l'idée qu'un jour le pou-

seule compétence est d'être démocratiquement. Mais, du moins, les opposants ne sont plus comme avant victimes de chasses

> Resta Hongkong. La situation y est différente car la puissance coloniale britannique tout comme la Chine - à laquelle le territoire doit revenir en 1997 - s'v étaient, jusqu'à récemment, entendues pour éviter à sa population les règles de la démocratie élective Les choses ont changé depuis l'automne, avec la décision du nouveau gouverneur, M. Chris Patten, de faire profiter les Hongkongais des libertés explicitement et implicitement prévues par la Déciaration commune de 1984. Mal lui en a pris, M. Deng Xieoping n'acceptant pas de voir, à ses portas, des Chinois montrer l'exemple d'une démocratie qui marche. Même s'il faut, pour cela, faire fi des accords signés, et de l'image de havre doré pour investissements étrangers que s'efforce de donner Pékin depuis treize ans.

> Face à cette évolution spectaculaire des « Dragons » asiatiques, les législatives organisées dimanche dans un Laos toujours contrôlé par le Parti communiste, prement un aspect anachronique, voire pathétique. Mais il ne faut pas oublier que l'Asie, symbole d'une vole originala vers le développement et les libertés, reste également le conservatoire des derniers régimes staliniens, de la Chine à la Corée du Nord et au Vietnam, et que certaine pays, comme la Birmania ou, dans une moindre mesure, l'Indonésie, demeurent, à leur manière, des régimes militaires d'un autre Age.

 SRI-LANKA : treize morts dans un affrontement entre armée e Tamonis. - Quelque deux rents «Tigres» du Front de libération de l'Eclam tamoul (LTTE) ont sita qué, dimanche 20 décembre, de positions de l'armée sri-lankais dans le nord-ouest de l'île. Le com: bat, qui a duré près d'une heure, ? fait dix morts chez les gouverne mentaux et au moins trois victime parmi les séparatistes. - (Reuter.)

ASIE Mulation Les élections législatives

du Kouomintang a Jan de les dirigeants de Pele

 $(x,y) = \frac{1}{2} \left(\frac{1}{2} \left(\frac{y}{2} + \frac{y}{2} \right)^{2} + \frac{y}{2} \right)^{2} \left(\frac{y}{2} + \frac{y}{2} \right)^{2} = \frac{1}{2} \left(\frac{y}{2} + \frac{y}{2} \right)^{2} + \frac{y}{2} \left(\frac{y}{2} + \frac{y}{2} + \frac{y}{2} \right)^{2} + \frac{y}{2} \left(\frac{y}{2} + \frac{y}{2} + \frac{y}{2} \right)^{2} + \frac{y}{2} \left(\frac{y}{2} + \frac{y}{2} + \frac{y}{2} \right)^{2} + \frac{y}{2} \left(\frac{y}{2} + \frac{y}{2} + \frac{y}{2} \right)^{2} + \frac{y}{2} \left(\frac{y}{2} + \frac{y}{2} + \frac{y}{2} + \frac{y}{2} \right)^{2} + \frac{y}{2} \left(\frac{y}{2} + \frac{y}{2} + \frac{y}{2} + \frac{y}{2} \right)^{2} + \frac{y}{2} \left(\frac{y}{2} + \frac{y}{2} + \frac{y}{2} + \frac{y}{2} \right)^{2} + \frac{y}{2} \left(\frac{y}{2} + \frac{y}{2} + \frac{y}{2} + \frac{y}{2} \right)^{2} + \frac{y}{2} \left(\frac{y}{2} + \frac{y}{2} + \frac{y}{2} + \frac{y}{2} + \frac{y}{2} \right)^{2} + \frac{y}{2} \left(\frac{y}{2} + \frac{y}{2} + \frac{y}{2} + \frac{y}{2} + \frac{y}{2} \right)^{2} + \frac{y}{2} \left(\frac{y}{2} + \frac{y}{$

scratie et developpem

PROCHE-ORIENT

En attendant la décision de la Cour suprême israélienne

La population des territoires occupés vit dans l'angoisse

Le Liban refusant toujours d'accueillir les 415 expulsés palestiniens - selon le dernier chiffre de l'armée israélienne. la Cour suprême de l'Etat juif. saisle par leurs avocats, devait décider lundi 21 décembre du rapatriement, très éventuel, des intéressés dans leurs foyers.

JERUSALEM

de notre correspondant

Grèves, couvre-feu, manifestations, affrontements, six morts, des dizaines de blessés par balles, une tension extrême... Tandis que la Cour suprême d'Israel examinait tondi à lérusalem les nouveaux recours déposés par les avocats des expulsés, un climat d'attente angois-sée s'abattait sur les deux millions de Palestiniens qui vivent dans les territoires occupés de Cisjordanie et

2.

le sait. Réaffirmant dimanche soir sa conviction d'avoir pris « la meilleun? décision possible», le premier minis-tre, M. Itzhak Rabin, s'entête et répète à qui veut l'entendre qu'il n'est pas question de se conformer à l'injonction du Conseil de sécurité de l'ONU. Les personnes « temporairement déplacées » ne seront rapatrices que si la Cour suprême l'ordonne. Pour le reste, convaincu que la pression internationale va diminuer à l'approche des fêtes de fin d'année, M. Rabin n'est pas inquiet : « Le processus de paix se

Ce n'est pas l'avis des Palestiniens, fort inquiets de la suite possi-ble des événements. Mais une chose est sûre : en expulsant de leurs foyers quatre cent quinze personnes dont aucune a'a été, en l'espèce, ni jugée ni même inculpée de quelque crime que ce soit, M. Rabin semble avoir réussi l'impossible : son action a uni les activistes fondamentalistes Que se passera-t-il lorsque l'armée du Hamas et du Djihad islainique, sera contrainte de lever le blocus qu'elle impose aux Palestiniens ou non de l'OLP. Après une pre-

dredi à Gaza (le Monde du 19 décembre), le Hamas et la «direction unifiée» du soulèvement palestinien ont distribué dimanche un premier tract commun, appelant à « combattre ensemble l'oppression

Organe clandestin créé quelques semaines après le début de l'Intifada en décembre 1987, la «direction unifiées du soulèvement était domi-née par les factions de l'OLP, le Fath de M. Yasser Arafat en tête, et ne comprenait aucune organisation islamiste. Nul ne peut préjuger de la solidité de cette union due aux circonstances, entre deux mouvements aussi diamétralement opposés l'OLP admet notamment l'existence d'Israel, alors que le Hamas et les autres veulent la disparition de « l'entité juive ».

La participation éventuelle du Hamas à une réunion de l'OLP à Tunis - qui s'est ouverte samedi pour discuter de l'attitude à adopter après «le crime» israélien, consti-tuera un test important. On note déjà que M. Arafat, qui comparait

recherche d'une solution. » Celle-ci.

pour l'instant, n'apparaît pas et la

détermination des expulsés à rester là où ils sont n'a d'égale que celle du gouvernement libanais à ne pas les laisser entrer dans le territoire

Un no man's land

Unanime, la classe politique libanaise est, pour une fois, en accord avec la population et, dans son homélie dominicale, le patriarche de l'Eglise maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, a durement condamné ees expulsions: « C'est la preuve d'un déni flagrant des majoure autil dis Ch est le report

raleurs, a-t-il dit. Où est le respect des droits de l'homme lorsque des gens sont arrachés à leur terre et jetés comme des déchets en plein

Les Palestiniens appuient pleine-

air, sur la terre d'autrui?»

Unanime, la classe politique

naguère les activistes islamistes aux de vigueur v. écrit avec un bel dre leurs forces et multiplier les atta« zoulour » conservateurs qui s'opposent à l'ANC en Afrique du Sud et

Distanche au cours d'une sin

Drend suffissimment la menace au qui fustigeait le financement iranien du Hamas, a changé de ton : le Hamas est devenu cette semaine une «force patriotique». Il est vrai que les milnants de l'OLP et surtout les notables qui négocient avec Israël dans le cadre du processus de paix sont désormais placés dans une situation impossible.

Les négociateurs palestiniens dans l'embarras

«Le soutien au Hamas dans les territoires est loin, très loin d'être nègligeable », nous confiait l'un d'eux. Sans aller jusqu'à ajouter foi aux dernières « révélations » israé-liennes — selon lesquelles le Shin Beth aurait arrêté au début du mois sept activistes islamistes qui s'apprétaient à commettre un atten-tat contre une école juive religieuse et à « assassiner Fayçal Husseini », numéro un virtuel de l'OLP dans les territoires, - les négociateurs palestiniens ne sont pas à leur aise. « Ceci explique qu'ils protestent avec autant

bien qu'empêché par l'armée libanaise, pour des « raisons de sécurité», de se rendre auprès des expulsés, M. Chafiq Al Hout, représentant de l'OLP au Liban et membre de son comité exécutif. estime « courageuse et positive » l'attitude du gouvernement libanais. « Si ceux-là passent, dit-il. cela constituera un précédent et demain il y aura mille personnes.

La position du Liban est juste.» Pour contrer les affirmations israéliennes selon lesquelles les libanais et ne sont donc pas dans un no man's land, le gouvernement de Beyrouth pourrait bientôt restreindre aux seules organisations humanitaires l'accès au « camp». En fait, les expulsés sont bien dans un no man's land, entre le dernier point d'occupation de l'armée israélienne et à 6 kilomètres du premier barrage de l'armée liba-

Dimanche, au cours d'une réu-nion à Jérusalem-Est, la première du genre, des personnalités du camp modéré comme M. Sari Nousseibeh, un proche de M. Husseini, ont partage la tribune avec un des oriémas réputés, pour certains, sympathisants du Hamas. M. Nousseiben a promis que les Palestiniens ne laisseraient pas posser les expulsions sans réagir «Notre opinion publique ne soutient plus le processus de paix.» Discutant ensuite avec queiques journalistes, l'universitaire a ajouté : «S'en prendre au Hamas comme les Isracliens l'ont fait, c'est le favoriser... »

En tout cas, les hommes de la « direction unifiée » du soulèvement ont signé avec le Hamas un accord appelant leurs « unités combattantes à coopèrer sur le terrain». En clair, les «panthères noires», les «faucons du Fath», les «aigles rouges», les «commandes Azzedine-al-Kassam» et tous les groupuscules armés qui se réclament des différentes factions de la lutte palestinienne devraient join-

Jusqu'à cette affaire, ce no man's land n'était parcouru que par les hommes de l'Armée du Liban sud (ALS) du général Antoine Lahad - milice créée, financée et entraînée par Israël - et par les habitants de la zone occupée, munis d'un permis de l'ALS pour rentrer chez eux. Lors des 66 expulsions précédentes depuis le déclenchement de l'Intifada, personne n'avait pu, en raison des tirs de l'ALS, franchir le barrage de l'armée libanaise pour aller au-devant des expulsés,

Une chose est sûre : tous les Palestiniens se réjouissent du rap-prochement amorcé à la faveur de cette affaire entre le Fatah de M. Yasser Arafat et le mouvement intégriste Hamas. « 1. Ol.P a besoin du llamas comme réserve militaire et le llamas a besoin de l'OI.P

prend suffisamment la menace au sérieux pour avoir renouvelé aux soldats de très sévères consignes de sécurité dans leurs déplacements en Cisiordanie et à Gaza.

Les effectifs ont également été renforcés dans les territoires, mais il s'agit là surtout de prévenir les émeutes qui pourraient éclater en Cisjordanie, aussitôt que les mesures de couvre-feu et de bouclage mises en place un peu partout auront été raire du couvre-feu total imposé sus Khan Younis (bande de Gaza) depuis plusieurs jours, a donné lieu à des affrontements extrêmement violents. Six Palestiniens, dont une fillette de neuf ans, ont été tués par balles. Dimanche, de nouvelles au même endroit (six blessés), puis à Naplouse et Jérusalem-Est. A trois jours de Noël Hébron et Bethléem restent bouclées par l'armée,

PATRICE CLAUDE

comme force politique », affirme un dirigeant, qui ajoute : « Le fait que le Hamas réponde à l'invitation de Yasser Arafat et se rende à Tunis ext une étape qui va aider les deux parties. Cela peut permettre à l'OLP de corriger les erreurs commises pendant les négociations de Washington et encourager le Hamas à être plus réaliste quant au processus de paix, »

Pour Souheil, professeur depuis dix-sept ans dans une école de l'UNRWA à Rafah, les choses sont plus simples. « Cette fois c'est nous, dit-il, mais nos camarades du Fatah savent déjà que la prochaine fois ce sera eux. Face à Israël nous ne devons faire qu'un. »

FRANÇOISE CHIPAUX

Les Palestiniens pris entre deux feux

ull y a, ici, dit la docteur Salem Ahmed Salame, trente titulaires de doctoral qui viennent des universités de Gaza, Naplouse ou Hébron et quatorze médecins » qui soignent les éclopés en tout genre.

« Ceux qui sont là ne nont par les gens qui descendent dans la rue », déclare, en connaisseur, le docteur Abdel Aziz Al Rantissi, pédiatre à l'hôpital islamique de Gaza, et une des principales figures du Hamas, a Aucun des militants liés aux opé-rations militaires n'a été expuisé, dit-il. En déportant les intellectuels, société palestinienne et à faciliter ultérieurement la déportation des

«Qu'on nous juge!»

a Croyez-rous que les militants armés dorment chez eux?», interroge issa, laborantin à l'Université Al Najah de Naplouse. Arrêté chez lui comme la plupart de ses camarades, issa ne comprend toujours pas ce qu'il fait là "d'ai passé six mois en prison au début de l'Intifuda en 1987, mais on m'a relâché saux m'avoir jamais interrogé, et jamais dersonne ne m'a accusé

accepte, ils recommenceront, et, la deuxlème fois cela fera moins de bruit et la troisième on n'en parlera plus. Notre choix est ici ou chez nous et rien d'autre. » Hussoin, vingt-deux ans, commerçant, n'avait, lui, jamais connu la visite de l'armée. Le bras en écharpe à la suite des coups qu'il a recus des soldats israéliens dans le bus, où, comme la plupart, il a passé trentesix heures sans boire ni manger, il demande : « Si on nous reproche quelque chose, qu'on nous juge. Même le criminel nazi Demunjuk a eu droit à un jugement. Pourquoi

Près d'un torrent glacé, soule source d'eau à proximité, une dizaine d'hommes font leur toilette grace à un don de la Croix-Rouge qui a fourni à chaeun serviette. brosse à dents, savon, shampoing et objets de première nécessité avant de passer la main à l'Office des Nations unies pour le secours aux réfugiés de Palestine (UNRWA), dont le responsable des opérations, M. Franke De Jonge,

faula en 1987, mais on m'a relâche saux m'avoir jamals interrogé, et jamais personne ne m'a accusé d'être membre du llamas. « Ses trois frères ont été arrêtés avec lui, mais, ajoute-t-il, « je pense qu'ils sont en prison pulsque je ne les ai par retrouvés ici».

Souhaiterait-il un asile plus sour cela que mu principale préocconfortable au Liban? « Non, jamais, car si le Liban nous

A la suite d'une médiation du président égyptien L'Arabie saoudite et le Qatar règlent leur conflit frontalier

l'Arabie saoudite et le Qatar ont signe, dimanche 20 décembre, à Médine, un accord réglant leur différend frontalier surgi à la faveur d'un incident armé le 30 septembre. Selon un communiqué commun, les deux pays ont décidé d'ajouter d'ici un an, en additif à leur accord frontalier signé le

Après de longues tractations, et grace à une médiation du président reconnue par les deux pays signa-égyptien, M. Hosni Moubarak, taires, précisant le tracé définité de leur frontière et contraignante pour les deux parties».

> ils ant également décidé de former une commission mixte chargée du bornage de la frontière « conformément à la corte » fixant la nou-

EN BREF

DE BAHREIN: Manama se dote d'un Conseil consultatif. – L'émir de Bahrein, cheikh Issa Ben Saldimanche 20 décembre par décret la création d'un Conseil consultatif de trente membres, nommés par l'émir et chargés de « donner des avis» sur la politique du gouverne-ment. Le Conseil sera désigné pour quatre ans renouvelables. L'Assemblée nationale bahreinie avait été dissoute en 1975 par l'émir pour « obstruction » au travail du gouvernement. - (AFP.)

a START 2: M. Bush parle de « progrès » dans les discussions sur la réduction des armements straté-giques, après un entretien télépho-nique dimanche 20 décembre avec

le président russe Boris Eltsine. « Nous ne sommes pas entièrement d'accord, mais nous avons fait des progrès», a-t-il déclaré. Vendredi à Pékin, M. Eltsine avait annoncé que le traité START 2 serait signé lors d'un sommet en janvier. La Maison Blanche n'avait pas confirmé et avait souligné que « les négociations se poursuivent d'arrache-pied ». - (AFP.)

I Hassan It reçoit M. Chirac. -Hassan II a reçu, samedi 19 décembre, à Fès, où il séjourne actuellement, M. Jacques Chirac, « progrès ». – Le président améri-cain George Bush a évoqué des indication n'a été fournie sur la teneur de ce tête-à-tête. La dernière



BOURBON WILD TURKEY.* **UNE FORMULE** JALOUSEMENT GARDÉE PAR UNE DINDE SAUVAGE Dans un COFFRE-FORT DE 70 CL.



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION,

L'Assemblée nationale et le Sénat ont voté à la quasi-unanimité la mise en accusation des trois anciens ministres

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté dans les mêmes termes, samedi 19 et dimanche 20 décembre, la proposition de résolution visant à renvoyer M. Laurent Fabius, M. Edmond Hervé et Mr Georgina Dufoix devant la Haute Cour de justice au motif de nonassistance à personne à danger dans l'affaire du sang contaminé. Cette proposition doit être communiquée par le président du Sénat, M. René Monory, au procureur général près la Cour de cassation, qui la transmettra à son tour au président de la Haute Cour, M. Louis Brives. sénateur (Rass. dém.), et au président de la commission d'instruction. Composée de cinq magistrats titulaires issus de la Cour de cassation, cette commission aura la charge d'apprécier les faits reprochés aux trois anciens ministres et d'ordonner, s'il y a lieu, leur renvoi devant la

A 17 h 35, dimanche 20 décembre, M. Fabius, M. Hervé et M= Dufoix sont renvoyés en Haute Cour. Devant un hémicycle presque distrait. M. Monory annonce les résultats du scrutin. Par 286 voix contre 1, le Sénat vient d'adopter la proposition de résolution votée, samedi, à l'Assemblée nationale. En deux jours, les parlementaires ont mis fin à deux mois d'hésitations,

d'atermoiements et de querelles. Exceptionnelle, la procédure de la Haute Cour de justice semble enga-gée sans émotion ni gravité. L'émotion, pourtant si présente au cours de la première séance à l'Assemblée nationale, le 16 décembre, lorsque M. Hervé était monté à la tribune, ne s'est pas retrouvée. Comme si la passion avait enfin cédé à la raison devant la volonte affichée par les deux Assemblées d'en finir coûte publique désorientée une décision symbolique avant la fin de la session

députés ont l'impression d'assister à une redite. Les voici saisis d'une nouvelle proposition de réso-lution, trois jours après avoir rejeté lution, trois jours apres avoir rejete celle du Sénat, mais, cette fois, aux noms de M. Hervé et de M∞ Dufoix est venu s'ajouter, à sa propre demande, celui de M. Fabius. C'est encore à M. Didier Migaud (PS) que revient la tâche difficile de rapporter la proposition de la commission spé-ciale et, surtout, de justifier le revi-rement des socialistes.

« J'entends parler de volte-face, de palinodie, de honte, dit-il. Oui, le groupe socialiste, auquel j'ai l'honvoté, mercredi, un texte qu'un certain nombre de ses membres avaient, la veille, approuvé. Pour certains, la raison se fracassait contre le mur de l'émotion. Pour les mêmes et pour d'autres, la dignité commandait de d'autres, la dignité commandait de ne pas mettre en accusation un homme, une jemme dont ils ont la conviction que rien ne peut leur être reproché, » « Que des députés aient montré qu'ils étaient aussi des femmes, des hommes, et non des robots, est-ce si indigne? (...) La déci-sion que nous allons prendre, conclut M. Migaud, constituera un précédent dout tout souvernement, toute molodont tout gouvernement, toute majo-rité politique, devra tenir compte.

Une procédure inadaptée

Lorsqu'il s'avance, à son tour, vers la tribune, M. Fabius sait qu'il est attendu tant par l'opposition, hostile et sévère à l'égard de ses tergiversations, que par le groupe socialiste, qui a douté, un temps, de son sens de la solidarité. La droite, très représentée dans l'hémicycle, ne lui seconde même pres la silence. lui accorde même pas le silence digne qu'elle avait observé pendant le discours de M. Hervé. Aucun des arguments de M. Fabius ne trouve grace à ses yeux. Elle n'hésite pas à siffler l'évocation du « parti de Jaurèr» et refuse même au premier premier du St. le hésité du premier de l'évocation du « parti de Jaurèr» et refuse même au premier de l'évocation du « parti de Jaurèr » et le la lévéfée du premier de l'évocation du » partier de l'évocation du » partier de l'évocation du » partier de l'évocation de secrétaire du PS le bénéfice du res-pect dû à un homme qui prend le risque, selon sa propre formule, «de faire basculer une vie v.

Ressoudée, la famille socialiste applaudit debout son premier secré-taire, comme elle l'avait fait pour M. Hervé trois jours plus tôt, avant d'interrompre avec la même violence les orateurs de la droite. L'im-pression de redite revient lorsque M. Jacques Toubon (RPR), puis M. Charles Millon, président du groupe UDF, se succèdent à la tribune. Leurs arguments n'ont pas changé depuis mercredi. L'opinion publique, martèlent-ils, veut que

autres anciens ministres concernés o « La vie nous place parfois dans des situations dramatiques, observe M. Jacques Barrot, président du groupe centriste, mais notre rôle, c'est de faire en sorte qu'appelés, les uns ou les autres, à un moment de

BUR LE RESTE, ON TE RAKONTERA.

toute la lumière soit faite esur la réalité des faits et leur chronologie exactes. Pour M. Millon, cette exigence s'impose à tous, même si, souligne-t-il, « nous partageons l'inquié-tude d'un homme politique qui, proclamant son innocence, ne com-prend pas que la Haute Cour puisse être saisie pour rendre la justice» et même si certains, sur tous les bancs, peuvent être « troublés parce que cela pouvent etre » troublés parce que cela

se le problème de la respo

politique, civile et pénale des L'orateur communiste, M. Louis Pierna, ne dit pas autre chose en soulignant que les parlementaires ont «un rôle à jouer pour établir la

vérité que les Français attendent ». «Cette rérité, ajoute M. Picrua, était par avance contestée si le premier ministre n'était pas concerné par la procédure que nous engageons. Le seul fait de l'écarter faisait peser une

sont clairement définies.x

A gauche comme à droite, au moment où ils vont envoyer trois des leurs devant la Haute Cour de ces seurs devant la riante cour de justice, tous les orateurs s'accordent à juger cette procédure inadaptée. M. Millon exprime l'espoir que, e à l'avenir, on ne demandera pas à des collègues de juger d'autres collègues. M. Pierna, comme M. Bartiste seurs de l'autres contra c rot, regrette qu'une révision consti-tutionnelle n'ait pu voir le jour sur ce point précis. Ces professions de

A l'heure du scrutin, ces réserv s'effacent : par 518 voix contre sur 525 votants, tous les groupes de l'Assemblée nationale adoptent la proposition de résolution. Seuls une vingtaine de députés socialistes, dont M. Hervé (Ille-et-Vilaine), refuscat

un, deux ou trois ministres concernés ne change rien à mon appréciation», explique dans un communiqué, pour justifier son abstention, M. Jean-Mi-chel Boucheron (Ille-et-Vilaine), pre-sident de la commission de la défense. « Utiliser la Haute Cour pour autre chose que la haute trahi-son et l'atteinte à la sureté de l'Etat » constitue, selon lui, un « détourne-ment de l'esprit de nos institutions ». Pour M== Denise Cacheux (Nord), les raisons qui l'avaient conduite à ne pas participer au vote de mer-credi valent toujours : ni la nouvelle initiative de M. Fabius qui l'avait "choquée», il y a trois jours, en refusant d'exprimer publiquement sa solidarité avec ses deux anciens ministres ni «l'exigence de vérité» ne justifient, estimo-t-elle, le recours à «une procédure injuste».

Les chefs d'inculpation

Autre décor, même débat «doutoureux», le lendemain, au Sénat.

«Au-delà des polémiques et des qualibets, bien mal venus en pareil cax,
observe M. Claude Estier, président
du groupe socialiste, vous devez tous avoir conscience que s'accuser soi-même de délits que l'on n'a pas commis n'est pas une décision facile à prendre. » Néanmoins, au nom de l'impérieux « droit de savoir » des victimes du sang contaminé, M. Estier annonce que les sénateurs socialistes « ne se déroberont pas à la recherche de la vérité et de la justice» et voteront la proposition de

La droite, majoritaire au palais du Luxembourg, ne s'attarde pas, d'ail-leurs, sur l'attitude indécise du pre-mier secrétaire du Parti socialiste. Soucieuse avant tout d'aboutr, elle ne prend pas le risque de bloquer, par des polémiques, une procédure qu'elle a elle-même engagée et qui doit permettre, comme le souligne le rapporteur, M. Charles Jolless (Rén, et ind.) de adonner des luses à une affaire qui le merite pius que n'importe quelle autre». Pour autant, les sénateurs de l'UDF et du RPR n'entendent pas être «dupes», selon l'expression de M. Jean-Pierre Fourcude (Rép. et ind.).

« i.e procès qui s'ouvre, explique-

t-il, est aussi celui de l'action gou-vernementale des années 1983, 1984 et 1985 (...). Des cabinets ministèriels regorgeant de conseillers de toutes regorgeant de conseiuers de toutes sortes, des comités interministériels qu'on laisse présider par des conseil-lers techniques, des décisions graves qu'on renvoyait à des directeurs de cabinet ou à des services administra-tifs désorientes par l'action de leur ministre ou du gouvernement, voilà le vrai dysfonstionnement ou est à le vrai dysfonctionnement qui est à l'origine des drames rencontrès par la

Très sévère, le président de la commission des affaires sociales annonce clairement que son groupe n'hésitera pas à «élargir le domaine des chefs d'inculpation» si la commission d'instruction en fait la M. Fabius aux côtés des deux anciens ministres, conformément à ce qu'avait souhaité son groupe. il relève, aussi, que, des trois infractions visées initialement par le Sénat, la non-assistance à personne senat, la non-assistance à personne en danger, scule retenue par l'As-semblée, est celle que le code pénal sanctionne le plus gravement, à condition, bien sûr, qu'on ne lui oppose pas la prescription.

C'est avec soulagement que M. Daniel Hæssel, président du groupe de l'Union centriste, voit, pour sa part, venir la fin de la phase politique de la procédure de mise en accusation. «Nos hésitations, remarque-t-il, tradidant nos déchiements. que-t-u, trautisant nos uccintements de conscience, sont à l'honneur du Sènat (...). Maintenant, il faut en finir avec la procédure parlementaire pour qu'enfin les magistrats soient saisis de ce dossier. (...) Il leur appar-tiendra de poursuivre, avec toute la sérénité nécessaire, leurs investiga-tions »

A 17 h 35, quelques heures avant a fin de la session ordinaire, le Sénat confirme le vote de l'Assemblée nationale. Députés et sénateurs ont fini leur travail. La procédure de la Haute Cour ne fait, elle, que com-

> **GILLES PARIS** et PASCALE ROBERT-DIARD

Le mur d'affaires

Suite de la première page

Jadis, la gauche se brisait contre le « mur d'argent ». Dans les années 80, elle s'est heurtée à la demande de droit, sans parvenir à faire la preuve de sa sincérité. Elle a appris à s'accommoder, avec plus ou moins de bonheur, des impéra-tifs économiques, mais à trop vou-loir ruser, d'enquête retardée en amnistie, avec l'impératif d'égalité devant la loi elle a frustré une aspiration qu'elle avait elle-même nourrie et elle a paru justifier l'accusation de duplicité. De même qu'en 1984, dans la querelle sco-laire, le PS avait du faire face à la combinaison d'un réflexe conservateur et d'une revendication de liberté contre le «tout-Etat» qui était vivace dans une partie de son propre électorat, de même les affaires » font mis aux prises avec une droite trop heureuse de pouvoir faire passer les socialistes pour de vulgaires délinquants, mais, aussi, avec un « peuple de gauche» qui ne pouvait admettre que ses représentants paraissent se dérober à la justice.

Les conséquences politico-judi-ciaires du drame du sang conta-miné s'inscrivent ainsi dans la suite des affaires de fausses fac-tures et autres délits, commis à des fins de financement collectif (les systèmes Urba et Sages) ou person-nel (M. Boucheron), reprochés à des élus socialistes. Le lien entre l'une et les autres est dans le coml'une et les autres est dans le com-portement du pouvoir devant une exigence de transparence et, s'il y a lieu, de sanctions. En qualifiant de nouvelle autoamnistie le premier vote des députés socialistes, qui avaient refusé, le 16 décembre, toute mise en accusation devant la Haute Cour, M. Jacques Toubon, doublement de mauvaise foi e les parlementaires ne s'étaient pas «amnistiés» en 1990, le refus de la Haute Cour n'était pas une déro-bade, – avait néanmoins frappé juste

M. Laurent Fabius ayant finalement décidé de reprendre la place qu'il avait revendiquée, un mois qu'il avait revendudes, un mois auparavant, au premier rang des socialistes sommés de rendre des comptes, et les députés ayant, de leur côté, pris conscience du malentendu provoqué par leur acte de solidarité envers l'un des leurs,

les conditions sont maintenant réunies pour qu'à travers une procé-dure de Haute Cour, dont l'opposidure de Haute Cour, dont l'opposi-tion reconnaît elle-même qu'elle est inadaptée, ce que M. Mitterrand avait appelé le « partage des res-ponsabilités » entre le pouvoir médical et le pouvoir politique puisse être établi. A condition, du moins, que la vigilance de «l'opi-nion» s'exerce autent vie-à-vie de nion » s'exerce autant vis-à-vis de la droite, lorsqu'elle détiendra dans quelques mois les leviers de la machine parlementaire et judiciaire, qu'elle a pesé sur la gauche, au cours des derniers mois, pour imposer la mise en jugement de ses responsables, présumés coupables.

sacrificiel

Placé au centre des enjeux politi-Place au centre des enjeux politi-ques de l'affaire du sang contaminé pour des motifs qu'il a justement résumés en parlant d'« expiation » et de « rite sacrificle! », M. Fabius risque de payer le prix de ses tergi-versations. Son bilan personnel, à ce stade de l'intrigue, est contrasté. Son erreur d'appréciation, au début de la semaine, lorsqu'il avait indide la semaine, lorsqu'il avait indi-qué qu'il estimait son innocence suffisamment démontrée par le fait suffisamment démontrée par le fair que la droite ne demande pas sa mise en accusation, ne peut qu'être inscrite au débit d'un homme politique qui n'a su mesurer, alors, ni a nécessité de mériter la confiance d'un parti qui s'était longtemps refusé à lui ni l'attente de l'opinion à son ésent

Les doutes d'une partie des socialistes envers leur récent pre-mier secrétaire n'étaient pas encore mier secrétaire n'étaient pas encore assez lointains pour ne pas être réveillés par la manière dont il saissait la perche tendue par la droite et semblait passer par profits et pertes la mise en accusation de M. Edmond Hervé – de M. Hervé, surtout. Il a méconnu, en outre, l'interrogation qu'il suscite dans le pays et qui ne pouvait se satisfaire de l'arbitrage rendu en sa faveur par les sénateurs de l'opposition.

Il reste qu'ayant été placé devant ces deux réalités M. Fabius s'est rendu sans barguigner et sans hési-ter devant ce qui ferait reculer plus d'un. La traduction en Haute Cour est l'une des rares épreuves, peut-

être la scule, qui puisse aboutir à une véritable mort politique pour celui à qui elle est infligée. Même s'il ne s'agit pas pour elle, en l'oc-currence, d'avoir à connaître d'une accusation de «haute trahison», la Haute Cour n'en est pas moins his-Haute Cour n'en est pas moins his-toriquement associée à cette incri-mination vague, tributaire des cir-constances et synonyme d'indignité et d'incapacité majeure. Le risque encouru volontairement par M. Fabius, c'est celui de la déchéance, alors même que ses adversaires s'étaient, bon gré, mal gré, résolus à l'en exempter faute de charges.

Si le premier secrétaire du PS a

pris ce risque, c'est parce qu'il a jugé que son avenir, lié à celui de pris ce risque, c'est parce qu i a jugé que son avenir, lié à celui de son parti, exigeait ce sacrifice. Il n'est pas sûr, pour autant, que son autorité et celle du PS, indissociablement, n'aient pas été trop gravement mises à mal par les péripèties de la semaine dernière pour que d'autres ne jugent pas l'heure venue de tenter leur propre chance. Alors que M. Bernard Tapie, qui a bénéficié d'un non-lieu dans l'affaire qui l'avait opposé à son ancien associé, M. Georges Tranchant, laisse entendre qu'il pourrait revenir au gouvernement, M. Bernard Kouchner et Mes Ségolène Royal préparent des initiatives pour le mois prochain afin de donner à la majorité sortante un autre visage que celui d'un parti dont le lien avec le pays semble irrémédiablement affaibli. M. Pierre Bérégovoy, encouragé par l'Elysée, postule avec insistance au rôle de fédérateur d'un «camp du progrès» dont teur d'un «camp du progrès» dont le PS ne serait pas, en tant que tel, la force dirigeante.

M. Fabius et les socialistes sont M. Fabius et les socialistes sont menacés de devoir endosser le passif des onze années de pouvoir de la gauche, tandis que d'autres jouiraient du privilège de préparer l'avenir. Or, la défiance à laquelle l'ancien premier ministre et le PS ont pris sur eux de répondre vise autant le pouvoir dans son ensemble, autrement dit, d'abord, le président de la République. Celui-ci a exprimé, à l'occasion, sa compassion pour les victimes du sang contaminé, qui sont en droit, contaminé, qui sont en droit, avait-il dit le 9 novembre dernier, de s'estimer redevables d'une demande de pardon. Pour ce qui est de la responsabilité, M. Francois Mitterrand renvoyait aux ministres. Et à la Haute Cour.

PATRICK JARREAU

L'analyse du scrutin

A l'Assemblée nationale...

La proposition de résolution visant à renvoyer M. Laurent Fabius, M. Edmond Hervé et M. Georgina Dufoix devant la Hazte Cour de jus-tice a été adoptée à l'Assemblée nationale par 518 voix contre 1 sur 525 votants.

Ont voté pour : 25 PC sur 26; 238 PS sur 266; 37 UDC sur 40; 83 UDF sur 88; 120 RPR sur 125; 15 non-inscrits sur 24. A voté contre : 1 PS, Alfred

Se sont abstenus: 6 PS, MM. Maurice Briand, Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine), Didier Chouat, Yves Dollo, Jean Gauben, Pierre-Yvon Tremel,

N'ast pas pris part au vote: 13 PS, MM. Maurice Adevah-Pœuf, Bernard Bardin, Me Denise Cacheux, MM. André Clert, Pierre Estève, Jean Giovannelli, Joseph Gourmelon, Edmond Hervé, Jean Ochler, Jean Proveux, Gaston Rimareix, Jacques Roger-Machart, Jean Vittrant: 1 RPR, M. Pierre Mauger; 2 UDF, MM. Jacques Farran et Gilles de

Robien: 1 UDC, M. Jean-Paul Fuchs: 9 non-inscrits, MM. Léon Bertrand, Jean-Michel Boucheron (Charente), Jean-Marie Daillet, Elie Hoarau, Alexandre Léontieff, Jean Royer, Maurice Sergheraert, Chris-tian Spiller, André Thien Ah Koon.

tian Spiller, André Thien Ah Koon.

Les dix-huit juges de la Haute

Cour n'ont pas pris part au vote;

MM. Jean-Pierre Bouquet (PS), Jean
Christophe Cambadelis (PS), Pascal

Clément (UDF), Xavier Deniau

(RPR), Marc Dolez (PS), Alain

Griotteray (UDF), Georges Hage

(PC), Jean-Jacques Hyest (UDC),

M= Marie Jacq (PS), MM. Henry

Jean-Baptiste (UDC), Jacques

Limouzy (RPR), Pierre Mazeaud

(RPR), Georges Mesmin (UDF),

Jean-Pierre Michel (PS), Patrick

Ollier (RPR), Alain Richard (PS),

Robert Savy (PS), Jean-Michel Testu

(PS).

... et au Sénat

Au Sénat cette proposition a été adoptée par 286 voix contre 1 sur 289 votants.

Ont voté pour : 14 PC sur 15, 65 PS sur 70, 19 RDE sur 23,

85 RPR sur 90, 52 UC sur 66, 42 RI sur 47, et 9 non-inscrits sur 9. A voté contre : I RI, M. Joseph Caupert.

Se sout abstenus : I RDE, M. François Lesein, et I RL, Maurice Arrècket.

Arreckx.

N'ont pas pris part au vote:

1 RDE, M. Georges Othily, i PS,

M. Albert Pen, 11 UC,

MM. Alphonse Arzel, Raymond
Bouvier, Marcel Dannay, André Egu,

pierre Lacour, Alain Lambert,

Edouard Le Jeune, Jean Madelain,

René Monory, président du Sénat,

Bernard Pellarin, Alain Poher.

Bernard Pellarin, Alain Poher.

Les dix-huit juges de la Haute Cour n'ont pas pris part au vote: MM. Guy Allouche (PS), Germain Authié (PS), Georges Berchet (RDE), Louis Brives (RDE), Jean-Louis Carrère (PS), Charles de Cuttoli (RPR), Luc Dejoie (RPR), Jean Delaneau (RI), André Diligent (UC), Michel Dreyfus-Schmidt (PS), André Jarrot (RPR), Jacques Larché (RI), Charles Lederman (PC), Kléber Malécot (UC), Paul Masson (RPR), Daniel Millaud (UC), Michel Rufin (RPR), Jean-Pierre Tizon (RI).

La suite de la procédure

La commission d'instruction décidera s'il y a lieu de poursuivre MM. Fabius et Hervé et M^{me} Dufoix

La procédure parlementaire visant à saisir la Haute Cour àyant été conduite à son terme, c'est mainte-nant la commission d'instruction, composée de conseillers de la Cour de cassation, qui est chargée du dosde cassation, dut est charges de des-tion a désigné, le 14 décembre, les membres de cette commission d'ins-truction pour l'année 1993. Elle sera présidée par M. Louis Gondre, conseiller à la chambre criminelle de la Cour de cassation, et comprendra quatre membres titulaires: MM. Jean Simon, Robert Fabre, Gérard Guilloux, conseillers à la chambre criminelle de la Cour de cassation, et Pierre Deroure, conseil-ler à la deuxième chambre civile de la Cour. Les deux membres sup-pleants seront Me Jacqueline Clavery et M. Jean Appolis, conseiller la chambre commerciale.

y a lieu de renvoyer devant la Haute Cour les trois anciens ministres, M. Laurent Fabius, M. Georgina Dufoix et M. Edmond Hervé, ou de rendre un non-lieu. La résolution rendre un non-lieu. La résolution adoptée en termes identiques par l'Assemblée et le Sénat souligne dans son exposé des motifs que, a mis en cause par certains à propos de l'obligation du dépistage du sida lors des transfusions sanguines » et également à propos de « la distribution des produits antihémophiliques non chauffés », M. Fabius, M. Horvé et M. Dufoix « souhaltent eux-mêmes qu'il soit fait justice de ces imputations », « il s'agit de déterminer, précise le texte, dans le respect de la présomption d'innocence, si ces faits sont ou non susceptibles (...) de sont ou non susceptibles (...) de constituer le délit d'omission de por-ter secours prévu par l'article 63 du

code pénal » (le Monde daté 20-21 décembre).

Cet article 63 du code pénal est ainsi rédigé : «Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de 360 F à 20 000 F, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, pouvant empêcher par son action immédiate, sans risque pour lui ou pour les tiers, soit un fait qualifié crime, soit un délit contre l'intégrité corporelle de la personne, s'abstient volontairement de le faire. Sera puni des mêmes peines quiconque s'abstient volontairement de porter à une personne en péril l'assistance que, sans risque pour lui ni pour les tiers, il pouvait lui prêter, soit par son action person-nelle, soit en provoquant un **POLITIQUE**

-

47.140 April 1

M. Fabius : «Je viens vous demander de m'accuser de fautes que je n'ai pas commises»

pos en rappelant son interrention du 19 juin 1985 devant l'Assemblée nationale, lorsque, en qualité de pre-mier-ministre, il avait annoncé sa décision de rendre obligatoire le dépistage des dons du song (lire l'en-cadré ci-dexsous). Puis il déclare : « C'était il y a sept uns. Je m'adresse à vous qui sovez ou pressentez que je suis innocent des délits dont on m'uccuse. Vous l'avez dit, par les voix les plus indiscutables, opposants politi-ques ou amis, Vous le savez, et le Sénat l'a reconnu. Vous savez aussi que les ministres mis en cause sont innocents (...). Vous suvez que si je posais la question : «Y-a-t-il un scul d'entre vous ici pour prétendre qu'il aurait fait autrement?», personne n'aurait le front de se lever pour dire avec certitude : « Oui, moi, j'aurais fait autrement», car voice conscience

Dénonçant la procédure de la Haute Cour, qui continue de « bajouer lu présomption d'innocence (...) fondement du droit pénal des pays civilises », M. Fabius souligne qu'il avait proposé une réforme de la Constitution afin que le droit commun s'applique aux ministres pour les faits relevant de l'exercice de leurs fonctions. « C'ela, certains d'entre vous l'ont malheureusement refusé », dit-il, ajoutant : « l'intention politicienne est évidente. » Puis il poursuit : « lis l'ont refusé aussi peut-etre – et cela est plus grave, car cela dépasse de beaucoup la situation de chacun - pour des ruisons qui témoignent d'une crise morale proMatthen sans wone manyement que et drame n'exigeait pas seule-ment la justice (...), qu'il exigeait l'explation. Qu'il fallait, devant l'am-pleur du drame, un rite sacrificiel d'une autre nature, auquel la Haute Cour allait donner sa dramatique litturia ». lituryic.»

« Je sais, disant cela, précise-t-il, que je brise un tabou. Je transgresse cette loi du silence non écrite dont nous sommes les fidèles observants. Nous n'osons pas le dire, car nous avons trop souvent peur de l'opinion, nous jugeons irrésistibles ses passions, par une sorte de lâcheté collective dont nous pensons qu'elle nous protège alors qu'elle nous déconsidère » Evoquant alors le verdict du procès de Didier Gentil et Richard Roman, M. Fabius se dit a salsi à par le parallèle entre a un prétendu coupuble qu'on innocente sous les huées à Grenoble des innocents que l'on accuse sous les applaudissements à Paris ».

«Ce n'est pas le cri de révolte des victimes qui m'effraie, déclare-t-il. M'inquiète davantuge la demande de châtiment qui vient de la foule (...). Mais ce qui m'inquiète surtoui, ce sont les graves confusions de toutex sortes. Confusion dangereuse entre les différents modes de responsabi-lité : responsabilité politique qu'il faut assumer, responsabilité administrative et civile, responsabilité pénale, la seule qui devrait concerner la Haute Cour. Confusion entre les res-ponsabilités médicale, médiatique. celle des administrateurs, celle des

M. Laurent Fabius ouvre son pro-sos en rappelant son intervention du sentaient sans doute intuitivement mise en jeu, exonérer toutes les

M. Fabius expose enfin les raisons M. Fabius expose enfin les raisons qui l'ont conduit à demander luimême son renvoi devant la Haute Cour: « Parce que ma propre mise en accusation était devenue, à ce stade, le seul moyen de débloquer une procédure et de satisfaire l'exigence de vérité; parce que je suis le gremier responsable du Parti socia-liste et que le parti de Jaurès doit montrer que « le courage, c'est de chercher la vérité et de le dire»; parce que je suis, comme vous, un élu de la nation et que je ne veux pas qu'on puisse avoir le sentiment que les politiques sont au-dessus des lois.»

« Tout dans cette procedure doit nous faire horreur, ajoute M. Fabius, en rappelant que le premier à exiger la Haute Cour pour les ministres fut « le fameux avocat de Klaus Barbie », M. Jacques Vergès. Si l'ancien premier ministre s'est résolu à demander sa mise en accusation c'est der sa mise en accusation, c'est parce qu'« il n'existe pas d'autre che-

Puis il conclut : « Vous avez glosé, les uns ou les autres, et les commen taleurs avec vous, sur mon courage ou mon absence de courage. Inno-cent, et reconnu comme tel par mes amis, par mes adversaires et par ceux qui ne sont ni l'un ni l'autre, je viens vous demander de m'accuset de fautes que je n'ai pas commises (...) Mon courage, il est là. Qu'il me soit permis, iles lors, de vous demander le même.»

La solitude de M. Mitterrand

Il y a un an, M. François Mitterrand, sans croire au miracle, espérait encore que sous la conduite de M. Laurent Fabius le Parti socialiste parviendrait à limiter sa débâcle aux élections législatives des 21 et 28 mars 1993.

Aujourd'hui, comme la plupart de ses amis, le président de la Républi-que s'attend au pire dans trois mois. Mais si les débats cornéliens qui ont tourmenté ces derniers jours les diri-geants socialistes n'ont fait que renforcer le pessimisme de ce pronostie, ce n'est pas tant à cause des tergiversations personnelles de M. Lau-rent Fabius que par ec que ces déchirements ont crûment révété du degré de déliquescence affectant désormais le PS.

Personne, à l'Elysée, n'accable l'ancien premier ministre, Certes, on y regrette que les proches de M. Laurent Fabius aient commis wun contresens absolu » lorsqu'ils ont interprété comme un lachage la prise de position exprimée par M. François Mitterrand en faveur de la procédure de la Haute Cour, le 9 novembre, à la télévision. On y parle aussi d'« erreu » pour qualifier les fluctuations du premier secrétaire les fluctuations du premier secrétaire du PS. Mais tout cela est dit en termes mesurés et invariablement contrebalancés par le rappel de la célérité avec laquelle, sous l'autorité de M. Laurent Fabius, le gouvernement a réagi, en 1985, pour enrayer le développement du sida en France, beaucoup plus vite qu'ailleurs. beaucoup plus vite qu'ailleurs,

«Le meilleur des chefs de gouvernement»

Selon l'Elysée, la faute originelle du Parti socialiste a d'abord été, dans cette affaire, de n'avoir pas su choisir une ligne de défense puis de s'y tenir. Ou l'en considérait que la mise en cause de la responsabilité des gouvernants, exploitée par l'op-position à des fins politiciennes, constituait une ignominie, compte tenu des errements et des silences des milieux médicaux au début du scandale, et il fallait se défendre pied à pied sur cette crête, indique-ton, en substance, dans l'entourage du chef de l'Etat. Ou l'on admettait que la question de cette responsabi-lité fût clairement posée devant l'opinion publique, et il fallait alors accepter sans hésiter l'éventualité constitutionnelle de la mise en acru sation des anciens ministres devant la Haute Cour.

En louvoyant entre ces deux options, les socialistes se sont fourvoyés et, nu-delà des incertitudes qui en résultent pour le destin personne en résultent pour le destin personnel de M. Laurent Fabius, l'Elysée constate surtout que le PS, «de plus en plus handicupé », ressemble désormais à une «guière déboussoiée», à bord de laquelle «il n'y a plus personne qui soit capable de fixer un cap et de le faire tenir par les autres parce que personne n'a plus ussez

autres le suivent... o

Voilà donc MM. Pierre Bérégovoy et François Mitterrand en position, plus que jamais, de navigateurs soli-

Le premier ministre, que certains des conseillers de la présidence de la République couvrent d'éloges au point de voir en lui, dans l'adversité, a le meilleur des chefs de gouvernement que François Mitterrand ait jamais eus », se voit automatique-ment conférer une fonction prééminente dans la préparation de la campagne électorale.

S'il n'en est que plus légitimé dans sa détermination à conduire les socialistes à la bataille, ce constat d'évidence ne suffit pourrant pas à garantir à M. Pierre Bérégovoy une totale maîtrise des opérations, tant on annonce d'initiatives individuelles de la part de ceux qui, de M. Jack Lang à M. Bernard Kouchner en passant par M= Ségolène Royal, M. Michel Vauzelle et même M. Bernard Tapie, revenu en lice, aspirent à se distinguer d'un PS flétri en jouant de leurs images per-sonnelles sur des registres parallèles à ceux de MM. Michel Rocard et Jacques Delors.

La présidence de la République sera naturellement incitée à interve-nir davantage pour empêcher que ce foisonnement ne dégénère en caco-phonie. Elle le fera avec l'espoir de ramener vers les socialistes quelques intentions de vote en misant sur les distorsions qui existent parfois, si l'on en croit les enquêtes d'opinion, entre la mauvaise image du PS et la boane image préservée à la fois par certaines de ses figures emblématiques et le confidence une de ses higheste les de ses highestes de ses districts de se districts de ses districts de se districts ques et par quelques-uns de ses élus

On veut aussi croire, à l'Elysée, d'une part, que la perspective de voir revenir au pouvoir une droite arrogante et dominatrice suscitera, au dernier moment, un sursaut de au dernier moment, un sursaut de recul parmi les électeurs de gauche et, d'autre part, que les écologistes finiront par réaliser que la « stratégie cantibaliste » de ceux de leurs chefs de file « qui veulent achever le PS » ne comporte pas forcément l'assurance d'avoir beaucoup d'élus à l'issue d'un serutin uninominal majoritaire à deux tours.

«L'accord avec sa conscience»

voue a une solitude encore plus profonde que celle de M. Pierre Bérégovoy, M. François Mitterrand sait déjà, de toute façon, à quoi s'en tenir sur la suite des événements. Il a depuis longtemps choisi son propre cap: « Un combat politique, c'est un bon combat lorsqu'il reste fidèle à lui-même, déclarait-il le 19 novembre à Carmaux. Le succès et l'imbabre à Carmaus. Le succès et l'échec sont presque indifférents; l'essentiel, c'est de garder la ligne, et l'accord avec sa conscience. » Il fera de sa

d'autorité personnelle pour que les nouvelle «cohabitation» annoncée avec la droite une affaire d'éthique au service, quasi esthétique, de l'idée qu'il se fait de sa charge suprême,

> C'est cette préoccupation qui le conduit notamment à récuser toutes les objections sur l'opportunité de renouveler l'expérience de 1986-1988, en mettant en avant un argument qui ne manque pas de logique; si la durée du mandat du président de la République élu au suffrage universel était à la merci des aléas électoraux, que resterait-il de la Ve République? « Il ne faut pas ricenses que le passant du fonctionne. ricaner sur le respect du fonctionne-ment des institutions, souligne-t-on dans son entourage, sinon cela pour-rait constituer un terrible précè-

M. Mitterrand dispose encore, en effet, de quelques raisons personnelles de s'are-bouter. Contrairement aux pronostics émis au lendemain de son opération de la prostate, il n'apparaît pas politiquement affaibli par la révélation de son cancer. Le déroulement et les conclusions du conseil européen d'Edimbourg ont montré, au contraire, qu'il conserve un prestige et un crédit intacts aux yeux de ses partenaires européens. Jusqu'à ce que le traité de Maas-tricht soit ratifié et appliqué, il se portera garant de la poursuite de la construction européenne. On voit mal qui pourrait lui contester ce rôle, même si la droite remporte les dections législatives, à partir du moment où le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, préférera sans aucun doute continuer à travaille avec celui qui est devenu son meil-leur complice plutôt qu'avec MM. Jacques Chirac ou Valéry Gis-card d'Estaing.

La réforme de la Constitution, dont la procédure a été engagée avec la mise en place du comité consulta-tif, constituera le second des grands chantiers que M. Mitterrand sou-haite mener à bien avant de se retirer de la scène, et ce travail-là prendra nécessairement plusieurs mois au cours desquels il pourra, pour pou que sa maladie le ménage, ten-ter d'enfoncer de nouveaux coins entre le RPR et l'UDF.

Tout cela ne suffira certainemen pas à combler son principal handi-cap qui fait de lui, malgré tout ce qu'il y a de positif dans son bilan, l'homme d'un certain déficit social au regard de ses illusoires certitudes d'antan, M. Mitterrand a néanmoins le mérite de savoir depuis longtemps qu'« on ne rachète pas par des vertus privèes le passif d'une vie publique» (1), ce qui le met logique-ment à l'abri, sur ce point, d'un manque de lucidité, et en mesure, donc, le moment venu, de ne pas ratte sa cortie rater sa sortic.

ALAIN ROLLAT

(1) La Paille et le Grain, Flammarion,

L'intervention du 19 juin 1985

« Nous avons décidé de rendre le dépistage obligatoire »

tion du 19 juin 1985 devant l'Assemblée nationale. Répondant à une question de M. Louis Lareng (PS) aur le side, la premier ministre de l'époque avait déclaré : « Avec le sida, nous sommes en effet devant un fléeu qui pourrait s'étendre. La transmission par transfusion sanguine représente la menace que le side, qui ne touche actuellement qu'un nombre limité de personnas, se transmette plus largement dans la population s.

M. Fabius poursulvait : «La question qui nous est posée aujourd'hui mêma est celle-ci : devons-nous, oui ou non, rendre

19 décembre, M. Leurent Fabius du sida pour tous les donneurs confiance. » a fait référence à son interven- de sang? Après beaucoup de réflaxions, nous avons décidé de rendre ce dépistage obligatoire. La généralisation, qui interviendra rapidement, raprésantera, je dois le dire à l'Assemblée nationale, un coût pour la collectivité d'environ 200 millions de francs par an pour quetre millions de dons du sang. Mais il m'a semblé, en conscience, que tel était le coût à payer, pour éviter que plu-sieurs centaines de personnes, chaque année, puissent développer la sida. C'est aussi, m'a-t-il semblé, le prix à payer pour que des milliers de personnes dans le monde soient indemnes et pour

que des millions de bénéficiaires

Dans son discours, samedi obligatoire le test de dépistage de dons du sang aient

recharches sur le side et le question de l'information des personnes pour lesquelles le dépistaga obligatoire aura révélé la séropositivité, M. Fabius conclusit : « La tâche de tout gouvernement est d'assurer la protection médicale la plus grande possible à ses concitoyans. La décision prise aujourd'hui, on le comprendra, est d'une large portée. Nous l'avons prisa en conscience. Elle ne réglera pas tout, mais elle devrait donner une protection supplémentaire aux citoyens de notre

Au conseil régional du Limousin

La division des écologistes sauve le budget

LIMOGES

de notre correspondant

21 voix pour (13 PS, 4 PCF, 21 voix pour (15 PS, 4 PCF, 3 communistes-reconstructeurs, 1 Génération Ecologie), 21 voix contre (18 UPF, 2 Verts, 1 FN), 1 abstention (Chasse, Pêche, Nature, Traditions): le budget du conseil régional du Limousin (650,85 millions de francs) n'a été adopté, vendredi 18 décembre, au terme d'une journée marathon, que terme d'une journée marathon, que grâce à la voix prépondérante du président de l'assemblée, M. Robert Savy (PS), et à la divi-sion du groupe écologiste qui occupe, avec ses trois élus, une position-clé entre la gauche et la

Le groupe a mané, d'entrée de jeu, une attaque frontale contre la participation de la région au budget de l'EPALA (Etablissement public pour l'aménagement de la Loire et de ses affluents), dont le président est le maire de Tours, M. Jean Royer, et dont les projets sont, selon les Verts, « nuisibles » et, selon Génération Ecologie, « archaïques, passéistes, ringards ». La région est touchée directement par l'un de ces projets, le barrage de Chambonchard (Creuse), dont la construction est périodiquement annulée et reprogrammée en fonction des conjonctures municipales

M. Robert Savy sembiait prêt à mettre cette ligne budgétaire (modeste : 600 000 F, le millième du budget régional) en réserve, en proposant à l'assemblée régionale

un prochain débat de fond sur la question, mais les communistes « orthodoxes » et « reconstruc-teurs » ont fait savoir qu'il n'était pas question pour eux de céder à une minorité de blocage pour un dossier dont l'un des plus chauds supporters est M. Pierre Goldberg, maire (PCF) de Montluçon (Allier), qui estime que Chambonchard est

indispensable à l'avenir de sa ville.

Le blocage semblait donc total torsque, après une suspension de séance préalable au vote, les écolo-gistes se sont séparés. Les deux Verts - « question de principe », ont-ils dit - ont répété qu'ils auraient « le désagréable devoir de voter contre le budget »; alors que l'élu Génération Ecologie (M. Ber-nard Devalois, par ailleurs vice-président de l'assemblée) estima que ce dossier EPALA était «une raison insuffisante pour prendre le risque de bloquer l'institution et

d'ouvrir une crise régionale». Suivit le vote à l'arraché, après lequel M. Robert Savy, soulagé, tint à s'étonner que les Verts, « qui se disent ni de droite ni de gauche et soucieux de ne pas bloquer les institutions», aient «choisi la seule région hexagonale gérée par la gauche pour voter non», alors que, dans les autres régions, ils «engagent des discussions » ou se contentent de s'abstenir, « y compris dans la région Centre, où le problème de l'EPALA est pourtant autrement

plus important qu'en Limousin».

L'élection municipale d'Amboise

La liste de M. Bernard Debré (RPR) l'emporte au second tour

Vingt-six ans après M. Michel Debré, son fils, M. Bernard Debré, chirurgien à l'hôpital Cochin à Paris, s'apprête à prendre le fauteuil de maire d'Amboise (Indre-et-Loire), dont l'ancien premier ministre du général de Gaulle avait été évincé par la gauche en 1989. Après avoir frôlé la majorité absolue dès le premier tour, le député RPR d'Indre-et-Loire est sorti victorieux d'une triangulaire, devancant largement son principal rival, M. Jean Saint-Bris, qui se définit comme un gaulliste d'ouverture.

M. Bernard Debré succède au «tombeur» de son père, M. André Chollet (ancien MRG), contraint de démissionner à la suite de dissensions internes de son équipe.

En 1989, M. Chollet l'avait emporté avec 51,13 % des voix, Dimanche, la liste d'un de ses anciens adjoints, M. Jacques Nachbaur (div. g), a plafonné à

Les résultats du second tour I., 7 101; V., 4 878; A., 31,30 %; E. 4 723.

Liste conduite par Bernard Debré (RPR), 2 424 (51,32 %), 25 ELUS; liste conduite par Jean Saint-Bris (div. d.), 1 487 (31,48 %), 3 ELUS; liste conduite par Jacques Nachbaur (div. g.), 812 (17,19 %), 3 ELUS. Rappel du premier tour

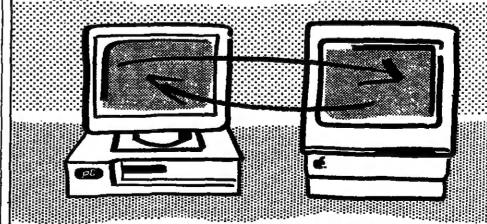
L. 7 101; V., 4 957; A., 30,19 %;

Liste conduite par Bernard Debré, 2 357 (48,72 %); liste conduite par set pourtant autrement pant qu'en Limousin».

GEORGES CHATAIN

Liste conduite par Bernard Debré, 2 357 (48,72 %); liste conduite par Jean Saint-Bris, 1 390 (28,73 %); liste conduite par Jacques Nachbaur, 824 (17,03 %); liste conduite par Jean Fabbri (PC), 268 (5,54 %).

C'est en <u>échangeant ses idées</u> qu'on les enrichit



En 1993, les hommes communiqueront grâce à leurs micros, quelle que soit leur marque. Et si désormais les ordinateurs personnels peuvent afficher sans complexe leur différence, c'est justement parce qu'ils ont appris à vivre ensemble...

Chez OCTET, nous connaissons bien le Macintosh. Nous savons qu'il aime communiquer : Apple Talk ou Novell NetWare, Ethernet ou Token Ring, peu importe le langage ou le réseau : tous les jours, nous faisons dialoguer des Mac et des PC.

Dans voire entreprise, nous vous aidons à échanger vos idées! Agréés Centre d'Expertise Novell et certifiés par Apple en réseaux locaux et réseaux hétérogènes, nous sommes en mesure de vous conseiller et de vous former efficacement. Enfin, notre présence après la vente, est pour nous la meilleure façon de vous prouver notre professionnalisme.

Depuis 10 ans, notre solidité financière et notre expertise technique nous ont permis de progresser dans la bonne direction : communiquer en toute simplicité.

Venez vite decouvit

les toutes destites promot





L'intelligence des services

35, rue la Boétie 75008 Paris Tá. (1) 42 25 93 80 - Télex 643 274 - Télécopie (1) 45 61 02 86

Le projet du gouvernement sur les personnes âgées dépendantes est contesté

Présenté dans la précipitation à l'Assemblée nationale, le 10 décembre, avec le projet de loi sur le fonds de solidarité vieillesse, le projet de loi sur la prise en charge des personnes âgées dépendantes devait être examiné à nouveau par les députés, lundi 21 décembre, avec les DMOS (diverses mesures d'ordre social), mais cette fois sous forme d'amendements. La procédure suscite l'hostilité du président de la commission sénatoriale des affaires sociales M. Jean-Pierre Fourcade (UDF), qui menace de saisir le Conseil constitutionnel si la loi devait être votée dans le cadre des DMOS.

Il y a un mois encore, l'unani-mité régnait : il fallait saisir à bras le corps le dossier sur la prise en charge des personnes âgées dépen-dantes. Le système actuel montre en effet depuis longtemps ses défaillances. Il est inégalitaire et source de conflits permanents entre les départements et les bénéfi-ciaires potentiels. Certains départements rendelent à verser l'allocation compensatrice (bien que la loi les y oblige) sous prétexte que celle-ci a été créée pour venir en aide aux personnes handicapées, et que la dépendance n'est pas, à

Les chiffres plaident, eux aussi. pour un traitement en profondeur et en urgence. La France est un pays vicillissant. Elle compte aujourd'hui plus de huit millions de personnes âgées de plus de soixante-cinq ans dont quatre millions de plus de soixante-quinze ans. Selon les estimations, les effectifs des « plus de quatre-vingt-cinq ans » devraient doubler d'iei à 2015 et passer de un à deux mil-

Application prévue au 1" janvier 1994

Le secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes âgées, M. Laurent Cathalo, tenait prêt un avant-projet qui, inspiré des différents rapports parus sur la question, appréhendait la prise en charge de la dépendance dans son ensemble et à long terme. Mais le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, ne paraissait pas pressé et posait un préalable : trouver un mode de financement ne grevant pas les comptes de la nation. Finalement, sous la pression de certains députés socialistes M. Bérégovoy a donné son feu vert à un projet plus modeste que le premier, dans lequel l'Etat n'apporte que i milliard de francs pour la création d'un fonds de péréquation entre les départements.

Mais le texte, présenté sous forme d'amendements au projet sur le fonds de solidarité vicille n'a pas soulevé l'enthousiasme. A tel point que, lors de son examen l'Assemblée nationale, le 10 décembre, M. Bérégovoy a dû engager la responsabilité du gouvernement. L'assemblée des présidents de conseils généraux parle de « poudre uux yeux » et la plupart des parte-naires se plaignent d'un manque de concertation. Le ministre des affaires sociales, de la solidarité et de l'intégration, M. René Teulade et le serottaire d'Etat à la famille et le secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes agées, plaident que le texte a le mérite d'apporter un peu d'ordre et de rééquilibrage dans les charges des départements.

Tel qu'il a été adopté en première lecture à l'Assemblée, le pro-jet crée une allocation «autonomie et dépendance» pouvant être attribuée aux personnes agées de plus de soixante-cinq ans, qui, en raison de leur état physique ou mental, se trouvent dans une situation de dépendance. L'allocation varie selon les ressources de la personne et non selon le lieu où elle vit. Elle se substitue à l'allocation compen satrice, mais peut se cumuler avec l'aide ménagère. Elle est attribuée par le président du conseil général (les conseils généraux voient donc leurs compétences réaffirmées). Le montant de l'allocation ne pourra pas dépasser 80 % de la majoration tierce personne, soit 4 127 F au 1" juillet 1992. Le but est d'assurer un minimum de ressources de 7 200 F par mois, minimum vieil-

La dotation globale de fonctionnement des départements est majorée de 1 milliard de francs annuellement, afin d'assurer une solidarité entre les départements.

Le texte prévoit la récupération pour succession dans la limite d'un plafond fixe actuellement à 250 000 F. Il limite l'obligation ali-mentaire pour les aides sociales aux seuls ascendants et descendants au premier degré, c'est-à-dire parents et enfants. Il fait bénéficier les services d'aide à domicile d'une exonération de 30 % des cotisations patronales d'assurances sociales, d'accident du travail et d'allocations familiales pour permettre le développement des services d'aide au maintien à domicile des personnes âgées. Enfin, pour laisser aux conseils généraux le temps de prévoir. l'application des mesures est prévue au 1º janvier

Présentées dans la précipitation alors que, depuis plus d'un an, on annonçait une grande réforme, ces mesures provoquent un rejet. La montagne semble avoir accouché d'une souris.

Les associations se sentent frustrées d'un débat de fond sur un problème crucial pour l'avenir. Quant aux familles, elles voudraient un peu plus de clarté et l'assurance d'une meilleure prise en charge des personnes dépendantes. Elles craignent de faire les frais d'une bataille entre Etat et départements à quelques mois des législa-

CHRISTIANE CHOMBEAU

EN BREF

u La Suisse va rechercher les personges transfusées entre 1982 et 1985. - La Croix-Rouge suisse va rechercher les malades transfusés entre 1982 et 1985 pour repérer les personnes éventuellement contaminées par le virus du sida. Selon les statistiques officielles, de 140 à 170 patients ont été contaminés par transfusion pendant cette période. La semaine dernière, le député Jean Ziegler avait demandé une enquête du gouvernement pour « découvrir les responsables de ce désastre » en Suisse, un des pays proportionnellement les plus touchés par le sida dans le monde. -(AFP.)

Nuit de heurts entre jeunes Beurs et CRS à Béziers

Après la mort d'un Marocain de dix-sept ans

voiture aux abords du commissariat de Béziers (Hérault). dimanche soir 20 décembre, après qu'un jeune homme de dix-sept ans, Hassan Benahmed, de nationalité marocaine, eut été tué dans l'après-midi par un 'CRS au cours d'une interpella-

MONTPELLIER

de notre correspondent

toi, Mohamed » L'homme qui parle, un Marocain plus âgé que le reste du groupe venu demander des expli-cations au commissariat de Béziers, pointe du doigt deux des jeunes Beurs. Puis l'homme erie en direction des policiers, qui tentent en vain de le calmer : « C'est trop grave, un gamin de dix-sept ans pour une voiture volée, » Dimanche en fin

repandue comme une traînée de caine de Béziers, la plus importante communauté d'immigrés de la ville. Dans le quartier de la Devèze, qui Dans se quartier de la cerea, dus pointe ses barres de béton, ou dans celui du Faubourg, le « quartier bas» comme on l'appelle aussi, des petits groupes s'étaient formés, groudant de colère en commentant les événe-Dimanche vers 16 heures, une

patrouille de deux policiers de la CRS 57 de Carcassonne effectue une surveillance de routine sur le Biterrois à bord d'une voiture de service. A Nissan-lez-Enserune, ils repèrent une Renault immatriculée dans les Hauts-de-Seine et roulant à une vitessse qui leur semble excessive. Apercevant les policiers, le conducteur de la voiture se lance à vive allure vers la ville de Béziers. Après une course-poursuite d'une dizaine de kilomètres, les CRS parvieunent à bloquer le véhicule dans un square du « quartier bas ». L'un des occu-

pellé par les CRS. Dans la confusion de l'interpellation, un coup de feu part et le jeune homme est mortelle-ment touché à la tête. Selon la version policière, un des CRS avait réussi à passer une menotte au poignet du conducteur quand celui-ci a tenté une manœuvre pour s'enfuir. Le second CRS, qui tenait l'homme en joue à courte distance, s'est alors approché et un coup est parti de son

Le quartier est alors bouclé par les policiers du commissariat de Béziers venus en renfort avant l'arrivée sur place de Ma Françoise Picot, procureur de la République de Béziers. On apprendra plus tard que le jeune homme, Hassan Benahmed, de nationalité marocaine, résidant à Villeneuve-lès-Béziers, était âgé de dix-sept ans et n'était pas armé. On apprendra aussi, toujours de source policière, que le véhicule, immatriculé dans les Hauts-de-Seine, avait été volé.

Beurs, certains armés de bâtons, se sont retrouvés au centre-ville et se sont livrés à des déprédations. Sur leur passage, des vitres de magasins et des pare-brise de voitures ont été brisés. Appelés en renfort, des CRS de Perpignan ont protégé le commissariat et la sous-préfecture. De son côté, M. Alain Barrau, maire socialiste de la ville, a lancé un appel au caime pour demander «à Béziers de garder ou de retrouver leur calme pour que cet événement n'entraîne pas de surenchère et de tension accrue entre des comm tés qui ont depuis longtemps l'habi-tude de vivre ensemble. Il faut que toute la clarté soit faite sur cette affaire et qu'elle ne soit pas utilisée par les uns ou les autres pour casses un dialogue qui existe à Béziers ». Vers minuit, l'appel semblait avoir

JUSTICE

Au tribunal de grande instance de Nancy

Les « dessous-de-table » du professeur L'Hermite

Deux ans de prison avec sursis et 150 000 F d'amende ont été requis, vendredi 18 décembre, au tribunal de grande instance de Nancy contre le professeur Jacques L'Hermite, célèbre urologue de la ville, incuipé d'extorsion de fonds et tentative, faux et usage de faux en écriture privée.

NANCY

de notre correspondante

Le président Guy Dory lit des dépositions faites devant la police, répétées devant le juge, par des du liquide au professeur L'Hermita et qui, pour certains, n'en font pes le reproche eu médecin, qui, disentils, les a sauvés. Encadré par ses deux avocats, Me Béatrice Dugrovot, de Nancy, et Jean-Luc Bonnot, de Paris, la professeur oppose un visage imperturbable à ces dénon-

Il ne se souvient plus d'aucun échange où il aurait demandé de l'ergent liquide. En trois ans. 120 000 F, a pourtant conclu

() [.a police allemande saisit

3 tonnes d'amphétamine. - La

police criminelle allemande (BKA)

a annoncé, lundi 21 décembre,

qu'elle avait saisi, à Francfort,

3 060 kg d'une amphétamine

proche de l'ecstasy, une drogue

synthétique réputée aphrodisiaque. Selon les policiers, il s'agirait de la

plus grosse prise d'amphétamine

jamais effectuée. La drogue a été

saisie le 9 décembre, mais l'infor-

mation a été tenue secrète afin de

poursuivre l'enquête sur le réseau

international soupçonné d'organi-ser le trafic. Arrivée en Allemagne

par avion en provenance de Letto-

nie, la «marchandise» était desti-

née à la Belgique et aux Pays-Bas.

REPRODUCTION INTERDITE

devant les policiers, puis le juge, il les rejette aujourd'hui. Ils étaient la conséquence, explique-t-il, d'un état de choc psychologique, d'une extrême fatigue et d'un acharnement policier.

Pountant, pendant deux jours, les témoignages à charge se succè-dent. Une quarantaine au total. Ils émanent de personnes simples, modestes, qui charchent du regard celui du médecin. Il les évite. Toutes les dépositions rapportent le même procédé : dans l'intimité de son cabinet, et éminent praticien, se présentant comme le futur chef du service d'urologie du centre hospitalier universitaire de Nancy, pré-venait certains malades que le paiement se ferait en deux perts ; une en chèque, une autre en liquide.

Une assistante de laboratoire de Thionville explique qu'au réveil sui-vent son opération ele professeur L'Hermite est venu s'asseoir sur mon lit pour me réclamer 1 500 F. en liquide. Je ne voulais pas au début, s'est-elle souvenue, mais mon mari m'a conseillé de payer, car je deveis subir une autre inter-

Une veuve retraitée affirme avoir téléphoné au professeur L'Hermite pour lui cire que sa mutuelle trouvait exorbitanta la somme deman-dée pour le simple examen urologique de son mari: 6 000 F. payables en deux fois, le premier rsement seulement devant figurer sur la feuille de maladie. Le medecin a oublié cat appel téléphonique. Il invoque une «cabale hospitalière», montée de toutes pièces, pour le discréditer et l'évincer ou une campagne médiatique orchestrée par

La thèse d'une cabale du pouvoir médical

elaues ielaux.

A Nancy, il est considéré comme l'un des meilleurs praticiens, et cette situation fersit des envieux. Certains de ses patients soignés dans le secteur privé de l'hôpital disent avoir été traités comme des «pestiférés» parce qu'ils étaient ses clients». Le professeur L'Hermite admet des dépassements d'honoraires, mais affirme n'avoir jamais touché un franc liquide. C'est sa parole contre cella da ses malades. Il reçoit le soutien du professeur Georges Mathé, défenseur du secteur privé en milieu hospitalier : «On choisit un homme pour attaquer un système», dit le professeur pari-sien, qui dénonce «les attestations pulsionnelles qui ne démontrent den ».

Mr Claude Vallet, au banc du l'affaire à de justes proportions, même si tout au long du procès «le professeur L'Hermite s'est présenté comme queiqu'un de désagréable». Elle réclame 150 000 F d'amende et deux ans de prison avec sursis : et faut que, du côté des praticiens, l'on sache que les dessous-de-table sont des délits pénaux et pas de la discipulation fiscola » Flo demand soit pas reproduite au casier judi-

Mr Bonnot reprend la thèse de la cabale, plaide la relexe et s'efforce de démontrer que le pouvoir médical a voulu éliminer son client. Jacques L'Hermite se lève, lit une déclaration où il dit qu'eune éventuelle condamnation, de quelque teneur que ce soit, aura des conséquences déterminantes ».

Jugement le 26 janvier.

MONIQUE RAUX

RELIGIONS

Λ « L'heure de vérité » sur France-2

Le cardinal Decourtray se réjouit du «triomphe» du nouveau catéchisme

invité de « L'heure de vérité». dimanche 20 décembre sur France-2, le cardinal Decourtray, archevêque de Lyon, s'est réjoui du succès de diffusion du récent catéchisme de l'Eglise et abordé divers sujets de société, a dont la prévention du sida.

« Je m'attendais à un beau succès, mais pas à un triomphe ». Enhardi par les chiffres de diffusion du nouveau catéchisme uni-versel de l'Eglise catholique (520 000 exemplaires tirés, 400 000 vendus), le cardinal Decourtray a pu distribuer, à sa manière screine et boahomme, les bons et les mauvais points. A pro-pos de la justice, qui vient de faire l'objet d'un document de la commission sociale de l'épiscopat (le Monde du 12 décembre), l'archevêque de Lyon a regretté la « médiatisation excessive » de certaines instructions, le « manque de moyens » des tribunaux, le surpeu-plement carcéral et mis en garde contre toute idéologie à l'excès

Ainsi, d'accord avec l'arrêt de la cour d'assises de Grenoble qui a acquitté Richard Roman, après le meutre de Céline Jourdan, il a dit: « Autant il me paraît normal de sanctionner, d'une manière grare, guelqu'un qui a commis un crime aussi uhominable, autant il errine austi anominanie, autant it me paraît bon que la justice prenne tous les moyens de l'objectivité. Et quand les preuves ne sont pas réu-nies, mieux vaut laisser courir un éventuel criminel que de punir un éventuel innocent ». Globalement satisfait du vote des projets de loi

sur la bioéthique par l'Assemblée nationale (« Nous uvons été quelque peu entendus »), le cardinal Decourréserves de l'Eglise à propos du diagnostic prénatal, quand il devient « un prétexte à l'avorteinent », et des embryons surnumé-raires, appelés à être détruits s'ils ne sont pas implantés au bout de cinq ans : « Traiter des embryons cinq ans: « Traiter des embryons sumuméraires comme on traiterait des embryons de souris, ça me choque!». De retour d'un voyage en Afrique, il a renouvelé l'hostilité de l'Eglise à la prévention du sida fondé sur le seul préservatif : « Je trouve que c'est d'un mèpris insupportable. On va résoudre le problème du sida en Afrique, qui est dramatique, par des préservatifs?»

Le cardinal Decourtray est apparu plus embarrassé sur quel-ques sujets de débats internes à l'Eglise, invité à prendre ses dis-tances avec l'article du nouveau catéchisme qui n'exclut pas, « dans certains cas d'extrême gravité », la peine de mort, le cardinal Decour-tray ne l'a pas fait nettement, regrettant que « sur cette question, nous [NDLR: l'Eglise] allions trop

A propos du sacerdoce féminin. il a qualifié de « recul » la décision de l'Eglise anglicane d'Angleterre de l'egise angitante d'Angiterre d'ordonner des femmes. Pressé de s'expliquer sur le refus de l'Eglise catholique, d'en faire autant (a Pourquoi faire de Marie, la mère du Christ, un apôtre?»), il ne s'est pas placé sur le terrain des besoins en ministères ordonnés des communuatés chrétiennes.

L'archevêque de Lyon a paru encore moins à l'aise sur les ques-tions de politique étrangère. Il a

approuvé l'intervention militaire en Somalie (« Si le bien est supérieur au mal...»), défendu l'ardente obligation » de la construction européenne, protesté contre les « horreurs pratiquées par certains milieux serbes » dans l'ancienne Yougoslavie. Mais il s'est trompé en imputant au Vatican la responsabilité de la récente rencontre à Genève des dirigeants catholi-ques et orthodoxes de l'ancienne Yougoslavie, qui a eu lieu grâce au Conseil œcuménique des Eglises (COE) et à la Conférence des Eglises chrétiennes (KEK), auxquels n'appartient pas l'Eglise catholique. De même, était-il mal fondé de critiquer la reconnaissance précipitée de la Croatie par l'Alternagne, qui date du 15 janvier 1992, car le Vatican a été le premier à reconnaître le nouvel État croate, deux jours avant, le 13 jan-

Miss Statement

W. RINING T CLASS

Theren:

tien ...

loute

1 Dio ser.

· Anna (Para)

* Pratters

· Marie

Jean-Paul II a reçu la présidente de la Conférence méthodiste de Grande-Bretagne. - Le pape a cu un entretien, le 17 décembre au Vatican, avec Kathleen Richardon, présidente de la Conférence méthodiste de Grande-Bretagne, mariée et mère de trois enfants. C'est la première fois qu'il recevait une femme élue (en juin 1992) à la tête d'une Eglise chrétienne. Les conversations ont porté sur les thèmes de la vie spirituelle, de la justice et de la paix. Il n'a toutefois pas été question du sacerdoce fémi-nin. - (AFP.)

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes 92 Hauts-de-Seine ASNIÈRES MAIRIE STUDIOS NEUFS Déduction fiscale

CABINET EDGAR-QUINET 43-33-15-04

URGENT CAUSE DÉPART per. vd COURBEVOIE DÉFENSE 2, FACE L'ARCHE 2 APPTS (150 m² s) 90 m². Idéal investisseurs, pris er conditions negociables sur la base de 20 000 F le m². Renseignemt uniquement sur rendez-vous. Tél. 48-22-78-30, h.b.

94 Val-de-Marne CLÉS EN MAIN Johnville, résidential. Vártable malson de ville. Immeuble ville d'exception Duplex 5/6 P. 140 m² + terrasses. Jardin. Frais réduits. 42-51-51-51

Province DEAUVILLE Park., cave, it ch. East impect 43-59-69-74. mattr PORT-FRÉJUS Magnifique eppartement type F3 de 86 m² dominant le port. 1 500 000 F, evec garage

me. Poss, posts d'amer LES BARRYS : Tel. : 94-56-07-13.

PRIX 980 000 F. Tel.: 34-73-99-40 L'HAYE-LES-ROSES Vends PAV. jumelé, plain-pled, 5 P. cheurf, cent. gez. Cave. Jard. clos 435 m². Garage + simplacement 2 voi-tures. Près bus, écoles. Exposition SUD. PRIX 1 200 000 F. TEL: 46-86-94-96

pavillons

VENDS MAFFLIERS (95) 20 km Cergy - 23 km Peris

PAVILLON TRADITIONNEL

6 PIÈCES - 100 m² habit

R.-de-ch.: ent., s. de bns, wc. 2 chb. ev. placarde, culs. éq. chêne, double living evec chameles, terrasse. 1- étage: 2 chb. + combles améngs, (possib. 1 paice). 8/soi complet: 2 voitures.

Superficie totale : 700 m²

Comprenant :

bureaux Locations VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS t tous services. 43-55-17-50 maisons

individuelles A VENDRE dans le Vol-d'One (95), Belle maison individuelle dans impasse résidence, la pièces, poutres en châne, lambris, cuisine rustique amé-negée, chemnisé Pierra Roux de Provence evec inser. Sous-soi total, terrain clas 500 m², Prix : I 400 000 F Frais de notaire réduits Frais de notaire réduits Tél. 34-72-32-94, apr. 20 h.

GASSIN Maison de village avec petit jardin, pa 3 pikces, 65 m². is réduits, 800 000 F LES BARRYS ; 94-58-07-13.

esses Beurs et (RS a Bet

And the second s

ACTION OF THE PROPERTY OF THE Mariana as a second Marie Commence

Decauting 8 19 e du nomena ani

ENVIRONNEMENT «Toute construction nouvelle en zone inondable»

aux abords de la Loire devrait être «interdite» tion de unvironnement »,

Les auteurs raport naissent d'abord qui « toute contraînte artificielle absolue sur le llt de la Loire est impossible, à moins de la canuliser. » Or « la Loire constitue un patrimoine naturel paysager exceptionnel dait être préservé et mis en valeur ». etre préservé et mis en valeur ».

Tout aménagement sur le fleuve royal donc « faire la part de l'eau ». Autrement dit, on peut empêcher d'ébordement de la Loire. Il seulement veiller que débordements ne soient désastreux. Pour cela, impératif: « interdire construction nouvelle en inondable », et sepuements de protection pour créer des especes constructibles », cela des especes constructibles ». cela antimi de la faire, par la ple à Tours,

Pour quatre ouvrages prévus par l'Etablissement public d'oménagement Loire Laffluents (EPALA), la rapporteurs préconisent l'attitude poursuivre les travaux du barrage Naussac II, qui soulève aucune objection; mioux étudier le barrage à pertuis men du Veur-dre dont l'utilité n'est pas évidente (« Il serviru mieux

les dix ou quinze ans s, note Landrain); renoncer surélever le barrage EDF de Rochebut, qui « ne paraît sur être une solution satisfaisante », su construire le barrage de Chambonchard, mais avec « une capacité plus faible — celle prévue à l'origine ».

Selon rapport parlementaire

Quant au barrage Serre-de-la-Fare (Haute-Loire), aba par gouvernement en 1991, rap-porteurs suggèrent que l'Etat rachète immeubles en zone inondable I I de la que l'EPALA
LE ES acquis : pour la construction du barrage et que, attendans un éventuel changement
politique la part du gouvernement, changement intégrées Le rapporteur, M. Edouard Lan-

Le rapporteur, M. Edouard Landrain, souligné que son travail destiné à qui ne parimetre des qui ne parimetre.

Justine à qui ne parimetre des qui ne parimetre devrait permettre reconsidèrer méthodes et d'exercer quiorité, la décentralisation doit pas être l'émiettement des responsabilités ». Une pierre dans le jardin gouvernements qui se ent succède depuis 1989, lorsque les projets de l'EPALA ont commencé à être sériousement cause.

DEFENSE

. . :

Sa coque achevée à 80 %

Le porte avions nucléaire « Charles-de-Gaulle » a pris son premier contact avec la mer

. de notre correspondent

l'arsenal de Brest. La lourde coque, 80 % achevée, a me extraite me sa cale sèche, où le bâtiment est en chantier, remorquée jusqu'à un quai à flot. Il s'agit de procéder des vérifications techniques. Le navire doit regagner sa cala après le 6 janvier. Il pèse actuellement 000 tonnes, Il la moitié du poids qu'il déplacera à pleine charge une fois opérationnel. Il encore l'encore l'encorativire l'accompliant de l'encore l'encorativire l'accompliant l'encore l'encorativire l'accompliant l'encore l'encore l'encorativire l'encore l'encorativire l'encore l'encorativire l'encorativire l'encore l'encorativire l'enc encorbellement, installer l'armement et à achever l'aménagement intérieur.

Commence en 1987. porte-avions ne sera véritablement opéra-timel qu'en 1998. La facture sera de 17 milliards en francs. Quarante avions pourront me embarqués. I

mier temps, il conservere les Super-Etendard qui arment actuels Each et Clemenerau.

Premier navire de surface nucléaire que construit la nationale. La Charles-de-Gaulle remplacera le Clemenceau, = ==== vice depuis 1961. Quant au Foch, båtiment sur lequel am III multiplies im travaux d'entretien, son retrait 🚅 prévu pour 🌃 li aura abon quarante-trois ans. Ce qui pose dès à présent la question d'un Charles-de-Gaulle, dans la où la construction de cet autre porte-avions doit prendre date de miss en chantier a'al prérme. En septembre, l'amiral Alain Coatanea, chef d'état-major de 🕍 marine, avait dit : . Prévoir l'après-Foch s'impose pour avoir plus de souplesse opération de v

GABRIEL SIMON

Vaison-la-détresse

SOCIÉTÉ

On » dit que les autorités cachent la « rérité » sur la nombre la vic-times (bilan officiel dans le Vau-cluse: 37 la 5 disparus) pour ne pas nuire la la personnes ». Qui est « on »? Sans le fils la plus sournois de l'Ouvèze et du mal-heur.

rumeurs la région que apporte un début preuve. Chacun va de certitudes, confiées voix « On » partout et nulle part. C'est une femme qui vu « cent cinquante cueils », un commerçant qui évoque quatre-vingt-sept morts », un viticulteur qui conseille d'interroger les moines du monastère Barroux a narce qu'ils bequecoup a parce qu'ils beaucoup choses » Vaison s'enlise dans les ragots de croque-morts, même a elle suit qu'aucune demande dans l'intérêt a familles n'a purvenue de quelque pays que ce soit. Egendarmes d'Orange Haux (PS), commune, M. Haut (PS), beau répéter que l'activerises après le drame entreprises après le drame permis d'édicher les d'étrangers qui fui le terrain de camping sans donner signe vie, rien n'y fait.

vite que les eaux l'Ouvèze, révélant ainsi l'ampleur d'un traumatisme dont l'onde de choe n'en finit plus de se nronager. se propager.

■ Nous n'avons pas reçu un centime»

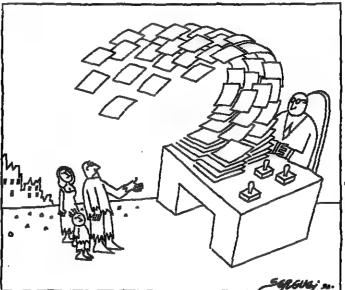
période de déprime ».

M. Haut, coince entre des la locales une et des la locales une qui tardent à tenir leurs promesses. Car la déprime en par des difficultés materielles qui, pour l'heure, paraissent inextricables. La dont certains étaient très mai assurés ou pas assurés du lout « épagent. ou pas assurés du tout, s'égarent limite dédale des contrats et des formalités administratives. D'expertise en contre-expertise de la contre-expertise en dée un démarche infructueuse, la contre-expertise de la contre-expertise en la contre-expertis de-là, sans trop savoir, sont sont droits. De leur côte, compa-gnies certificat, que les délais seront respectés. Elles estiment que toutes les indemnités prévues - soit un total de 1.5 milliant de francs pour trois départements touchés (Vaucluse, Drôme, Ardèche) - 100 d'ici au mois il mars.

Cette perspective parvient pas a réconforter la la Elles de tout. La hommes politiques, des de tout. hommes politiques, des assureurs, des est, parfois, d'elles-mêmes, copacité à « sortir du tunnel». Le provisoire de depuis trop longtemps pour qu'il en soit autrement. Bédarrides, certains sont toujours contraints de dormir de caravantes ou baraques louées par la commune (le Monde le familles ont entièrement gerdu leur familles ont entièrement gerdu leur familles ont entièrement perdu leur maison, soixante autres n'ont plus que des murs imbibés d'eau et macu-les de les plus

pent des appartements ou des résidences appartements ou des residences mises à leur liposition jusqu'au printemps. Mais qu'en sera-t-il ensuite? Les propriétaires logements ont déjà prévenu que cette situation saurait qu'en sera-t-il ensuite? Les propriétaires logements ont déjà prévenu que cette situation saurait
durer au-delà du de mars, sinistrés. Le mar évalue à 1 milquant aux immobilières de

prix fort, the terrains et des des de sinistrés pour les remplacer au plus vite par des aires de jeux ou des de l'Ouvèze, carcasses des bâtiments imposent toujours leur spectacle;



Ces derniers s'inquiètent surtout n'avoir qu'une aide a remière urgence», blen insuffi-sante selon eux (1). Leurs critiques portent essentiellement sur les enga-du part ministre. A la suite ia catastrophe, M. Pierre Bérégovoy avait annoncé que débloqués m'aveur de départe-ments touchés par le la la «Nous n'aveus pas reçu un centime, constate le maire de Vaison. J'ai bles, rien n'avance, je ne suis plus quel faire. » Les sides promises par le département ou la région, qui se sont également fait attendre, devraient être débloquées dans les jours à venir.

Foute d'argent, commune de Valson, qui ne compte que six mille habitants, 📫 peut financer ces trois objectifs prioritaires : le rachat, m s'active à l'ulimum les l'admit des

Le percepteur

d les ministra Si les chefs les com-les compétences en lui de comptabilité comptabilité
intérêts au m d'une association
dont le responsables s'affirment
« prêts à tout pour obtenir satisfaction» les cariculiers paraissent bien
des les cariculiers à l'avenir des neur
orphelins du 12 septiment une
nutre, lassée d'attendre l'aide promise, envisage le speller à la
mobilisation générale pour nettoyer
les berses de

les berges de l'Illand III troisième

sinistrés. Elle entend porter plainte X... se constituer partie civile www. «savoir» (responsabilité des autorités; prévisions météo; nisation is secours...).

Certains sinistrés parfois à l'hôtel de ville, me une salle dont les murs sont encore tapis-de soutien. Alors, le sma 🖾 déprime» 🖿 brut, son effroya-percepteur refuse de m'accorder un délai », s'insurge femme. Les juste juste un jeune homme, "La Croix-Rouge n'a versé que 3 596 000 francs e pourtant immed des mil centimes », limi le préside la treatment association (2). Est-ce que je ma rede-télé?» demande in retraité «El vèlo?» s'inquiète voi-sin. «El Bérégovoy?» «El Kou-chner?» A Van comme ailleurs, lu critiques mache toujours m même : in politiques responsables mais recoupables.

De petits problèmes en vrais trouve Turcs. Il devient mille visages, impu-dique et cruel. Entre un problème de mazout a un affaire be Minitel endommagé, un homme d'une interrompt la ville, appelées le solutions eventées opérations (les dégâts furie, le partie de la simple « vérité». Son le mois, emporté le l'Ouvèze le mois, emportée l'Ouvèze l'Ouvèze

(1) L'une de solidarité qui a suivi le drassa a permis de récolter notamentent 26 millions de france en per enance d'associations, de particuliers ou de diverses curperises (ce total ne tient pas compte des fonds récoltés Croix-Rouge). Une partie de cette somme (14 millions de france) a déjà été distribuée aux sinistrés de communes les 12 millions devraient l'êtro prochainement. Les dont le logement a été complétement out 000 F. Celles dont les maniers de pour mais inhabitables ont reçu 30 000 F. locataires contraints de déménager ont touché 20 000 F.

(2) De nombreux sinistrés, qui ne dis-posent pas loujours d'informations critiquent le Croix-Rouge chargé du dossier il la Croix-Rouge fran-caise, il indiqué au Monde que son orga-nisme avair perçu il militons de francs de dons à le suite de cette catastrophe. Pour le seul département du Vauchuse, 25,8 mil-lions ont déjà été il en reste il per crès de la stribuer.





L'Olympia entre destruction et rénovation

Enjeu immobilier, la dernière grande salle parisienne de music-hall fait l'objet d'une lutte serrée entre professionnels du spectacle et la Société générale

Quel avenir pour l'Olympia? Au moment Muriel Robin et Guy Bedos font Comble, des négociations se déroulent dans les coulisses du célèbre music-hall, 28, boulevard des Capucines, à Paris. Elles conditionnent son avenir, voire sa survie. Les rumeuns les plus contradictoires avaient circulé en juin : fermeture provisoire ou définitive? Démolition ou rénovation? Les professionnels du spectacle, le ministère de la culture se inquiétés sort de salle. In le société générale, situé au cœur d'une imposante parcelle qui doit faire, 1995, l'objet d'une opération immobilière d'envergure, l'Olympia est devenu un locataire encombrant banque.

Après et mois de mutisme, celle-ci admet avoir mis l'étude «six projets» pour l'Olympia, qui vont de la destruction pure et simple l'énovation de le salle actuelle. Mais Jean-Charles Hantz, l'Illiale immobilière de la banque, veut calmer le "«Notre objectif est la pérennité l'Olympia. C'était handicap, le Société générale veut en faire les dout, le élément dynamites boutiques qui seraient installées dans le passage Edouard-VII.»

L'établissement financier possède.

L'établissement financier possède, en effet, l'énorme bloc d'immeubles délimité par le boulevard des Capucines, la rue Caumartin et la rue Edouard-VII. Ces 75 000 mètres carmais aussi une cinquantaine de commais en location ves 1995 pour mais en location ves locatio

Le facheux précédent

La Société Générale MATIA voulu refaire la même opération dans l'îlot Edouard-VII. Le Théâtre Edouard-VII, dont les murs appartiennent également à la banque, ne pose pas de problème : il est situé en bordure de l'îlot et n'est pas menacé. Le Barromain, rendez-vous des artistes, rue Caumartin, sera également conservé en l'état

Restent, cour la pro
000 mè cocupés
l'Olympia. Pour la banque se des questions. Elle n'en est qu'au stade a pré-études », explique M. Hantz, qui méanmoins quelques pistes sur ce que pourrait être l'opération: Le speciateur qui entre dans salle et retrouver le lieu qu'il aime. Nous souhaitons danc conserver l'entrée au 28, boulevard des Capucines, alors que nous avions envisagé une entrée en face du Théâtre Edouard-VII. Nous voulons conserver le même volume; six mois de travaux seraient un délai raisonnable pour sa rénoration.»

C'est une version «douce». La salle pourrait aussi bien être détruite et reconstruite à côté ou en dessous de l'emplacement actuel. Une option sériensement envisagée serait, en celle de l'«enfouissement»; d'autant que la banque va creuser le sol de la 15 mètres pour loger des parkings. Dans cette hypothèse, le hall serait modifié. Pour limiter le temps fermeture, la salle actuelle maintenne pendant durée des travaux. «L'évennualité de retrouver une salle identique ma déplacée n'a pas été critiquée par nos interlocuteus», m. Hantz.

Les utilisateurs de l'Olympia (producteurs, chanteurs), le Fonds de soutien des variétés (qui octroie des aides aux spectacles) et le ministère de la culture opteraient plutôt pour la rénovation «douce». « Des travaux lourds entraîneront une fermeture de un à deux ans, et donc la mort de l'Olympia», estime Antoine Masure, le directeur du Fonds de soutien. Si l'Olympia doit disparaître sous terre, la solution consensuelle serait de descentre de plusieurs mêtres la actuelle sur vérins. « Pourquoi pas l'répond M. Hantz, même si une opération aussi bulacieuse et dangereuse ne cadre pas avec nos habitudes. » Cette solution la latte aurait du l'avantage de limiter la durée les

Au ministère de la culture, on rappelle que «la reconstruction in situ a un fâcheux précédent : cetul de Bobino ». Triste destin en effet que celui de la salle de la rue de la Gaîté, qui a vu défiler toute une génération



Bécaud était 444 là en 1964 quand la saile e rescué avec la chanson.

de chanteurs (Brassens, Ferré, Ferrat, Mouloudji, Reggiani). Détruite en 1983, elle fut reconstruite sur place, perdant au passage son entrée, son cadre, formes son atmosphère, pour se sain en « garage ». Même la Société passage affirme vouloir un nouveau Boblno».

Pourtant, la profession reconnaît traveux.

l'agrandissement scène coulisses, pour accueillir scénimplus importants. Des sondages d'ailleurs en cours deux piliers porteurs la scène pour apprécier charpente métallique. M. H. affirme avoir été surpris par a le des deux. On m'a mêm dit qu'il pleuvait parfois sur scène». Ce qui fait bondir Jean-Michel Boris, la directeur l'Olympia: « La lu n'est l'approprie de parce qu'il y a une verrière au dessus de la scène pour des raisons de sécurité. Mais la toiture n'est pas

en cause.» Rénovation ou démotition-reconstruction? Une chose est sûre, on n'entreprendra pas de tels travaux sans perturber fortement l'établissement. Beaucoup se demandeat d'ailleurs si l'opération immobilière globale est conciliable avec le maintien de l'Olympia. «Aux parties concernées de prouver que c'est possible, à elles de définir le projet qui entraînera le moins de perturbations», affirme M. Hantz.

Chaque projet va en effet être discuté, point par point, dans le cadre de réunions entre la Société générale, le Fonds de soutien et les représentants du spectacle. La première réunion a en lieu le 18 novembre dernier. Les producteurs de spectacles avaient dépêché des «poids lourds» – Jean-Claude Camus (Hallyday, Sardou), Daniel Colling (Jacques Higelin, le Printemps de Bourges), Claude Wild (Eddy Mitchell, Véronique Sanson), – ce qui traduit l'importance attachée par la profession au dossier. Bizarrement, Paulette et Patricia

« Tous sont venus... »

disparaissent ». un livre
boulevard Capucines,
'hisd'un lieu de spectacle il li
passé « par grades,
à capitaine » (1).
Le a montagnes
(1887). Jugées dangereuses,
ont il remplacées par un music-hall en charpente métallique, dirigé par Joseph Oller, l'Inventeur Parl mutuel (l'ancêtre du PMU). Ce ouvre du PMU). Ce ouvre du PMU. Ce il avec L Goulue, célébrée par Toulouse-Lautrec, et I m Fuller qui intitulé « Olympia ».

L'Olympia accueillera
grandes figures de chanson:
Chevalier, Mistinguett,
Yvonne Printemps, Luclenne
Boyer... « Mais le music-hail
de l'aile » la fin des années 20
d

Depuis quarante ans, l'Olympia est une sorte de fétiche pour professionnels la spectacle. « Tous la seuf Gains-bourg l'France Gall », affirme Jean-Michel Boris. Pfaf et lesens, Sidney Bechet la Brel, François et Trénet, Mon-

Sardou, Aznevour et Sylvie Vartan. Mei Bob Dylan (qui a passé demisa guitare), le Pink Floyd, le Roling et aujourd'hui le

L'Olympia la rescapée aux rus populaires. Disparues Bobino, l'Alhambra, l'ABC, l'Européen, le Théâtre l'Etoile, l'Ambigu, la Comédie Caumartin... La Capucines l'un cohérent et à taille humaine (2.000 places), parfaitement insonoripour son atmosphère magique, inimitable l'acoustique

(1) Jean-Michel Boris et Marie-Ange Guillaume sont les anteurs de 28. boulevard des Capucines, la fabuleuse aventure de l'Olympia. Acropole éd., 1991. Coquatrix, les titulaires du bail (le loyer annuel tournerait autour de 6 millions de francs), étaient absentes

La femme et la fille de Bruno Coquatrix, le manager des années fastes du music-hall, mort en 1979, ont, en août demier, obtenu un prolongement du bait jusqu'en 2007. Elles affirment «ne pas être concernées. Nous traitons directement avec la direction de la Société générale, Officiellement, nous ignorons les projets de la banque, même si des travaux sont prévus depuis longtemps. Mais ce sera un simple liftings. Elles reconnaissent qu'il fandra bien fermer, «peut-être six mois, ce qui n'est pas grave: les artistes se battront pour faire la récouverture de l'Olympia.»

La profession ne remet pas en doute l'attachement des Coquatrix à ce lieu. Mais beaucoup s'interrogent sur leur attitude à propos de l'avenir de l'Olympia, sur la durée « étrange» de leur nouveau beil (14 ens au lieu de 3, 6 ou 9 ans), qui, affirme Antoine Masure, « ne garantit en rien la préservation de l'Olympia dans la forme actuelle ». D'autres assurent que les héritières de Bruno ne voient que les héritières de Bruno ne sompris que l'Olympia est devenu un mythe, et l'olympia est devenu un mythe est l'olympia dans la forme est l'olympia est l'olympia dans la forme est l'olympia dans la forme est l'olympia dans l'olympia dans l'olympia dans l'olympia dans l'olympia

Autre absent de poids, Jean-Michel Boris, le neveu de Bruno Coquatrix. Avec sa double casquette de programmateur de la salle (donc salarié des Coquatrix) et de président du Fonds de sourien, il a préfère resten retrait. Les Coquatrix lui ayant demandé de ne pas s'exprimer sur ce dossier, il n'a pas signé les pétitions demandant que «l'Olympla continue». Mais ceux qui le connaissent disent que le personnage est en train de «bouillir» et que ses relations avec les Coquatrix sont «orageuses».

La possibilité d'un classement

Depuis la rentrée, la Société générale à changé d'attitude, sous la pression, dit-on, du ministère la culture. La banque est aujourd'hui consciente qu'un en force provoquerait le levée boucliers dans la professions du spectacle et aurait des conséquences pour son image. Quatre signatér recueillies, juillet, Francofolies la Rochelle. Une soixantaine d'artistes, dont la Bruel, Maxime Leforestier, Yves Duteil, Alain Souchon, Renaud, Paolo Conte... écrit à M. Jack Lang pour s'inquièter du l'Olympia.

La banque de une ambiticuse politique de dans le domaine de l'ant lyrique : du Châ : 3,6 millions par an (avec engagement de l'autre de l'autre détruire l'Olympia », devient le leitmotiv des salle.

Si les parties ne parviennent pas à un accord, le ministère pourrait classer la salle au titre de mémoire», comme Le Fonquer's. Le classement se ferait « en quatre minutes», dit-on au ministère. Qui ajoute que la salle de billard, à l'étage, est déjà inscrite à l'Inventaire des monuments historiques. Ce n'est également pas un hasard si, en juin dernier, l'Olympia « reçu une licence 2 (celle des théâtres) qui soumet toute désaffectation des lieux à une autorisation ministérielle. La Société générale a prévu la riposte: « Un classement n'assurenti pas la pérennité de la salle», rappelle M. Hantz. La loi protège les lieux, mais pas « la vie » de ces lieux de spectacle. Le propriétaire pourrait donc laisser mourir la salle en la fermant.

Aucun des deux camps n'a donc intérêt à la guerre. La Société générale n'a pas annoncé de date de fermeture pour l'Olympia. «Nous avons trois ans devant nous», affirme-t-elle. Quelles que soient les modalinés des travaux, le lieu «va en prendre un coup», indique un amoureux de la selle, qui redoute le mouvei habillage du hall actuel, au carrelage incertain et aux murs fatigaés. «Le charme de l'Olympia, c'est sa poussière. » L'établissement financier préfère évoquer «les couleurs de la solle»: rouge et noir. Celles de la Société générale.

MICHEL GUERRIN

THÉATRE

Un philosophe vif-argent

La difficile mise en scène de l'anteur des Essais

MONTAIGNE

Poche Montpornasse

Beaucoup plus discutable est son immobilité constante tout au long la soirée : assis droit ou au garde à partenaires, comme peralysé. Or Montaigne nous dit avoir acuc pieds de la folie ou du vifargent». S'il n'éstait pes en mouvement, aucun mot lui venait à l'esprit : a Mon esprit ne va, la jambes ne l'agitent.»

La présence des huguenots

Le texte présenté au Théâtre de Poche (œuvre de Pierre Tabard), Montaigne, ou Dieu que la femme me reste obscure, est tout à fait distrayant, mais parfois oublieux, parfois inexact.

Oublines : me exemple, lorsque Montaigne évoque son cher La Boéte et qu'il avoue qu'à cette amitié si me voit pas de raison, il

omet de nous raconter une chose qui nous intéresse, c'est que La Boétie, comme Montaigne, n'admettait pas sur notre sol la présence des huguenots. La Boétie estimait qu'il fallait a punir les insolences advenues à cause de la religion », jusqu'à raser les maisons et démanteler les vignes. Et lorsque Catherine de Médicis, sur le conseil de Michel de L'Hospital, prit en janvier 1562 un autorisant la liberté conditions, que le parlement de Paris manifesta son désaccord, Montaigne, une ni deux, s'en la manifester son soutien à ce parlement, quand personne ne lui demandait rien. (Lorsque Henri de Navarre, protestant, devint le rol

Inexact: la pièce de Robert Poudérou présente un Montaigne nettement «partagé» entre deux femmes; Françoise de la Chassaigne, son épouse, et Marie Le Jars de Gournay, qu'il rencontra en 1588 à Paris, quatre ans avant sa mort. Sur la scène, Etienne Bierry, piacé entre ces deux femmes, va de l'une à l'autre. Or, marié en 1565, Montaigne est resté fidèle à son épouse jusqu'à sa mort. Il a manifesté en public cet attachement, alors que, dans ce temps-là, la fidélité conjugale était seulement le fait des pauvres. Et Mª de Gournay, dont il estimait e la solidité des mœurs », fut pour lui une « très sainte amitié». Elle édita les Essals, corrigea les épreuves. Enfin, après la mort de Montaigne, sa femme Françoise mit au point, avec un ami de l'auteur, Pierre de Brach, une nouvelle édition des Essals, et chargea Mª de Gournay des formalités de l'édition à Paris. La rivalité des deux femmes, que dit la pièce de Robert Poudérou, est éloignée de

Mais aussi bien les écarts que les copies conformes concourent à donner du plaisir il l'écoute de ce Monner du protugais. Il le marrie de Gournay. Et la merveille de cette soirée est la présence d'une grande actrice, Nita Klein, dans le rôle de la femme. Sa première lougne scène avec son mariest un chef-d'œuvre d'interprétation; c'est même, en soi, émouvant : jeu d'une intelligence et d'une invention extrêmes. Il est étrange que, dans ce domaine si immédiat et transitoire du théâtre, les plus grandes artistes soient parfois celles que la décision des «responsables» nous fait les plus pares.

MICHEL COURNOT

> Salle 1, du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 15 heures. Tél. : 45-48-92-97

VENTES

Melun s'offre deux œuvres de Van Hulsdonk

Les deux de Jakob Van Hulsdonk retrouvés le grenier l'hôpital de Meiun adjugés (ensemble) 2,5 militons francs, 20 deux portant signature Van Hulsdonk (1582-1647) retrouvées il y un an le grenier de l'ancien couvent Récollets, l'hôpital de Meiun,

dait de mettre conse pour acquérir un scanner, qui avait déclenché série d'épisodes juridiques. La ville Melum a propriété tableaux. Mais le dans service des Domaines a tranché en dite,

En outre, eti «instance de classement» d'un de appartenant un conséquence, et une loi d'interdire la lune loi d'interdire la lune personne privée. La ville de Melun, représentée maire, la Jacque Marinelli, l'a donc emporté dans une vente aux enchères inédite.





MAR 22 MER 23 SAM 26 MAR 29 MER 30-JEU 31 DEC. 20H30 DIM 27 15H

JEAN-CLAUDE GALLOTTA

la Légende
de Don Juan
Confessions d'un rocker
création pour 16 danseurs

et 4 musiciens 2 PL DU CHATELET 42 74 22 77 李神子 微原磁管

La réédition de «Fra Diavolo», avec Laurel et Hardy, rend hommage 1 l'un des pères du burlesque récemment disparu, le producteur Hal Roach

La longue, formidable vie de Harald Eugene Roach, qui l'at le voisin Robert E. Lee, héros de la guerre de Sécession, et rencontra Mark Twain, ce le 14 janver 1892, à Elmira (New-York). Encouragé son père li vend des glaces Seattle, postier, chercheur d'or Alaska, enfin, muletier des postier, poits pétrole dans le Mojave. En 1912, tombant sur petite annonce réclamant des cow-boys expérimentés pouses servir pour 1 dollar par jour de conseillers techniques sur des westerns produits par la Universal, il débarque à Hollywood et se fait instantantement engager en tant que figurant et cascadeur pour 5 dollars par jour.

En deux il devient mu l'
complément, scénariste, assistant metteur en scène,
ensin réalisateur producteur.
Puis rencontre Harold Lloyd et
crée avec tui une petite société,
qu'il transforme véritable maison de production l'année suivante,
grâce à un minuscule héritage
(3 000 dollars) et avec l'appui de
Pathé. C'est sur la paire de lunettes
à monture noire dont il affuble un
jour Harold Lloyd qu'il fondera sa

fortune, s'offrant dès 1919 propres studios l'Culver 17, 1 vite, il diversifie, lance plusieurs séries de films-à-deux-bobines (a two reelers) avec pour acteurs-personnages Snub Pollard, Charlie Chase, la ribambelle d'enfants qui

Naissance d'un tandem

Né le 16 juin 1895 dans le Lancashire (Angland), Arthur Stanley Jefferson, fils d'imprésario entre, comique déjà dans la troupe londonienne le Fred Ladqui, en 1910, part pour les Etats-Unis. Chaplin en la vedette, de la compagnie de la troupe pour rejoindre le producteur Mack Sennett, la compagnie défait; Stanley Jefferson, devenu Stan Laurel, poursuit en solo descrière comique mime, pagui le conduit tout naturellement, en 1917, au cinéma. Metteur en scène, scénariste, gagman, Laurel, suite le un désaccord avec Louis B. Mayer, dissout sa compagnie et se joint à Hal Roach.

Son futur compère, Oliver Nor-

velle Hardy, n. Harlem (Georgie)

18 Janvier — quatre jours

La Hal Roach — se destrait, lui, au chant il hnit ans, il faisait partie d'un «minstrel show»), mais, in 1913, ayant — vers — comédie, il se lance dans le cinéma. Jouant les «rondeurs», il — vent le partenaire de comiques en renom, le pendant d'un Billy Wencomme Roscoe — Fatty » Arbuckle de Buster Keaton (qui dirigea Hardy, — 1923, dans Indages). — 1924, il — La Contrat — les indas Hal Roach.

Laurel Hardy croisent
l'occasion - ils figurent tous l'
dans une comédie de 1917 intitul' Lucky I - mais il faudra dix
pour que se soude l' tandem.
An presque tous l'
du studio, Hardy L l'
gnérique de Forty Five Minutes in
Hollywood (1926). Curieusement,
Roach deceler la force
duo potentiel. L' n'est qu'en
1927, avec l' l' l' l' l' l' l' l'
que l'alliance des deux hommes
devient systématique, On retrocer, sous l'égide de Roach, le tamdem dans plus de cent films, dont
vingt-sept longs-métrages.

Pendant plus de quarante promant que mande promant que mande plus sophis-

tiquée – intrigue serrée, porté sur les — Roach, et gagman, parfois en scène — surtout produira près de mille films, par Frank Capra, Leo McCarey, Frank Tashlin, George Str — Gordon Dongias, avec Harol Lloyd, Mabel Normand, Thelma old — Pitts, Theda Bara, H — Langd Jean Harlow, Mickey Rooney, Wray, Paulette Godard, Boris Karloff... — Ronald Reagan.

La découverte de la télévision

le milieu des années 30, le double bill » issu de la Grande Dépression – deu longs-métrages au même programme – entraîne la mort commerciale du reeles. Roach, u a la passage métrage. Il accueil réservé métrage. Il l'accueil réservé Madame le clochard (cave Constance Bennett), Topper (Cary Grant Carole Lombard), l'aspuris hommes, l'accueil par le courts-métrages avec Harold Lloyd Laurel Hardy.

Pendent le mardy.

diale, le studio — Culver City
duit — films — propagande pour
l'armée américaine. A plus de cinquante — reprend du
vice: lieutenant-colonel,
Londres, il observera de près le
débarquement — Normandie.
(Curieusement, — la guerre, il
faillit produire plusieurs films
lieus en — avec... Benito
Mussolini.) Après la guerre,
reconnaît-il, il a quelque peu perdu
m passion. Il
format — court-métrage, idéal,
ses yeux, pour la comédie. Le rire
une émotion brève », expliquait-il en janvier demier au N

la réorganise mais surtout l'exploitation de surtout l'exploitation de surtoure.

Dernier survivant im membres la Motion Picture Academy of Cinema and Television, il a remporté trois oscars, Tay Wall Box Mi Laurel Hardy transportent piano un escalier), pour of Education, M pour l'ensemble # m carrière. En janvier dernier, le Smithsonian Indian Caracter au Museum d'histoire naturelle Washington III reconnaissance in exceptionnelle contribution l'art, in science, l'histoire, l'enselgnement el la technologie.» Hai centenaire, il fourmiller 🐷 projets : un jeu télévisé, deux de série. Il est mort le I novembre dernier, juste ment son 101e anniversaire; il enterre dans le Mark Twain,

HENRI BÉHA

Fra Disvolo, A-lim Ecoles, 23, rue des Ecoles, 75005 Paris. Tél.: 43-25-72-07.

Détente dans la guerre des écrans chisols. — La rivalité agressive qui oppose Pékin à Taïpeh dans tous les doutaines, cinéma compris, avait fait subir un triste sort au film Cinq filles et une corde: produit par la Taïwanaise Hsu-Feng, il était interdit en Chine populaire; mais une des interprètes, tombée melade, ayant été remplacée par une actrics econtinentales, il fut également interdit dans l'Îla. En autorisant finalement, et pour la première fois, la projection (le Il décembre) à Taïpeh d'un film où apparaît une comédienne de Chine communiste, les autorités nationalistes viennent d'ouvrir la première brèche dans la grande muraille d'interdits qui

C Report du Josep d'échecs. — La soirée CinéMémoire du 9 novembre à l'Opéra Garnier ayant été annulée pour des raisons techniques, la projection du film le Josep d'échecs, de Raymond Bernard, musique d'Henri Rabeud, interprétée par l'Orchestre national d'Ille-de-France sous à direction de Jacques Mercier, est reportée au 22 décembre, à 20 h 30, à l'Opéra Garnier.

► Tél. : 42-56-57-61.

MUSIQUES

Suppression de la Biennale de Lyon

LYON

de notre bureau régional

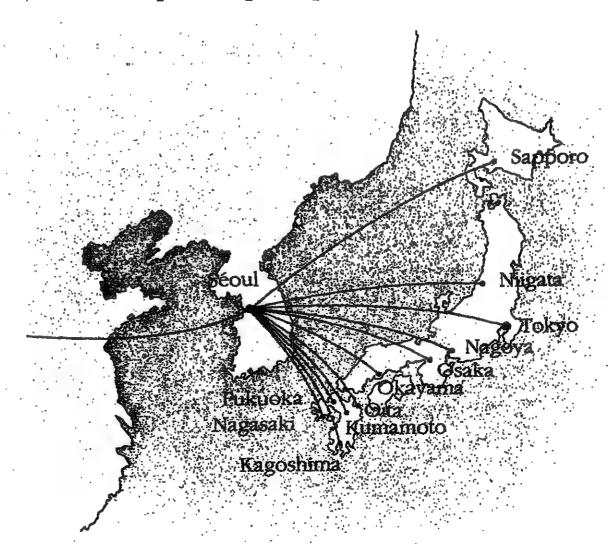
annoncé, par un communiqué du vendredi 18 décembre, la suppression de la Biemale de musique trançaise dont la première édition s'était tenue dans cette ville en septembre 1991. Les raisons invoquées pour cette mesure sont d'ordre budgétaire.

La ville de Lyon, qui contribuait au budget pour la mointé (6 millions sur 12), avait créé cette Biennale, à la suite du Festival Bedioz, lui-même supprimé en 1989. Parrainée par M. Marcel Landowski, et dirigée par M. Yves Petit de Voize, cette manifestation avait pour but de défriche un patrimoine considéré comme mécontu (le Monde du 3 mai 1991). Elle a connu sa première édition en septembre 1991, consacrée à cent cinquante ans de musique française (1789-1939). Les concerts se sont accompagnés de toute une recherche autour des partitions, de concerts-lectures, d'édition et de production de disques (7 jusqu'à ce jour).

Cette décision de la municipalité lyonuaise peut surprendre, même si au cours du dernier conseil municipalité lu cours du la course de la participation à 2,6 millions francs. Elle illustre les hésitations et les d'une positique condamnée à la rigueur pour des raisons financières. En ont déjà été victimes, dans le domaine de la musique, l'Ensemble Forum, spécialisé dans la musique contemporaine, et l'Ensemble harmonique de la ville. Senl le budget global de l'Opéra de Lyon échappe aux coupes: il doit passer pour 1993 et 1994 à 175 millions de fiancs, soit une augmentation de 40 % par rapport à 1992. Mais cette augmentation, inférieure d'ailleurs aux demandes initiales de la direction de l'Opéra, s'explique par l'ouverture d'u bâtiment reconstruit par Jean Nouvel qui sera mauguré le 14 mai 1993.

PIERRE MOULINIER

Pour atteindre les principales villes du Japon, le chemin le plus rapide passe souvent par Séoul.



Korean Air vous propose 12 vols non stop chaque semaine entre l'Europe et la Corée. Plus qu'aucune autre compagnie. Par ailleurs, Korean Air relie Séoul à man villes de province du Japon, en évitant l'aéroport de Tokyo-Narita. Du temps gagné c'est

toujours de la sérénité en plus. Et puis, voyager sur l'une des plus importantes compagnies aériennes de l'Asie par le nombre de passagers, Il bord du long courrier le plus moderne du monde (Boeing 747-400), cela contribue bien sûr aussi II votre sérénité.

KOREAN AIR

BATACLAN (47-00-30-12). Taxl

Cass: 12 h 45 mer., jeu., van., sam., dim. Georges Arvanitas (piano), Luigi Trussardi (basse), Cherles Saudrais (batterie); Rhode Scott: jusqu'un ijenvier 1993. 22 h 45 km., mer.

BOUFFONS THEATRE (42-38-36-53).

CAFÉ RIVE-DROITE (42-33-81-62).

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-85-05). Jean-Luc Parodi Quartet : jusqu'au 29 11. 21 h 30 mer., jeu., ven., sem., dim.,

lun., mar. LE CERCLE (43-22-50-46), Jezz Art

Bop: h 30 mer., sam., lun., mar. (plano), Jacques Vidal (contrabases), Jacques Jouy (bette-

LA CLEF (42-51-04-78). Duo Paylet-Cu-niot: 18 h 30 mer., ven., sam., dim. DEL RIO CAFE. R. Meilines, G. Locatelli, R. Fixy: 22 h mer.; Armando Assouline Tropical Jazz: 22 h (un., mar.

22 h 30 lun. ; Francisco : 22 li 30 mer. GIBUS (47-00-78-88). Monsleur : 23 h

mer.; Tree: 23 h jeu.; Les inectife: 23 h ven.; Living W., Daniel in Musica: 23 h mar.

HIPPOCAMPUS (45-48-10-03). Trio Jazz Middle : 21 h ven. ; Trio New Orleans : Jusqu'au 26 décembre. El h

JAZZ CLUB LIONEL-HAMPTON

Office of the control of the control

LA LOUISIANE (42-36-58-98). Boo-zoo's Jazz Combo : 21 h mer. ; Jacques Caroff Group : 21 h jeu. ; Michel Mardi-gian Jazz Group : 21 h ven. ; Philippe de Preissac Group : 21 h sam., mar. ; Michel Bascont Trio : 21 h tun.

LE MONTANA (45-48-93-08). Henderson Quartet : jusqu'au 11 bre. 22 h 30 mr., jeu. aam.,

dîm., kun., miri:

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL

1: 21 mer.;
High Society Jazz Band: In sam.;
Hox Pepaz: 21 h lun.; Cleude Luter
PETIT OPPORTUN (42-36-01-36).
Michel Boss, Alain Marquet, Louis Mazetier: 22 h 45 mer. Trompette, clarinette, piano: Emmanuel
Bex, François Laudet: 22 h 45 ven.,
In. Saxophone, orgue, batterle; Bary Wilen, Michel Zenino, Jean-Pierre
Arnaud: In 45 mar.

CLUB (45-08-93-89). Sister
lodine: 23 h 30 mer. Soirée Metallic
; Wake-up: jusqu'au 37 centbre. 23 h jeu. I Nuits exotiques: jusqu'au 26 décembre. 23 h sam.; Bluse
en soi: 23 h ven. Soirée Plenère rock.
SENTIER DES HALLES (42-36-37-27).

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Les Arrache-cosurs : jusqu'au 31 décem-

Les Arrache-cours: jusqu'au 31 décembre. 22 h mer., ven., mar.
SLOW CLUB (42-33-84-30), Jean-Paul
Arnouroux Boogle Machine: 22 h mer.,
ven., sam.; Handi Scott: jusqu'au 9 jenvier 1993. 22 h mar.
SUNSET (40-26-46-80). II
Gulbay: 22 h 30 mer.; Bobby Few
Quartet: 22 h 30 ven., sam.; EmmaTrio: 22 h 30 km.
THÉATRE DE LA MAINATE
Vincent Megnier
18 h jeu., ven., sam.; 15 h dim.
TROTTOIRS DE BUENOS AIRES
(40-26-28-58). Andres : 22 h 30
mer., jeu.

(40-26-28-98), Anares

mer., jeu.,

UTOPIA JAZZ CLUB (43-22-79-66).

Stand By 1 22 h mar.; Brothers

niel: 22 h sem.

LA VILLA (43-26-60-00). Lavern

: jusqu'au janvier

22 h 30 mer., un.,

<u>Périphérie</u>

n Custriet : 22 h 30 lun., n

crécle : 20 h mer.

Hot Bananas : 16 h sam.

MUSIQUE

CONCERTS

LE CERCLE(43-22-50-46). Vienne

EGLISE DES BILLETTES(42-48-08-37). Heurtematte ; M h jeu. ; 10 h ven. Orgue. Bach. EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS

EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. de Paris : 16 h ven. Philharmonia de chambre de Paris : jusqu'au 2 januar 1993. 20 h 30 sam. Charles Limouse (flûts), Dario Perez (violon, direction), Pachelbel, Albinoni,

INUIT SAINT-LOUIS-EN-L'ILE Rybine 17 h J ven., dim. ; 20 h J ; 17 h J kın., mar. Vladimir I (ténor), Valery Rybine, Karstnikov (direction). rituel du la siècle.

III MADIGAN(42-27-31-51), Radu BIIdar, real Goriant ; jusqu'au 30 ml bru III h 30 mer, lesqu'au 10 ml III Revel, lesqu'au Lacôte, Gianni Seponera : lun., mar. piano. Dvorak, Poulenc, Rossini. Offenbach.

SALLE PLEYEL(45-63-88-73). und Gretel: 20 h mer. Dam lyrique d'Humperdinck. Julie Kaufmann, Nadine d'Humperdinck. Julie Kaufmann, Nadme
Cangemi (sopranos),
Cernille Capasso, Helge Dernesch (mazzo-sopranos), François I. Roux (baryton), PhilhermoniRadio-France, Ivanel
Girection) Bu lapest Strauss Symphony
Orchestra: jusqu'au 31 décembre.
20 h 30 sam., km., mar.; 14 h 30 dim.
Sopianae, Bogar (direction)

Périphérie

LE RAINCY. CENTRE CULTUREL THIERRY-LE-LURON(43-02-42-00).

BOUFFES DU NORD (46-07-34-50). Impressions : jusqu'au vier 20 il 30 mer. D'après Pellées Debussy. François Lapointe, Théruel (barytons), I Randle (ténor), Jungwon Park, Kyoko Saitti, All Zhu (sopranos), Arapian, Drabowicz, Vincent La Texter, Joan Saleman Bergeron (berytons-basses), Roger Soyer (basse), Norma Lerer, Sylvia (mezzo-sopranos), Cohen, Lavoix, Leterma, Olivier Reboul (piano), Leterma (mise

PARIS EN VISITES

MARDI 22 DÉCEMBRE

e Sept des plus vielles manus de Paris », 10 h 30, métro III de 11. 2, rue des Archives de sutrafois). des the su plafond of Musées, 11 heures (P.-Y. Jasiet). Exposition : « Odilon Redon », 11 heures, Musée Marmottan, 2, rua Louis-Bolly (M. Hager).

s Histoire et fonctionnement de l'ais des ventes au Nouveau Drouors, è 30 et 16 il 30, sortis l'ais Richelleu-Drouot, en face du Droue du Nord (Conneissance d'ici et d'elleurs).

Exposition : « Sisley à Orsey », 13 h 30, 1, rue de Bellechesse, sous l'éléphant (M.-C. Lasnier).

« A la découverte de l'UNESCO », 14 h 15, entrée place de Fontency (Paris et son histoire). Exposition : Les lines des rols », le Bibliothèque nationale, 14 h 30, le rue de Richelleu (D. Fleuriot).

« L'Ecole normale de musique A.-Cortota, 1ll in 30, 114 bis, boulevard Malesharbes (S. Rojon-Kem).

place (Europ

Plant at jardina du Maria aud. Plant de Vosgesa, 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du «Montmertre, une butte secrée, un village pittoresque di vivent», 14 h 40, sommet du funiculaire, su les fina autrefole.

+ nearman récente d'Oner Niemeyer, le siège du journal l'Humanité à Saint-Denis », 14 n 45, sorde métro

Campuelets, 14 h ... In cour du

« L'église Saint-Sulpice Saint-Sulpice Saint-Sulpice,

Nous publions le lundi (daté mardi) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jendi).

AGENDA

NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Lischen ■ Fritzchen ■ les fables de La Fontaine : jusqu'au 3 janvier 1993. 20 n 30 mer., jeu., sem. ; 15 n 30 ven., dim. D'Offenbach. Elisation 15 h 30 ven., dim. D'Offenbach. Elisa-Conquet (soprano), Alain Paris (baryton), Ensemble Instrumental de Fontainebleau, Pierre Merle-Portales (direction), Robert Fortune 📖 📟

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Françoise : 18 mer., sam., mar. Dawn Upshaw (soprano), Van Dam (basse), Orchestre et chour de l'Opéra de Paris, Sylvain Cambreling (direction), Peter Sellars (mise en

OPÉRA-COMIQUE. SALLE FAVART OPERA-COMICUE. SALLE FAVART
(42-86-88-83). Les Mousquetal
couvent : jusqu'au 3 janvier 1993. 20 h
mer., mar. ; 17 h
; 14 h 30
20 h sam. De Louis Varney. Gabriel Bac(basse), Michel Valssère (beryton),
Carala (ténor), I Raillat
(mezzo-soprano), Carole Clin,
Jumelle, Cécile III (sopranos),
Chosurs du CNIPAL, Orchestre ProMelodie. Jimen Chicheret (direction). die James Chicheret (direction), Michel Daniel (mise in scène).

THEATRE DU TAMBOUR-ROYAL | 14-0- /2-34]. Lisqu'au 6 février 1993. 18 h 45 mer. | jeu., ven., sam., dim., mer. Opérs | Pergolèse. | Igor Lewis Borg, Guy V | (barytons), Simine | Lisqu'au (soprano), Muller, an echnel.

ELDORADO (42-49-60-27). Rose de Noël : jusqu'eu 1- jenvier 1993. 17 h jeu. ; 15 h 30 ven. ; 14 h sam., dim. Opérette de Franz Lehar. Avec Richard Greek, Kriss Keller, Eliane Veron, Philippe Béranger, Jean-Paul Biot, Blein, Luc David, Sylvie Ber Maulen, Fineti en scène), Lastita Pozzo (chorége.

JAZZ, POP, ROCK

L'ARBUCI JAZZ CLUB (44-41-14-14). Philippe Petit Trio : Jusqu'au 30 décembre. 22 h 30 mer., jeu., ven., sem., mer. Plano, Pierre Meingourd /control mer.

bre. 22 h 30 mer., jeu., ven., sem., mer. Piano, Pierre Melingourd (contrebasse), Eric Dervieu (betterle). AU DUC DES LOMBARDS E. 22 h 30 mer., jeu., ven.; Persiani Quintet : 22 h 30 sem., dim.; Bobby Faw, A. Jones, R. Doumbe, N. McGhie : 22 h 30 km.; Jem Session : McGhie : 22 h 30 km. ; Jem Session jusqu'au **11 décembre**. 22 h 30 mar. AUDITORIUM DES HALLES (40-28-28-40). Les Neufregés, Cropdus(43-21-56-70). Nougaro : 21 h

mer. PIGALL'S. : jusqu'au I janvier ters i 20 h 30 mer. ; Jad Wio, Rosario : 20 h 30 mar. 1993. 20 ii II mer., jeu., ven., mer. ; 15 h dim. PLATEAU 16 (48-87-10-75). BAISER SALÉ (42-33-37-71). Jam Session: jusqu'au 30 décembre. 22 h mer.: Roccoco Septet: jusqu'au 31 décembre. 22 h 30 jeu., vez., sam., din., lun., mer. Castel : Jusqu' décembre.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Cinq de coeur : Jusqu'au 2 janvier 1993. 20 h mer., jeu., ven., sam., mar.
THEATRE DE DIX-HEURES
(48-06-10-17).
qu'au 2 jamvier 1993. 22 h mer., jeu., ven., sam., mer. Que reste-t-il de l'abat-

THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Lun-Luc I Lucius ; jus-qu'au 4 janvier 1993, 20 h 30 jeu., ven., série noire.
THÉATRE DE LA RENAISSANCE

(42-08-18-50). La Java des mémoires : jusqu'au la décembre. Il la leu. yen., 18 h 21 h 30 De Roger Louret, THÉATRE DE NESLE (48-34-61-04). Franck Travall, Nashalie Villard i jusqu'au

31 décembre. mar., jeu., ven., TOURTOUR (48-87-82-48). Lus Pinces linge : jusqu'au janvier 1993.

Périphérie

"- LLE MOULINEAUX. PARC DE L'ILE-SAINT-GERMAIN (40-08-05-03). Une nuir de Noel russe: jusqu'eu 3 janvier 1993. 14 h 30 21 h mer., jeu., veri., lun., mer. ; 14 h 30 17 h 30 21 h sam. ; 14 h 30 17 h 30

NANTERRE. ESPACE CHORUS (47-32-24-42). Cendrillon: jusqu'au 3 janvier 1993. 14 h 30 mer. ; 14 h 30 17 h 30 ; 10 h 30 14 h 30 17 h 30 dim.

CASINO DE PARIS (49-95-99-99), Belling i jusqu'eu la jenvier : jusqu'eu la jenvier dim., mar. Caphamatim, Xavier Checa, Christophe Le Glanic (chorégraphie et mise en scène).

ESPACE CARDIN (42-65-27-35). La Foi de Laton (12-05-21-35). La poi de Laton (12-05-21-35). La Den Mastacan (mise en scène).

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Le

Lac des cygnes : jusqu'au il l'décembre, 19 h 30 jau., lun. Ballet de Tchaticovski, Etoiles, premiers danseurs et ballet de l'Opéra de Paris, Orchestre de l'Opéra de Paris, Amethan Darlington (direction), Vladimir mine en scènel.

mise en scènei.

OPÉRA DE PARIS. PALAIS GARNIER
(47-42-53-71). Chopin in Robbins:

19 h 30 mer., sam., dim., mar. in the
Night. Dances in Garthering, The
phie), Henri in the (piano),
national de l'Opéra de Paris, Hugo Florato (direction).
PALAIS DES CONGRÉS. Condrillon :

PALAIS DES CONGRIES, Condrillon:
jusqu'au 3 janvier 1993. 20 h 30 mer.,
jeu., ven., mar., 15 h 1 1 1 sam
15 h dim. Beset i Prokofiev.
Vassiliev,
Krentin, Viacimir Vassiliev
krentin, Chardoneyisi (mise w La Chorégraphie), THÉATRE LA VILLE (42-74-22-77),

Groupe Emile Dubois : Jusqu'au 31
20 h 30 mer., sam., dm.,
Li Légende Li Don Juan, Jeen(chor.).



POLITIQUE DU GRAND LARGE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde EDITIONS

NIPPON LE JAPON DEPUIS 1945 WILLIAM HORSLEY ET WOOD BUCKLEY

Traduit 🛋 l'anglais par Dominique DUDOUBLE

Cinquante après effondrement, Japon s'impose aujour-d'hui comme la superpuissance mondiale. Nippon l'histoire d'hui réussite exceptionnelle, qui a aussi part d'ombre... indis-pensable pour comprendre la mentalité actuelle du Japon. Nippon. c'est aussi une série de 4 documents 2 cassettes vidéo. Une coproduction BBC-LMK Images, de Peter Pagnamenta et Roland-Pierre Paringaux.

Première époque | L'empire ruiné. 1945 aux années 60. Deuxième époque | force. 1964-1980.

Cassette 2

Troisième époque : L'empire Le Japon des années 80. Quatrième époque : L'archipel du labeur. Le Japon aujourd'hui.

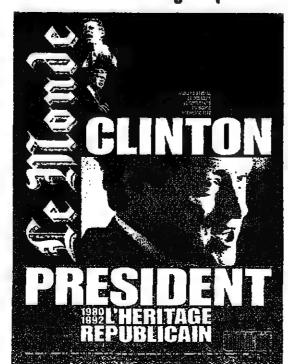
BON DE COMMANDE.

Réglement el joint par cheque à l'ordre du Monde Edition
5, rue Antoine-Bourdelle, 73015 Paris Le livre 125 F Les vidéos ... cassette 1 99.F cassette 2 cassettes i & 2 Le livre et les vidées 269 F

學學學

Le Monde

CLINTON PRÉSIDENT 1980-1992 : l'héritage républicain



républicaine.

partir d'articles déjà publiés Monde, synthèses textes de présentation, ciriq grands chapitres se dégagent : le la campagne et commentés, puis, plan international. grands politique qui un lourd balan. Une qui d'elle-même, une qui bute sur ses

BUII DE COMMANDE : CLINTON PRÉSIDENT

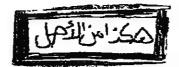
ntacopole useguament results d'on 4 54 F sport richtel « n er én angor l'Aumène d'en 4 5 F sport sprágo) = Bulleten à décessor en la servoier revier uses réplement « le 15 nue l'algobre 75501 Faire

En vente dans 🖦 les kiosques, 148 pages - 48 F

CHANSON

Lacouture: 20 h 30 iuri.
BOBINO (43-27-24-24). Clovis: 15 h
mer. Les Enfants d'abord.
CAVEAU DES OUBLIETTES
(43-54-94-97). Cabaret de la chanson
française: 21 h mer., jeu., ven., sam.,
km., mar. Chansons à la carte tous les
soirs.

SAINT-DENIS. THÉATRE GÉRARD-PHILIPE (42-43-17-17). Tata Coumba, Sidibe, Sorry Bamba, kua : 20 h 45 jeu. Dans le cadre du Festival



SPORTS

VOILE: le Super Yacht d'or de Bercy

Une récréation avant la Coupe de l'America

Le premier Super Tenn d'or, organisé sur un lamba aménagé dans la Palais omnisports de Paris-Bercy (le Monde daté 20-21 décembre), a réuni quelques-uns de meilleurs barreurs 📠 🖿 Coupe de l'America. Le Néo-Zélandais Russell Coutts, champion du monde 1000 de match racing et barreur il prochain am des Kiwis, imposé dans les deux manches disputées las 19 ss 20 décembre w des mini-voiliers 📥 3.70 mètres de long. L'épreuve était mande de 100 000 dollars de prix, dont 200 000 france pour le vainqueur.

A STATE OF THE STA

S. C. HOLL WHITE M.

-

Avec Maniji (minie jauge inter-nationale), d'où émergeaient d'illustres barreurs comme Paul Cayard, Chris Dickson, Marc Pajot, Marc Bouet, Rod Davis, Peter Gilmour, Russell Courts ou David Dellenbaugh, tacticien d'America 3, le premier Super Valle d'or de Bercy aurait pu inspirer un Coupe M'America. Le dimension du plan Plan (indum sur 40), I actionné au pied par un palonnier, accentuaient encore l'impression de cour 🚾 récréation pour marins en manque 📟 grand large.

Débarrassés du stress et cux qui leur rongeaient visages San-Diego, les skippers de l'America profité de leur séjour parisien pour un climat complicité inhabituel. Leur esprit de compétition a repris le dessus des le début des nigntes. Le destre que l'éponant des régates. La doutes que l'on pouvait avoir mulitiment sportif de ces affrontements en match racing (duels) s'estompaient vite devant le Erms des manœuvres a «circling» pour la la les de départ dans la position ou la rigueur de marquage lors des marquage de bord.

A la surprise générale, 📼 minivoiliers, plus proches du jouet que des monstres de la Coupe de l'America, n'ont donné l'oc-casion à un public tenu habituellement l'écart des plans de de mieux se familiariser avec le vedettes et les règles de la plus vieille épreuve sportive monde, de ils ont permis a confirmer l'accepte par matter series Veins is courses on match racing. Vainqueur des deux manches, où il a battu en finale l'Australien Peter mour, puis son compatriote Rod Davis, le Néo-Zélandais Russell parfaitement and qui tul a

le titre ili champion du monde match racing selection comme prochain défi kiwi

Cette récréation terminée, les skippers le l'America vont devoir se replonger a plus vite dans la préparation de l'édition 1995, déjà placée le double signe le récession économique et des les leur défi et versé 11 000 dollars le caution avant la limite le 12 novembre. Il devraient être moins nombreux pour disputer les premières régates de la phase éliminatoire de challengers, la Campe Louis-Vuitton. Louis-Vuitton.

Sopt après triomphe, Bill Koch, dont la Fondation America 3 fuit l'objet a contrôle fiscal, laisse qu'il probable probablement la l'aiguière d'argent (1) bateaux tous les programmes de recherche, la laisse confuse la confuse les challengers qui n'ont les challengers qui n'ont res désigner leur représentant («challen-of record»), auprès du Yacht-club a San-Diego (SDYC).

Premier la avoir déposé un util et trois mois suivant la victoire d'America 3, Marc Pajot le Yacht-club France (YCF) s'auto-proclamer «challenger of record ». Cette fonction, which en 1988 pour éviter le renouvellement blis individuels celui Néo-Zéiandais après 1987, n'est seulement honorifi-1987, n'est seulement honorifique. Elle in a gérer le montant des cautions, droits télévision u une partie du budget consacré l'épreuve par Louis Vuitton (50 millions de francs). Désigné «challenger of record» pour 1992, le défi italien même été suspecté d'exercer une trop grande influence sur le jury des régates.

Sans avoir consultó les autres lengers, le YCF avait profité la Nioularane pour mettre au point, le avec Fred Delaney, comdu SDYC, le profité la 1995 de le début des régates), le bateau 🗀 🖚 America comme en 1992), il nombre de courses (neuf au lieu de sept) et le type de parcours (hult after-tour au près et au portant avec suppression du bord en Z nécessitant l'usage de spis asymétriques), pour la prochaine Coupe de l'America.

Une maladresse diplomatique qui allait susciter. Il l'initiative de l'allait susciter. Il l'initiative de l'aderaière coupe avic li-Moro-di-Venezia. l'hostilité des challengers italien, espagnol, japonais = australien. Convoqués le 20 novembre par le YCF, les challengers refusaient de se rendre à mile invitation et annonçaient m'ils m réuniraient une semaine plus 1 a San-Diego. À cette occasion, y YCF record». Le protocole négocié Sète, qui n'avait pur encore été reconnu par le SDYC, était écarté de la réunion et des votes.

Au-delà maladresses, Una Pajot inquiète surtout les man chal-Pajot inquicte surtout les challengers
lengers pur l'America,
Alors que défenseurs challengers
souhaitent d'accord sur
l'accord sur
l'a nus pharaoniques, le skipper français a s'appuyer sur le deux défis déposés Yachts-clubs de France et un san

Comme en formule I

A l'image d'une écurie formule i automobile organisée préparent deux voitures priparent deux voitures pilotes, Marc Pajot muin en place une cellule technique dirigée, les de la précédente campar Philippe Briand Philippe Briand Philippe Pallu de la Barrière, qui travailleront pour mui équipages appelés participer sous leurs couleurs respectives le Coupe Louis-Vuitton.

Cette présenterait l'avantage d'accroître d'innovations par rapport d'innovations par rapport d'innovations par rapport d'entraînement, sans pour autant postes d'un budget quelque 75 000 heures d'un budget de construction de quatre bateaux et les d'une de les des des les des des les de les milles d'une comis de per sonnes, dont trente-cinq navigants dans l'ultime phase.

cans i mante prisse.

A précédent de ses en précédent de la parten sportif et de barreur. Si je continue ainsi, c'est parce que je si capable de la coupe », de Pour en qu'il n'a rien perdu de détermination, il apponee pour en cent soixante. annonce pour HH cent soixante iours de navigation dans les compéti-lons de match racing, de formule 1 de 50 pieds IOR, mai en poursuivant les négociations pour recelle ses avec les partenaires technologiques (Dassauit aviation, carènes, Centre national d'études spatiales) et la son nouveau edub America».

Si la Ville de Paris lui a confirmé soutien de principe, in l'entend s'engager pleinement avant que financement du III bouger avant le législatives de mars. Principal le de l'uni du précédent de toujours propriétaire des bateaux, la groupe Legris industries porte de tie. « Dans la conjoncture économique

Saint-Tropez était annulé et Marc actuelle, sur le sommes pas disposés à repartir, indique Yvon Jacob, prési-dent du groupe, Nous souhasterions l'outil dans de bonnes conditions pour w perdre W savoir-faire accumulé. Un moment intéressée, la Lyonnaise III eaux semble-t-il, renoncé à s'engager IIII mate immilie navale,

Le bouciage du ce budget s'an-nonce d'autant plus difficile qu'un autre de français a été déposé par le autre de l'ançais de été déposé par le Yacht-club d'Antibes. A l'origine de cette initiative, de la Générale de chauffe, l'oger Caille, PDG de Jet Services, et Eric Ogden, ancien direc-teur technique de précédent défi jus-qu'en de l'antibes de la la Marc Pajot sa gestion et son exercice trop soli-taire du pouvoir avaient tené de la taire du pouvoir, avaient tenté de le faire débarquer pour offrir la barre le Marc le En refusant le se dariser son skipper, dernier fait échouer la provoqué le départ in liqui

L'exemple **Japonais**

S'inspirant de l'exemple : Japo-nin qui avaient : appel il quarante industriels cotisant à parts égales pour financer : Nippon challenge, responsables du défi antibois espèrent réunir le le din et vingt par-tenaires pour un budget de 100 ii 🖽 💶 🖛 franca. Ami 🖦 Bill work qu'il a monte dans le championnat du monde des maxis, Jacques Dewailly négocie les condi-tions d'une aide éventuelle du vainur 🔛 la Coupe 📥 l'America.

L'équipe technique reposcrait au un quatuor d'architectes : III Ollier. Manual Nivelt, Luc Bouvet sionnelle permanente depui w vicstornette permanente deput la vic-toire dans l'Admiral' 1991, recoit le la de Marc I. en la avec la Pajot, pour tenter de conserver son trophée l'été pro-

«Notre est ill est un projet raisonnablement cher et de montrer en l'on encore prendre du plaisir à naviguer de compé-tition comme la Coupe de l'Ame-rica», affirme Eric Ogden. conjoncture économique actuelle, il serait toutefois bien surprenant in même allement in voir trois français engagés simultané-San-Diego régates éliminatoires de la Coupe de l'Ame-

EXPLAINI ALBOUY

(1) Pour revivre toutes les péripéties la victoire d'America 3, le Editions Ouest-France publié en français le livre du comité organisateur le La Coupe de l'America 1851-1992, 208

ATHLÉTISME : le mus du Figaro

L'argent de la boue

Simon Chemoiwyo devenu, dimanche III illumita 🛦 Paris, le premier Kényan 🖡 s'imposer dans la maria la as il cross du Figaro, épreuve phare d'une compétition qui a rassemblé 11 000 jours. Il . in le favori français Thierry Pantel de quatre secondes. La Française Farida Fates e remporté l'épreuve féminine.

« Comment x'appelle-t-il? ».
Encore essoufflé pri a sprint,
Thierry Pantel a son tour la
question qui vient a voler de
bouche a bouche, le long des allées boucues la bois de Boulogne. Qui la Kényan qui vient
de distancer la comparent, après avoir profité
du train mené par trois la compatriotes? Thierry Pantel auparavant. Et pour : Simon Chemoiwyo n'avait man jamais disputé de cross-country hors um pays. Ce militaire de vingtquatre ans n'a débarqué de Nairobi que l'avant-veille de l'épreuve, après un détour par Londres. Illi voyant l'inconnu franchir la ligne, les organisateurs du cross ... même demandé s'il s'était réguliè-rement inscrit sur la liste de départ. - curriculum vitue, vierge de tout succès, n'avait attiré leur attention, l'affût de l'étrananonyme, poliueur de palmarès en puissance,

Déclin médiatique

Chemoiwyo a l'air de s'étonner de l'air tret qu'il suscitait, comme n'il ne se rendait pur compte qu'il venait de violenter une institution. Il n'avoir sagné e cross le l'iguro que l'acquitter d'un travail selon lui, et rémunérateur. Avec un prix = 30 000 par poche, le Kényan aura largement amorti déplacement. Avec les récompenses tout 50 000 france | Londres. ches leur manager anglais qui ne manquera de prélever ma commission substantielle au pas-sage. Kim MacDonald, qui gère en outre la carrière de plusieurs athlètes de renom, s'est fait ainsi une apécialité de ma découvrir dans leur pays pour les immer une le circuit européen. En comptant les membres d'écuries moins réputées. ils seraient plus d'une trentaine courir les récompenses 1111 les eross-country it les memme sur und du Vieux Continent, Sans oublier les ressortissants des anciens pays de l'Est, nun aussi attirés par la manne.

viennent s'installer, grace leur talent, dans des épreuves taillées sur mesure pour d'autres wie en France, les vedettes nationales n'en pour autant réduites à erier misère. « Depuis plusieurs unnées, explique Claude Buffaut. manager au sein de M Fédération française d'athlétisme (FFA), il ... produit le même phénomène 📻 dans le tennis où une cinavantalne de joueurs peuvent espérer vivre de leur raquette en parcourant les compétitions nationales mineures. En cross-country, ils sont une petite quinzalne à passer de course 🖚 course et à parvenir à gagner leur vie. Certains ne cherchent même 📰 🌡 étalonner leurs performances um les pistes, um été ». Les sommes distribuées deux formes : 🔙 prix 🛮 l'arrivée, qui peuvent approcher des III IIII francs, et, pour attirer les athlètes IIII plus réputés, 📖 primes 🕼 départ 📖 👪 notoriété. Dimanche, Thierry Pantel. l'une des vedettes du crosscountry français, aura ainsi empoché 10 000 francs pour m deuxième place, plus III 000 francs III prime in départ, soit autant que vainqueur méconnu.

Dans beaucoup in petites competitions. Midistinction n'est toutefois we want man « Je les appelle les run électorales, confie Paul Cheyrouze, chargé 🗯 la promotion A la FFA. Un maire was organiser une www 📦 prestige dans 🖛 commune, vedette, ori-ginaire de la région. Il lui promet un beau prix d'arrivée, qu'il assuré de puisqu'il domine largement 🔚 🚥 🕳 coureurs, Ainsi l'athlète remporte la mise, 🚥 🚥 um à m rythme d'entrainement».

Conséquence de ces pratiques : ces dernières années, le try avait subi il plein fouet la concurrence des courses sur route, plus I al organiser. Surtout, le blait à un archipel d'épreuves mineures. III III meilleurs coureurs se croisaient rarement. L'intérêt médiatique pour la discipline : décliné. Et les responsables III la FFA s'arrachaient im cheveux III vovent meilleures chances médailles dans les compétitions internationales s'épuiser à courir le cachet, avec d'autant plus d'acharnement que la misma de cross mi courte, d'octobre i février.

Dans la foulée de la place de vice-championne du monde de l'équipe de France, en mars dernier, ils ont donc décidé d'offrir www colonne vertébrale à leur saiun hétéroclite, en réference le challenge des Mutuelles du Mans,

clos

Depuis début de la saison. compagnie d'assurance a consenti un effort financier, 🖿 🚾 une aide de M La francs and organisaman de six cross-country de premier plan (1). Les vedettes attirées par im primes d'engagement calculées en Illa d'année : In francs par épreuve pour Thierry Pantel Annette Sergent. 15 000 fram pour Bruno Le Stum Tony Martins. En fin m saison, 🔳 classement général 📟 six épreuves, auquel s'ajoutent des championnats de France du monde, attribuera im récompenses allant de 1 000 1 10 111 francs et déterminera l'échelle III primes d'engagement I l'année suivante.

S'il donner une velle cohérence à la discipline, le challenge n'a pas tout à fait réussi à sortir le cross-country im son marasme. La fédération s'irrite de voir 🔙 organisateurs continuer å favorisor les rares manuel médiatiques et rechigner à engager les icunes espoirs. . Les Français ont tort m courir en vase clos, estime également Bruno Cavelier, un manager français. Ils devraient rechercher internationale pour progresser ». Quant aux espoirs de toucher le grand public, ils ont tourné Au moment où le cross-country fait un effort pour m rendre agréable i l'œil profane, la télévision se détourne de lui. Ainsi France 3. après avoir retransmis la première épreuve de la saison, m préféré oublier accord les Mutuelles du Mans, I plus diffuser 🖃 autres pour 🖂 🕳

JÉROME FÉNOGLIO

(1) Le cross Figure, par une compagnie d'assurance concurrente, n'en fait pas partie.

d'audience insuffisante.

FOOTBALL

M. Fournet-Fayard réélu à la tête de la FFF

décembre, la préside la Follonite française de Seul candidat, il plus M 89 % des suffrages de l'asfédérale Call I troisième marala de quatre and M Jean Furiani (le Menia du I juin).

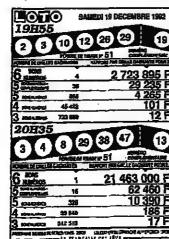
Jean Fournet-Fayard a III réélu, Fournet-Fayard, III ans, qui avait en IIII à Fernand

> Le président in la FFF == 1 jours inculpé dans le min de l'enquête sur la catastrophe M

Nouveau président au Racing Club de France

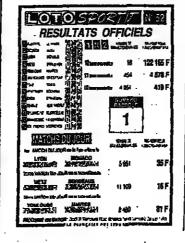
devenu 🗷 treizième président 🗪 Racing 🗀 🗯 France, samedi président de la golf, ce directeur adjoint banque Via, W de cinquante-quatre ans, W au comité directeur il il en IIII en critiquant la gestion du président

Me partisans avaient dix renouvelables il ce comité de générale du 7 du 8 décembre). M. Jean-Pierre Labro.



M. Xavier de La Courtie a président de la marine rugby, ens par M. Den qui ne se repré-M. Kalenti La Courtie

Le nouveau président a affirmé son intention maintenir les sportives du club grâce I la commission de parraides partenaires finan-et industriels, afin que le sport haut niveau ne pas supporté par les seules colisations socié-taires.



Le championnat M France Auxerre champion d'automne

En allant desired la mant

(4-1) à la main de la trève, devenu, ----19 décembre, champion surprise du championnat the Fireman in predivision. La formation bourguignonne devance Nantes Monaco à la live du plus grand remain in vicleaves the Martali or man inclinés à Toulouse (2-0) III Monégasques IIII III tens in little par Lyon (0-0). Quatrième du classement I un point its itserie l'Olympique 🍱 🝱 match en retard 🔤 à Lille 🖿 6 janvier. Pour autres clubs, la rentrée lieu le 9 janvier. Avec marqués pendant première phase championnat, le Leanna The Branch Strates on inte du distaurant des

D Van Busten « Ballon 'd'or ». - L'atraquant Milan AC, Marco Van Basten, a été officiellement designé, dimanche 20 décembre, « Ballon d'or 1992», récompense décernée par l'heodomadaire France-Football au meilleur joueur européen de l'année. Avec =u troisième récompense après celles obtenues en 1988 I 1989, Marco Van III ten rejoint we compatriote Johan Cruijst et le Français Michel Platini, sculs joueurs à avoir obtenu trois «ballons d'or».

Les résultats **FOOTBALL**

'Ceen b. Strasbourg

"Lille et Nimes

CHAMPIONNAT DE FRANCE Death Supply

(Dix-neuvième journés)

"Valenciennes et Saint-Etienne	. 0
*Toulouse b. Nantee	. 2
*Netz et Bordeaux	. 1
"Lyon et Monaco	
*Toulon et Lens	2
*Toulon et Lens	1

bourg, 21; 8. Montpellier, 20; 10. Lyon et Sochaux, 19; 12. Caen et Le Havre, 17; 14. Metz et Toulouse, 15: 16. Lens, 14; 17. Valenciennes, 15: 16. Lille, 13; Toulon, 12. BASKET-BALL

> **CHAMPIONNAT DE FRANCE** icumée)

imoges b, Cholet	86-60
b. Montpellier	82-71
au-Orthez b. Eastern	98-76
🔊 Lyon b, Racing-P\$G,	
Visition b. [1] [Willis	77.0
Antibes T Châlons	
b. *Dijon	
	_

Antibes, Cholet et Pau-Orthez, 28; 5. Gravelinas, 27; 1. Racing-PSG, 26; 7. Levallois et Villeurbanne, 23; 9. CRO Lyon, et Châlons, 21; 12. Mont-pellier at II. Mans, 20; 14. Dijon, 18.

PATINAGE ARTISTIQUE

CHAMPIONNATS DE FRANCE

Surya Bonaly, a remporté samedi III immedia il Immedia sa cinquième championne France, Marie-Pierre Laray ... Later Hubert, Eric Miliot a obtenu 🔳 justesse quatrième Phi Leray in Fréle l'épreuve per couples.

SKI ALPIN

Coupe du Kransika-Gora Le Luxembourgeois Marc Girardelli

remporté 20 lom géant M Kransika (Slovénie) comptant pour le coupe du monde. Norvégien Li Kjus 🔳 🖹 Suedois Fredrik Nyberg. Samedi, 🛮 া dois Tomas Fogdoe Man adjugé in pre-Vainqueur III première manche, le Français a manqué une porte au début de la deuxième partie de l'épreuve. Tomas Fogdoe a devancé l'Italien Alberto Tomba I l'Allemand Peter Roth.

Coupe du monde in manuel i A laboratory

L'Allemande Katia Seizinger Maria décembre le Super-Géant in Lake-Louise (Canada) comptant pour la Coupe de la devance la Tatiana Lebedeva 🔳 l'Allemande Regina Haeusl. Samedi, Katja Seizinger terminé de la descente demiere la Chantal Boumissen.

L'orthodoxie

managara di faudrait una

Commissariat du Plan pour la préparation du XIP Plan, sans être tout in fait nouvelles, seront utiles

Rompant avec l'optimisme qui a merqué i i i iongtemps i i

buge: Intel

savok 2.6 . - ne se vériilerakt

allemande 🗷 🛭 décalage 🚻 🝱

runie entre la manifestation de la

la France ont conduit is minimus

de l'économie à mazonne en que

IIIII II all cependent gardé

d'avancer = d'alle - alors que

croissance en 1994 - m bornana

à assurer que la France devrait

faire weeken 1 h h mleux que

M. Bérégovoy, M. Sapin a au

ii. in point in

politique économique. La cil

absence 🔤 démagogie. Evitant

électoralisme, le manufic

la compétitive »,

scullanant que « c'est par des

politiques solides, sérieuses, de

des choses, qu'on 🚟 🖹 s'en

sortir». Il se

sang froid, qui m'aitequant au fono

convaincu que la France IIII meux

pour profiter in reprise

M. Sapin n'a pourtant

pas été disert sur les mesures que

M. Bérégovoy

invier. Relence déguisée?

Pour l'heure, il s'agit de manu en

musique l'unament européenne du

orthodoxie, M. Sapin a vivement

l'opposition, prônent ser sortie au

système monditaire auropéen

(SME) Mana que, asi in Mana

perdeit - sa vaigur, les -

All augmenteralients, vie

spáculation =

dents», a ajouté 🕍

nom ile il illiane ili SME, il

savoir par quettes

coopération entre Banque ib

France et la Bundesbank.

franco-allemand va Manage 500

ci Progression de 0,8 % de la pro-

duction industrielle en ociobre. -

MICHEL NOBLECOURT

ministre, Illin IIII II IIII

parité franc-mark 🔳 à renforcer, au

enu Teves à Teves une enveloppe il 130 il 2001 millards de Image pour l'Europé.

Illum la logique illi mutu

attaqué ceux qui, dens

Maria Sapin a loué les maria de

se réjouiront d'une

n'est pas question de changer de

l'OFCE de 1,3 = =

Dertenaires.

up orthodoxe que

économique en

reprise américaine et son effet sur

l'hypothèse 📟 croissance au

Croissance

superieure |

partenaires, E France n'arrive pas la faire reculer le chômage. dire que les pistes ouvertes par le

Même پر 96

de M. Sapin M. Massa Sapin ne nourrit plus trop II agrie A leur demande, IIII partenaires prochaine du marante sociaux gestionnaires du régime d'as-surance chômage devaient économique Efrance, alimente une prochaine réduction illi undi 21 décembre au matin, par chômage. «Pour faire le le M. Pierre Bérégovoy, premier ministre, et M. Martine Aubry, ministre du travail. Ils entendaient réclamer chômage France, s ie ministre 🌉 l'économie 📶 📥 l'aide des pouvoirs publics I un moment in l'UNEDIC s'enfonce finances, dimanche 20 décembre, au « Grand Jury RTL-Is Monde », une croissance supérieure 3 3 5 21,5 milliards de francs, en cumul,

> Munde daté 6-7 décembre). En outre, ils devaient formula plusieurs revendications, car ils cons-

la fin a mois III novembre (le

l'UNEDIC ou qu'il ne tient pas compte des répercussions que peu-vent avoir certaines mesures de politique publique d'emploi sur l'équilibre du régime. Ainsi sont en suspens les règlements dus au titre de l'allocation formation-reclassement (AFR), qui pris en charge # % par l'Etat. III augmentation 1 milliard de 240 000 1 300 000. De

celles-ci sont supportées par le sys-tème d'indemnisation du chômage, et non par le Fonds national de l'em-ploi (FNE).

DIC estiment que le développement des contrats emploi-solidanté (CES), différence des TUC, qu'ils ont remoccasionner dépenses supplémentaires pour le régime quand wont quitter ce dispositif en avril mai 1993. Au total, de 500 000

qu'il faudra indemniser pour la plu-part Leure eux. Mais, l'l'inverse, actuellement du ils indimi rien en allocations pen-

Au-delà de reproches, le bureau la l'UNEDIC voudrait entretien Land du II décembre, La Domange, président de la commission sociale du CNPF, capacité du régime contractuel». Il réclame donc « une redéfinition de la frontière entre l'assurance et la solidarité». l'une supportée par les cotisations salariales, l'autre par le budget de l'Etat. Mais il ne juge pas nécessaire de renoncer à la baisse des cotile janvier par l'accord du 18 juillet. qui était censé sanver l'UNEDIC de

En soulignant que la croissance mondiale restera u bridée » pour les quatre années a venir

Les experts du XI^e Plan préconisent un partage du travail et des revenus

sance, faible, ne 🗪 📻 suffipour endiguer le chômage. La commissaire au Plan proposera un janvier quelques IIIIIIII banales ou plus iconoclastes.

Sur la front il l'emploi, l'amba 1993 sera moins lemm 1992, notre pays 📟 serak 🚃 🗓 l'abri du mais meilleure was doute que 1994... I que celles qui snivront. Les (ravaux par la Com-missariat sénéral du Plan dans le cadre de la préparation du XI Plan (1993-1997) des premiers résultats and all rendus publics jeudi 17 décembre par le commissaire Plan, M. Jean-Bap-tiste Foucauld, m laissent I cet égard guère de doutes. Si rien n'est fait, le chômage continuer à s'étendre dangereusement.

Avant même la publication du rapport de M. Leman Brunhes, ancien conseiller social de Il Pierre Mauroy à Matignon, il spécifiquement i sujet. les économistes réunis au Plan autour de M. Jean-Michel Charpin, directeur de la BNP, m chargés 🕍 dessiner 🔄 perspectives à moyen music de l'économie francaise font en a domaine quelques suggestions. Dans un jargon très technico-économique, ils proposent en fait de s'attaquer A quelques

Première conviction forte experts du Plan : pour lutter matre le chôniage, il ne faudra per le compter, au le cinq années venir, sur la croissance. S'ils rejettent tout scenario catastrophe - une du type de celle des années 30 - les manural des estiment que la croissance mondiale restatu matra 1999 et 1997 🖟 hridée 🔹 par 🗎 nivegu excessif 🍱

par divergences économiques persistantes. Fretiennent en définitive Le premier, extrapolant le tendances le le le années écoulées, parie, pour les sance moyenne tournant autour de 1,8 % l'an. Elle devrait être de 2.8 dans le second scénario, celui – un peu plus optimiste – établi le partir « des hypothèses considérées que les plus probahles » = les experts = 1

« Ce trésor children acquis»

Dans ce climat serrore la

France, tirant les hérèlies de la politique de « désinflation compétitire » devrait s'en mili un peu mieux. « Grâce » maîtrise » prix. » France » capacité croissance équilibrée plutôt supérieure » « partenaires », estime M. de la qui signale telle situation depuis près 30 ans », depuis 1961-1962 en fait. Si elle préserve en trésor chèrement acquis . [monnaie stable notamment), l'image française devrait done pouvoir croître plus rapidement que ses partenaires (entre 1,9 % et 1 % selon le scénario). La croissance : essentielle : le port rappelle que tout point sup-plémentaire permet la création de 120 000 à 140 000 emplois. Man au cours in cinq and venir, elle ne suffira ma elle scule, pour résoudre « Intanément le pro-les du chômage. Les économétriques prévoient soit une stabilisation au niveau actuel, ell une nouvelle aggravation (le IIII de châmage pouvant approcher 12 % en fin M période Mes le plus

M c'est la seconde idée forte du rapport – est simple : «Notre pays a choisi jusqu'à présent implicite-croissance à producti de rapide et donc faiblement créatrice d'emplois », explique M. Charpin. «Nots vices alors que nous sommes déjà dans situation de chômage éleré », manufacture M. de Foucauld. elere ». M. de roucaud.

Ce des racines profondes : « Il traduit, de lui, difficulté de le l'aul'homme. » La RATP « supprimé la poinçonneurs des Lilas... ou d'ailleurs, elle remplace aujourd'hui les michetiers par des distrid'hui les guichetiers par des distriliste des exemples de cette course à

la productivité est longue. Face un problème du chômage « nous e demunis ». suggestions. Elles portent sur le salarial (salaire M charges sociales). In the du travail et les nouveaux emplois. Première proposition : ele concerne le niveau du me salarial il anni pas consi-Mais pur M. Charpin «ll y a des preuves tènues d'une élasticité l'emploi 💼 coût 🛍 travail non, négligeable, mesme pour les jeunes et les personnes non quali-

En clair, la SMIC et les charges sociales en France un rimportant au développement de l'emploi. Le patronat en depuis longtemps, in droite aussi. Ancien collaborateur de M. Jacques Delors, M. de Foucauld est sensi-ble i anni analyse. Les experts du

Plan interior ici une proposition originale: proposent franchise des par l'employeur sur les 1 000 premiers francs de salaire. Cela représenterait cout du travail. 🛤 mesure a un coût 📠 élevé : 50 milliards 📥 francs. Elle pourrait être compenpar exemple par un relèvement de contribution générali-(CSG).

675 000 emplois supplémentaires

le niveau, sussi de la lumini du coût salarial que dépend le niveau de l'emploi.

M. Charpin qu'« ll y le l'emploi faveur économiques faveur d'une plus grande de la conjoncture ». Les suggèrent donc que soient la la conjoncture » les suggèrent donc que soient la du salaire

Avec M. de Foucauld, in relancent ensuite le la sur la durée du travail. Regrettant les conditions dans lesquelles réduction été mand en 1921 ont provoqui un «traumatisme m ont conduit depuis à une de de durée hebdomadaire moyeum - le commissaire estime qu'il faut reprendre le mouvement. La militari di dicree du mi vall risqué et risqué et plexe, h poientiellement efficace dans l'utte le chômage », selon M. Charpin. Le partage du travail devant in aussi partage du parmi les conditions de disciple non-compensation white in la réduction il la durée du travail. doit ensuite

Et doit cadre d'une négociation all globale. Le Plan préconise un objectif 37 beures d'ici l

La conjugaison de ces deux mesures (franchise de 1 000 premiers limis el réduction de la 📠 du travail) conduirait 📟 bout the cinq ans I la création de 675 M emplois supplémentaires et à sum militaries de 495 000 de cantain des radercara L'entrante nous north aucun effet négatif, au contraire, ar l'inflation ou public et extérieur. Les salariés liceraturi cependant acceplut une moindre progression de leur pouvoir mala

Date einstitige daß done füre remplie : il fan qu'il y ait un le travail 🗮 persuasion 📥 responsables comme Martine Aubry. ministre in travail, commence semble-t-il, a porter me fruits. En témoignent bien les mesures prises en faveur du travail partiel que certaines propositions faites pur la droite on que le expéresearch in travail et revenus mai m œuvre im une banque comme la bordelaise de crédit. Les mailles des syndicats à la Milliai du Plan. consignées en fin de rapport, montrent man in his will evo-Deux syndicats in salariés (In CFDT III IN CFTC) we cinq acceptent de discuter du partage du travail.

ERIK IZRAELEWICZ

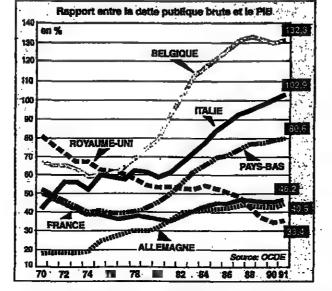
Dans son rapport annuel

L'OCDE souligne que les Italiens devront consentir de lourds sacrifices

L Italie, seconée par une grave crise économique depuis 1989, avait enfin vu, au premier ser ses ventes à l'étranger augmenter, et production industrielle se reprendre, l'industrie « sortant péniblement » la rècession ». Ha ces quelques la dances positives, soulignées par l'OCDE dans son rapport annuel consacré i l'Italie et publié dinanche 20 décembre, sont survenues bien tard. En 1992, l'adia à dû quitter le taro. En 1992, a ou quate le SME, a vu la notation a sa de nouveau par l'agence dy's, et a une diminution près moitié réserves il

Cotte année, « des pertes ininterrompues de compétitivité ont contri-bué au solde de la bué au solde de la balance commerciale qui, jusque-là excédentaire, est devenu négatif», excédentaire, est devenu négatif », écrive du rapport. Du fui finances publiques, la poursuite dérapages budgét jusqu'à l'adoption du programme d'économies le juin, a porté la publique jusqu'à près a 106 du lli, soit l'un le les plus de l'accommunauté, supérieur le communauté, supérieur le l'Allemanne du France, 1'Allemagne, du du Royaume-Uni (vair graphique).

isions de sur le respect de criteria en stricts : si l'Italie parvicant l'faire revenir la lire dans le SME, maintenir la ce change stables. I poursuivre l'assainissement ses finances publiques, que



la maîtrise া revenus III 📥 prix, lim li taux de croissance pourra remonter à 1,7 % en 1994 (après 1,2 % mm WWW et 0,8 % l'an prochain), la croissance du PNB en terme réels un reprenant qu'au deuxième annum a 1877. Si la programmes d'économies sont pectés, i population consentir

riul and une and spéciale système in italien). = Depuis la fin de la guerre, l'enjeu pour l'Italie n'a jamais III d'une IIII dimension », écrivent 🔙 experts 🛍 🏭

La préparation du budget 1993

Nouvelle cure d'austérité pour l'Algérie

ALGER de notre correspondant

L'année qui vient sera dure pour l'Algérie est li plan économique. Selon il projet de loi iminances présenté récemment, l'année 1993 sera marquée par un déficit budgétaire record austérité encore plus drastique. Le liards de francs environ), 40 prévues (335,6 milliards). Ce déficit va très vraipouce l une inflation déjà d'M cilement maîtrisable et qui, pour dix premiers mois de l'année

992, avoisinait les 30 %, selon les chiffres officiels. recettes, la l'imilia pétrolière, comme les années antéricures, se taille 🗎 part du lion avec des 193,6 milliards de dinars, une légère baisse par rapport à (198 milliards dinars). Les recettes de fiscalité ordinaire devraient se chiffrer 1 129,5 milliards de dinars. Les dépenses de l'Etat aux équipements (200 milliards de dinars) investissements
publics (109 milliards). Environ
milliards seront attribués aux
entreprises publiques en difficulté
de la cadre d'un plan di tage « de M dernière chance ». Par le biais manuel d'une subvenrevenus absorbera, lui, 42 milllards ill silles supplémentaires.

Le projet de budget prévoit aussi le relèvement = certains it est question i lever un nouvel impôt, baptisé impôt mr la patrimoine, frappant les biens and all millions il dinars. Le cabinet de M. Belaïd Abdesslam a dégagé trois priorités : l'agriculture, le logement will et la maria une chômage, little à 1,5 million d'emploi. - (Inté-

o Le gouvernement japonais revoit la baisse ses prévisions linances a présenté, lundi 21 décembre, mais de loi de la 1993 mars 1994 desiné à manuer l'according la 1994 desiné de la 1994 desiné destiné à relancer l'économic. Placé
destiné à relancer l'économic. Placé
le signe de l'austérité, le nouveau budget - 72 ll milliards de
yens (3 111 milliards de francs) n'augmentera que de 0,2 % par rapport de celui adopté en 1992. Ce per
jet, qui devrait être adopté in me semaine par le gouvernement, a été présenté alors que l'agence de plaprésenté alors que l'agence de planification économique vient corriger à la baisse prévisions de croisl'agence a une croissance de
1.6 n (contre 3.5 % initialement prévus) et limité à 3,3 % 1993,
Un chiffre jugé encore « aptimiste »,
lundi 11 décembre comparaison
des 2,3 % par l'OCDE
ses demières prévisions (le Monde du
18 décembre). tion aux produits de première nècessité (il n'en plus que limit : la farine, le lait il la semoule) le soutien direct aux bas

L'indice mensuel de la production industrielle calculé pur l'INSEE a progressé 4 0.8 en ociobre, s'inscrivant à 114,3 contre 113,4 septembre après correction des variations saisonnières El sur la INU en INILI En un am (octobre 1992 comparé 🕯 octobre 1991), l'indice progresse 🖬 0,2 %. La progression d'octobre III entièrement due à la production d'énergie, qui a augmenté fortement (+ la la en un mois) du IIII III températures plus 🚟 🚾 que la normale. L'indice la sculc production manufacturière (qui exclut l'énergie). 📾 dont will les composantes sont m baisse, régresse de 1.7 % par rapport à limite 1991.

ÉCONOMIE

Harry Control

an sign

And Annual Property 1000 建聚磺胺 1000元

14 W. 181 . 18 W. 18 . 184 . 184 . 184 . 184 . 184 . 184 . 184 . 184 . 184 . 184 . 184 . 184 . 184 . 184 . 184 And the second

A Section

A STATE OF THE Marie Company

Confirmation

retient en premier lieu que les grands principes du «règlement de base» précédent, celui de 1983, sont d'abord de la «stabilité relative» qui prévoit un progressif la la pêche espagnole communautaire. Il en va même pour la réservation le la bande littorale in 12 milles i la pint

ÉNERGIE

Une nouvelle réglementation pour l'Europe bleue

répète M. Josselin) n'aboutira a à freiner a réformes indispensables.

Fixation des quotas

pour 1993

Outre les traditionnels TAC

(total de name autorisées) de les Douze utiliseront de

Autre innovation : les licences, l'objet d'itences, les par les les réparties entre d'inavires travaillant sur la zone. Les Français ont insisté pour

que de la un lien de la entre licence de la navire bénéficiaire,

soucieux que elle autorisation

tus, avec , pour empêcher im les plus brutales récla-mées par la en parti-

PHILIPPE LEMAITRE

Les Douze veulent réduire la surexploitation de la mer

Infléchissement plutôt que Les pouvoirs 🖮 ceile-ci sont quelque peu rognés; ainsi, confirmant l'orientation prise fin bre lorsque a été adopté le POP 1993-1997, il a été il que véritable réforme : le nouveau « règlement de la adopté dimanche 20 décembre la l'aube par ministres Douze, qui désormais le programmes d'ajuste-des manuel seraient arrêtés le Conseil des ministres, s'appliquera au cours and dix années I venir, ne modifiera pas par la Commission comme le pré-il le «règlement de base» pré-cèdent. Il restera « vérifier si, couvert de réalisme, « le rectifica-liminstitutionnelle (« conforme » l'esprit du traité » blaastricht », radicalement l'organisation de la pêche dans la mer communau-

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Les ministres, mune la Commission européenne, un conscients des insuffisances de la réglementation actuelle (des quores attribués, par espèce membres)
qui, peu respectée, conduit membres aurexploitation de la membres un serveux de la membre de l appauvrissement and ils estidue nécessaire heurter de front une profession sérieumalmenée. politique petits pas » par le Conseil suffira-t-elle pour assainir le situation?

«La prise de conscience 🏜 📙 nécessité de protéger 🖫 ressource est acquise chez les politiques, et responsables professionnels. Est-ce déjà le chez les marins-pêcheurs? Les choses ont beaucoup avancé: a preuve décisions de réduire les flottilles (dans le du programme d'orientation plu-riannuel 1993-1997, and n'ont pas été remises en cause. Mais il faut pas non plus faire al catastro-phisne», a commenté M. Charles Josselin, mer, d'Etat I imer, se prononçant une une euvre prudente et progressive » d'une nouvelle stratégie de

« règiement de base »

culier, pour la sole dans la Manche et le lieu noir à l'ouest et au nord de l'Ecosse. Au total, M. Josselin a estimé que les décisions prises ne handicaperaient pas les français. Il s'est félicité de l'autocité de la présidence anglaise. Des décisions prises, M. Josselin DETRATUM. — Une coquille dans daté du la décembre, sous le titre « Michel Camdesus su chevet de l'économie mondiale». A propos des remarquables progrès accomplis par beaucoup par voie développement (progression de 6 % de la production globale de ces pays en 1992 et probablement en 1993), il au bons nous font

Les Douze and white and les a stratégies de gestion » (comme 🖿 pour bien indiquer qu'il s'agira d'une intervention réfléchie, sur le moyen terme) devaient relever de la responsabilité politique, c'est-à-dire d'euxmèmes, et non 💳 🗷 🗀 🗀 💮

A partir 🚈 1996

Le Portugal

sera-approvisionné

en gaz naturel algérien

Le Portugal est un pays singulier du point de vue énergétique : il ne

consomme pas de gaz naturel. Cette spécificité – partagée en Europe avec l'Islande – devrait disparaître en 1996. En effet, un

d'approvisionnement devrait la semaine prochaine la compagnie pétro-lière nationale algérienne Sona-

Irach pour la fourniture, à partir de et jusqu'en 2015, 2,1 mil-

liards de mètres cubes de 📖 par

L'accord sera minin avec Naten juillet 1991 gouverne-ment de Lisbonne pour introduire

ment de Lisbonne pour introduire le gaz naturel le pays. Officiellement créé vendredi décembre, Natgas regroupe le de Portugal (25 %), le de France (23 %), le gazier allemand Ruhrgas (13 %), compagnie pétrolière Total (13 %), l'Etat portugais (10 %) et, pour le solde, deux groupes industriels privés portugais (Quintas & Quintas, Francisco le production de Galement, Natgas devrait signer un second contrat d'approvi-

mois également, Natgas devrait signer un second contrat d'approvila la ses actionnaires, pour la fourniture I compter de 1996 et jusqu'en 2013 de quantités additionnelles de que la Sonatrach n'est pas en mesure II garantir (les livesieurs des GDE oscilleront.

COMMUNICATION

Seconde édition de Vive la radio

Un tiers des radios commerciales locales au bord du dépôt de bilan

Après avel fâté « Dix ans 🛤 FM's fin 1991, l'association Vive la radio consacrait du 16 au 12 décembre, au CNIT de la Défense, sa seconde manifestation annuelle à l'Europe des radios. Sur fond d'inquiétude des radios associatives 🔣 locales privées, confrontées 🛦 la puissance des il

se veut l'équivalent, pour les minimerrées. l'UER pour les publiques. Venus pour « confronter expériences », participants profité : colloque pour comparer less publican pays pur

les Douze utiliseront de sources outils gérer les sources outils gérer les sources de la signifiant : La d'effort autorisé). Il plus approprié – au lieu d'un rem quota sur une zone donnée – La définir l'effort de La acceptable, c'est-à-dire le nombre de bateaux le temps durant lequel ils peu-D'après l'étude Euro Time Survey, menée par Information publicité (IP, régie publicitaire de RTL) auprès de vingt pays (le Monde de 21 novembre), le radio demeure en Europe le n Hill des adultes (vingt-cinq-trente ans) I l'une des principales I (qua-trième budget temps en semaine, après le sommeil, le travail II la telévision).

télévision).

Partout, les meilleurs auditeurs aussi les meilleurs lecteurs.

Enfin, les révesites radiophonique se célèbrent de d'un côté de l'autie des Alpes. Le tout-info de l'autie des Alpes. Le tout-info de l'autie de la radio française (la troisième à Paris), l'autie que Solo Musica l'autie de l'autie uniquement de la musique nationale, connaît en le le un succès inattendu, derrière les l'autie publiques de la RAI.

de es points sdministrative, créée pour mieux l'effort de pêche, ne l'effort de vers les sorte de «foire» sux droits de pêche. les TAC e les quotas applicables en IVII Les Français se sont bat-

les de spoints
les du paysage radiophonique européen
habitudes durées
font de la radio média de l'Europe : scandinaves, d'Europe cen-trele corientale, Allemagne, Près trale orientale, Allemagne, Près d'un Italien quatre n'écoute jamais la radio, alors que Allemagne Allemagne de l'Est de l'Ouest) et Finlandais la pretiquent presque Le détail investissements publicitaires radio entre l'et 1991, établi le CESP (Centre d'étude des supports publicitaires), prouve que la radio, publique la pays, une d'investissement très

publicitaire par la vont de la 15. Cinq pays enregis-not des publici-supérieurs l'évolution l'ensemble de leur marché publicitaire sur la même période: probablement en 1993), il sono nous font les posès par la pauvreté....» C'est évidemment le qu'il lire : « Ces bons font pas oublier...»

la Grande-Bretagne, l'Irlande, la Suisse, l'Allemagne, l'Autriche, la Finlande a la Belgique. La France du Sud pour lesquels les indices de du publicitaire de la radio i plus faibles () ceux ii v

Les modes d'évolution demeurent im différents. . L'Europe connaît, deux developpement. Le premier, c'est celui du développement ou régional, comme l'Italie ses débuts, l'Alle la Belgi la Grande-Bretagne. Le second, c'est le français qui s'est imposé depuis 1981 : un un d en train de permit de terrain,

Mais, en rendant publiques 🟣

comme m témoigne, aux Etals-Unis, l'apparition des premiers

Avec « la modulation française, plus riche pla-nète». expansion précoce Europe de l'Est, le paysage radio-phonique français a cité expansion précoce plus l'étant l' modèle d'équilibre. Pour la radios locales, II Jacques Soncin a rappelé la France, système de soutien, posait «à l'avadies du finance-radios. M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat I la communication, II rendu hommage Conseil supérieur l'audiovisuel, qui, créant des comités radiophoniques région, a pacifier FM installer la républicaine».

conclusions d'un confiden tiel de SJTI (Service juridique technique M l'information, qui lépend du premier ministre), 🔤 lesquelles « un tiers — radios — merciales — risquent — dépo-ser leur — 43 d'équilibre menacé ». U Jeanneney provoqué l'ire de M. Jacques Rigaud. Le PDG u RTL s'est «choqué les déclara-de ami» Jeannency. a Comment peut-on dire au sérénité et tranquillité 📻 👫 gauche va quitter le pouvoir avoir régle le problème des radios associatives?», a-t-il ajouté. Une

inquiétude française qui a pris le

pas, au fil du colloque, sur les

strictes questions européennes

Journaliste 🛚 « la Dépêche du Midi » de 1929 I 1976

Joseph Barsalou est mort

L'éditorialiste Joseph Barsalou est décédé samadi 19 décembre I Cachan. Ji était in le 16 novembre 1903.

C'est l'un des « papes du journalisme » qui vient de mourir. Par
l'acuité de sa plume comme par
probité professionnelle, Joseph Barsalou fut l'un de ceux qui dominèrent
la presse régionale des années 30-70,
à l'instar d'Hubert Beuve-Méry dans
la presse parisienne. Entré en 1929
au célèbre quotidien radical la
Dépèche de Toulouse – de l'appeche de l'appeche du Midi, –
Joseph Barsalou isporait à quel point ses talents de l'iv. République. Et à quel point son livre la Mal-Aimée (Ed. Pion 1964) serait SUT IS TV.

Carcassonne, Joseph lou étudia les lettres et fréquenta les surréalistes, puis participa à la guerre du Rif, avant de devenir journaliste politique au bureau parisien de la Dépêche, auquel il demeuvera fidèle. Mobilisé en 1940 dans les tirailleurs sénégalais, puis résistant, Joseph Barsalou fut chef du service politique du Lind d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie, tout en signant rianz à la Dépêche. Nor du service politique au Parisien libéré, il collabora au journal beige la Demiere Heure et à Revue Mondes, nomméteur en et éditorialiste Dépêche, pour laquelle il continue rediger ses éditoriaux. III l Carcassonne, Joseph Minis

a nombreux entretiens aven le général tiu Gaulle renforcèrent la rand, mais and l'indépendance rand, mais comportenent allait avec l'humilité discrétion —
Questions au journalisme (Ed. Stock, 1973) en témoignent. Il comptait nombreux la presse la l'humilité de la presse l'humilité de l'humilité de la presse l'humili

A partir du 6 janvier

L'hebdomadaire Hara-Kiri » reparaît

L'hebdomadaire IMm AM en janvier. en 1960,
puis arrêté il y a une vingtaine d'années, el qui sous-titré
« journal bête méchant »
Cavanna, Reiser, Choron, etc., a pour 80 000 francs, à un journaliste d'extrême droite agissant pour le compte d'un pyschiatre de Bergerac, le Daniel Cosculluela (le nouveau propriétaire avait a poste-riori nié tout lien me l'extrême droite et revendiqué plutôt l'étiquette de «*libertaire*».

C'est avec l'un des de Hara-Kiri, M. Georges Bernier (alias «le professeur Choron»), qui figurait parmi les malheureux son rachat qui deput lancé pour enfants Grodado, que le docteur Coscullueia va relancer Hara-Kiri. L'hebdomadaire satirique sera sous-titré «le journal de l'Europe di feu et di sang» et parsîtra le credi à partir du 6 janvier, avec un premier tirage de 100 000 exem-

Y .- M. L.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

HLM MONETAIRE

SICAV MONETAIRE DE CAPITALISATION INVESTIE EXCLUSIVEMENT EN VALEURS D'ETAT OU JOUISSANT DE SA GARANTIE

> GESTION CDC TRESOR DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Avec une performance 👫 9,36 🗷 réalisée union 🖟 31 dilbertation 1224 et le 30 transpalore 1200, NUM MONETAIRE s'affirme comme Illust une Illusti particulièrement rentable. fin novembre 1991 at in novembre 1992, performance s'élève à 10,27 % *.

Sur **mire dernière période**, 🗈 progression de l'actif de IVAN MIMITAIRS (+ 58 % à 11,2 milliards a francs) Author d'un flux de souscriptions important, exprimant **institutionnels** qui, grâce à **MUM MONETAIRE**, font fructifier ieur trésorerie 🖿 🎟 sécurité.



CASSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

RESEAUX PLACEURS:

TRESOR PUBLIC

EXERCICE 1991-1992



Le Conseil d'Administration réuni 🔚 11 décembre sous 🗷 présidence de Monsieur Daniel Giroux arrêté les comptes consolidės 📠 🖿 Sociétė Mėre et du Groupe CREEKS au 31 août MUL

Le chiffre d'affaires hors au du Groupe s'élève 1 671 MF auquel s'ajoutent 7,8 MF 📩 redevances 📹 licences.

La perte nette consolidée part du Groupe s'établit à 37,9 MF.

Ces résultats traduisent im difficultés rencontrées par im filiales : CREATIONS RIVERS (LIBERTO) principalement IIII titre ima mesures im restructuration qui ont largement contribué w MMCX au EMIZZA DISTRIBUTION dont les per-Im ont im néanmoins réduites par rapport à l'exercice précédent.

Au niveau M M Société MM CREEKS S.A., le chiffre d'affainors was s'élève à 355 3MF pour ma perte m 7,9 MF: après constitution d'une provision de 30 MF sur ses titres ዂ participation dans CREATIONS RIVERS, III l'imputation du déficit um 15MF cm CREEKS DISTRIBUTION.

Le Conseil ■ décidé 🝱 convoquer les actionnaires 📖 Assemblée Générale Ordinaire Annuelle le 4 février 1993 10 heures à : l'Hôtel Inter-Continental 3, www dia Castiglione -75001 Paris.

économiques

GRATUIT LE GUIDE

Ce mois-ci, un numéro exceptionnel

L'ARGENT

DES SECTES

Découvrez des puissances

financières hallucinantes!

et m supplément

DU MARCHE UNIQUE m mode d'emploi indispensable à tous les cadres

livraisons de GDF oscilleront, selon les besoins, 0,45 et 1,15 milliard mètres par an).

4 g- · · ·

VIE DES ENTREPRISES

Touché par la crise automobile

Le constructeur japonais Isuzu renonce à la production de voitures particulières

de notre correspondant

Le manufacture automobile Isuzu Motors annoncé, samedi 19 décembre, qu'il retirait du marché voitures particulières afin de activité sur les véhicules utilitaires. La déci-sion d'Isuzu, première victime des difficultés que III l'industrie automobile japonaise, pourrait être le prélude I une restructura-lim III branche. Une consolida-tion s'est déjà opérée : Fuji Heavy Industries est passé sous le contrôle ... Nissan et Daihatsu s'est repliée depuis année dans la marana 🗷 Toyota.

La marque Isuzu ne disparaîtra pour autant du marché car, au terme d'un accord de coopération Honda, ce dernier constructeur produira un modèle 📟 petite cylindrée. Domani, qui we vendu

le I Marie d'Isuzu, Rodeo, Commercialisé la partir la IVVI sous la marque Honda aux l'Institute de la commercialisé la partir la IVVI sous la marque Honda aux l'Institute de la commercialisé la Unis, où il produit. Honda, qui rencontre difficultés sur ce marché, espère ainsi renforcer capacités de ventes, Isuzu mettra us service 🕍 la commercialisation des Malalla Marila III Japon.

Un Im plus anciens mention was automobiles japonais, connu surtout pour sa production véhicules utilitaires (26,3 marché), durement touché par la contraction il marché automobile. Enregistrant pertes avant impôt in milliards (2 milliards in francs)
1991 et de 34 milliards in francs)
année, menacé in surcroft d'une encore plus live pour retirer in production.

Dans in cadre in reorganisaral Motors, principal actionnaire, pour 🖩 production 🖮 véhi-Etats-Unis, son production management qu'à 60 % 🔜 🔳 capacité.

On Tales i cc d'autres japonais m difficulté, engagés jusqu'à présent féroce. suivent l'exemple d'Isuzu et d'Honda 🛒 cherchent L conjuguer tant pour la production que la commercialisation leurs véhicules. Même 🔤 plus forts enregistrent substanin the profits : c'est in the Toyota pour la troisième consécutive (-20,2 %). De bénéfices devraient néanmoins atteinde come 2,4 millions de dislan-

PHILIPPE PONS

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

🗆 🌬 fusion d'Air France 🜉 d'UTA militable par Milita. -L'autorisation III fusion III mus pagnies aériennes Air France III UTA a fait l'objet d'un décret public au Journal officiel du samedi 19 décembre. III deux compagnies fusionnées prenant désormais pour dénomination Compagnic nationale Air France. Ce décret avait été adopté mer-

credi 16 décembre par le conseil des ministres. L'entreprise prendra la forme d'une société anonyme | participation ouvrière. En janvier 1990, Air Trans avait racheté la majorité du capital d'UTA et, depuis, l'exploitation

□ Fisons and sa division britannique 🖿 parapharmacie 🚃 🚟

--- AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



AFFECTATION DES RÉSULTATS SICAV : SI EST - AXA EPARGNE FRANCE

Les Conseils d'administration décembre modifier la notice d'information en prévoyant la possibilité du versement d'un sur dividende. Les Sicav possibilité possibilité la première décembre 1992.



Le Conseil d'administration de la société TELEFLEX LIONEL-DUPONT, réuni le 16 décembre 1992, sous la présidence de M. Alain CLAROU, a pris connaissance du projet de cession de l'activité de filtration industrielle qui devrait le le avant la fin

Cette cession dégagera une plus-value permettant in financer les opérations de restructuration en cours dans in industrie aéronautique. Il l'équipement aéroportuaire de manutention, décidées in le conseit du 21 octobre 1992.

Il se confirme que les filiales étrangères et particulièrement DEVTEC CORP, aux États-Unis, auront un résultat bénéficiaire pour l'exercice 1992.

Pour l'ensemble du groupe, d'exploitation consolidé qui prendra compte l'activité de filtration industrielle l'équilibre malgré difficultés rencontrées en France les activités biens d'équipements : la manutention, l'assistance aéroportuaire et l'équipement aéronautique militaire.

Compte tenu mopérations exceptionnelles de restructuration la plus-value de cession la l'activité de filtration industrielle, le résultat net consolidé de l'exercice 1992 le bénéfice ment du 📟 ordre que celui 🖿 1991.



vous remercie de votre confiance et de votre fidélité et vous présente ses meilleurs vœux pour 1993



maceutique britannique Fisons a annoncé la vente a sa division parapharmacie médicaments ordonnance mi Grande-Bretagne aux laboratoires suisses Inche pour W million de livres (784 millions de francs). Cette cession intervient un après la vente de médicaments du ordonnance Amérique du Nord au groupe suisse Ciba-Geigy pour 140 au la de dollars, 1997 740 millions de francs. Le 1997 souhaite de réduire son cadettement, estimé 16 millions de livres, 11 envisage de vendre sa division horticulture. Ces désinvestissements font suite à une série de déboires financiers rencontrés sur le marché américain par la division pharmaceutique, qui a dû retirer de la vente deux médicaments en raison d'un litige avec l'alle la fabrication of l'Opticrom (anti-allergi-que pour le yeux) l'Imferon (utilisé de le l'arme du

Aerospace in supprimer 600 emplois supplémentaires. — L'avionneur britannique British Acrospace (BAe) a annoncé, vadredi 18 décembre, la suppression de 600 emplois annoses anno de decembre, la suppression de foto emplois anno ses anno de decembre, la suppression de foto emplois anno de la completa del completa de la completa de la completa del completa de la c Woodford et Chadderdon, qui produisent de riums de trans-régionaux, portant à plus de 1 200 permana la réductions d'effectifs manning par BAe une semaine. Le grand a mining la mining commandes a la récession pour justifier décision. Mercredi III décembre, avait annoncé la suppression de 650 emplois de musines de Bristol et de Chester, qui fabriquent des équipements pour Air-

PARTICIPATION

a NEC va acquérir 4,99 % de Control Data Systems. — La firme japon de NEC Corp. a an ec, jeudi 17 décembre, qu'elle alfait acquérir 4,99 de l'américain environ millions de la commercial de francs). La américaine, de francs). La sméricaine, de sous la monsental de sous la commercialisera de non-sous la commercialiste de non-sous la commercialisera de non-sous la commercialiste de non-sous la commercia UNIX qui sous la unix qui il prochainement développés par NEC. NEC préqu'il envisageait également fournir produits sous la UNIX et ordinapersonnels NEC l'ancienne division «ordinateurs» de Control Data. Les livraisons des premiers ordinateurs UNIX Control Systems, préprincipalement en Amérique du Ni Europe, a réalisé l'année d'affaires (3,05 milliards de francs).

NOMINATION

Desvergnes, soixante-cinq ans, depuis septembre 1987, imprésident mi conseil syndical la Banques populaires.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 21 décembre 1

contre 332,89 vendred en clôture, Le lingot set en lingot set en

LES INDICES HERDONADAIRES

31 00000000	1991	
	11-12-82	18-12-0
lours franç, à rev. variable	98,6	80,
leurs dranghes	31.5	1
	3107	119
coloride	106.8	J.
frenst et metárinas	All	ios.
	-81	108,

Base 100 en 1946 Valous forc, 3 ser, veloble 3 TORA \$ 2013 Valous demokra Dage 100 es 1972

Base 100 : 31 dicambre 1980

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE Base 100 : 31 44-4-1 1981

		11-12-22	19-12-E
		• .	-
	Indice général	48A.7	489.1
	Producs de base	416	408.1
•	Construction	390.2	
	Bers d'équipement		231,8
	Biens de comons, durables	470,7	5.44
	Siers de consocs, non derables .	803,8	100
	Siens de cersons, alim	806,4	757,8
	Services	465,6	467,6
	Sociáticos financières	435,9	Mark I
	Sociétée de la roce franc exploi-	004.4	999 *
	repend 16 secretarion conduction	374.1 114.1	322 M/6/1
	THE REAL PROPERTY.	2.0	20.00

TOKYO, 21 discensive ...

Après une ouverture en hausee, la Bourse de Tokyo a fini irrégulière lundi sous l'effet de prises de bénéfices et d'ajustements de positions. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a cédé 35,30 points, soit 0,20%. Les courants d'échanges se sont Mohamment contractés present sont légèrement contractés, passant de 300 millions de titres, vendredi, à

La Bourse nipponne n'en reste pas moins blen orientée après le séence de vendredi ob, pour le première fois de l'ennée, le Nikkel s'éspit inscrit au-dessus de se moyenne mobile au-200 jours. ell y a eu beaucoup d'ar-dres d'achast à l'ouverture car les investisseurs a'attendeient à une heusse comme à l'étranger», a pré-cisé un boursier.

WEEDES	Cours de 18 déc	Comm de 21 déc
Allimentote Bedgestone Caste Fel State Proods Hoters Massorbite State Allendado Shory State Stat	1 250 1 155 1 275 1 240 1 380 1 180 1 180	1 300 1 100 1 300 1 300 1 300 1 300 1 200 1 200

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE 46-62-72-67

PARIS

Second marche (sélection)					
VALEURS	Cours préc.	Demier cours	VALEURS	Cours préc.	Demier cours
Alcond Citibus	4316	4400	lease, Campair	133 50	133 90
BAC	23 70		IPRH.	36	
Bairon (Ly)	472	472 .	Locatoric	128 10	
Brister [payl	220		Make Cores	305	
CAL-deft. [CCI]	. 790	790	Moles	133 50	130
Cabran	223	233 .	N.S.C. Schurberger	755	718
Carde	764	784	Publificacti	384	403
CEGEP.	190	175	Phone-Alp. Ecu (i.y.)	317	317
CFP1	244 60		Select Invest (1)	90	90
CHIR	926 '	941	Sarbo	130	130
Codetour	261	202	Sopra	315	315
Confession	•		TFI	362	368
Creates	87 40 g	****	Thermador H. 6.16	305	305
Desptile	173	185		228	775
Dalmes	. 97 0	965	Val at Cle	110	110
Derectly Wasse Co	. 395	322		520	821
Devadey	986	950	Y. St-Laurent Groups	320	921
Deville	79 20	77 60			
Dolinos	161 60	****			
Educos Belland	196	****			
Europ. Propulsion	108 .	170	LA BOURSE	SUR M	INITEL

MATIF

Nombre de contrats all mails: 98 184

COURSPrécident		ÉCHÉANCES	
	Déc. 92	Mars 93	Juin 93
	109,88 109,58	111,12 111,70	111,64 111,26
[] (C.C.)	Options sur		111,40

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS	DE VENTE
	Janv. 93	Mars 93	Janv. 93	Mars 93
111	0,37	1,16	0,36	1,06
	CAC 40	A TER		

_		_	(MATI
lume :	13 W		

20 10

Volume: 13 🚜	funce		
COURS	Déc. 92	Janv. 93	Fév. 93
Deraier	1782	1 803	1 894

CHANGES

Dollar: 5,35 F T

Le dollar était en légère 1 5,35 francs, lundi, au que des échanges mitte banques à Paris, par rapport à la clôture des échanges interhancaires in vendredi. Francfort, la devise américaine ouvrait en très baisse, s'échangeant à 1,5640 DM contre

1,5660 DM & la dame de FEMALE ROWT 18 déc. 21 déc. TOKYO 13 dks. 344

Dollar (on yeas). 123.65 MANCHE MONÉTAIRE

BOURSES

PARIS (INSEE, bage 100 : 31-12-91)

17 dác. 18 dác. (SBF, bese 100 : 31-12-81) indice général CAC MILII AMAN (SBF, 1000 : 31-12-87) ladice CAC 40......

Mary - LVIV. (Indice Daw Jones) . 3 269,23 3 312,27 LONDRES findice # Financial Times a) 17 dec. 18 dec.

TOKYO 18 déc. 21 déc. Miles Dow Jones 17 680,74 17 645,44

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERM	E TROIS MOIS
	Demande	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U Yes (300)	5,3396 4,3388 6,6316	5,3420 4,3440	5,4560 4,4305	5,4640 4,4410
Destschemark	3,4110 3,7873	3,4120 3,7915	3,4378 3,8433	3,4427 3,8572
Live Stationer (1990)	3,8009 8,3698 4,7996	3,8158 8,3784 4,8058	3,7928 8,4740 4,7640	3,8834 8,4922 4,7770
		_		

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

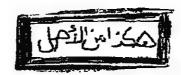
	UNI	MOIS	TROIS	MOIS	SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U You (100) Ecs Doubtchemink Firms salson Lin ballonie (1000) Line sterling Peach (100) PEANC PEANCAS	3 5/16 3 11/16 19 15/16 9 1/8 6 1/4 13 7/1 7 1/4 15 3/8	3 7/16 3 13/16 11 3/15 9 3/8 6 3/8 14 3/6 7 1/2 15 5/8	3 5/16 3 5/8 10 7/8 8 7/8 6 1/8 13 3/4 7 1/8 15	3 7/16 3 3/4 11 9 1/8 6 1/4 14 1/4 7 1/4 15 1/4 12 3/8	3 7/16 3 9/16 10 5/16 8 3/8 5 15/16 13 7/8 6 7/8 14 5/8 10 5/8	3 9/16 3 11/16 10 7/16 8 5/8 6 1/16 14 3/8 7

'a Perrier : la Char de Laxembourg rejette la recours du personnel. - La Cour européenne de justice a rejeté recours introduit, pour éviter 📥 licenciements, 🚃 📗 personnel 🖦 la Perrier III la Commission Bruxelles qui avait 22 juillet 1992 Perrier Nestie. cevable up tel manus syndical la matière, Le personnel, reprémili per Miral inmilii da persea

17.7

en la suspension de suppression d'emplois = tout transfert = contrôle d'une entité du groupe Perrier un tiers, jusqu'à 📰 jugement 📰 le fond par la Cour curopéenne 🔤 justice. une ordonnance en référé, du 15 décembre, la tribunal de première instance 📰 la Cour a estimé qu'il me pouvait suspendre l'autorisation et fusion donnée par

 $v_{m, p_{\alpha}}$



MARCHÉS FINANCIERS

•• Le Monde • Mardi 22 décembre 1992 19

	j Seco	na nater			MARC	HES FINA	NCIERS	3	
	a for primary	The state of the s	BOURSE	DU 21 D	ÉCEMBRE				Cours relevés à 13 h 30
	The Table 1994.		mono valeurs Cours Premis ation Valeurs précéd. cours	T - 1		glement mens	suel	Compen- setion	VALEURS Cours Premier Dernier 5 cours +-
			940 C.N.E.3%	5070 + 020 Compea- 822 - 085 - 012	S Cours Premier Dernier % Coupe précéd, cours cours +- seine	VALEURS Costs Premier Costs costs	Compen-	précéd. cours 200es +- 24 F	ord Mosor 213 30 214 70 214 70 31
		14	305 Renault T.P	1001 + 0 to 320	338 331 334 90 - 0 92 3970 421 - 0 89	Lebon 280 255 3900 2900 2900 2900 2000 2000 2000 2000	- 1 92 710 St. Fostsgrol	791 795 -013 435 G	idin Elect
			50 ACCOR	767 + 0 13 465 CSEE 3010 Dament	1093 1097 463 80 - 3 42 700	[LVMH 3374 3395 3410	+ 1 66 535 Societi Gent 0 - 33 Societi Gent 1 65 77 Societi Gent + 1 07 1030 Societic	573	iumness
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	British Salah British Salah British Salah		50 Als.Superm	250 + 2 15 395 Dassauk Av 250 - 0 79 186 Dassauk Be 1450 De Davich.	dr 190 185 - 2 53	Majorette Ly 37	435 Sogesto	67 67 67 67 7 7 1 1 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5	Tampary Geld 7 25 7 25 7 3 45 levited Packard 34 510 350 50 356 60 4 356 60 156 levited Packard 32 50 32 20 3 7 7 beeftst
	Spiritus Proposition of Spiritus Spiritus	*.	95 Axa (ex Cie Midi) 977 979 40 Belin 134 133 30 68 Beli-Cremen 47 40 42 50	985 + 082 Dev.P.d.C.s - 149 Dev.R.Sud-E	34 + 303 72 44 50 - 861 241 + 178	37 Métrologie is 15 20 15 10 14 76 177 10	- 2 32 900 Sovec 0 - 3 29 265 SPEP 0 + 0 40 290 Sout-Between	945 287 288 261 90 + 1 91 84 11 295 578 575 588 - 1 52 242 242 80 + 0 62 161 161	komestak 61 45 60 05 1 1 1 1 - 1 71 CL 85 84 75 85 RM 279 20 274 10 273 - 2 22
A STATE OF THE STA	GANGE CONTRACTOR OF THE SECOND CONTRACTOR OF T		25. Cast Investions	600 100 1000 1000 1000		Maria	- 0.68 1160 Symbolic	1150 1147 - 025	p Yokado 164 40 161 40 10 - 1 40 45 45 46 46 47 47 48 48 48 48 48 48 48 48 48 48 48 48 48
	Andrew Joseph III Andrew III - Andrew Talking III	• •	10 Br	388 340 Econ	Strong 100 100 100 100 100 100 100 100 100 10	Nordon (Ny) 302 302 302 302 303 303 303 304 305	+ 1 16 141 - (certil	222 220 +0.09 280 N 140 10 142 +1.00 N	fic Dosald's 255 40 252 90 262 50 + 2 78 terck 249 251 300 252 + 1 20 firmssots M 534 550 B80 + 3 00 fisshubstst 38 80 36 50 MIMI - 0 68
		- 11 _{1.84}	38 BN P K3, 423 80 417	- 189 Ession	hin 616 615 616 386 - 1 74 230	1 Pechicsy Ins 206 90 277	0 + 1 57 416 U.A.P	185 185 -444 340 M	38 38 38 39 30 30 30 30 30 30 30
	April 1	36.1	Bongrain	- 3 T3	1289 1248 -0.32	Pechany (CP) 285 285 285 70 70 70 70 70 70 70 70 70 70 70 70 70	- 0 35 470 U1F 735 U1S + 0 27 395 Unital	478 40 480 479 + 111 113 N	lorsk Hydro 123 122 50 122 50 - 0 41 FSL 58 56 50 56 50 - 4 07 Strokne 1287 1275 1279 + 0 95
	The state of the s		BS N. 914 915 Canel Plan 1075 Cap Geor.S 155 80 173	0 22 00 Europanoye + 0 19 11 Europe 1		Polisi Ex.Lamb Fr 188 50 198	- IIII 670 Valloures	755 755 755 755 755 755 755 755 755 755	Mip Migrip 411 417 10 170 + 0 97 Mips 88 15 67 57 50 - 1 12 Miccor Doma.
	Alegas v	~	10 Carrefour 2206 2220 35 Casino 147 60 147 13 Casino ADP 97 96 10	2284 + 2 63 103 Finance	122	[Radouse ILa] 8180 6180 6330	+ 1 42 1190 Zodiac. + 2 43 880 El Gabon	754 757 751 -040 U50R	roczer Gemble 279 288 30 4 55 hulmels 178 175 188 4 101 andlonesm 14 13 80 14 hone Pod Romer 280 247 10 247 10 - 0 88
Tale	· Martin garana.	the first to	10 CCF 27 80 28	211 50 + 0 71 GAR	559 680 1 37 141 4. 2321 1290 0 83 490 1861 179 41 313 316 321 +2 65 342 348 340 0 58 1	Recharts 196	+ 1 19 150 Amer. Berick	129 131 70 111 M + 1 83 M R 281 50 265 286 90 + 2 07 48 R	bysi Dutch 449 90 448 10 448 - 0.42 17 Z 55 20 55 06 56 - 0.36 18 Sept. 5 Sept. h
And And Andrews			CEGID	+ 1 81 Sacogra & Gascogra & Gasco		Roussel Ugini 422 IIII IIII IIII IIII IIII IIII	+ 2 31 183 Arrigold	1800 1800 E-180 16562 <i>5</i> 5	t Helens
	in - La Populación Malante en la co		Cero	44 - 2.22 800 Sapphysique 300 - 2.91 820 Groupe And 4 0.77 405 Sampe Chi. 835 - 1.79 300 GTM-Estrap. 302 Sapphysique Greene-Gas	6 SA 814 808 430 - B 82 1070 	Selomon Ly		885 866 117 139 1180	emens
			279 90 279 100 279 100 279 100 279 100 279 100 279 100 279 100 270 270 270 270 270 270 270 270 270 2	894 + U 42 HE PERSU	418 444 427 + 2.15 280 223 223 226 816	SAT	1	143 30 144 20 143 50 + 0 14 T T 173 52 T 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175	D.L. 150 80 155 70 156 + 3 59 sistonea 53 45 54 20 54 45 + 1 87 oshiba 27 80 27 80 27 80 27 80 nikeyer 563 568 568 + 0 89
	and the second	1000	-) (Crease franc IN 271	- 290 Inst. Méneux	129 60 125 90	SER 332 339	+ 0 34 2280 Desecte Burk - 6 00 1180 Oresdee Back + 1 32 32 Desecte Back Description Description Description Description Description Best Rand Best Rand	34 85 34 65 270 90 - 0.77 143 V	Int. Techn
			5 Clacas	810 - 1 22 720 J. Lefebore	a	Sexant A	- 4 03 25 Ecto Bay - 4 07 168 Becareles	8 95 6 90 1 0 84 255 9 28 27 95 26 10 1 50 9 178 170 188 + 0 66 15 X	rokro
		in the second of	235	216 - 0.43 Melinge	317 90 3 225 50 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3	(8.G.E	+ 0 18 132 Bresson	138 127 138 110 {v 327 20 334 70 111 1 + 3 18 3 25 Z	amenosch
	- 10 - 10 - 10 - 10 - 10 - 10 - 10 - 10			COMP.	TANT (sélection)	·	SICAV	(sélection)	18/12
	Table god		ALEURS % % dù	VALEURS Cours préc. cou		VALITURB Cours Demier opurs	VALEURS Emission Preis incl		schet VALEURS Emission Rachet Freis Incl. 1981
	Palacia Palacia Palacia Palacia		Obligations	CLTRAM (\$1 2510 666 605. Ce leductrials 3380	Promodile (Ci)	Etrangères	Artifion	7473 48 Fructi-Associations 37 04	08 01 Première Obig
	CHAR		p East 8,8% 78 99 65 3 19 17 p East 13,4% 63.	Cot Lyon Airmand	Rosmo	AE8	Agracic	1169 64 Rycodor 23 295 48 Rycofance scaon C	35 57 Professe 975 54 961 78 55 05 Oceans:
	- Butter 17	egenti.	TO. Elect 12.2% 84. 100 11.11 1.28% mers 85 11.11 1.11 1.11 1.11 1.11 1.11 1.	Cridit Gin. Incl. 84 90 Cr Universal (Col. 340 340 340 Deabley 513	8.A.F.A.C. Alcent	Alcen Alumnum 84 70 81 Amencan Breads 231 Arbed	Avenir Alizes	1708 08 GAN Randersens 5272 86 51: 172 87 Gestilion 15689 14 166:	99 94 94 Righelor
	4,713; 21 -		17 9,9% 12/1997 106 58 0.21 17 9,8% 1/1998. 103 73 8 72 11 1,2% 86 101 101 0 71	Delman Violent	Sent Document F.J. 124 124 Sellus de Med 520 515 . Sencialeme M	Asturbuno Niema 82 80	Aus Cro.Eu.Dr.Invo	872 15 Horson	94 75 Review-Vert,
	Apple States of the States of	1.5 m. 1. 1.4 m. 1. 1.5 m. 1.	F 10,30% 88 100 8 51 F 10,25% rov 30 108 70 110 1A 10 % 1979 100 25 110	Elect Bassin Victor 3020 255 260	8.C.A.C	Chrysler Corp	Azz bressurams	103 06 Indust-Fee Court T 1652 76 100 111 08 Intersper 108313 05 10519	\$1 House States
	The state of the s		#8 Suez 5000F 98 101 4 08 4 08 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10	Rdel	\$10 568 568 568 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50	Commerchenk 902 810	Aux Ob In Ex Mull So. 134 87 Aux Prom Ex Agents 127 14 Aux Sel Ex Dr Sels 148 54	130 94 Imerselection Fca 606 54 45 117 61 Japane Immi III	5 63 St. Honoré PME 452 42 St. Honoré Peut 15783 07 15720 19
			# 10,90% dec.86 109 20	F.N.A.C	Sofia	GBL (Brus Lamb) 427 425	Azz Valeucs PER	114 71 Lectude 2371 20 234 1045 13 Lectud C.T	77 65 Sécuric
	Age (Me) - Me sagar (Me) (Me) (Me) (Me) (Me) (Me) (Me) (Me)	· %.2*	IARS FCE 3% 100	France LA.R.D	Sofran ja. Spinm). 85 Sofragi	Groodyser Tire	Cadence 3	1024 63 Lion Association 11818 74 1181 5511 59 Lion Instruction 31185 47 3110	8 74 Sezadon Titali 709 22 197 70 Seza Associazons Titali 1941 72 1941
			Casel 6 % junv. 89 672 Eaux cv 6.5% 782	Gaurost 232 348 Genefin 284 279 Gévelot 378 380	Sovethell 263 260 Stemb 629	Johannesburg	Copitation	1370 87 Lion Trison 2231 02 225 1348 92 Lion 20 000 27887 06 2758	16 93 S.G. Fr. opport. C at D 100 11 1092 28 17 06 Scaw 5.000 Mai Mai 412 25
	ing of Market and State Co.			GFC		Microrid Bank	Convertimento	323 38 Livret Ponefeul	77 32 Sheirance
	Signal Salah	was the			Vinjers	Pfizer inc.	Cred Mut Ep.Cour.T . 763 08 Cred Mut Ep.Indus . 92 52 Cred Mut Ep.Indus . 73256 16	703 05 + Moneden 71850 27 7185	50 27 Shereful 217 85 213 85 95 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50
	Parket in the second of the se	,	/ALEURS Cours Dernier cours	invest (Ste Cle.)	Afterno Saf Bussiann. [200	Rotamen NV 133 134 40 Rotamen NV 257 90 290 Salpert 3 80	Cred Mus Ep long T 193 61 Cred Mus Ep Monde 1126 75 Cred Mus Ep Quarts 1092 31		5 26 Sogenfrence C et D 1104 84 1083 18 8 Sogenfrence C et D 1104 84 1083 18 8 8 8 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9
	Ma. Mariantonia	·一文元是在中门上 ⁷¹¹⁷	Actions	Louis Visitoria 508 584		Sema Group	Dese	1294 19 Mexio-Epargne 18635 65 Nexo-Ep Ret 11111 11	14 Soginter
			r bel	Lacin		Toray Ind 27 20 West Rand Cool 4 21 4 20	Ecotoc	1021 94 Nano-Francindes 956 57 93	Soletion Soletion 2246 19+ 1097
	***		Hypoth Europ	Magnest 640 640	_		Ecur Expension . 505819 67 5	05052 08 Natio-Monétaire 26594 81 MMM Mill VI Necio-Opporancés . 955 50 92	980 980 980 980 980 980 980 980 980 980
			- dermans Interval	Navigesion (No.) 149 70 184 40 184 184 184	PUBLICITÉ	Hors-cote	Ecs. Monepremiera 70809 83	70909 83 Mato-Perspectives 1005 40 97 41500 ■ Mato-Pircemens 62308 72 5230	78 49 Stratégie Actions
		Contract Care	shane Lorrane	Chigny-Desmoist			Ecur. Trimestrel 2005 69 Bancel	2015 53 Natro Sécurié	73 64 Techno-Gan 5632 30 5415 67 13 97 Thesora
			E.G.F.Fregor) 710 710 stenam Blanzy	Paris France	FINANCIÈRE Renseignements:	Calcottos 63 CGH Cognitor 7	Epercourt-Sicav 4529 44	34 Nord Sud Dévelop 160 09	Trisor Transport
			ragen	Parthesa lavest	46-62-72-67	Coperex		1844 63 Dollars	7 42 Triton
No. of the			LSM 996 ·		Marché libre de l'or	Europ. Accum	Epargne Premere 15042 44 Epargne-Unie 1274 94 Epargne Valeur 434 44	14930 46+ Obtlien	UAP Act. Select 597 31 575 72 17 84 UAP Aedificandi 515 07 19 48 UAP Aedi 202 18
			Marché des	COURS COURS DES BILLETS 21/12 achet vente	MONNAIES Préc. 21/12	Guy Degrenoa	Eufi (2sh capi	8388 28 + Orvalor	8 42 UAP Alto Scav
			3 Unas (1 usd) 5 349 6 684		Or fin (kilo en barra) 57500 57600	Particip	Europic Leaders	Paribas Parmeoine 565 55	Uni-Associations, 118 81 118 114 118 118 118 118 118 118
			s-Bas (100 f)		Or fin (en lingos)	Schumberger Ind		Pacement A	Un Régons . 1171 51 1142 94
	District A	. ·	emark (100 krd)		Prèce Latine (20 f) 335 332 Prèce Latine (20 f) 335 330 Souverein	S.M.Y. Gouph	France-gam 9365 98 France Geranda 274 59 France Obligations 496 05	274 04 Placement Nord	Linivers Actions
			de (100 krs)		Pièce 20 dollars	Westermin	Francic Pierre	417 06 Posts Crossence 22933 86 2291	··· · · 1
		<i>:</i>	agne (100 pes) 4 804 tugal (100 esc) 3 825 ada (1 \$ can) 4 200 on (100 yens) 4 341		Pièce 50 dell'ers	c : coupon e	détaché - o : offert - ° : droft d	létaché - d : domandé - • : prix précédent -	: marché cominu
7-4044			- I I						

Le criminel nazi Aloïs Brunner serait mort

d'informations économiques, stratégiques et dans des trafics d'armes avec le FLN algé- il l'annonce de mi décès.

Brunner, quatre-vingts ans, criminel politiques sur le monde annu le Islamique rien. Il Serge Klarsfeld, qui e obtenu 📟 nazi réfugié 💶 Syrie depuis 🖿 fin 📥 édité 🛘 Paris. 🕼 Syrie a toujours démenti 1987 l'ouverture d'une information judiciaire d'Adolf Eichmann, serait décédé il # a quel- d'espionnage français avaient établi sa pré- l'humanité, explique, dans l'entretien qu'il ques mois, selon . La d'Orient, bulletin sence il Damas dès 1960, au l'impliquant nous a accordé, quel apporter

«Le meilleur lieutenant d'Eichmann »

«Les autorités syriennes. déclure Serge sont aujour-d'hui prisonnières de leur Elles 📥 toujours nié la présence 🞩 Brunner wir leur sol # il n'y a moyens mo la Syrie que l'on pense qu'il que la s'agit de la pre-mière d'Aloïs Brunner, le seconde ne pouvant le la la lorsqu'il aura atteint un grand age. Car là, on m dira: il om vraiment

» 🛌 avions prévu 🖘 🖼 depuis longt en expliquant Syriens qu'a avaient intérêt l'régler situation. Nous feur dit: Quand il mourna ne pourrez
prouver. Vous pendant
encore l'objet tions de la part de ceux qui veulent traduire en justice 📖 📦 criminel.» - Mail son Lada correspond-li aux renseignements que vous avez pu recevoir?

- L'information est plausible en raison in quatre-vinets and et de son état es santé, que es conn

sons par des observateurs crédibles. Durant son «déménagement», en 1991, I la unu des presoccidentales de son extradition, il était

- Quand avez-vous eu les sion de prévenir les autorités syriennes des pièges de leur

- Personnellement, je - III - en Syrie une première fois - III - j'ai été refoulé - puis en 1990. On m'a alors laissé pénétrer in territoire syrien. J'ai remis un dossier in j'ex-

pliquais cela. puis mon épouse, Beate, catrée Syrie en 1991. Elle a manifesté devant le ministère de l'intérieur zu demandant qu'on libère i juis sur sur qu'on extrade le criminel nazi frunner.

Dans catretiens and la police.

- les évoquiez la famille de Brunner, Que sait-on

- Sa fille licelie Vienne depuis l'après-guerre. Sa famille maintenu un lien maintenu un lien maintenu un lien mar lui nous avons Vienne pour ver comment vivaient de épouse de fille, née en 1945, une juriste. Nous music engage au cas où l'un d'eux trahirait. C'est que nous avons eu connaissance Deute de Brunner. Beate lui a téléphoné en présentant man une «sympathisante» Brunner l'acciée. Nous avons donc eu l'assurance qu'on ne la trompait et et avant.

Les homes d'enfants de la région parisienne

vos travaux permettent-ils d'établir le des crimes de

- C'était li meilleur limiteil d'Eichmann sur le terrain. Il était son second and des Trim juives it la Gestapo. Il a déporté quarante-cinq il juis autrichiens, puis les juifs de Berlin.
C'est lui qui, pui leur donner
confiance, fin 1942, inventé in lui porter leurs bagages jusqu'à la par la jeunes de l'Union centrale juive. De février à mai 1943, il a participé activement à la déportation quarante-cinq mille juis de Salonique. Là encore, pour les mettre en confiance, il a «rusé» en échangeant lours drachmes must be billets imprimés un nom d'un prétendu

Etat juif Pologne.

» Ensuite, II un ress on Francis de juin 1943 jusqu'en and 1944. Il a secondé Rôtcke, qui in le la du mantiquis, il la Gestapo, et il participé à la déportation de vingt-quatre mille juifs. En particulier, il propre de la la la propre liquidé les homes d'enfants
l'Union générale juis de France
(UGJF) dans la région parisienne
pour le dernit grand convoi
de Drancy le 31 juillet 1944. tés, deux cent un sont morts à Aus-chwitz. Il n ainsi manural plus de deux cents enfants d'un seul coup. Barbie, File (zieu, Brunner, in homes d'enfant de la région parisienne. Et puis il s'est rendu après en Slovaquie d'où
encore déporté man mille juifs du camp

Oui, comme co i pas été porté 🛮 sa charge lors de son procès par contumace en France, après la guerre, cela a constitué un

fait La plainte pour crimes vement le juge Jean-Pierre cacement. Elle a constitué an sur chaque enfant déporté a a la présence de Brunner en Syrie, In nouveau procès a melitaria et al envi-

» Mais l'autre les chorts entrepris convaincre Syrie qu'il valait micux l'extrader l'expulser n'importe quelle pour qu'il transfèré Paris ou la Syries malbeuaffaire. Ils un résisté aux faibles diplomatiques de la Financia de la Caractère d'Assad et de la position de Syrie dans les relations

▶ Il faut dire aussi que Brunner. la cible de deux attentats. l'un en 1961, l'autre vinst ans plus tard, et qu'il y a perdu d'abord un œil les les doigts d'une

- On désigne très souvent les services spécieux laraéliens...

- La une de hypothèses les Dans sa chair, la que les juifs pas oublié. Et depuis mon premier voyage en Syrie, l'Allie connu une de unisation». Il a dû vivre avec des gardes du corps, subissan une existence en fonction des crime qu'il a manuale.

Propos recuellis per LAURENT GREILSAMER

CARNET DU Monde

Naissances

- Arthur

·\gathe,

le 15 1992

GINIES-TREPPOZ. 30 Street, apt 32H, New-York, Life York (USA).

Anniversaire de naissance Xavier, Alaiz, Michel, ent leur affection à leur

Marcel BOUZIAT,

l'occasion de um quatre-vingtième

81, rue Paul-Valliant-Couturier, Nevers.

- Jeanine Pantela.

<u>Décès</u>

président-directour général de C & L Morgane Et l'ensemble de ses collaborateurs, ont la tristesso - faire part du décès -

Mathias CORBIN,

survenu le 16 décembre 1992.

~ Le minil d'administration du coopératives l'éduca-I la tristesse de la part de la la

> Michel GELLY, président la CASDEN Banque populaire

■ comte # la comtesse Michel M. ■ M™ Hubert Lefoulon, M. ■ M™ Jean-Famil Lefoulon,

Ses dix-neuf petits-enfants,
Ses quinze arrière-petits-enfants,
ont le douleur de faire part décès de

comtesse Roger LEFOULON, née Germaine Labbée,

La richard sera cticbrée en l'église Saint-François-Xavier, Paris-7⁴, le décembre, il 10 h 30.

5, rue d'Estrées,

- Le comité directeur de la Société

Jean LOISY,

dans sa quatre-vingt-douzième

Jacques Perez y Jorba,

son épouse, M. Jean Parez y Jorba,

M. et M™ Julian Perez y Jorba, ses frère et bello-sœur, Et toute sa famille, out la douleur de faire part du décès de

M. Jacques PEREZ Y JORBA. la Légion d'honneur, directeur honoraire 🚢 la police judiciaire,

nerman in i il dimentitti 1992, à Paris, le quetre-vingt-cinq ans.

L'inhumation dans le famille, au cimetière parisien Bagneux, a ou llou dans l'intimité familiale.

O, rus Bonaparte,

EMAUX III ORIENT **JACQUES GAUTIER**



«L'oiseau indien» aux lama bless enrichis de torquoises et 📥 perles de culture. Bourdes d'oreilles ______ 2 OMAI : Eau de Parfum originale 36, rue Jacob, 75006 PARIS, Tel. : 42-60-84-33,

petits-enfants # arrière-petitsont la grande interes de l'impart du décès de

M. . Dominique Hoffet,

docteur et H David

M= Herré HOFFET,

dans sa quatre-vingt-douzième année, le 16 décembre 1992,

Dublin

8, rue du Guesdon,
TUE Saint-Pierre-d'Autils.
780 Howth Road,
Dublin 1 (Irlande).

Denis, Annotto, Ithan Levy-Willard, Et leur famille,

Sa sæur. Denise Greitsammer. Et sa famille, ont 📓 très grande douleur 📖 📨

Jacqueline LEVY-WILLARD.

Initiatrice all clubs du # Coopération féminine social juif unitie,

dimanche 20 décembre 1992, vingt-trois jours après son épous,

Jacques LEVY-WILLARD, de cinquanto-cinq 📖 🕮 vic

Elle sera inhumée auprès 🚃 iui au cimetière du parnasse, mardi décembre, 15 1 30. Entrée princi-pale Edgar-Quinet.

Soutenances de thèses

- M. Tannery, le luadi 11 ianvier 1993, à 9 h luadi 12 Nouvelle-Parig-Lit, Bourjac, gelerie Rollin, 17, rue de lu Sorbonne : luadi l'agnostique absolu us la métamorphose comme loi im monde », thèse sous la direction de Mer Christiane Moatti.

2.27.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

i. Endroit iii l'on rassembler les chèvres. – II. Quand on y les chèvres. - II. Quand on y songe, on mange pas - ill. Entre deux propositions. Lettre. - IV. Fond très en Australie. D'un - V. il exemple la adjoint, par exemple. - VI. Nom qu'on peut l'ensemble légumes. - VII. Supports. - VIII. Cieu. Possessif. - IX. Une ancienne capitale, Opération ... - X. D'un autre monde. - XI. Pas qu'un peu. Enveune porcelaine.

VERTICALEMENT

1. Met du pour arriver.
grande — 2. Prendre du recul. — 3. Point de départ. Port ou Etat. Saint-Louis, par example. -4. On la suit quand elle est arrêtée. Sans accent. - 5. Utile pour faire des projets. N'est plus réclamée au tribunal, Préposition. - 6. Qui ne se fait donc pas attendre. Lie. - 7. Est utilisée pour couper. Esquimau éventuellement glacé. - E À donc enivrer. - Capable monter.

Solution du problème re 5936 Horizontalement

i. Moulin Rouge, TI - II. Euripide. - III. EM. Iso, Iran, - IV. Nacelle. Armée. - V. Violas. - VI. Taler. - VII. Noce. Haricot. Io. - IV. Candina. - VII. Noce. Haricot. to. - VIII. Grossir. - IX. Cendrier. RF. - X. Etëter. Nu. Cor. - XI. NE. Un. Ove. Réagi. - XII. Snobisme. Tins. - XIII. Nu. - Évadés. - XIV. Si. Guernesey. SO. - XV. Issues. Entrée.

Verticalement

Scénique. - Sues. - 7. RD. Tam. Omar. - 8. Œil. AR. Déveine. – 9. Seiller. En. – 10 Gao. Ecrin. Lest. – 11. Es. Arroseur. Ver. – 12. Cire. Ter. Etayé. 13. Termes. Cald. – 14. lyrognes. ~ 15. Enesco. Frisson.

GUY BROUTY

Des stages de formation organisés par le ministère de l'intérieur

La police face à ses années noires de l'Occupation

de imi cents commis-, saires, inspecteurs et officiers de police ont participé, du 7 au 11 décembre, 🖥 un cycle d'études al l'histoire de police " l'Occupation et Résistance, organisé au national d'études et de formation de in police nationale (CNEF) de Gif-sur-Yvette (Essonne). Cette initiative précédent dans la police nationale : en analysant sans complaisance le régime policier de Vichy, des historiens 🔳 🍱 - de la Résistance nel des stagiaires face nécessaire éthique 🏜 leur

la mémoire policière, « l'Inde la préfecture de police de Paris » a 📓 with d'un mythe qui met me peu im baume sur la mauvaise conscience in ces noires. Trois anciens dirigeants la Résistance qui organisèrent insurrection » en 1944, ont le mythe en 1944, ont le mythe le mythe le plus proportions « Sur 22 000 policiers parisiens, organisations la policière – le Front national police et gendarmerie [animé par munistes], Police — Patrie, Illonneur lu police - raire, from 800 membres » au prin-temps 1944, expliqué MM. André Carrel, Serge Lefranc et - Tollet staglaires du

CNEF. True applaudis, les mais rades », dirigeants la la Résisparole sous dem documents rappe-lant le climat répressif le l'époque : la talant « Affiche rouge» du groupe Manouchian, painsi qu'un « Avis a la population » offrant « I million de récompense » à qui donnerait de « renseigne-utiles » la police sur les « auteurs d'attentats ». Quand ils lancèrent leur mot d'ordre de ancerent leur mot d'ordre de agrève générale», le 15 le 1944, alors que le Allemands avaient désarmer la politique parisienne. Le trois principaux groupes le résistants loin d'être convaincus la réaction

troupes policières, se souvin-rent = "patriotes". A tel point que le ma d'ordre précisait que « les policiers qui n'obéiraient pas présent présent grève considérés et des - Lot manner

Un sujet demeuré tubou

Le mouvement le grève fut pourtant suivi et. 19 août 1944, policiers le préfecture de police. Transformée en forteresse, celle-ci servit d'appui le fout ca démythifie l'épopée le fout ca démythifie l'épopée le stagiaires en aparté. C'est pour le guelques aparté. C'est pour quelques jours résistance chaque poli-cier parisien aujourd'hui l'hon-porter fourragère uniforme... » Qu'aurlons-nous fait leur place? » La question jeune inspectrice entrée police après d'histoire. Un a passé depuis l'Occupation policiers en activité sous Vichy sont deruis locatomes. policiers en activité sous Vichy sont depuis longtemps la retraite.

Il a le sujet demeure tabou le sujet demeure tabou le sujet demeure tabou le sujet demeure de police de Paris. Des collègues se crispent des qu'on parle la rafle le Vel d'Iliv. On dirait qu'ils se sentent accusés en tant que flics par qu'ont fait nos ainés. Tous, avons été soulagés d'apprendre que des policiers avaient, la veille de la rafle, prédes juifs. »

des juifs. v La mémoire génépoli d'autant
plus douloureuse que connaisde cette période, mélant les
mythes au non-dit, incertaine.
Du Touvier au cinquananniversaire rafles pari-siennes en par l'affaire Bousquet, chargée de raviver la mémoire policiers de raviver la mémoire de policiers nés après de seconde guerre mondiale de les convainere qu'on ne peut pas rayer années sombres de l'histoire policière. Aussi furentils près de policière de policiers à s'inscrire au cycle d'histoire d'inscrire au cycle d'histoire d'inscrire ayant le ministère de l'intérieur ayant jugé de plaies de cicatripour que s'engage enfin une réflexion dans l'institution. Jugée « très intéressante » par 11 6 12 participants, l'initiative a 12 rééditicipants volontaires, in tous grades it is imm corps - il l'exception, regrettable, 🝱 gardiens 🖮 la

Les stagiaires d'donc d'regar-der en face le sombre tableau M. Landard Azéma, de l'Institut politiques
Paris : La majorité policiers
fait que Vichy leur demandail.

Le politique de réprés
laxisme non plus. Ils ont participé
directement à la politique de réprés
d'exclusion sociale voulue
par le règime ses débuts. » A
cux souls. 000 membres
répression du III- Reich
en p'auraient n'auraient plus de 75 000
de plus de 000 résistants.
la n'auraient pas davantage pu
s'occuper 1000 Français
envoyés service 1 travail obligantin (STO), précisé M. Addres Globalement, comme pour rran de la malla française, s'an bien l'image d'une masse policière en place qui s'impose (1).

La mainmise de la Milice

A côté 👫 ces gros bataillons, l'historien a distingué deux minoripolicières agissantes : d'un côté,
de l' répression, participant d'ame à collaboration avec le nazis; de l'autre,
policiers se livrant à ponctuelle, apparrés. On premiers spécialement par Vichy, où ils câtoieront i militants d'extrême droite : la police quives, le de police anti-communiste et le tés furent 1941 par le ministre l'intérieur Pierre Pucheu. A la préfecture de police fut instauré un service «juifs», qui alimenta un fichier wjuts», qui alimenta un tichier permettant le planifier le le parisiennes. Au sein des renseigne-ments généraux apparurent «brigades spéciales», qui s'illustrè-rent dès 1942 dans une féroce répression anti-résistants,

Vichy im régime policier, a

insisté M. Azéma, et, dans ses der-mols, un régime épouvantable-ment policier ». Du moins esta-giaires d'apprendre que, au fur a à man qu'il annu politique de répression, l'Etat "inyste s'appuya de plus en plus sur la Milice, créée en janvier 1943. = Pendant l'été 1943, "Insil Bousquet, secrétaire général à la police de Vichy, prescrivit les mesures la plus extrêmes dans la chasse juis étrangers l'ou-libre, acaplique Jacques Delarue, historien, divisionnaire lui-même ancien policier résisles manuel les plus dures policier ou
préfectoral soupçonné mollesse ». Malgré de
nombreux policiers
importante activité (...), des services que personne d'autre n'aurait été en mesure de rendre (...), fi du porte-à-porte pour prévenir d'l'imminence des rafles, établissant d'Innombrables faux papiers et détruisant papiers compromettants lors des

perquisitions. *

Lachoix imposé aux policiers a l'résumé par M. Delatue : « Obèir a se dèsh désobèir l'rèsister prenant l'risques majeurs. » Im sans ajouter que la police a alors été « le corps de l'Etat qui a compté le plus grand nombre de fusillés. I déportés, d'emprisonnés, d'internés révoqués (...). Cette connue l'Vichy, amena la substitution progressive d'organismes étatiques corps publics traditionnels soumission seconds aux premiers sur l'erseconds aux premiers sur lerrains. Devenue en 1944 un «véril'Etat».

M. Azéma, Milice mainmise sur l'ensemble an forces police en placant ses

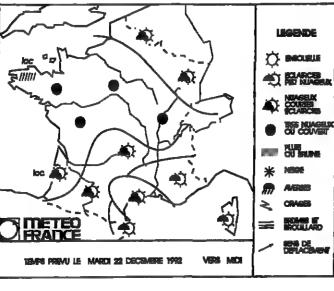
Avant de se séparer, plusieurs stagiaires ont in vou qu'un prochain cursus se penche sur une période refoulement professionnel, plus récente, celle la guerre Algérie.

ERICH INCIYAN (1) Lire Vichy III Français, sous la direction de Jean-Pierre Azéma et François Bédarida, Fayard, 1992.

SITUATION LE III DÉCEMBRE 1992 IL O HEURE TUC

10

PRÉVISIONS POUR LE 22 DÉCEMBRE 1992

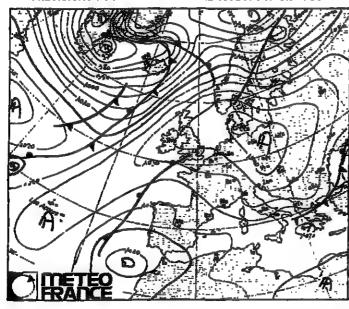


Mardi : nusque sur la motté nord la France. -La martin sere la grise, avec bancs la brouillard le matin au nord de Seine, au quelques ittes de sur la Bretagne : et à l'est de la Seine 🖼

subire des bien bien donner quelques

Les seront proches des entères : des minime a souvent comprises entre = et localement III degré para du et = dgalement prédominants, mais ils la seront par le soleil, perticulièrement sur la du Sud, Provence-Côte d'Azur et le Corse,

PRÉVISIONS POUR LE 23 DÉCEMBRE 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES Valeurs extré le 20-12-1992 à 8 heures TU	maxima – minima Imes relevées entre C et le 21-12-1992 🛮 Il heures	et temps observé le 21-12-92 TUC
HIE	TOULOUSE 18 7 COURS 12 8 F ETRANGER ALGER 21 12 8 AMSTERDAM 4 2 COURS 15 BARCELONE 15 BELGRADE 1 - 8 BELGR	PALMA 15 5 D PÉRIN 1 BO DE LINEIRO BOME 14 5 N BUYAL 16 7 D SENGAPOR 25 23 - SEVELLE 16 7 D SENGAPOR 25 23 - TRICTI 17 5 D TUNES 19 8 D VARSIVIE 6 9
A B C ciel courvert	D N O	

TUC = temps universel coordonné, c'est-è-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été | heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

Dans les entrailles du diable

LORENT PAGNY devan bleus », and an Bosnie. Roger Hanin Land de Tu un mon fils. escarmouche l'oppose à Rony Braumen, le président de Médecins sans frontières : faut-il envoyer aux Bosniaques de de qui serviront de hamil/ Non, Mass Brauman. Oui, cria Hanin. Des feux de camp, de guitares, a la nuit : emission, en immi sur Finna 3, fut plutôt « réussie ». Mad que STEE CLASS

Journée Carajevo. Illi

sang, de tirs, de l'horreur. Un beau film, très léché. Presque trop : enfants, dans cette école de Bos- tale est sise à Pale, dans les instalon apprenait un générique que l'équipe comprenait un manuel artistique». Est-il vraiment h d'enluminer l'horreur il triuri artistiques »? 🖬 montage 📶 « western », 📠 commentaire 🛚 la Frédéric Mitterrand, étaient-ils vraiment indispensables | | compréhension? Car man n'y management Après l'immi Pagny, Lament l'abeliable della la nazisme Henri Lévy mala son mala ne me son sont aussi da cousins, des me s'égorgreat on an incident All I franchis

ment. Il n'était que de voir ces France 3. «Moi, disait l'un, je ne voudrais que mes copains serbes reviennent, car ce sont leurs pères qui tuent les nôtres. » « Moi, rétorquait son camarade, je tout de même qu'ils reviennent, car ils nous ont bien aldés.....

Pour comprendre, pas de secret, toujours grand-chose. Il faudrait pénétrer du côté serbe, cans les entraîles du diable. Pourméchants, on quoi lui s'y si bien, dépit de martelage, quoi s'y s'y si la ville en joue. L'accompagnant, Transit », le magazine on se trouve soudain en face de d'ARTE, l'avait justement tenté deux jours plus tôt. In avions : aurait 'eu mille questions à leur connaissance la représi-dente a la République la de

nie, même émission kauons de l'ancien village olympique, sur les hauteurs de Saraievo. C'est une dame de soixante-deux ans, Biliana Plavsic. Professeur de Sarajevo, elle a, comme tant d'autres, tout quitté. Elle vit maintenant «comme une bohémienne», avec deux valises. Elle va régulièrement tants, dans ces fortins qui tiennent

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles
> signalé dans « le Monde radio-télévision » ; D Film à **** ; m On peut voir ; m n Ne pas manquer ; m n Chef-d'œuvre ou classique:

Lundi 21 décembre

TF 1
NOCTURNES MARDI 22 ET MERCREDI 23
jusqu'à 22 k -20%
SUR DES MILLIERS D'IDEES CADEAUX ET SUR- LES GRANDES MARQUES
DE FRÉT À PORTER Ponane, lengue, enlent, page de la labora Managa
E L É S O N M A R C N É RINC DANCHE
A STATE PARK OF P

20.45 Magazine : Mystères.
Présenté par Alexandre Baloud. L'affaire
Glozel; Les mystères d'une maison nor-Ness; La belle Lucie. 22.45 Téléfilm : K 9 000.

De Kim Menners. 0/10 Divertissement : Le Bébête Show.

FRANCE 2

TF 1

101.40 Th48tre : Tlercé gagnant. 22.50 Savoir plus,
Magazine Puissance 40. Présenté par Francois de Closets. Les axtraterrestres nous
perient, invité : Jacques Villeret. 0.15 Journal, Météo et Visages d'Europe. 0.35 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.

FRANCE **I**

20.45 Cinéme : Le Guerre des molles: Se Film américain de George Lucas (1977). 22.50 Journal Météo.

23.20 Magazine : A vos amoure. Présenté per Caroline Treaca. Extrats des melleurs moments 0.05 Documentaire : Zemfir ou la Prière du soir. De Paul Barbe-Negra.

Musique : Portée de nuit.

CANAL PLUS

20.35 Táléfilm : Amour et chocolet. De Josée Dayan. 22.00 Flash d'informations. 22_10 Le Journal du cinéme. 22.15 Cinéma : Le Demier Combat, mm Film français de Luc Besson (1983). 23.45 Cinéma : Central Station. m Film espagnol de Josep Anton Salgot

· (1969). 1.27 Court-métrage : Di Rosa Giris. La Vie de famille. == Film français de Jacques Dollion (1984).

ARTE

20.40 Feuilleton : Heimat. D'Edgar Reitz (2º épisode).

22.10 Cinéma :
Note Darling n'en fait qu'è sa tête.
Film emérican de Spike Lee (1986);

Tartuffe, see Film allemend de (1925).

20.45 Cinéma: La Maison du fac. s Film américan de Mark Rydell (1981). 22,40 Série : Le Saint.

0.20 Informations: 0.25 Magazine : Culture pub. 0.55 : Magazinė : Jazz 6.

FRANCE-CULTURE

20.30 i.e Grand Débet. La France set-elle encore un pays catholique? Avec Mgr Jéan Vilnet, Jean Foyer, le Pare Guy Gilbert, Noël

21.30 Oramatique. Il était une foie le Utuente comes d'Oscer Viedisles de Lubicz-Milosz 22,40 La Radio dans les yeux. L'admistre des arts plastique

0.05 Du jour eu lenderhitin 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Châtelet): Der Freischutz, ouverture, de Weber; Wasendorck-Lieder, de Wagner; Symphonie re 1 en si bémoi majeur op. 38, de Schumenn, per l'Orchestre national de France, dir. Claus Peter Flor; sol.; Rosemarie Lang, aggregate. ACCURATION

23.09 Ainsi la nuit. Par Maguy Lovano. Joueurs de filites pour filites et plano op. 27, de Roussel ; Ouetuor à cordes en sol mineur op. 27, de Grieg ; Sonste pour violoncelle et plano en la majeur op. 6, de R. Strauss. 0.33 L'Heure bleue.

Mardi 22 décembre

15.20 Série : Tormerre de feu.

16.15 Club Dorothée. 17.25 Jeu : Une famille en or. 17.55 Série : Hélène et les garçons. 18.25 Série : Le Miel et les Abeilles. 18.25 Série : Le Miel et les Abeilles.
18.55 Magazine : Coucou, c'est nous le par Christophe Dechavanne.
19.50 Divertissement : Le Unit Similare et Météo.
20.00 Journal, Third et Météo.
20.45 Cinéma : Le Temple d'or.
Film américain de le les Thompson Chuck Norris, Lou Filme dans les estiles.

22.30 Les Films dans les salles. 22.40 Cinéma : En m mierri que num fois. a de Jacques Deray Avec Serrault, Charlotte Remplang, Elisabeth Depardieu.

0.25 Série : Milke Harmer.

1.15 Journal et Météo. 1.25 Magazine : Reportages. Profs... un monde sans pité, de Claude Couderc (rediff.).

FRANCE 2

15.25 Variétés : La Chance aux chance Jeu : Des chiffres et des lettres. Feuilleton: Beaumanoir (et à 5.25). 17.05 Magazine : Giga. 18.50 Jeu : Score à battre. 19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus. 10.00 Journal, Journal des courses et

Météo.

20.50 Cinéma : PROFS.
Film français de Patrick Schulmann (1985).

22.30 Variétés : Patrick, le défire l
La de Patrick Bruel en 1990-1991.

0.25 Journal, Météo et Visages d'Europe.

Magazine : Le Cercle de minuit.

Présenté par Michel Field. Spécial cirque.

FRANCE 3

Série : La croisière s'amuse. Téléfilm: Billy the Kid.
17.55 Magazine: Une pêche d'enfer.
18.25 Jeu: Questions pour un champion. 18.55 Un livre, un jour. 19.00 Le 19-20 de l'information. 20.05 Jeu : Hugodélire (et à 20.40). 20.15 Divertissement : La Classe.

20.45 Feuilleton : Emilie; la passion d'une vie.

21.35 Faut pes rever.
cearet, les magiciens de la transparenc. de Frère et Portal : Madagascar : les Tsingy, royaume des morts, de Régis Michel et Yvan Beu-Pays-Bas : les quartiers flottants d'Amsterdam, de Corinne Glowecki et Prélippe Bigot.

30 Journal et Météo.

Magagane : Rétro infig. Journal et Meted.

Magazine : Rétro info:
Rétrospective de l'actualité la l'année. Invités : Georges Charpak, Sulphane Gaudin,
Robert Hossein, Johnny Hallyday,
Courts métrages : Libre court.

Musique : Portée de nuit. CANAL PLUS 15.05 Magazine : 24 heures (rediff.).
16.00 Cinéme : Crimes de sang. a
Film américain Donald P. Beillegrio 17.50 Canaille peluche. - En clair jusqu'à 20.35 -1 KBI Le Top:

1 LSU Ca cartoon,

19.20 Magazine : Nulle part mileurs,
Présenté per Philippe Gildas et Antoine de Caunes, Invitée : Amelle Notomb.
20.30 Fables géométriques 3.
20.35 Cinéma : Présumé innocent. p
Film américain d'Alan J. Pakula (1990).
22.35 Flash d'informations.

22.40 Cinéma : Ghost. u Film américain de Jeny Zucker (1990). 0.43 Court-métrage : Di Rosa Girls. 0.45 Cinéma : Society. ■ Film américain de Brien Yuzna (1989).

ARTE

Sur le câble jusqu' à 19.00 · 17.00 Soirée thématique : Heinrich Boll (rediff.). 17.50 Verlétés :
Didier Lockwood (rediff.)
Emission présentée par Mahut.
19.00 Documentaire : Riga

au seuil d'une ère nouveile.
De Hagen Moller Stehl.

19.55 Série : KY TV.
(Lire page 7 l'article de Jean-Cleucie Rouy.).
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Feuilleton : Heimat. D'Edgar Reitz (3- épisode). 21.35 Solrée thérnatique : Caméra et réalité Roumanie 1989. Soirée réalisée par Harun Farocki et Andrej Ulica (130 min).

17.00 Variétés : Multitop. 17.30 Série : Les Aventures de Tintin. 18.00 Série : Equalizer. 19.00 Série : Les Routes du paradis. 19.54 Six minutes d'informations,

10 20.00 Série : Cosby Show, 20.30 Jeu : Le saviez-vous?

20.35 Le Mardi c'est permis.
20.45 Táléfiin:
Le Messager de l'espoir.
De Charles B. Jerrott, avec Charles Bron22.20 Serie : Arnicalement vôtre. 23.15 Documentaire : Le Tueur silencieux. Informations : Six minutes première heure.

0.15 Documentaire : La Cinquième Saison. FRANCE-CULTURE

22.40 Les Nuits magnétiques.
Asisons perdues, maisons sauvées (1).
0.05 Du jour au lendemain.
Avec Annie Leclerc (Exercices de mémoirs).
0.50 Musique: Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20,30 Concert (donné le 25 juillet lors du Festival de Béziers): Duarretuccio dédié au Cuatuor Enesco, de Dubois; Quatuor à cordes en fa majeur op. 96 b, de Dvorak; Quatuor pour piano et cordes en mi mineur de d'Olfone; Quatuor à cordes en mi mineur de d'Olfone; Quatuor à cordes en 72, de Janacek, per le Quatuor Enesco et Patrice d'Olfone, pieno.

22.00 Les Voix de la nuit. Par Henri Goraieb. Lily Pons, soprano. Ganrés de Gounod, Delibes, Verdi, Offenbach, Saint-Saêns, Puccini, Proch.

23.09 Alnei le nuit.

0.33 L'Heure bleue.

0.33 L'Heure bleue,

Près de quinze textes doivent être votés avant Noël

Après 📗 vote 📠 la proposition résolution portant commission d'instruction de 🖿 Haute Cour de justice pour M. Laurent Me Me Dufoix et M. Edmond Hervé, l'ulordinaire 🕍 la nu viève législature s'est achevée, dimanche M décembre, I l'Asnationale par levée, pour la seconde **e** de l'immu-🔳 parlementaire 🖊 🖳 Jean-Michel Boucheron, maire d'Angoulême 🔳 député (non-inscrit) 🗰 la Charente. 🗓 Parlement . . aussitôt convoqué 🥅 📖 axtraordinaire, 🛚 compter 📥 lundi 🔳 décembre, pour achever l'examen d'une ouinzaina da

Pour la care de care de trois semaines, I mationale levé l'immunité parlementaire 🜬 M. Jean-Michel Boucheron, député

L'accident d'un DC-10 de la

compagnie charter Martinair, qui le de lundi 21 de le

heures 🗯 sur l'aéroport de Faro

(sud du Portugal), a fait, 🖼 📠

estimation provisoire, plus de quatre-vingts morts plus de

L'avion qui avait décollé à 5 mans la l'aéroport la Schi-

phol Amsterdam transportait 327 plus 13 membres d'équipage. Les passagers étaient

probablement em de nationalité

néerlandaise, 🛮 précisé un porte-

de Martinair, dont la com-

cents cinquante

décembre, procédure excep-tionnelle faisait suite à une requête du procureur général près la d'appel Bordeaux. transmise par la garde il semi su nom du procureur général près la cour d'appel de Paris, « aux fins de délivrance d'un mandat d'arrêt » l'encontre de celui qui ma plus désormais qu'un désormais qu'un désormais qu'un démigré Argentine et qui ma dérobé, jusqu'ici, en convocations de la justime de son en (le Monde du

Comme de de propre écœurement, face au l'inté-Aisne), a demandé que la questeurs l'Assemblée an la veuillent bien prendre, sans attendre, « les respect de la dignité de fonctions

nées du mud session, l'Ameribiée a

pagnie nationale KLM 📺 💷 🚾

L'avion aurait fait une pre-

tentative d'atterrissage

infrantame à cause du mauvais

piste avant l'explosion d'un ou

plusieurs moteurs 🗷 de celle de

l'appareil. D'après l'agence portu-

gaise Lusa, l'avion a pris feu

après avoir in mall par la fou-

dre M s'est retourné I l'atterris-

sage avant d'exploser. D'autre

sources faisaient d'une rafale

de um pour expliquer, l'imited

pour faire IIII II l'augmentation 🙉

Mili nouvelle réglementation pour

l'Europe les les Deux veulent

aurexploitation de la

Un tiers des radios

L'ÉCONOMIE

Marchands d'uniformes pou

mode junior · Vitrines de rêve · Les

mousquetaires du foie gras e L'ago-nie du charbon européen e Le lent virage indien e Brésii : Volta-Re-donda trahie par l'acier e III dévaka-tion inflation, par

per Paul Fabra & Conjoncture : indi

les prix; secteur, la presse

Services

La télémetique du Monde :

3615 LEMONDE

3615 LM

Ce numéro comporte une cahier

folioté 23 à 32

Le numéro du « Monde »

daté 20-21 décembre 1992

«Le Monde-L'Économie»

10

. 20

18-19

région, l'ex-URSS; pays, le 🖿

Abonnements....

Carnet.

Annonces classées

Loto, Loto sportif.

Météorologie ..

Mots croisés.

Spectacles..

Radio-télévision.

Marchés financiers...

COMMUNICATION

(AFP, Lease et corresp.)

Plus de quatre-vingts morts dans l'accident

d'un DC-10 au Portugal

Annoncé par premier minis-tre, le ll avril dernier, dans sa décla-ration politique générale, comme l'une priorités de son ment, le projet de loi relatif a la ment, le projet de loi relatif la prévention de la corruption et la de la vie économique des procédures publiques a adopté de façon définitive, samedi l'décembre, par l'voix 264 25 abstentions. Après Jean-Jacques Hyest (UDC, Seine-et-Marne) annoncé dans une préalable l'intention de l'opposition de la le Conseil constitutionnel, M. Preel (UDF, Vendée) a jugé que ce projet n'était qu'« une mauvalse auvre de propagande». eurre de propagande».

Un marquant de la législature qui s'achève, le projet de loi portant réforme de la procédure pénale, a été adopté dans la version retenue en nouvelle lecture par l'Assemblée nationale (le Monde date décembre) ment, i compter du 1ª janvier 1994, i présence d'un ment des le de ili garde il nue

 Les députés un encore adopté le projet de loi relatif il l'emploi, au développement du travail à IIII pertici et à l'assurance-chômage, pré-senté per Mª Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, pour lequel it groupe communiste a viul contre tandis que le RPR, l'UDF et l'UDC se sont abstenus.

position - M- Royal, ministre 🔤 l'environnement, deux projets sur protection des pay-sur la lutte le bruit, ainsi qu'une proposition loi relative aux carrières, un projet de loi portant régime pétrolier, un projet de loi relatif 🛮 la sous-traitance du transport de un projet de loi portant diverses dispositions départements et terrinama d'outre-mer a mu collectiviterritoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-ct-Miquelon.

Selon les termes du décret présidentiel lu successivement, ima la mirmi im dimanche, devant le Sénat nuis devant l'Asssemblée nationale, il mail annua quinze mass i extminer i compter in lundi Il décembre, vraisemblablement pour be jours. Les plus importants ou be plus semilles d'entre sur name de l'enfant, la maîtrise 📥 dépenses 🖛 santé, i contrôle du patrimoine ≒ parlemembres du gouvernement, d'ordre tout, susceptible d'accueillir jusqu'à son adoption définitive im dispositions nouvelles (dont la revalorisation me pensions et retraites) - a la de la loi le finances

Une élection sénatoriale dans le Gard

M. Cavalier-Bénézet (PS) succède à M. Baumet

M. Francis 1 (PS) a été étu, dimanche 20 décembre, sénateur du Gard en remplacement de monteur du Gard en remplacement de comment qui s'était déinis de son mandat, peu avant sa nomination au gouvernement, le 2 octobre, en tant que ministre délégué chargé du commerce et à l'artisanat.

Luni r'était de ministre délégué chargé du commerce et à l'artisanat.

Luni r'était de ministre délégué chargé du commerce et à l'artisanat.

Francis Cavalier-Bénézat (PS), 547; Camille Lapierre (UDF), 347; Jean-Louis: Clivier (RPR), 306; Bernard Desthamps (PC), 173; Lorrain de Nîmes, secrétaire départemental du Parti républicain, qu'il ne cependant que de 55 voix.

Sur 1 432 votants, 698 voix se sont portées sur le candidat socialiste du Front national, n's recueilll premier tour que 32 vuil, un accre inférieur sux 120 veix pluments our des de dendères affantoriales par ce parti.

La résultats du Front national, n's recueilll premier tour que 32 vuil, un accre inférieur sux 120 veix pluments our des de dendères affantoriales par ce parti.

La résultats du Front national, n's recueilll premier tour que 32 vuil, un accre inférieur sux 120 veix pluments our de de de de dendères affantoriales par ce parti.

La résultats du Front national, n's recueilll premier tour que 32 vuil, un accre inférieur sux 120 veix pluments our de de de de de dendères affantoriales par ce parti.

La résultats du Front national, n's recueillles premier tour que 32 vuil, un accre inférieur sux 120 veix pluments our de de de de dendères affantoriales par ce parti.

La résultats du Front national, n's recueillles premier tour que 32 vuil, un accre inférieur sux 120 veix pluments our de de de dendères affantoriales par ce parti.

La résultats du Front national, n's recueilles premier tour que 32 vuil au core inférieur sux 120 veix pluments our la ville de de de de de dendères affantoriales par ce parti.

La résultats du Front national, n's recueilles premier tour que 32 vuil au core de dendères affantoriales par ce parti.

La résultats du Front national, n's re

sont portées sur le candidat socialiste 643 sont ailées II son adversaire, 91 grands électeurs votant blanc ou nul. M. Lapierre a bénéficié assez largement I ce second tour des voix du candidat soutenu par le RPR M. Jean-Louis Olivier, premier adjoint de la ville de Nîmes. Le nouveau sénateur a pu compter sur le report de la majorité des suffrages communistes du premier tour. M. Lorrain de Saint-Affrique, candi-

Mort du chef d'orchestre Roland Douatte

Le chef d'orchestre français Roland Douatte 📶 mort le 15 décembre, 1 Tours. Il était âgé de soixante-dix-huit ans.

Roland Ne la une famille modeste, ayant dû travailler me carreaux, coiffeur, comptable, figurant au Châtelet, etc.), passionné de musique, i apprit seul la violon, a librate dans un tzigane li ret. En 1952, il fonde son propre orchestre de chambre de dix-sept musiciens, le Collegium musicum de Paris, pour jouer le répertoire sa vraie passion. Il contribue à la remise au goût du jour de Tele-mann et des Quatre saisons de Vivaldi, exhume la Musique pour les soupers du roy de Delalande (qui sera un grand succès années 60, le disque servant d'indicatif un vildu Club Méditerranée).

En 1967, le l'arreil du Marais, l sa manifestation. De cette période, le de grande un goût pour les dans les dan baroque un esprit davantage musicologique poussé un peu au plan musicien, de les long-temps de courus par un public populaire.

de Saint-Affrique (FN), 32; Jean Crégnt (divers), 26.

Les résultats du second tour

L. 1460; V., 1432; E., 1341.

Francis Cavaller-Bénézet, 459.

ELU; Camille Lapierre, 643.

Les résultats de septembre 1989

En septembre 1989, les résultats du premier tour avaient été les suivants: L., 148; V., 1437; E., 1431. Maj. prés.-PS: Gilbert Banmet, 858, REELU, Claude Pradille, PS, 603; André Rouvière, 601; RPR-div. d.: Max Romanet, RPR, 348; Jean-Louis Olivier, div. d., 328;

RPR-div. d.: Max Romanet, RPR, 348; Jean-Louis Olivier, div. d., 328; Maurice Jouffret, div. d., 321; PC: René Mathieu, 173, Bernard Deschamps, 169, Gilbert Millet, 163; isolés: Robert Ruas, UDF, 224, Jean Poudevigne, UDF, 177, Charles de Chambrun, FN, 122.

vants: I., 1448; V., 1432; E., 1359; Claude Pradille, 708, REELU; Max Romanet, 587; July Olivier, 558; Charles Chambrum, 61.

Chambrim, 61.

[Né le 28 juillet 1922 à Valleraugue, M. Francis Cavalier-Bénézet, exploitant agricole, est maire de sa commune natale depuis 1953 et conseiller général du canton de Valleraugue depuis mars 1959. Socialiste (courant Rocard), M. Cavalier-Bénézet fut conseiller régional de Languedoc-Roussillon de 1972 à mers 1992. Depuis 1990, il est premier vice-prési-Depuis 1990, il est premier vice-prési dent du conseil général du Gard.)

Une cantonale partielle CÔTES-D'ARMOR:

Plouaret, 2 541 voix [51,51 %),

François Le Bras, div. d., m. Trégrom, I 392 voix (48,49 %). l'Egrotti, il 392 voix (40,49 %).

[Dans ce fief traditionnel du PCF, Robert Le Hur'h, proche de Françis Cadoudal, conseiller général communiste décédé le 15 novembre dernier, est élumoins confortablement que ne l'avaient laissé prévoir le premier tour et les désistements en sa faveur de ses concurrents du PS et de l'Union démocratique bretonne (UDB). François Le Bras enregistre une progression inespérés avec un peu plus de 48 % des suffrages, contre 29,34 % au soir du 1° tour.

Les réquistre de grancier tour décines les

29,34 % au soir du 1º tour.

Les résulints du premier tour étaient las suivants : 1., 7 628; V., 5 311; A., 30,37 %; E., 5194. Robert Le Ricc'h, 1 614 1 (31,07 %); François La Bras, 1 524 (29,34 %); Michel Disez, PS, m. du Vieux-Marché, 1 184 voix (22,79 %); Patrick L'Hérec, UDB, adj. st. de Plonsiria, 468 voix (9,91 %); Jacques Hérou, Verts sout, GE, 494 voix (7,78 %).]

Selon des témoignages d'opposants

Dans les prisons syriennes, quarante « variétés » de tortures

Plusieurs organisations des droits de l'homme ont récemment publié des rapports accablants sur les violations des droits de l'homme en Syrie. Lors d'une conférence de prese organisée la semaine dernière dans les locaux de 🕍 Fondation France-Libertés, trois Syriens ent apporté leurs témoi-

M. Harris Janane, mem-Parti syrien-Bureau politique, lies prisons qui lui au infligées. aujourd'hui de problèmes cardiaques a graves qu'il ne peut red of the ses jours was pratiquement comptés

I mit pris en charge un l'imme par l'imparation de par Amnesty International. Il n'a plus rise à perdre us a statut de washing par la manu dix imilia d'une quelles il s'est in parfois centre 🖷 🖦 💷 🛍 morta, illima a'il sait, dit-il, que lui-même et les en Syrie risquent des repré-

M. Janane. and que M. Sultan dont le frère et mai M. Abdel Hamid Al Atesel, cousin germain de l'application Noureddine Al Alexan - State le 3 décembre après vingt-deux années de détention – ont, pour le première fois « à visage décou-vert », voulu porter témoignage des violations des droits ** l'homme en Syrie.

delsongue le victime le un preu suspendu (chil.), coups assénés le le piede (falaque), uspensión par les 🗀 👊 👊 les pleds, décharges électriques, brûlwes de parties du complet, sus-persion du par le cou : la iste de sévices rilgie sux détenus d'oninion comporte querunte and the active is repport in Hallowing Instructions in the drains in the drain in the

«Sauvez See attracts

M. Marian en e aubl un grand nombre, qui ont plusieure reprises, sans oublier la fait que épouse l'a quitté et qu'il au retrouve Au cours j'hésitele entre pour syrien

un jour pouvoir témoigner», dit-il. Il a la de santé semblait désespéré. Depuis 1987, un un prisonniers morts la torture, sans compter le nombre per-

Charges him manner. Minus con Addition to the second to the second to l'ex-président Atassi, mr non lit illi mort, illi cousin, M. Abdel Illiami Al portant e témoin l'assassinat prémédité » 📠 l'exand d'Etat et summer justices, M. Al Asset I syriennes d'avoir non seulement privé demier de liberté pendant vingt-deux sans jugement ni procès, mala blement a partir du ma save

C'est, dit-il, seulement lorsqu'elles um su l'assurance qu'il était incurable que les autorités svriennes ont eu recours à « une mise en acène apectaculaire», lui délivrant un passeport qu'il atten-deit depuis des semaines et mettant I sa disposition un avion apécial pour assurer son transfert en France, afin d'y être hospita-

Des rapports, deales par la FIDH 🔳 🖮 Comités 🛀 🕍 🗺 libertés démocratiques 🖃 des droits de l'homme en Syrie CSP - and Vincental till recognit le prix des droits nu l'homme de l'organisation américaine Human Rights Watch - Im frémir . Rien qu'à l'existe, le la FIDH, une quinzaine de lieux de détention pour les délimes politirues. Les conditions sanitaires de détention en « désastreuses », provoquant des male-

La FIDH comme les CDF, tout en se félicitant de la remise en liberté de tout détenu, en en gerde contre la publica riverde certains simulacres im procès d'exceptions dont le but est 🖮 ejustifier 🛊 posteriori privation il liberté ».

En vingt-deux ana, 42 000 personnes IIIII per de d'interrogatoire, a l'Lum ment mail le président de la FIDH, la Daniel Jacoby.

18 000 prisonniers de la city de l permet un Malia «espoir», des plus de poursuivent, notamment parmi im Thomms. riami di em prison,

MOUNA NATM

EN BREF

M. Land as pease pas a pour moment» à présidentielle. — M. Bernard Kouchner, ministre de la la la la la l'action humanitaire, qui était, l'émission décembre, l'installa l'émission TF1 47 78, a indiqué qu'il n'était 4 pour le 4 aux élections législatives 1993, qu'il participerait la campogne électorale, parce qu'il pense qu'il y a bilan à défendres. Interre une future candidature à la cace de la Républia répondu que « le meilleur, c'est Rocard». «I force qu'on me dise : président!», a-t-il ajouté, je vais finir par peu. Je vous assure que pour le je n'y pas. Pour la ai-je dits.

O M. Taple va M. Béré-govoy. – M. Bernard Tapie. ministre 11 la ville, a indiqué, 19 décembre TF l, au lendemain du non-lieu et il dans Popposant M. Georges Tranchant (le daté 20-21 décembre) qu'il rencontrerait « probablement » M. Bérégovoy ** «les jours qui vien-nent». Le premier ministre avait indiqué le 23 mai, au de la indiqué le 23 mai, au de la du ministre de l'ville, qu'il « appréciera[it] comme il convient la possibilité de M. Bernard Tapie au de M. Comme on lui demandait si M. Bértspovoy hui avait le des propositiones M. Tarina de manda de propositiones de Tarina de manda de la company de la com positions, M. Tapic a répondu : « Par encore parce qu'on précipite l'un sur l'autre. Les choses vont se faire dans le calendrier le plus court ». n Le Sénat crée une commission d'enquête sur la SNCF. - Les séna-

teurs un adopté, dimanche 20 décembre, proposition M. Hubert Hacnel (RPR, Haut-Rhin) | la création d'une commission d'enquête parlementaire sur 🖥 SNCF. 🔝 commission sera chargée d'examiner SNCF remplit ses de service public, relations qu'elle commune collectivités le collectivités rôle en d'aménagement du

O Une première mité de alle mands on Somalie dès le 29 bre. - Une première d'experts de l'armée allemande eve arriver Somalie des le eve afin de préparer l'arrivée 1 500 homes envoyés la République fédérale, a indiqué lundi 21 décembre un porte-parole du ministère de la Défense. L'équipe composée de 60 officiers non armés chargée prendre Somalie et au Kenya avec les l'ONU norganisations humanitaire, a précisé le porte-parole.

D Les nouveaux du Consisisraélite Paris out im adoptés.

- Convoquée par M. Benny Cohen, son président, l'assemblée générale extraordinaire du Consistoire israélite de Paris a approuvé, dimanche décembre, les une majorité plus large que prévu, supérieure deux tiers voix requises : Le contre 629 (le Monde daté 20-21 décembre). Après l'échec d'une action de justice référé, pour faire obstacle à la tenue de cette assemblée, des incidents ont

DÉBATS Un entretien avec Alein Joxe....

ÉTRANGER

Les distribute on Statis ont the merquées par de nombreuses irrégularités formation du Afrique du Sud : une vingtaine Le minera en Pormie

Quend E Trail retrouve Cubs... 6 POLITIQUE

L'Armente rechient et le Maior mise en quesi-unanimité la Cour 2 et 2

SOCIÉTÍ

du gouvernement sur dépendantes. 10

💷 professeur L'Hermite 🖿 📨 grande instance de Nancy __ 10 ardinal Decourtray rejouit u triomphe » u nouveau

: le criminel nazi Brunner mort. La ses l'Occupa-

Athlétisme : le cross du Figaro 15 Voile : le Super Yacht d'or de Bercy

CULTURE Patrimoine : l'Olympia entre des-

Théâtre : Montaigne mis en scène...

ÉCONOMIE

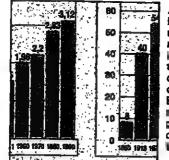
Cinéma : les rois du comique ... 13 L'UNEDIC réclame l'aide de l'Etat

a été tiré 🛮 520 038 exemplaires

_Bemein dans « le Monde »-

« Sciences-Médecine » : l'ordinateur éclaté Puissant, portable et communiquant, l'ordinateur du futur changera notre façon de vivre. La technique existe. Il reste à la maîtriser. Dans ce même supplément : les trottoirs du sida (la toxicomenie est un partenaire décisif dans les relations dangerauses qui unissent prostitution et sida). Enfin, les redoutables criquets pèlerins recommencent à puiluler dans l'est de l'Afrique et leurs cousins migrateurs menacent de déclencher une famine dans le sud de Madagescar.

L'agonie du charbon européen



A in fin ill l'année, la Belgique fermera sa dernière mine. Après deux d'exploitation, la houille 🚚 désormais condamnée 💵 Europe, de Me coûts et il la Sannarmore des charbons impor-

page 26

L'économie plonge



Depuis l'été, l'écodu minimi à la récession, écrit Paul Fabra dans sa chronique. La relative immunité dont dans les périodes de basse conjoncture internationale III joue plus

Ni dévaluation ni inflation



La lutte contre la chômage ne relêve pas 📠 manipulations monétaires, explique Jean-Marcel Jeanneney, ancien ministre du général de Gauile, qui pro part, diverses relance économi-

MODE D'EMPLOI Humeur, 🚾 🔤 Doyère. 📦 cote des mots. Bloc-notes. PERSPECTIVES Adapter la fiscalité pour survivre, par

Jean Arthuis. CONJONCTURE A NOS LECTEURS

« Le Monde-L'Economie » suspend sa parution 🔳 🏧 décembre pou ser la place à un blian 🟬 que de 1992. Nos lecteurs la retrouveront le 4 janvier 1993 (avec qua tre pages sur les marchés financiers

Vitrines de rêve

Le spectacle des devantures de Noël cache... des heures de travail

et des dépenses substantielles

PINCHÉ nu conqui ment sur pile d'assisttes qu'il front molle-ment de un bac débordant de mousse, au milieu des souris qui grignotent les reliefs de repas, le roi des animaux sa cuisine sale. Heurensement, il rencontre ses ecuries en or... Ils s'anneront, se marie ront, seront heureux et feront de nombreux enfants! Le fond de l'air est frisquet. Il est 10 heures du matin, ce dimanche de décembre, mais ça chauffe devant les six vitrines du Printemps, ani-

mées comme chaque année pour Noël.

A quelques pas de là, engoncée dans une doudoune de cosmonante, sa chapkaenfoncée jusqu'aux yeux, cette petite fille a un peu peur du «diable» — un «troll», corrige sa mère — qui danse au milieu des poupées dans une des neuf devantures des Colories la favette déclinant le trème des Galeries Lafayette déclinant le thème des « Noëls du Nord ». Autour d'elle, ils sont des dizaines, le nez collé aux vitrines, agglutinés sur les mindes aménagées pour eux I commenter et à s'exclamer devant le spectacle.

Derrière, bousculés mais heureux, les parents tentent de ne pas perdre leur pro-géniture dans cette foire d'empoigne. Et les trop nombreux pères font les cent pas proposant d'immortaliser moment béni par une « petite photo ».

> Francoise Vayese Lire la page 29

Marchands d'uniformes

Nike, Reebok, Chevignon, Naf Naf et les autres, tous exploitent le filon fort convoité de 🖿 mode des « ados ». Une mode, ou plutôt un mode d'identification à leur génération, où le produit compte moins que l'atmosphère. C'est tout l'art de 🚃 sociétés que de le créer. Il faut des idées un marketing pointu, at une bonne image. Mais d'usine point. Ces marchands



Lire page 28 in articles de Pierre-Angel Gay, Philippe Baverel, Jean-Jacques Lerosier, in Martine Silber.

Le lent virage indien

L'Inde, marquée par les castes et par quarante ans de « socialisme », a commencé il y a dix-huit mois, Il démanteler le protectionnisme, supprimer les quotas et lutter contre la bureaucratie. Pas si facile...

de notre envoyé spécial

"INDE s'avance la façon d'un pétrolier géant : il hui faut du pour démarrer, quand il prend de la vitesse, il ne peut s'offrir le luxe ni d'un ni d'un intempestif »...

Pour Anil Ambani, trente-trois ans, l'inde plus grands empires industriels indiens (fibres synthétiques, pétrochimie), la cause est entendue : après quatre décennies de protectionnisme, l'Inde train de négocier un virage définitif » vers une économie ouverte.

Un processus que la plunart de ses collègues du definitif » vers une économie ouverte.

La dissolution de l'Union soviétique, la fin l'illusion marxiste-léniniste, la nouvelle donne économique le l'union soviétique, la fin l'illusion marxiste-léniniste, la nouvelle donne économique le l'union soviétique, la fin l'illusion marxiste-léniniste, la nouvelle donne économique le l'union soviétique, la fin l'illusion marxiste-léniniste, la nouvelle donne économique le l'union soviétique, la fin l'illusion marxiste-léniniste, la nouvelle donne économique le l'union soviétique, la fin l'illusion marxiste-léniniste, la nouvelle donne économique le l'union soviétique, la fin l'illusion marxiste-léniniste, la nouvelle donne économique le l'union soviétique, la fin l'illusion marxiste-léniniste, la nouvelle donne économique le l'union soviétique, la fin l'illusion marxiste-léniniste, la nouvelle donne économique le l'union soviétique, la fin l'illusion marxiste-léniniste, la nouvelle donne économique le l'union soviétique, la fin l'illusion marxiste-léniniste, la nouvelle donne économique le l'union soviétique, la fin l'illusion marxiste-léniniste, la nouvelle donne économique le l'union soviétique, la fin l'illusion marxiste-léniniste, la nouvelle donne économique le l'union soviétique, la fin l'illusion marxiste-léniniste, la nouvelle donne économique le l'union soviétique, la fin l'illusion marxiste-léniniste, la nouvelle donne économique l'union soviétique, la fin l'illusion marxiste-léniniste, la nouvelle donne économique l'union soviétique, la fin l'illusion marxiste-léniniste, la nouvelle donne Un processus que la plupart de ses collègues du secteur privé qualifient d'a irréversible », qui risque de provoquer encore des tempêtes.

Le «supertanker» indien aura hésité longtemps avant de se résoudre à affronter le grand large... De fait, même si le souvernement évite de le dire, il s'agit tout simplement de démantefameux concept du Nehruian Socialism (socia-

paraît improbable, le progrès de la culture et de une « évolution radicale de la culture et de mentalité » des entrepreneurs, des foncts naires et la classe politique, affirment en chœur les économistes le Bombay et de New-Delhi La têche est pude.

que de quelques semaines de réserves en devises. Hommes du sérail, Narasimha Rao et son brillant ministre 🔚 finances Man Mohan Singh n'auraient peut-être pas il rapidement tourné casaque si les circonstances ne l'avaient

CONVERTIBLE • Très vite le système d'attriler un système qui reposait largement sur 🖟 cauchemar pour les industriels, 🖃 assoupli de personnel dans le secteur public. Les crédits sinon supprimé. La roupie est rendue partiellelisme à la Nehru, du nom de l'un des pères de ment convertible. Le taux - prohibitif l'indépendance). En pratique, les choses sont tarifs douaniers sur m produits importés est évidemment beaucoup plus compliquées. Si une réduit de moitié l'exception le des l'exception du l'extérieurs

(FMI), qui alloue un prêt de 2,2 milliards = dollars sous forme de crédit stand by. Ce n'est pas la première lois que l'Inte fait appel au FMI, mais une telle décision fait grincer des dents chez les politiques dans ce pays au natio-nalisme sourcilleux : LD a compromis avec bailleurs de fonds occidentaux symbolisa longtemps ici une impossible macana à l'a impé-

A ce prêt, qui sera renégocié l'année prochaine - l'Inde pourrait recevoir entre II et 7 milliards de malim rembaumilles à long terme et à très faibles taux d'intérêt, - va s'en ajouter un autre, alloué par la Banque diale. Il portera sur 1,2 miliard de dollars, dont 500 millions destinés à assurer le «filet social» bution II licences de fabrication, un véritable rendu in la les little compressions obtenus ont insufflé la bouffée d'oxygène nécessaire à une économie en piteux état.

LE MONDE diplomatique

Décembre 1992

- LIBÉRALISME: La ballade prétendus, par Claude Julien. Des démocraties sans voix, par Christian de Brie.
- ÉTATS-UNIS : M. Clinton aura-t-il m moyens de ses ambitions ?, par Serge Halimi.
- ÉCONOMIE : 🖦 pas se tromper de relance, par
- SLOVÉNIE: Un pays saisi par les de l'indépendance, par Catherine Samary.
- PROCHE-ORIENT: L'oligarchie financière an pouvoir an Liban, par Samir Kassir. La Syrie ne renonce pas à ses ambitions régionales, par Nadine Picaudou. Sionisme judaïsme momb plus inconciliables?, par Boas Evron. Le monde arabe sous le choc de la fragmentation, par Eric Rouleau.
- HISTOIRE: Entre culture yiddish et stalinisme, l'étrange cas du Docteur Zborowski et M. Etienne, par Philippe Videlier. II a complot » des blouses blanches à Moscon, par Jean-Jacques Marie.

Lire la suite page 27 la la late chez votre marchand de journaux - 20

Le créneau du parking parisien

Pour loger une voiture devenue indésirable un surface on peut acheter, louer ou prendre en amodiation un stationnement un sous-sol. Le placement un sans risque

stationnement. En dehors in la vii publique, I al 10 001 places seraient nécessaires pour faire face aux lesvies des mile habitants ; les règles d'urbanisme imposent aujourd'hui aux unum de doter limmeubles neuls de n'était pur le sas de lesses du baron

Conséquence : malgré la manual du marald immobilier parisien, im les immeubles grimpé 6,7 % depuis un an et même de ... sur les neuf derniers mois, selon statistiques de la manife de notaires de Paris. Li prix vie d'achat d'un emplacement approche les 160 un francs les XIV. XV IX arrondissements; mais il dépasse 182 000 francs dans le XVII.

245 001 francs dans le XVII.

245 001 francs dans le VII. En revanche dans ex XIX. XX. arrondissements, il rente en decà les 100 000 francs. Toutefois, il faut y ajouter les frais de mutation, et 12 5 du prix.

Avant d'acheter, meme un parking, il est impératif de vérifier l'état de l'immeuble, il manare le syndic d'éplucher le règlement de copro-priété ». Gilles Oury, notaire chargé la conjoncture à la notaires. Il faut en He vérifier que le règle-

ment distingue le charges imputables au merking di celles du bâtiment. En l'america de cette séparation, tous les propriétaires, y com-pris ceux d'un rescale au des aux des la comcontribuer aux charges générales, & la réparation de l'immeuble, toiture et instant com-

ENTRE VOISINS . « En fait, il s'agit d'un marché de proximité, échappant = agences ner pour se sont prêts très cher un emplacement situé à moins de 250 mètres de chez eux », souligne Gilles Oury. Le parking est devenu aussi indispensable que l'ascenseur et, en période d'attentisme, pour accélérer la un d'un appartement, il peut être judicieux d'acquérir, pour 150 👊 🛚

LA COTE DES MOTS

« Arbre de Noël »... offshore

En cette semaine, mous us pouvions

oublier il mentionner l'expression « arbre

Moël », qui appartient i jargon ilii

professionnels du pétrole. Après tout, la

pétrole est un de la com-

traditionnellement, un de pour la

📠 🌬 l'année, 🔤 pétrollers appellent 🚥

Mile carbre de Noël » la Miliana com-

and in this is puits, in districts à

contrôler la de d'huile nu lla gaz il Milla

pression. I dispositif permet l'accès

appareils #1 meum #1 d'intervention 1

domaine du pétrole avec un ma accep-

tions l'anglicisme off shore, ou off-shore, me fréquemment une pour dési-

gner ou qualifier prospection, forage

i l'exploitation i gisements de pétrole

Musiki unu large ini interi», en l'imini de

in them ferme. On an dit nun autant, et

mieux, en employant les équiva-

lasta bien français man al mer : un

forage marin, impuits d'exploitation m

mer... Evidemment, h plates-formes (dotées d' « arbres h Noël » i) peuvent installées, parfois, non loin dans

rivages, il littoral, et il pourrait

la nossibilité de recourir la l'expression au

large (les forque 🗷 large 🖼 📖 révélin

plates-formes immalian dans des zones

marécageuses : Imam d'équivalent, il faut

se résigner la utiliser offshore. Dans ce

rappelons qu'aujourd'hui 📰 diction-

graphie agglutinée : offshore, et que le

mot, qu'il am employé comme nom mu

adjectif, in invariable.
Cependant, dehors de cette der-

nière particularité, comme pour tous im

anglicismes qui ont de équivalents fran-

maintenir materime... au large i

Jean-Pierre Colignon

man le un particulier dat

... Et raus demeurerons dens la

plexe ill tubes, ill vannes ill ill sorphise

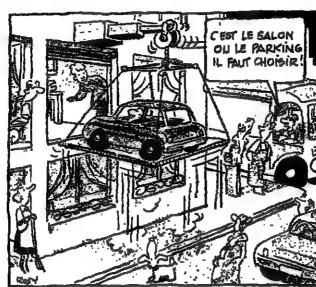
Par comparaison avec les résineux

international!

l'intérieur d'un puits.

ARIS est, paraît-il, l'une de villes de villes de paraît-il, l'une de villes leurs immeubles qui au mai dépourvus. « Pour coux, directeur im placements immobiliers im

valoriser patrimoine plutôt dans un d'investissement pur », précise Hand Cour-



■ Ville il: | ammt la chasse = stationplie les paremètres. Parallèlement, tirant la leçon du succès mitigé des parkings situés aux pour de Paris, la mairie a lancé, en 1990, aux campagne de rénovation des 50 des places crimacia et un programme de création de

5 000 places de parking par an jusqu'en 1995. Ces parkings publics, promidés à de entreprises privées ou semi-publiques, incident l'automobilette de passage, paper à l'heure, and american une zone réserune par - manifestation, and d'un droit d'usage pour une longue durée - 65 cm 15 ans. Là encore le prix dépend well tout du quartier et de la rareté des espaces. Les places du parking Saint-Pères, to le VI arrondissese sont arrachées à 120 000 financia avant l'ouverture prévue en mai 1994. De la

Saemes, and d'économie mixte présidée par Jacques Dominati, adjoint au maire de Paris chargé de la voirie qui commercialise aujourd'hui 800 l i m places, les cède m prix de 110 000 # 170 000 francs dans le tout nou-

parking Hector-Malot, face I h gare de Lyon, I 3 000 francs, rue du Général-Beuret, J m le XV arrondissement, 250 M francs au parking Saint-Martin-Rivoli, 260 000 france rue Delessert dans le XVI. Les tarifs varient selon l'accessibilité des places : aux niveaux inférieurs, ils sont plus bes. Il an difficile de la immeubles privés : dans ces pares publics, « gardiennage, éclairage, signalétique, ambiance musicale um hades pour

SOUPLESSE . Par rapport ! l'achat pleine propriété, l'amodiation comporte de l'amodiation : pas de l'amo de notaire, pas de taxe foncière ni de und d'habitation : « Les seuls frais rem les dépenses d'entretien, em l'on peut évaluer 🏿 🕽 000 francs par an », indique François Le Vert, responsable de la communication GTM-Entrepose Développement Quant

aux loyers, il restent million : 400 l Mu mand dans les mandament périphéri-1 000 dans les beaux quartiers et 1 500 Care l'il pertru Mallacon.

La location, échappant à toute réglementa-tion, une une de la souplesse de gestion un propriétaire. En cas d'impayé, il suffit à l'exploitant du parking de déprogrammer la carte d'audit de levelage della de la revente se fait sans limited. On peut même espérer une cermer plus-value, lim qu'en principe le capital investi filme u M du temps. En fait, man

que le prix de revente subit une l'anne un Bref, l'acquisition d'un perking appartement qui est dépourvu, et peut se révéler un placement souple, il suffit 🕍 repérer in bases place.

Isabelle Rey-Lefèbyre

HUMEUR par Josée Doyère Ruineuse obsession

boy. Il v m de la pub pour li la rille. Et pour Noël, un certain nombre de grands-parents vont offrir la mini-console tant désirée la ban ulam petits. bien ils feront plus fort - pour ceux qui ont épuisé les joies limitées de leur offrant une « vraie » console 📥 jeux, Sega ou Nintendo, qu'on permit vont soupirer in pensant aux res qu'il les iniessablement acheter in surtout qu'll faudra bien fournir. En ment dant d'interdire en samaine l'usage obsédant desdits ouets électroniques.

Car il paraît que ça lut des parents français, après 🔙 Britenniques, après les Améri-cains, s'inquiètent de affirm eventuellement nocifs *** l'esprit de leurs chers petits de point in leur in fescinent in point in leur in fescinent in leur in fescinent in point in fescinent in fescion in fescinent in fescinent in fescinent in fescinen etudes fort sérieuses, outre-Atlantique #1 outre-Manche, huling leurs effets nocifa sur les esprits will jeunes – 🔳 des moins jeunes – devenus prisonniers de logidiaboliques. Mais d'autres psychologues, tout sussi sérieux, vantent la caractère de ces jeux vidéo, par opposition la passivitá télévi-

En fait, le phénomène n'est pas nouveau. Toujours, es Litaria es eran passionnés pour un jeu, qui de un temps le :=== tre de leur enterente (Imm) mère del petite fille, man la guerra de 14. 📲 🔳 ses copines jousient

C'était un jeu de garçons, mais j'evais réussi, namie d'un

GAME LIV. Les mômes d'illes (en terre) et d'un faire accepter dans un groupe agaiopins. Et on oubliait au parc heure M Mary

Plus tard, on a u filles u garçons se tortiller doigts autour de fils maylon de couvives, tricotant des bidous, plus compliqués im une que les maries On a vu aussi garçons 🕠 filies s'agiter en dentre d'un léger manual lu plastique - la hula-hoop - qui s'imposait jus-que dans lu rédactions (je me Monde, dans les années 50).

Plus récemment, le Rubik's Cube a envahi bruit de marain légère in appartements, les unus un chan mais was ware du métro 🗊 les trottoirs 🗱 fler in six smalleurs du millen moins de trente secondes. Puis 🖟 goût 📰 🗉 passé, 📖 🛶 dérivés n'ont pas connu la même succès.

Aujourd'hui, c'est Usmi boy. La grande difference avec leux du passé... c'est le prix. Car les industriels, pas fous, sont was a la recherche du gadget qui ve prendre, qui passionner, enchanter, les jeunes. sevent, l'en suis sûre, que cette frénésie n'aura qu'un temps. Déjà, and des laboratoires, 📶 centres 📠 jeu, qui momes auront fait la mar de Game boy ou qu'ils s'en seront le la ce qui - au niveau du chiffre d'affaires du fabricant - revient au

ierus 🕍 parinyus, 🔀 leur pas-A www place, je m'inde quoi. Um seule certitude : coûters cher. Très cher. Toujours plus cher.

□ Précision. – La crois-Paris), Liège, 7300 Paris), Li remarquer que le terme «croissanterie» («le Monde-Economie» du 🍱 juin) correspond 🛚 une 🛮 👫 elle 🗈 l'exclusivité.

marque qu'elle : 🔤 enregistrer 🛔 l'Institut propriété
(INPI) 17 décembre
1976, donc i une marque déposée

BLOC-NOTES

D'une semaine... ... à l'autre

BAISSE DES PRIX EN GRANDE-BRETAGNE en novembre, les prix des littles de 0,1 %, samuel l'office des statistiques la

11 décembre. EXCÉDENT COMMERCIAL AU JAPON : L'exannoncé le 14 décembre, a atteint 7,6 milliards de de le Monde du

15 décembre). ACCORDS AU SOMMET EUROPÉEN D'EDIMBOURG : Im chefs d'Etat et Im gouvernement #1 La CEE réunis & Edimbourg 11 11 12 décembre 11 14 12 une «initiative européenne de mis d'accord sur financement de la CEE dies la wenir (le Monde du 16 décem-

bre).
UN = PLAN D'URGENCE » DU CNPF. A l'ocde son assemblée générale, 15 décembre, le patronat ■ proposé un plan d'urgence, de au futur gouvernement issu der durion de mars [77] (le Monde 1 16 décembre). SUPPRESSIONS D'EMPLOIS CHEZ IBM

21 000 suppressions d'emplois supplémentaires in Livi annoncées par la firme le 16 décembre, après une réduc-tion de 411 000 en 115 (le Monde du 17 décembre). CROISSANCE FAIBLE EN 1993 SELON L'OCDE : Le la rapport la l'OCDE sur perspectives 1993 rendu public le

16 décembre, la croissance devrait se limiter à 1,9 l'an prochain de l'enque du 17 décembre). RELÈVEMENT DES TAUX DE BASE BANfrançaises de 9,45 % à 10 % le 16 après avoir été ramené de 9,85 % à 9,45 % deux fois,

il y a un mote (le le le le le le le décem-PLAN DE SOUTIEN ME L'IMMOBILIER : M. Michel Sapin, ministre L. l'économie a présenté le 17 décembre le troisième plan de soutien de l'immo-

bilier (le la du l'I décembre). Douze prennent une pour les paysans français (primes, réglementations de marchés, mécanismes de calcul IIII pricx, etc.) III 17 décembre (le MMM du IV décembre).

LUNDI 21 DÉCEMBRE. Bruxelles. Réunion du Conseil européen sur la plan de soutien télévision haute définition (TVHD). Réunion man la syndicate de salariés et le CNPF sur les retraites complémentaires M WIIII (Association régimes l'a mande complémentaire), notamment sur la revalorisation

MARDI 22 DÉCEMBRE, New-York. Conféman in in Mande A l'antisémitisme en Allemagne, organisée par la Congrès juif mondial une soixantaine de

MERCREDI 23 DÉCEMBRE. la commission négociations du GATT pour faire le bilan 🚣 l'accident 🍱 négociations dans 🗈 JEUDI DÉCEMBRE. Pékin. Visite d'une semaine du président

Chaim Herzog. VENDREDI 25 DÉCEMBRE. Minsk (Biélorussie). Réunion mu sommet des États de la CEI.

DIMANCHE 27 DÉCEMBRE. Como Réunion de haut niveau sur le développement économique de l'Afrique, en présence du secrétaire général de l'ONU, M. Boutros

Conseil économique et social de Corse

■ Un décret précise la composition et le foncdu nouveau Conseil économique. social et culturel de Corse. Ses compétenesses sont plus larges que dans les autres régions, par suite du nouveau statut de la Corse. Il comporte vingt-neuf mission représentant des entreprises, 🌬 organisations syndicales 🛍 salariés personnalité qualifiée; la la culture, la la de vie composée 🔛 vingt-deux membres représentant des organismes participant à la vie culturelle, la protection d'a l'animation du la l'animation du la l'animation de l'animation de la l'animation de la l'animation de l'a Corse, des parents d'élèves une personnalité qualifiée.

officiel du 7-8 décembre 1988 pp.16 754

LOIS ET DÉCRETS



Économie Statistique Finance Conférence-débat à 19 h lundi 11 janvier 1993

au grand amphithéâtre de la Sorbonne

LES ENJEUX ÉCONOMIQUES DE L'ENVIRONNEMENT

Avec la participation de :

Dominique STRAUSS-KAHN, ministre de l'industrie 🔳 du comextérieur.

Michel BARNIER, député, président du conseil général de Savoie. Jean-Bertrand DRUMMEN, directeur général de Sandoz-Françe. Jacques MISTRAL, directeur scientifique d'AXA. Joël De ROSNAY, directeur du développement 🗈 la Cité des sciences e de l'industrie.

Jean-Pierre CHAUSSADE, responsable de la communication environnement mucléaire EEEF,

Débat animé par Roger CANS, journaliste un Monde.

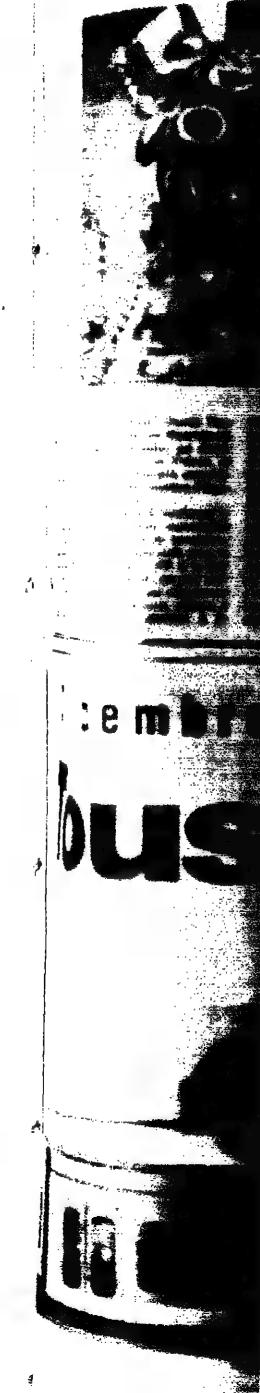
Avec le manuel de EDF. ■ la soutien des associations d'anciens élèves de l'ENSAE.

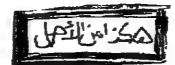
> ENTRÉE LIBRE Invitations Tretirer au Forum ENSAE 3, avenue Pierre-Larousse 92241 Malakoff Tel. - 46-55-67-58

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES - PHILOSOPHIE - HISTOIRE - POLITIQUE

catalogue sur demaude 72, rue des Saints-Pères, PARIS - Tél. : 45-48-80-28





ACTUALITÉ

Attention, voici les belles coréennes!

Déjà largement distribuées dans les autres pays d'Europe et en Amérique du Nord les automobiles coréennes sont désormais vendues en France. Sans quotas, sans tam-tam, mais non sans ambitions

Ul aurait l'idée d'acheter voiture coréenne? », interroge mai malice la publicité, plaisir A conduire III l'avant, Les Belges, parce que les Hyuntoires »... Les Français aussi, espèrent de chœur de la langue teurs sud-coréens Hyundai, Kia Ssangyong, qui débarquent aujourd'hui le la la auto-

Section 2 to the second section 2 to the section 2 to the second section 2 to the second section 2 to the section 2 to the

The state of the s

全域(1997年) 1997年 - 199

And the second of the second o

THE STATE OF THE S

14.3 - T

1 A

F Sept.

Carried to the second of the

to the second se

The Athenia

100000

Service of the servic

La France était man le dernier européen complètement fermé aux importations M voi-sud-coreennes. Se n'est qu'en février 1992, I la mair d'un da l'industrie, Dominique Strauss-Kahn, au pays l'inter-l'inter-l'inter-l'inter-l'inter-l'inter-l'intertive de Water le TGV L la Lyab sans doute quelque pur contri-assouplissement, rendu de muit façon inéluctable par l'ouverture, le 1e janvier 1993, du grand marché européen. Un peu moins d'un an après décision, la commercialisation automobiles coréennes en France.

En du mouvement, avec
plus gros bataillons: Hyundai.
Les véhicules produits par le premier plus grand
conglomérat sud-coréen déjà vendus partout Europe. Depuis le Mondial de l'automobile, début octobre, la Pony, la Lantra, la Sonata, un coupé, la Scoupe, sout aussi commercialien France, dans une gamme de prix allant de 55 000



mètres. Leur atout? Daniel Vanvilliers, du département Hyundai de Sonauto, qui distribue ces voitures E France, E de d'offrir des prix E apéti-tifs e un grand nombre d'équi-pements en série.

Ce que mente confirmer le magazine l'Action automobile dans son numéro de novembre, oprès muis l'imparatifs delm la Lantra, Peugeot 405 et la Late Toledo: «Forte de son prix chant, Lantra, qui s'apparente sous-japonaise, séduira à 115 m francs, des unu sous-japonaise, séduira à ties de trois aus ou 100 000 kilo-coup sur une clientèle à la

recherche d'une familiale tout économique. L'importateur, Sonauto, n'en La à son coup d'essai : il a déjà lancé Mitsubishi (qui détient 8 % de Hyundai). Porsche et Chrysler en France. Son réseau de concessionnaires Hyundai, qui compte pour l'ins-tant 44 établissements, s'étoffera

quatre Du jamais vu, et c'est L' troisième que je lance. Visiblement, Hyundai est

déjà connu et apprécié des profes-

obligations and concessionnaires Mil contraignantes : ils 20 heures, respecter des consignes strictes d'accueil sie pendant 🖿 durée 🔳 réparation we vehicules.

Le deuxième coréen, Kia, a rejoint Hyundai depuis la mi-décembre : le français avec ile petits utilitaires : les fourgons Besta, commercialisés par TKM Motors, III filiale Prance de II chevaux vendus II 900 francs, avec I 225 kg charge will a environ 5 mètres cubes de volume de chargement. « Notre cible, 🗰 📖 les petits indépendants, commerçants 🔳 artisans. Um marché 📠 véhicules de travail ware stables, com-Jean Prêtre, directeur commercial W TICH Motors.

4 x 4 CIVILISÉS • Sangyong complétera bientôt lu trio sudcoréen. La commercialisation (les 4 × 4) Ssangyong, importés Korauto (une militi ani éta-blissements Chapat, importateurs Jaguar en France), débutera en avril 1993. Pour un prix la 120 000 l 145 l francs, Karrida et le Korando Family : « Ce dernier au un 1 = 4 civilisé, à vocation familiale: espèce de Renault Espace plus aventu-reux. A lui seul, il devrait

Daniel Vauvilliers. Pourtant, 🛶 seca, président 🚻 Korauto. De quoi, espère-t-il, contrecarrer la du lassidevront être ouverts M 7 M D à que (~ 10 M m 1991). » D'au-Mercedes, qui IIII 5 de capital, m qui donne 🛮 📢 4 x 🖡 www.image 🎒 qualité. 🛊

> Du côté des pouvoirs publics, on minimise danger. A part Hyundai, title im a minimal pain se situent sur des marchés « de niches »

L'arrivée 🗪 coréennes, qui naises if y a vingt ans, risque renforcer pénétration étrangers marché automobile français (leurs parts de le atteignent pour l'instant # %). Aucun quota restreint, officiellement du moins, l'importation coréennes en France; cela contrairement aux voitures japonaises, qui m pourront, we vertu de l'accord CEE-Japon 1991, dépasser 16 % du marché européen m 1999. En Corée, m production augmente I la vitesse grand V 1 600 mm véhicules produits en 1986, 1,3 million en 1989, 1,7 million on 1992. Ul leur politique me petits prix, les Coréens en réussi leur parcée

sionnels de l'auto v. réjouit des une v. La Axel Vila- aux Etats-Unis, même si les Daniel Vauvilliers. Pourtant, le seca, président le Korauto. De ventes (171 000 véhicules en 1991) un progressent plus. scules voitures Hyundai conquis l M marché allemand en deux aus, et 📰 vendent 🖡 45 000 exemplaires & travers l'Europe. En trois mois, Sonauto en a vendu environ

Du côté des pouvoirs publics, on minimise néanmoins le danger. A part Hyundai, les perspectives un verien sont plutôt modestes, ima im situent sur «de niches». Bref, de panique pour quelques milliers II III par an. Hyun-prévoit II commercialiser 2 000 véhicules en 1992, I 000 en 1993, 7 ml en 1994. Kia, 800 I I 000 fourgons en 1993. Sangyong, 600 I 800 en 1993, 1 500 I 2 III en 1994.

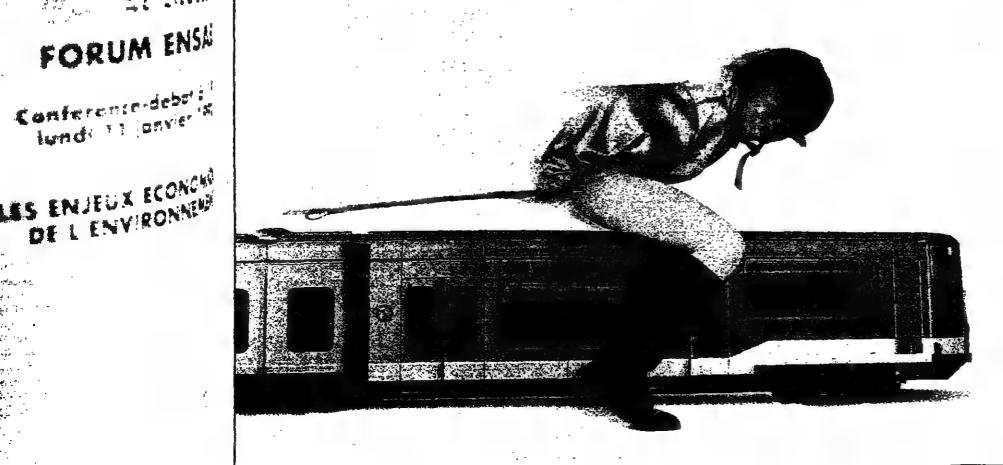
Une arrivée mu la pointe ma pieds afin d'éviter lu réactions rejet. Chez Souauto, dont la de publicité mus agressivité, on a que la prévisions will we volontairesous-estimées; France Motors, un envisage IIII de voitures tourisme Kia (la berline « En para Mar aniche » qu'est fourgon, was espérons pouvoir développer a gamme complète d'ici trois quatre ans », confie Prêtre.

Les voitures du du Matin calme pourraient quand même bien, d'ici quelques années, venir troubler le ciel des constructeurs français...

Pascale Krémer

21 décembre Bobigny - Saint-Denis

us en selle



Ça y est, il roule désormais sur toute la ligne. Mis à l'étude en 1982, en cirulation sur Bobigny -La Courneuve depuis juin 1992, le tramway relie Bobigny à Saint-Denis depuis le lundi 21 décembre. Il dessert 21 stations sur 9 km au rythme d'une rame toutes les 4 minutes aux heures de pointe. Fruit d'une collaboration exemplaire entre la RATP, le Conseil général de Seine Saint-Denis, les villes de Bobigny, Drancy, La Courneuve et Saint-Denis, le tramway, véritable ligne de vie du département, apporte ses services à plus de 100 000 usagers.

Ville de Bobigay 🍣



L'agonie du charbon européen

Ferment de la révolution industrielle en Europe, la houille après deux siècles et demi d'exploitation, est condamnée sur le Vieux Continent. Mais in charbon importé n'a jamais eu autant de succès

ANS la province du Lim-bourg, Belgique, le compte à rebours a commencé. A la fin de l'année, l'ultime mine charbon du rep fer-mera. Définitivement. La Belgique ne sera plus un producteur de charbon. A l'image Pays-Bas, qui ont extraction il y près vingt ans. Dans une douzaine d'années, viendra le tour 📰 la France. 🔼 celui 📠 l'Espagne, 🛳 l'Italie 🖪 👫 ia Grande-Bretaen

Le déclin du charbon péen minimus en début des 60. Depuis, il un s'est ni tamal ai même ralenti. Il y a trente vis a qui et aujourd'hui l'Europe in Douze produisait 400 millions de Lucia de charbon. En 1992, le chiffre un dépassera sans della par 110 millions. Les effectifs mat une pente identique. Deux ans arent la signature du traité m Rome (1955), les houillères de l'Europe communantaire employaient quel-que I millions de Marth. L'année du traité de Maastricht, ils me sont plus que 791 000, anti um majoar fond.

BREF SURSAUT . Sombre traken que rien en mentie devoir éclaireir. Témoin, le cas de l'Es-Au lendemain de premier pétrolier, ilms les amos 70, Madrid lançait une politique charbonnière volontariste axée sur l'exploitation mines i ciel la production espagnole a crû de lions de tounes à quelque 18 mil-La « relance » a fait long feu. min année, la production hispanique ne sans doute 15 millions de tonnes. 2000, ites prévisions de la CEE, elle mm revenue niveau d'avant 1975.

Mana une forme éphémère, mi mirm pays européens n'ont connu a see Ni le premier choc pétrolier ni le (1979-1981) n'ont remis une ment planifiée. Arm all l'exploitation im mines plus describites oblige : Allemagne, la production a dégrinau Royaume-Uni, où le nombre M puits a pratiquement all dise par cinq (281 um 1972; ill en 1986). En France, a saignée a 🛤 proportionnellement plus duites en 1973; 12 millions en 1991. Avec, la la deux chiffres, la disparition d'emplois par de milliers a le la rayé et la régions charbonnières.

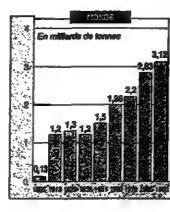
En wall dernier, elle atteignait en moyenne 👫 📦 par lantati II per beure dans la Communauté, moins M 400 kg 1975. Un pays se alliante du in : le Royaume-Uni (874 kg m 1991). Deux autres suivent à courte distance : la France (717 kg) M l'Allemagne (672 kg), tandis que l'Espagne mis i il traine (320 m environ).

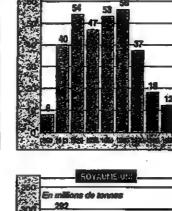
Pour spectaculaires que soient

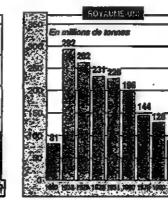
Conséquence 🕽 🗯 🖽 🖫 : en génération, la productivité mines européennes a bondi.

les gains, la manue de l'amélioration des rendements n'en paraît la concurrence charbons importés. La très croissance de la consommation de district attendue en Europe au vingt prochaines au ne profi-

LA PRODUCTION DE 1860 à 1990







tera qu'eux importations. Etatscoup, Etats-Unis, le deutelleme Unis, Australie, Canada, Colomexportateur municil derrière bie, Afrique Sud : dans l'Australie, - (toujours exportateurs, souvent exploités ouvert par homme et par heure) ne se chiffre plus en kilogrammes comme de banales carrières, avec en tonnes (3,6 tonnes en 1988; roues-pelles monstrueuses 5.4 tonnes si l'on s'en tient aux camions 150 autones découvertes). Le coût du transport ne records. Du

🗯 💵 francs il 📹 aujourd'hui possible d'expédier aux antipodes. Résultat livrée Rotterdam, la man de vapeur (celui qui alimente les thermiques) ne dépasse 50 dollars

Or a les prix = revient produits en Europe s'éta-lent la 80 de la la la le meilleures exploitations (Royaume-Uni, Lorraine, 11 11 1 ciel espagnoles) plus pour sites plus défavorables (mines souterraines d'Allemagne 🖪 🛵 Asturies) », mute Benazia Looses, diameter à Charbonnages de France. India d'aller de la plus loin les raimine beige : à près de 1 000 francs par tirrir produite, E charbon chail licré de prix.

AiDES a Pen de deserri que la landana s'inverse à moyen, voire long limit l'émergence Producteur insignifiant cus montas III, in Cotemorie ambitionne d'exporter - essentiellement was l'Europe - une trus taine de miliane de muse des 1995 (l'équivalent de trois fall la production française) # 60 millions de trærer en l'an Alli Men pour le Venezuela et, surtout, l'Indonésie, qui prévoit l'exportation d'a au minimum II millions 🚠 tonnes en 2003 » (6,5 millions m 1991) d'un chartier de la lite ment an acquitte of on paneling

File a poussée, l'Europe Mais en empruntant des stratégies différentes. En France, au cours des six dernières années, les contribuables

ont med il alllow de francs i CDF pour sa le déclin du charbon hexagonal s'effectue en bon ordre. Fermeture de dim les moins rentables, intriline anticipées, transfert de EDF, ale à la mariem d'entreprises... La panoplie 📥 🖦 🕶 permis d'éviter de explosions sociales.

« Le gouvernement britanni-que pourrait s'inspirer de l'exemple français », notait la Financial Tiest (3 miemier 1992) au iendemain de l'annonce à Limite d'un plan de linescement de 30 0001 « gueules noires » 📹 🐚 ferthe same the tracks of the day cinquante puits many en activité. Framilia perspective d'une privatisation im charbonnages John Major fut contraint faire manue arrière.

L'Allemagne E dinte une voie en juillet 1992) mala tempérée. Contingentement importa-tions (hors CEE), subvention du souvement think is in Lander, obligation W consommer la mational pour im lineari. dens (plus de III millions III house pur un jusqu'en 1995) = le sidérargistes (jusqu'en 1997) : en 1989, « l'utilisation 📥 📈 📥 d'origine nationale 🛮 représenté un supplémentaire d'environ 11 milliards 🗃 deutschemarks » 🝱 milliards de francs), min in calla de l'Agence l'agence l'acture l'actu vée, mais elle vaut aux bannes le ullem allements de connaître une tranquillité

Jean-Plerre Tuquoi

Avec RIGOBERTA MENCHU

Prix Nobel de la Paix 1992

et TERRE DES HOMMES AIDONS LES INDIENS GUATEMALTEQUES A

SURVIVRE



"TERRE DES HOMMES FRANCE défend depuis longtemps | Wall | Souhaitons qu'elle continue à collaborer avec nous pendant de nombreuses années grâce le la force me membres et de com qui soutiennent action" RIGOBERTA MENCHU

Quaternala signifie en indien "terre des arbres". Dans m beau pays au climat printanier, on côtoie sussi l'horreur. Dans les années 80, les indiens guatémaltèques sont victimes d'une répression féroce (plus de 💵 🚃 par jour) in la part des dictatures militaires. Les villages des communautés indiennes rasés, leurs cultures brûlées. Depuis le Guatemala une "démocratie". Pourtant Droits | l'Homme en particulier, ceux | indigênes sont loin respectés : disparitions. exécutions y monnaie partout mêmes indiens luttent, et relèvent la m pour survivre.

Rigoberta 🖿 le témoin du génocide dont 💳 🚾 victimes 🖿 communauté 🖹 🖿 famille. 🔛 père, séquestré, et torturé, in in in d'un in d'un des forces | l'ordre.

inére, agé de 16 ma m mi vif par la militaires. deux frères font partie - 000 "disparus" guatémaltèques.

Rigoberta incurne l'esprit in incurne l'espoir d'obtenir un vie digne une que la mant un l'identité 🔳 📖 peuple.

Elle lutte pour la paix = la === tous im peuples d'Amériques Latine.

leur village pour se réfugier dans la montagne et 📰 bidonvilles de la capitale

Pour que TERRE DES HOMMES puisse continuer à leur donner le courage de vivre et de lutter pour la paix,

• Pour qu'ils aient un logement, des vêtements et l'aide médicale indispensable.

• Pour qu'ils puissent cultiver leur propre terre, trouver un travail, s'alphabétiser et se former.

• Pour qu'ils soient en mesure de prendre en main leur destin,

ILS ONT BESOIN DE NOUS TOUS!

Je vous envoie, ci-joint, un 🕍 francs. Je désire recevoir 🖿 reçu 🖼 : 🕽 📹 🕽 🕬 Bon I retourder, many don, à : TERRE DES HOMBIES - BP 246 - OTALE SAINT DENIS CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX Tél. : 140-65-25-25

ADMINISTRATION : , PLACE HUBERT-BEUVE-MÊRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tét. : [1] 40-85-25-25 copieur : (1) 40-65-25-99 pieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F Edité par la SARL le Monde

Durée de la société : cent aus à compter du 10 décembre 1944

Principaex associés de la seciété : « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du Mondi

M. Jacques Lesparne, afrant.

antission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

Le Monde

Le Monde

Reneelgnements sur les microfflins et index du Monde au (1) 40-65-29-33 . **ABONNEMENTS** I, place Tel.: (1).49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS 536 F 1 938 F 1 123 F 1 560 F 1 890 F 2 096 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné ill règlement à l'image ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 I.I.MIINI code d'accès ABO

BULLETIN D'ABONNEMENT 1 an 🗆

Adresse :

DES LEXIQUES BILINGUES Pour l'industrie. and the same of l'entreprise... partir de 75,00 F HACHETTE Technique

Le Monde

Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frappet

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL 15, RUE FALGUIÈRE 76501 PARIS CEDEX 15

Brésil: Volta-Redonda trahie par l'acier

La privatisation de la Compagnie sidérurgique nationale, approuvée par les salariés mais redoutée par la ville, a alla reportée in extremis et son président, qui l'avait redressée d'une main de fer, remplacé. Conflit symbolique autour d'une usine-symbole

- envoyé spécial

WUR e par louise byen

1.00

Control of the Park

2012/08/2015

RUM ENSA

istale-debatt

OUVERTE d'un épais trice industrielle, le ville Volta-Redonda, I de Rio-de-Janeiro, a en quelque and la berceau du Brésil moderne. Au lendemain la la mondiale, la première production d'acier de pays : la Compagnie sidérurgique nationale (CSN), usine-symbole, naguère figure proue l'industrialisation, aujourd'hui placée

LI CSN, qui mil vivre, avus ses sous-traitants divers w les industries dépendantes, un bon tion and irold care width hadfolick or Vivia Reducill Genut Bud USe mardi 🛮 décembre, 4 🖚 with pres refe d'Usiminas, pays. Mais. Il mardi précédent 13 décembre, le nouveau président exercice Itamar Franco décidé non de la de repousser l'opération de la avril, mais de remplacer le PDG de la compagnie, Roberto Procopio Lima Neto, qui avait remis sur pied en moins de la marche une burne un longtemps considérée comme un avenir.

CASH . Un nouveau des incertitudes qui pèsent sur 🖢 🔤 de la politique la privatisation irrede pte Hermanda Collor de Mello I arrivée i la présidence, en 1990. Déjà à la mi-novembre, reporté la primtisation de la firme Ultrafertile, puis on avait décidé que le Congrès, qui s'est déjà prononcé gramme III privatisation, serait

VOLTA-REDONDA Enfin le paiement a modifié, prix être en cash, seulement Mais, Voltanuage M fumées, traversée Redonda, l'enjeu = « Avec CSN, me privatise seulement entreprise we me entière, c'est in prefois with l'histoire the street

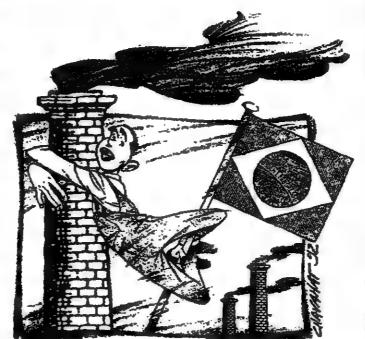
> L/assainissement a été drastique et douloureux. entraûnant ia suppression de 7000 des 24 000 emplois.

qu'une cité est vendue enchères», il préside la Banque centrale, Chelus

Le manual and del pris au Mello, avec la Coffor la d'un président 🚾 choc 💳 avril 1990, Roberto Procopio, and un arrivé, crise. « Quand je suis arrivé, con dernier, l'entre-prise était surnommée la luciole. hauts fourneaux s'al-et s'éteignaient au gré grèves a répétition.» L'assaintment à du drasti-

que et douloureux, suppression de 7 000 1 24 Lm emplois, mus diverses (mise en retraite, départs anticireconversions, licenciements, etc.). Son unus a provoqué un grève de 32 jours en juillet-août 1990, la longue de l'histoire de l'entreprise, pour une issue tranmatisante : la direction n'a fait mhilm et les congés.

· La mile mi pourtant une story». Une organisation débats : le président, pour m part,



décentralisée, fondée sur le travail en équipes autonomes et responsables, sur le modèle japonais, a été mise sur pied. Les arriérés de palement sur les primes et le trei-zième mois, qui représentaient l'équivalent de l'ill de de salaire du personnel ont été épon-gés rapidement. Et sur l'exercice 1991, pour la première fois depuis longtemps, la CSN m dégagé 30 millions de dollars de bénéfice, pour un chiffre d'alle de 3,2 milliards et une production de près de 5 le tonnes

service management a sente retenu PRERTÉ o Parallèlement à la resiournées de grève et la tructuration, Roberto Procopio et son équipe ont multiplié réunions d'information, séminaires et

s'astreint I tenir chaque mois and dizaine 🔤 réunions, rassemblant au ill un ill millier d'ouvriers et acadres.

L'action porté fruits : in privatisation, a l'organisation syndicale majori-(Force syndicale, modérée), après l'échec aux élections de Centrale unifiée - travailleurs ment et participe an «club d'inacquérir les 20 % d'actions réseraux aux Cette participaide a milli in CUT elle-même l l'idée de la privatisation.

Dam la alla ou san sorties unanimes : « Nous l'économie la ville de retrouvé lierté de nos parents et libéralisme sauvage ». « Vache l'

de sa grands-parents. Nos uni- lait » de la municipalité, la CSN formes gris = plus synonymes d'échec», dit Hamilton Guimamécanicien dans l'entreprise depuis dix-sept . La privatisation, c'est nous question de survie», ajoute collègue Juan Jorge Oliveira, III Marcus, un III responsables III illiamini

"La CSN était la mère qui s'occupait de tout. parait I unit 1 aujourd'hui eile devient une entreprise presque comme les autres. 35

publiques, entré 🍱 🛍 l'entreprise il y a vingt-cinq un management con a courses, Manual III sentiala fin an paternalisme, des magouilles politiques, M il l'in-compétence qui conduisaient l'entreprise 🛮 la ruines.

VACHE A LAIT . En ville, le projet le privatisation de la CSN mentale beaucoup plus de réticences. La population, qui vivait l'entreprise, redoute in suites a wretour i in normale». Les licenciements ont accru le chômage une cité qui offre pen d'emplois 📠 📥 la sidérurgie; commercants ont (CUT, gauche), l'appuie totale-Nobrega, an en anna dernier, vestissement » en formation pour se dit « opposé au bradage du fleunotre industrie nationale». l'évêque; Marino Clinger, le député fédéral de la région, tout en soulignant « les de l'usine, commentaires qualités de gestionnaire l'actuel président », redoute « l'effet désasl'économie la ville de

offrait, il wrai, im emplois mu familles distribuait

largement in prébendes.

l'entreprise, la la a elle une relation affective, explique le président Il syndicat illi métallurgistes, Luis de Oliveira Rodrigues : Il CSN had in mère qui s'occupalt ile han parait | tout; aujourd'hui elle devient me entreprise presque comme les autres. » Pour lutter prix qu'elle jugesit abusifs, l'entreprise a ainsi créé 🖦 propre pharmacie, qui vend 📑 médicaments 🚃 salariés I un prix inférieur 🛂 15 % 🛚 📇 🛗 Ministration : pas Manalism que Roberto Procopio ma été, peu Itemps après un arrivée, Main manu an grata per il ilania CONTRACTOR OF

in privatisation de la Cali restern donc me test, sur le plan économique II politique. Les Successives apporla un programme de privatisation alimentent la combativité il la gauche, encouragée par ses résultats aux élections municipales et par la suspension la Fernando Collor Mello (aujourd'hui voie destitution). Had a report de la vente de la CSN a déjà été critiqué i milieux éco-

Pace IIII réticences il il III velle équipe gouvernementale (Itamar Franco, alors vice-président, n'avait caché la la la privatisation d'Usiminas), Roberto Procopio, évoquait les risques pesant sur l'avenir de l'entreprise : celle-ci, soulignait-il, will investir terme 1.4 dollars, = que l'Etat brésilien n'est absolument pas un état de sinanconnaissent tous les salariés 🍱 la CSN: «A quoi servirait wn symbole mort?"

Denis Hautin-Guiraut

Le lent virage indien

La banque centrale dispose de près de trois mois de réserves en devises, l'inflation ramenée un olus raisonnable (environ 10 la bonne moisson l'ill eu des résultats positifs pour l'agriculture. Mal le ministre des Mierme lui-même milus qu'il faudra moins deux ans pour que l'économie indienne mu de sommeil dogmatique. Le des réformes exportations, et le plus vite possible. sommes le fil du rasoir, redoute Ajit ti il janvier & Mozoomdar, ancien aux limere. Il faut que la stress des exportations dans l'anqui vient, ce crise.» Or au cours des cinq premiers de l'année budgétaire 1992, si importations ont menté de l'exercice précédest JEUX ECONOM ENV RONNER dent, exportations, elles, reminerations and in the progresse que no 13,4 %... Une pourrait Land la mile. coefficient Marie Marie 80 milliards de dollars et faisant de l'Inde l'un lie plus endettés in la planete.

Un nouveau climat s'est pourtant instauré. Certains commencent même espérer que l'Inde, 🖿 « tigre en 📭 rugira l'avenir aussi fort que « frères » 📰 l'Asie 📰 Sud-Est... Pendant a a que ce pays pourra jamais rejoindre la Corée Singapour

L'inde en chiffres

Produit intérieur brut 276,8 milliards de milliards 1

- agriculture: 32,2 5 - industrie : 29,6 - services: 39,2 %

Population: 880 millions

d'habitants. Population active: - agriculture : 61,1 -- industrie : 22,1

- services : 16,8 %

la Unaldique indienne repré-un fabuleux marché. Sait-on, me exemple, me les 130 à 200 millions le membres d'une classe un en pleine expandisposaient | 1970 de 11 millions de pur de télévision

trop attardée, trop diverse, reque l'année, trop diverse, reque l'année, trop diverse, reque l'année, trop grande, trop gr

Potentiellement, il w vrai

de 59 millions e vélos, 45 millions de millions de millions montres? « Ici, l'on peut toucher les marchés de consommation, in pai faire fortune», soutient Prancis Wacziarg, homme u allalma français QUOTAS . L'Inde revient de join. Il dente were this la e plus grande démocratie mondes, fière d'avoir, en 1947, son

indépendance I la munume britannique: premier ministre Libra d' « indépendance nationale » 🔳 📩 « non-alignement », qui seront plus tard les mots d'ordre L la afro-asiatique de Bandoung. Fasciné par l'URSS, Nehru = convaince == développement se planification protectionnisme. Il The n'a jamais calqué publiment le soviétique, si se enfermée depuis l'indépendance un amit dirigisme étatique.

Elle mara devenue, an fil des années, um puissance industrielle régionale tout en parvenant l'autosuffisance alimentaire. Mais le « socialisme à la Nehru » a favorisé la croissance le la bureaucratie | soumis 4 | | | invraisemblables, pratiqués pr de l'access pointilleux jusqu'à l'absurde, 🔳 🖡 un rigoureux système de quotas production, in entrepreneurs n'ont jamais en 🖿 possibilité 🚣 fare market de leurs Market

En quarante-einq and d'indépendance, remarquent d'allami avec Pengeot, I'll et Nissan III mauvaises langues, le propie espère dans les mois qui viennent

mum qui ne mousse par et le clou qui se tord... « Les produits indiens and de mauvaise qualité, quand ce n'est le mi ils compétitifs », bru-l'économiste Freddy Mehta, responsable im plusieurs entreprises du groupe Tata. «La planification était hanne aider l'Inde indépendante à se développer. Ce n'est plus le mu aujourd'hui», assure un industriel, qui sut admirablement profit les falle du système.

Wous allons être de plus en plus dépendants et, pour finir, tomber dans le piège de la dette.²³

C'est i mum de pots-de-vin 🔳 📠 courbettes au pouvoir en place III II nombreux capitaines d'industrie de l'Inde post-indépendante au en a la rical à constituer de de empires!

Ill vont devoir affronter in fin de la situation de gues-sucrepole dont in jouissaient et l'oua la compétiha intérieure a minimum « Si je i ne pas avoir peur de la compétition, je serais un menteur, imiliar garae du para Mais J'espère par la monelle dans économiane va 📉 🛒 d'amé liorer a diversifier ma produc-

ÉTRANGERS . Diupart se turnesst vers les dinne dunngères. Exemple, après avoir prodill pendant quarante ans une un voitures fétiches de l'admini indianne, dont l'acht tique i linki i myrri i i jamais évolué, la firme Premier a négocié

constituer ma joint-venture construire un version indienne de la France italienne ou de la Pengeot 106. Les étrangers cependant très prudents : les investissements étrangers ont pla-founé à 500 millions de a l' pour me neuf premiers mois me l'année 1992. Une misère, a trud la Chine, où ils avaient 6,57 million de million en 1994. Et 🔤 émeutes récentes 🗪 🗺 sans dinter pas encourager les

capitaux...
Le unit de réformes reliié à l'attitude de l'autonnée de l'a des politiciens. « La libéralisation va 🕯 l'encontre 🚢 privilèges dont jouissaient les hauts fonctionnaires», écrivait récemment, time le quotidien The Economic Times, B. G. Desmukh, un ancien socrétaire général de l'administration. De peut donc s'attendre résistances sérieuses de ce côté. Les réduction de bureaucratie d'ailleurs restées lettre morte : III UM fonctionnaires and rad to IVVI grossir 📉 📹 🖮 l'ad-

La «révolution économique» îndienne Estement 🔤 tiraillements de la rauge du parti au pouvoir, in Congrès. Ainsi, quand le ministre de there are a réduction des subventions pour les engrais. premier ministre Narasimha ILIII est-il obligé de manue and la la puissant a Kissan Lobby », celui agriculteurs...

Certains experts estiment par ailleurs que le rythme des réformes s'est nettement ralenti depuis quelques mois. D'autres carrément l'hypothèse que la libéralisation n'est qu'un chluff a dealed a s'assurer in soutien um autorités monétaires internationales: . Le gouvernement in gargarise in un succès, alors we ce we les white when nomie e garder lette hors l'eau. Tout ça, c'est 🛍 🌬 poudre aux yeux », s'insurge Mosson

COÛT SOCIAL . «Aucune décision courageuse n'a vraiment été prise in le plan des sameux ajustements structurels », remarque a son all un diplomate occidental. Les de trainent ar les bureaux als ministères concernés. L'Inde I'm we vieux III : inertie II laisser-faire... Ainsi, 🖿 privatisations rate à l'ad d'ébauche. Et la restructuration du public n'a pas vraiment mun mencé... Sans doute social risque d'être lourd : « Des millions i personnes perdront leur emploi», prédit un

C'est vrai qu'il was encore beaucoup à faire, se défend Mon-

ministre des finances pour las économiques. Il le suis persuadé un les réformes, u 🕍 compétition qu'elles induisent, finiront par venir à bout des résis-tances bureaucratiques. Dans le secteur public, num arom sélectionné wa man nombre d'entreprises textiles moribondes. Une quinzaine 📰 🚮 partiellement 🖦 complètement fermées. Il autor tion!, ajoute-t-il, question de devenir esclaves de la loi

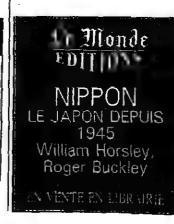
📶 : l'Etat rumm très présent. 🗈 plus, libéralisation permettra-t-elle d'élever le niveau 🖦 vie 🕼 la 🎟 – près d'un tiers 🖦 880 millions d'Indiens vivent au-dessous du seuil de pauvreté? Le système de musi et la féodale représentent un frile au développement et à une meilleure distribution des richesses. « The premier temps, les riches 🚃 de plus 📶 plus riches a les promo a plus en plus Freddy Mehta. Et le sociologue Rajai Faller ajoute : ■ Nous allons être finir, tomber dans le piège de la dette. » Hall d'autres restent plus optimistes : . I'an 2000, encore un pays pauvre, estime l'économiste S. L. Rao, mais l'Inde and devenue une grande puissance industrielle

Bruno Philip

Avec Le Monde sur Minitel

ÉPARGNEZ AVANT LE 31/12 ET PAYEZ MOINS D'IMPÔTS Arcalis, l'assurance-vie sur Minitel

36.15 LE MONDE



air temps.

Il n'y a pas mode ado. Will il un marché. Difficile L cerner quand, all I am m raw s'habiller comme iii grands. Quand iii parents chaussent les marques Imi enfants. Quand les adultes « nippent » lill blues avec li fringues de leurs vingt ans. Quand les MI tistiques mêlent 15 mm s plus. A défaut. M Centre textile de conjoncture III d'étude économique (CTCE) évalue M marché gloles vêtements pour les 9-14 ans I 10,6 milliards in francs. Simi 🛍 chaussures. Et 💷 📶 accessoires (ceinture, gants, écharpe...).

Esprit, Creeks, Chevignon un Chi-

pie, essaient, chacune dans leur

univers, 🔳 capter 📖 🚟 🖽

ROBE • Une famille consacre 2 IIII him par an myy vêtir m adolescent. C'est moins qu'un bèbé ne reçoit (4 IIII 🚟 🗺 les... cadeaux). The beaucoup plus um lu dépenses multiple un 2-4 ans (1 700 francs) et ----III (1 Will francs). Et presque autant que les parents 3 000 pour Mi femmes). Preuve, s'il en la besoin, ne la jeunes ados savent faire entendre leur voix. Qu'ils sont « prescripteurs »,

comme disent & professionnels. A hausse, i jean surteint (+ 10 M en un an) et, surtout, la... robe (+ 40 %). A la baisse, M blouson (- 15 %) ut le pantaion de toile (- 30 %). « Mais le recul 🏜 marché du polo touche man la générations», précise CTCOE. Bref, marché existe si bien que la société Who's NAII a MINI II. créer, an 1994, un salon qui lui mere consacré. « Nous arans discerné trois grandes catégories 👚 jeunes, trois ethnies, explique son PDG, Xavier Clergerie. Les jump», inspirés par un la sports de la basket, la base-un ou la football américain; Lineal want a remain des sports de glisse, in ou surf; in a min man », qui recherchent l'authentique!»

Le langage et branché, mais filon billent si l'on en juge

LE MARCHÉ DE LA MODE JUNIOR

Marchands d'uniformes

Chevignon, Creeks, Reebok et quelques autres m disputent un marché rentable mais inconstant : la mode des iuniors. A coups d'idées, de marketing, mais sans usines...

I'âpreté 📠 conflits auxquels lieu ce projet. Lu look ado, un moyen de «faire de thune », comme l'on all aujourd'hui devant 🝱 distributeurs 🔚 boisson des collèges. De « faire 📥 blé », comme le l'anni la parents l l'heure 🖿 la pause. 🝱 🖬 🖷 🕼 chiffre d'affaires, and on l'écrit Monde.

Avec, parfois, une certaine passion inventivité, un provite rebaptisée création : «Nous des hommes produits », dit, mer plus in lucidité, le directeur général de Creeks, Jean Stromboni. Avec, toujours, une idée, une bonne publicité un très bon marketing, agum la

des cinq à vingt-quatre ans

Tee-shirts.

Joseine

Sweat-shirts .

Anoraki, coupe-vent

Blousons en tism

En %. Source SECODIP

L. C. Waïkiki, qui a su

faire d'un petit sympa la

coqueluche des bahuts - mais www

un moment il passe de more.

Avec, enfin, un affirmé de

veautés - mais ou fausses - mais

sans rien fabriquer. Dénicher les

fournisseurs aux prix 🖃 plus 🖼

pour se concentrer sur in the

techniques de vente sans même.

parfois, s'encombrer d'un macui

de distribution... Calle logique.

Nike Rechok ont in la nousser

iusqu'au bout. Et denne 1 mae

banale basket, la connotation

« technique » 📑 sportive qui la 👫

vendre cher pour arpenter...

ASIE DU SUD-EST e Calle stra-

tégie fait aujourd'hui de Nike,

vingt is tout juste, premier dis-

tributeur mondial in chaussures,

avec 8 IIII salariés, I millions 🚉

paires minime et un chiffre d'af-

faires, pour son exercice === ==

mai, in 18,3 milliards de

Le handles net? 1,77 mil-

Mail M francs, en hausse in 15 %!

Une vraie story comme on

in ilmi à Eugene, Oregon (Etats-

Unis), où la la a son siège.

Wile au marché m amannh

produits. Imaginer all nou-

s'engager dans m production.

Poids cumulé des cinq premières

marques on France (juillet 1991 à juin 1992

Marché des 5 II 24 ans

7,3

8,6

14,8

11,9

10,2

10,6

d'exemple, 2 900 rupiahs

istantini par jour (7,50 lime

environ), à Serang, près E Dja-

d'hui, an en Thaïlande, en Indo-

⁶⁶A Paris, notre

glane les tendances,

équipe de style

dessine chacun

de la collection.

Si l'on passe bien,

on l'abandonne.

on fait la pièce. Sinon

Mala et en Chine, Demain, mini

doute, au Vietnam. . La société

utilise aujourd'hul environ III

usines, explique la Far

Economic Review. Elle a fermé

III au cours des cinq dernières

l'an dernier, un the d'af-

luim de 14,7 milliards de francs

pour un it man net che 1,27 mil-

liard de francs. 🖾 stratégie 🚃 la

production sous-trai-

nie en Asie: de nouveaux

toujours plus sophistiqués mum

Pump Land Cushionning »

dans l'ine jauge électronique, ou

encore l'ultra-légère « Insta

Pump» (210 grammes), Imm

coussins d'air m gonflent | l'aide

d'une mini-pompe. Illui le rêve

ado a son prix. Le prix fort. Envi-

ron 1 000 francs in première,

bien in points un spécialiste du La plupart

ne win that is quartier de Sen-

tier, 🛦 Paris, au 🎞 🚾 🚾

70. m léligible aux ribliable.

Commerciales exis-

🖦 🖾 point 🖮 🚃 adminis-

i 500 State la messión

Les est in la foulée.

années et en et landet 35 august :

éléments

à un bon prix,

Dès qu'un prix de tavier

du Sud. Aujour-

Mais il at un the que la tratif. ce se me l'allere ni de « pub» - « Just in |t!» (« faites-le»), - le mythe in basketteur Michael Jordan soigneusement entretenu par l'organisation de tournois de les banlieues de la Seine-Saint-Denis, u encore im fabuleux contrats de sponsoring manda Andre Agassi ou Jim Courier, la Fir Luis Economic Review Hongkong - qui, La Corée du Sud L'Indonésie, fabriquent produits Nike (chaussures un textile) dans des seus-traitance. Furt quelques Pour,

des 10 I 14 ans

11,6

15,2

7,4

10,1

entreprises des classiques - des facili-Annual aux entreprises in confection dans in Communauté, – ni commerciales. Car ont ce qu'elles appellent 🗪 atelier 🦓 création. Bleu, Liberto, Kookaï, etc., sont, en jargon professionnel, I m w dans d'or-dres » s'adressant l des «façonniers». De 30 🖷 🛦 100 👫 de 📠 🔒 commandes sont | 4 l'étranger, "Nos ordres num passés un And the Law, reconnaît Jean Stromboni, le directeur général (350 salariés, 671 millions chiffre d'affaires auxquels s'ajoutent 7,8 millions de licences). « Il Paris, dances, dessine chacun in Nirollection. Si on pure bien, I bon prix, on fait In pièce. Sinon, on l'abandonne. Les sur-faites um fois pour Imam après milli remandi la mantd'informations sur lu réacnam di marché. Il n'y a par di

Contrôlés par le Groupe André, Creeks Mu un exemple extrême. Peu de sociétés d'Illian ment disposent, comme elle, d'une filiale | part entière | Hongkong -Linda Far Lini, - chargée de senvre et de dismiller ses sources de des l'imbinan de la maille, ilenard Gauthier, vit d'alle and dans Fraces or unback britannique. Un ports d'observation limit pour rille A la qualité de l'approvi-

GAMME L'organisation dépasse les prévisions, Mire déplace sa production. Hier, n'évite pas 🖿 erreurs. Pour avoir reprise de Liberto, Creeks, dont le PDG, Jean-Luc Fabiani, démissionnait en Ma par « raisons personnelles», a 111 provisionner 30 millions de francs cette 1114 Provisions qui, ajoutées aux IIII cipité is le rouge avec 37,9 millions de francs de personal au tutum de son exercice, fin août. Dur rappel and realist qu'un jeune habitué 🚵 🗈 marque commenterait d'un définitif : « Ça

milai un max!» Chevignon n'en pas là. fétiche fondée par Guy Azoulay, qui annonce millions at chiffres a filliant en 1991, 📶 aujourd'hui qu'il ne lui suffit plus d'avoir introduit in Teddy (le linum de collégions américains) dans im familles «NAP» (Neuilly-Auteuil-Passy), pour pérenniser son développement. Après avoir raté mi incursion dans la cigarette, Guy Azoulay mise désormais mu le parfum (licence confiée au groupe Jacques Bogart) u le lume per d'une ligne d'équitation (vêtements a selle-

rie). Le sport - ili luxe - minuse de sortie? Avec deux nouvelles collections a une gamme étendue, Hall Naf joue l'élargissement de sa d'origine, le 15-25 a Um démarche normale 🔳 vieillissant », dit-on en insistant quand indired sur la indirectat le le garder mon Surplus (250 millions de francs de Mille d'affaires) creuse son sillon. Qui wie plus in la des débuts, mais the least desired, le wifrench travel way of life with the least desired. l'expression de Serge Bensimon lequel plus guigner plus guigner les sorties de lycée. Chipie, qui a réussit à vendre I millions de cahiers sous son label, mental par la filles un les garçons. « J'utilise II magasins pour prendre 🖾 📨 pérature », assure une fondateur, Jean-Michel Signoles. Apparemmeat avec succès, puisqu'il affirme faller 6 % de marge

après impôt. ■ Cool!» Mais qu'être «ados», e éphémère, que d'auirm im talonnent et que les mardoivent évoluer pour grandir. Elles ont wingt ans. Eller in in in in mais pas II empire, comme Nike ou

Pierre-Angel Gay

(4) (2) (2) (3) (3) (4)

Quand Esprit vient à l'écologie

SAN-FRANCISCO III notre envoyé spécial

« SI vous pouviez changei le monde, qui feriez-vous?» C'est en me termes que la campagne publicitaire d'Esprit, société américaine de prêt-àporter junior, interpellait clients I'an dernier. Question bien la la juger par les réponses. Depuis, celles-ci 💷 imprimées un des shirts... qui se sum vendus Pour dialoguer clienta, nous avons point sensible | », jubile le pré-

sident d'Esprit, Isaac Stein. limi point de plus pour la firme III San-Francisco. IIII en 1968 III l'imagination d'une jeune hippie, Susie Tompkins, aujourd'hui copropriétaire de la marque en direccollections, Esprit livre une rude concurrence une Gap, Limited III IIII Benetton sur le marché des vētements pour 🛏 jeunea. Présente dans trente-cinq que un chiffre d'affaires un i milliard de dollars (5,4 milliards im francs), imi du week ses trois collections : américaine, européenne (le slège d'Esprit sur la Visit Continent un invisit à Düsseldorf, en Altemagne) III

asiatique. «CRÉATIFS» — Au land the que année, 54 millions de sont dûment estampillées Esprit. Et pourtant, aucune usine n'appartient le le compagnie. A San-Francisco, les activities a se activities. de diminimo les modèles... de passer - A Hongkong, Singapour ou Timme où majorité de la production Fabriqués dans la main-d'œuvre est bon marché, les mariliana with vendus a prix fort dans il luxueuses boutlaues. « concues par MM architectes

Esprit, qui um produit rien. passe son temps i entretenir Image, soigneusement construite autour du concept -stratégie qui immelene 🖬 jouer les lum samaritains et, un tout. à le faire savoir.

BONNES CAUSES - Depuis dix was in firme a three same the sum nom is trained in bonnes : distribution de repas la domicile mana France, preboisement Sainte-Victoire...

Quant and employés du siège | San-Francisco (un ancien entrepôt d'épices deux u du port), a ne profiter M M politique 🐚 communication d'Esprit, que les Californiens appelalent naguère « Petite Utopie», par allusion i ses Aujourd'hui encore, chacun peut prendre une heure wu journée de travall pour s'adonner li l'aérole gymnase contigu ; ou alter travailler un jour par mois une organisation caritative. Was en and rémunéré par Ésprit. Un « art de travailler » uni verni suprès i in clients que la firme un arrive la mini oublier les millers 🕬 MARIE MARIE COME des ISTRATA du Divi Em saiatique pour tas MARKET IN THE PARTY.

Toujours I l'affût d'une cause nouvelle pourvu qu'elle soit dans l'air du temps, Esprit ----- aulourd'hul sur tous les form sa thereide represent : in merketing dent. Le must en le c'est Ecolection, précomme la «première ligne internationale de écologiques ». exclusivement fabruum à protir (coton organique, taintures végétales, boutons werre recyclé w délà, la compagnie a la rempircer im sacs en plastique des musica illi mu du papier recyclé. Comma dit la mayara maison, «chaque Minil compte a i

Philippe Baverel

T-

#

Un papetier branché

CAEN mer correspondent

Les classeurs Chipie, Creeks, Fall Blanc, c'est lui, Francis Werner, quarante-cinq un ancien benquier reconvert that is papeterie III Normandie. son Latri il la fruntière de laplaine III du Pays d'Auge. il dirige Modling, was dell sociéiti du groupe familial Hamelin, français du cahier M ru l'enveloppe, en en

bureau donne sur un champ. Son champ d'action c'est im monde entier. A Milwaukee, *** Etats-Unis, Frandi Werner a signé il y a quelque temps une nouvelle Au la feuille, griffe Harley-Davidson. Un enorme pari pour la prochaine rentrée and « C'est un phénomène mare que j'al informati il y a deux mui mi salon de la moto, puis en Alle-magne. J'y crois beaucoup, la craquer. a rangement, cahiers, blocsnotes, agendas, man la gamme Les classeurs «H.D. » au design is sobre, sans rillimines limited avec l'univers 👫 la moto, doivent envahir im monde ado.

FANTAISIE . Le manu & fanreprésente aujourd'hui l'activité de Modling, lequel régles au ma 30 millions au chiffre d'affaires, et emploie IIII personnes dans usine sauvée du dépôt in bilan depuis 10 «Ce marparticulier 70, Francis Werner. La problem pression in la pra de al-unpossible asphyxiait les fabricants. Comme d'autres, ma réaction a été d'innover, aux produits plus qualitatifs, à

waisur ajoutée. » L'avende la bande dessinée : Schtroumpfs, Panthère rose. surgit in phénomère Coca Cola. Concurrence oblige, chacun sort m trouvaille. Les Asiatiques inondent le marché, im fausses marques epparaissent. • Plus rien n'était maîtrisé, l'un m délitait, hui partait | Mill dérive ». Modling abandonne la politique des gina ou malim Carambar, now minimur un Vrai statel « marketing a sur le a serve de side : ados.

Surprise. « En 1987/1988, on réveille une marque qui mai pillait gentiment, Daniel Hechter. 🕽 C'est 🖩 boom. Le boulevard m ouvert pour Chipie, Creeks, Poivre Blanc, Benetton. Le suit grement la fringues, Le Le unanda ado», Modling, le traque, l'observe, le décortique. « C'est in angoissant, il faut licence de la balbutiements, quand I marque n'est pas encore trop min pour im rovaities ».

Deuxième pari : s'entendre difficulté un produit papeterie coller marque elle-mame. Tous ne comprennent pas la nécesam de la au second degré, d'évoquer montrer. > Mille sabords | 🔄 comme ailleurs in drames existent. Francis Werner a rompu les gens Tintin. monde, avec un superbe dessinateurs, has stylisé. 🕒 qui 📹 🖿 ados, c'est 🖢 mythe 🍱 Tintin, ce qu'il représente; ce n'est pas la BD dont

Jean-Jacques Lerosier

« Basics » et grigris

S) le mode est par essence éphémère, condamnilii il su ministralist de palityn en saison, peut-on num parler de mode junior? 🗸 🖪 mode, 🔝 jeans, les 💶 shirts, IM sare les parkas, las blousons et im matera? Probablement. Mail depuis

Day treating 55 may little Unis, 11 70 en France. It is l'apanage des juniors, will panopile qui devient du « sportswear » ou du casualwear > quand elle portée par les parents ou

Pourtant, c'est ains ce qui vient I l'esprit quand on parle de mode junior : iourreus de base, de « basics », simples, fonctionnels, solides, confortables.

Alors is mode? Elle passe par in grigris, En bitoniaux, pin's, des un et des machins, du a la la en sautoir, aux porte-clés, aux Limiti ou aux chaussattes illustrées selon im åges et les années.

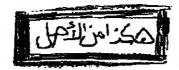
Car la mode des juniors partout sauf sur la vêtement. Ce qui compte, c'est swent tout une ambiance : intro de l'article des arries 40, nostalgie de 'Amérique de Norman sur fond 🐸 be-bop, de base-ball et ill wanes a rêve, aventuriers 🌆 🗥 perdues, cow-boys au soleil couchant, armer à l'al sombre 💵 🖊 raisins 🚵 la colère... Imagerie fait vendre imagination.

forme originelle, celle d'un « T » majuscule, qu'il arbore des inscriptions, des graphismes, des dessins, ou des siogans. Quant au jean, on a Limi lui im faire voir im couleurs, Ma l'indigo au noir, de de au surteint, la surpiquer, le clou-ter, la couvrir da pièces à ravures, i fleurs ou i pois, l'user, le vieillir ou 📓 déchiqueter, on im préfère toujours avec cing poches at une braguarra à boutons, comme ce bon vieux 501, la référence d'un nouveau denim, le « dou-Hi X >, arrivé li Sac Francisco

Martine Silber

Dans la «fringue», la milli d'affaires plus muche (l'ha-Un tee-shirt garde sa billement est une activité de petites # moyennes entreprises).
Mais im méthodes voisines, comme parfois les marges. Naf had revendique une voisine de 10 % mais il paient leur tribut à la crise. Chaque société a son limbre 500 design. Son univers. Qu'elle n'aime guère voir rapprocher de celui de concurrentes. Dans le monde pour ados, il y plus coups 🕍 «griffe» que de coups 🕍 COEUT. « Ces in the pourtant

chez Levis en...



PERSPECTIVES

A 40

2. 100

34E - 13

-- g., . . .

⊌८५७वाः ध<u>र्</u>स्

7 12

.

LUXE

Les mousquetaires du foie gras

Sept entreprises du Sud-Ouest représentant 20 % du marché se sont associées pour améliorer l'image du foie gras, qui souffre de la crise et de la confusion régnant dans la distribution et sur la qualité des produits

E foie gras est le péché mignon des Français : notre pays est le premier producteur du monde et, aussi, le premier consommateur. Bien que le marché de ce produit de sête soit neuf, atomisé et un peu confus, avec peu de statistiques officielles, on peut néanvantes : la France produit ou trans-

beaucoup plus rapide. Une cane, compte tenu des pertes (50 % sur les 230 œufs pondus annuellement), peut engendrer une cinquantaine de gras est consommé à 45 % en rescanetons sur douze mois (on ne tauration (4 000 tonnes) et 55 % à garde que les mâles), contre une domicile (5 000 tonnes), acheté trentaine d'oisons pour une oie.

gavages par jour au lieu de trois pour l'oie. Cette dernière est pen économique à l'achat, car sa chair

magrets. Enfin, certains gourmets préfèrent le foie de canard, qu'ils trouvent plus typé, plus «goûteux» que le foie d'oie, dont la finesse continue néanmoins à séduire, notamment en Alsace.

Une question brûlante : l'origine. La France fournit 6700 tonnes (75 % du total) dont 6000 tonnes produites dans le Sudforme 9 000 tonnes par an, dont 80 % de canard et 20 % d'oie.

La prédominance du canard est due à son rythme de production

La prédominance du canard est due à son rythme de production d'Israèl, d'une à son rythme de production d'une d'une d'une de production d'une de production d'une de production d'une d venant de Bulgarie et de Pologue.

GRANDES SURFACES . Le foie pour moitié en grande surface et En outre, le canard est moins pour moitié dans le commerce trafragile et ne nécessite que deux ditionnel, dont 900 tonnes pour le commerce de détail, 800 tonnes en vente par correspondance et 800 tonnes en vente à la ferme. Le ne peut être valorisée comme celle du canard, de plus en plus vendu en semble des produits commerciali-

sés se situerait aux alentours de inégaux, avec parfois des pertes 3 milliards de francs, dont 1,8 mil- très sensibles : La Hénin, du liard de francs pour le seul foie gras. Les ventes, enfin, ont connu une progression à deux chiffres à partir de 1985, lorsque les grandes surfaces en ont fait un produit d'appel, donc de masse. Elles sta-gnent depuis 1990, sauf dans les grandes surfaces (+ 6 % en 1991), un recul, le premier dans la profession, s'amorçant en 1992, avec, comme dans beaucoup de secteurs,

une baisse des prix. ché, dont l'expansion a excité l'intérêt des groupes financiers. Ces derniers se sont mis à racheter des entreprises moyennes, grosses PME, comme Labeyrie et Rougier (Compagnie La Hénin), Feyel et Artzner (Paribas), Delpeyrat (Dreyfus), Bizac et Duc de Gascogne de foie gras, le parfait (minimum une densité maximum et l'accès monument : le foie gras, (Rémy-Cointreau), Grimaud de 75 % de foie), et la mousse ou purée (20 à 50 %). C'est pourquoi entretenu et si possible vallonné,

groupe Suez, cherche à revendre, de même que la GMF. De plus, on constate à l'heure actuelle un changement de comportement des consommateurs, qui, d'abord, réduisent leurs achats, et surtout veulent vérifier avant d'acheter et en avoir pour leur argent

Or l'offre de foie gras, aujourd'hui, est confuse et incompréhensible, la concurrence obligeant à casser les prix, aux dépens le plus C'est, précisément, le passage du foie gras de produit pour l'élie à un produit « de masse » qui a profondément transformé son marque de mi-cuit », et la conserve, dont la matière première, baptisée originaire du Périgord, est importée à 50 %. Ajoutons-y la multiplicité des étiquettes, certes régies par la loi, mais qui, souvent, déconcer-tent entre le foie gras entier d'oie

il est intéressant de relever l'initiative de sept entreprises du Sud-Ouest: Piraben (Pyrénées-Atlantiques), Crouzel (Dordogne), Godard (Lot); Duperier, Lafitte, Landes Foie gras et Muller, toutes quatre des Landes.

Traitant ensemble deux millions et demi de canards du Sud-Ouest sur dix millions, et représentant environ 20 % du marché, elles se sont regroupées pour créer le comité Renaissance, dont l'objectif est de défendre l'identité, l'authenticité et l'image culturelle du foie gras du Sud-Ouest. Ces sept entre-

AVEUGLES • Parmi ces règles, la première est l'utilisation obligatoire de canards mâles de souche mulard et d'oie anser-anser, élevées ou de canard, le foie gras, le bloc en douze semaines minimum, avec

gavées uniquement au maïs et abattues conformément à la réglementation. Parmi les autres règles figurent une transformation contrôlée sur les plans de la physique, de la chimie, de l'histologie et de la bactériologie et la soumission des produits, deux fols par an, à l'aveugle, à un jury indépendant présidé par trois grands restaura-teurs : Michel Guérard, à Eugénieles-Bains, Alain Dutournier (Carré des feuillants) et Alain Senderens (Lucas Carton), à Paris tous les deux. Toute infraction aux règles entraînera l'exclusion du groupeprises s'engagent sur l'honneur à ment. Ajoutons-y la mise en chan-respecter des règles d'éthique et de tier d'une ou plusieurs appellations d'origine, travail de longue haleine mais qu'il faut commencer des maintenant. Un bel effort, dont l'avenir dira s'il persuade les consommateurs, s'il suscite des imitateurs, le tout, naturellement, pour la plus grande gloire de ce

François Renard

Choisir son foie

Comment se retrouver dans la géographie nouvelle du semi-conserve, est apparu il y foie gras que la loi, par des a environ vingt-cinq ans. Plus classifications compliquées, cuit que le foie frais, moins que trable?

Distinguons d'abord le foie gérateur et plaît de plus en cru jadis réservé aux profes-plus. La foie gras en conserve, sionnals : c'est celui qui coûte le moins cher, mais l'achat est délicat. On ne peut le conserteur, lorsqu'il est embellé sous

Le foie gras freis, ensuite, a été préparé par le fabricant, c'est-à-dire dénervé, assaisonné et cult de différentes façons : sous vide dans sa pochetta (conservation : quinza jours au réfrigérateur), en terrine, su torchon sous forms de

Le foie gras mi-cuit, ou cuit que le fole frais, moins que rend encore plus impéné-trable?

de foie de conserve, il peut se garder jusqu'à six mois au réfriancâtre de tous les foies gras, est cuit à cœur, à 102-108 degrés. Il se bonifie en vieillisdela des quetre ans fixés per le

législateur. Représentant la quesitotalité du marché au début du siècle, il est tombé à 20 % en raison du développement des autres présentations. Avantage : il voyage partout,

Vitrines de rêve

Suite de la page 23

lei, mais aussi devant «la nuit étoilée de Noël en Europe centrale» du Bon Marché, ou devant «la Belle et la Bête» de la Samaritaine, Noël reste avant tout la fête des enfants! Mais derrière ce spectacle il y a des scénaristes, des éclairagistes, des costumiers, des fabricants de décors... Bref des heures et des heures de travail.

Et un magicien : le marion-nettiste à fil qui anime toutes les vitrines de la capitale (28) instal-lées de la fin octobre aux premiers jours de janvier. Jean-Claude Dehix (quarante-deux ans) est fils de marionnettiste : son père est le premier, au milieu des années 60, à avoir installé les grandes vitrines animées à fils, au Bon Marché. Pendant quelques années, elles disparaîtront de la capitale. Et c'est le Printemps qui reprendra le flambeau en 1974 à l'occasion du film de Walt Disney, Robin des bois. Très rapidement, les autres grands magasins suivront.

TRAC . Aujourd'hui, les vitrines de Noël, plus un spectacle de 250 marionnettes à la Mer de sable, occupent 90 % du temps de Jean-Claude Dehix. Quand le montage est particulièrement difficile, il commence à mettre en place son animation à 6 h 30 et ne ressort de sa vitrine que le soir à 20 heures, voire plus tard. « Un personnage qui se déplace demande 45 minutes d'installation », explique-t-il.

de composer sa vitrine avec des peluches ou des poupées du commerce, Jean-Claude Dehix les adapte en marionnettes et c'est lui qui fournit les 600 moteurs qui animeront ses personnages sans interruption pendant deux mois! Après le démontage des vitrines, ces moteurs devront être révisés un à un car les pannes sont inter-

dites pendant Noël Une personne travaille d'ailleurs avec lui toute l'année. Au moment du coup de

> femme et deux électriciens! Mais tout au long de l'année la collaboration est étroite avec les équipes des magasins qui mobilisent plusieurs personnes. En général, le thème de l'année suivante est fixé par la direction des le mois de décembre précédent. Très vite, en janvier ou février, les personnages (peluches ou poupées) sont choisis pendant les grands salons du jouet (Paris ou Nurem-

feu final, ils sont quatre : sa

Parfois - c'est le cas cette année aux Galeries Lafayette - les sujets sont fabriquées spéciale-ment. La démarche des Galeries est d'ailleurs un peu différente de celles des autres enseignes : depuis trois ans, tout (sauf les personnages et l'animation), c'est-à-dire la menuiserie, l'éclairage, les peintures..., est fabriqué par une entreprise britannique et arrive par bateau en France. Le Bon Marché, qui doit la conception à une jeune femme de vingt-six ans, architecte d'intérieur formée à l'école Boulle, fait réaliser ses décors par un décorateur de Pantin qui les achemine par camion. Au Printemps, ils sont montés et testés dans les ateliers voisins du magasin et n'ont pratiquement qu'à traversez

Reste que la fécric, elle aussi. a un coût qui tourne autour de 100 000 francs par vitrine, soit de 500 000 à 1 million de francs par Lorsque le magasin a choisi magasin. Souvent, celui-ci l'assume seul. Parfois, les marques des jouets « vedettes» partagent la facture. Et, rigueur oblige; plusicurs enseignes ont supprimé une vitrine par-ci ou par-là cette année. Mais il n'est pas sûr que. béats de bonheur, les enfants l'aient remarqué!

Françoise Vaysse





France Gan a progressé de 103% ces 5 dernières années.* Le Gan lance un PEA basé sur la Sicav France Gan. La concurrence broie du noir...

Tous les PEA ne naissent pas égaux. Celui du GAN repose sur la meilleure Sicav en actions françaises. Il vous permet, au terme de votre contrat, de choisir entre le versement immédiat de votre capital augmenté des plus-values et une rente à vie exonérée d'impôts. Dès la fin de la cinquième année, vous pouvez bénéficier de l'exonération fiscale. Nos concurrents ont vraiment des raisons de se faire du souci.



L'ÉNERGIE DE TOUS LES PROJETS Période retenue 01/01/1987 au 31/07/1992 - Coupons réinvestis - Classement Europerformance

Pour recevoir une documentation complète sur le PEA FRANCE GAN

Adresse: --Code postal: ______Ville: ____

Je suis déjà client du GAN: 🚨 OUI 🚨 NON

Coupon-réponse à retourner au :

GAN - Service PEA - 3, rue Pillet-Will - 75448 Paris Cedex 09

L'économie plonge

mercants confondus, aux prises avec la mévente, et les statistiques rassurantes sur lesquelles s'appuie le diagnostic un peu inquiet, certes, mais toujours complaisant du gouvernement, jamais la discordance n'aura été aussi grande. C'est comme si on était en présence de deux mondes différents. A en croire les prévisions officielles, corroborées par le « Rapport sur les perspectives économiques » de l'OCDE, publié la semaine dernière, la France aura encore connu une croissance voisine de 2 % cette année. Cette estimation est difficile à comprendre. Elle traduit, primo, l'influence que les grandes nations exercent sur les institutions nationales ou internationales chargées d'accomplir objectivement leurs traveux et, secundo, l'inadaptation des méthodes de calcul macro-économiques à une situation comme celle que nous connaissons aujourd'hui. Rien d'étonnant à cela. Elles ont été inventées par des économistes qui croyaient avoir trouvé la recette pour supprimer les brutaux retournements de conjoncture.

L'INSEE concède bien une probable croissance négative (de 0,1 %) pour le quatrième trimestre mais se refuse à parler dès maintenant de récession. Les experts se retranchent derrière la définition (d'origine américaine) du terme : au moins deux trimestres consécutifs de croissance négative. En vertu de cette vision des choses, ils ilent, en mars 1975, que la France était entrée depuis plusieurs mois déjà dans ce qui devait se révéler comme la première grande récession de

l'après-guerre (connue abusivement sous le nom de « premier choc pétrolier»). Or c'est dans la nature de ces changements que de se manifester soudainement, avec une grande violence immédiatement éprouvée sur le terrain. Alors qu'à l'époque l'économie avait basculé très précisément fin septembredébut octobre 1974. aujourd'hui, il semble bien qu'une brusque l'œil sectionné au rasoir dans le film de Bunuel, se soit produite au début de l'été.

A partir de ce moment-là, on est passé du marasme de l'activité à une chute qui n'épargne même plus le secteur de l'alimentation. Il n'y a plus que les ministres, à commencer par le pre-

terme, servant à désigner un phénomène complexe et incomplètement identifié, a été forgé pour les besoins de la cause. Il évoque la sortie heureuse d'une longue maladie, les pas de plus en plus assurés que fait le convelescent vers sa guérison.

NICOLAS GUILBERT

C'est toute une autre évolution qui se déve-loppe actuellement sur les marches les plus divers, de biens de consommation et de biens d'équipement, de gros et de détail. Elle se traduit par des baisses de prix de plus en plus fréquentes, brutales dans certains secteurs. Serions-nous entrés en déflation? La réponse est vraisembleblement oui (nos chroniques du 16 juin, du 15 septembre, des 6 et 27 octobre).

On signale des réductions de 30 % à 40 % sur les tracteurs, sur certaines machines-outils, mais agriculteurs et PME répugnent à s'endetter davantage. Pareillement les grandes entreprises révisent à la baisse leurs programmes d'investissements. A telle enseigne que c'est pratique-ment toute l'industrie des biens d'équipement qui se trouve, peu ou prou, engagée dans ce périlleux processus : pour attirer une clientèle qui se dérobe, les vendeurs sont amenés à consentir

des rabais de plus en plus importants. lis sont d'autant plus enclins à le faire qu'eux-mêmes sont pressés par leurs créanciers, généralement des banques. Ce terrible enchaînement, auquel n'échappent ni les services ni les marchés de biens de consommation (durables surtout mais pas uniquement) porte un nom dans l'histoire de l'analyse économique. En 1933, le théoricien américain Irving Fisher l'a décrit sous le nom de debt deflation : pour faire face à leurs obligations, les producteurs cherchent à tout prix à liquider leurs stocks mais les acheteurs potentiels attendent de nouvelles baisses. Le pessimisme avec lequel a été accueille l'indice des prix de novembre - inflation 0 par rapport au mois précédent - montre qu'une prise

de conscience a eu lieu. La France n'est certainement pas la seule à avoir mis le doigt dans l'engrenage. D'autres pays s'y sont laissé prendre. C'est notamment le cas des pays scandinaves et du Japon. A plusieurs égards la crise que traversent ces pays ressemble à celle où est en train de s'enliser le nôtre, s'il n'y prend garde. Tous ont un trait commun qu'ils partagent avec les deux grandes marge de manœuvre.

NTRE la déprimante expérience vécue par les chefs d'entreprise, fabricants et commencé plus tôt et donne quelques signes de mencé plus tôt et donne quelques signes de relachement): la «déréglementation» financière a été poussée très loin (en France, tant par la gauche que par le gouvernement de l'aitemance).

Dans son demier rapport consacré à la Suède, l'OCDE écrit : « L'origine du gonflement de la demande intérieure remonte à la libéralisation des marchés [de capitaux], qui a grandement atténué les contraintes de liquidités qui pesaient auparavant sur les consommateurs et les entreprises. » Ce jugement n'est pas seulement valable pour le

royaume nordique. On dire que les abus du crédit ont été moins graves en France que dans les pays cités. A considérer les dégâts infligés aux bilans des banques et des compagnies d'assurances pari-siennes par la déconfiture des promoteurs et marchands de biens immobiliers, on commence à en être moins sûr. Mais surtout, la relative immunité dont jouissait l'économie française dans les périodes de basse conjoncture internetionale (le prix en était payé autrement) ne joue plus. Il arrive qu'elle profite encore aux responsables, mais le corps social en est la victime. Les particularités nationales qui la rendaient possible sont devenus un facteur plutôt aggravant.

Aujourd'hui, benques et compagnies d'assu-rances demandent l'aide de l'État pour leurs créances immobilières irrécouvrables dont le pourcentage, entre 10 % et 15 % au moins du total des crédits au secteur, atteint un niveau «japonais». C'est elles qui, après avoir noumi la spéculation, paralysent le crédit en réservant

leurs faveurs aux promoteurs et marchands de biens qu'elles soutiennent à bout de bras. Mais que dire de vastes opérations, où le public ne voit que du feu, qui consistent à financer l'endettement de tel et tel grand groupe ? Ces demiers ont acquis au prix fort, à coups de crédit dispensés à l'américaine, des actifs industriels ou commerciaux. On pensait que les plus-values en capibien au-delà, l'insuffisance du rendement de ces actifs par rapport aux charges financières assumées pour les acheter. Tout s'enchaîne : pour alimenter des trésorenes exsangues, les sociétés ainsi tombées dans le giron de groupes dirigés par des noms naguère prestigieux

mier d'entre eux, pour parler de désinflation. Ca sont les premières à brader les produits et services qu'elles offrent sur le marché.



du domaine de l'Etat, a mené la danse. Il est encore trop tôt pour dresser un bilan général équitable. Une chose est certaine pour l'instant : le marché parisien (autant dire français) est encombré de « papiers » portant des signatures plus ou moins solides tandis que banques et compagnies d'assurances, notamment publiques, supportent tout le poids de placements, peut-être excellents à long terme, mais difficiles à gérer dans l'intervalle. Cela est une cause permanente de tensions sur les taux d'intérêt. Paris, quoique à un moindre degré, souffre du syndrome suédois. La Bundesbank qui a su préserver l'Allemagne des excès de la déréclementation a bon dos. Sa politique de taux fournit l'alibi dont on a besoin pour masquer les responsabili-

tés nationales. A partir du moment où un nombre grandissant d'entreprises sont amenées à vendre à des prix procurant un cash flow insuffisant, tout se sse comme si l'économie de marché cessait d'avoir la maîtrise de ses propres affaires. De cela il résuite des conséquences qui la débordent largement. Les faillites qui se multiplient, la diminution, sinon la disparition des profits, la contraction des chiffres d'afaires, tout cela a pour effet de diminuer les recettes fiscales au moment où l'Etat en a le plus besoin. Lui aussi perd toute

Dynamique de la conjoncture

Enfin accessibles en français, les textes majeurs de Kondratieff permettent de comprendre son analyse des alternances de montée et de descente de l'activité

LES GRANDS CYCLES DE LA CONJONCTURE de Nicolaï Dimitrievitch

Kondratieff. Economica, 558 pages, 350 F.

l'occasion du centenaire de la naissance de Nikolal Dimitrievitch Kondratieff, le Centre régional de la productivité et des études économiques de l'université Montpellier-I vient de publier, sous la direction de Louis Fontvieille, la première édition en langue française d'un recueil des principales œuvres de cet économiste russe, célèbre pour sa théo-rie des cycles longs et cependant bien mal connu. Une lacune est ainsi comblée, et chacun peut se forger directement une opinion sur la validité des thèses de l'auteur à partir des matériaux de base, et non plus seulement sur la foi de rumeurs et de textes tronqués.

D'emblée le lecteur est convié à exercer sa critique; car les tra-ducteurs ont eu l'intelligence de justaposer aux travaux de Kondra-tieff les commentaires de ses détracteurs, au premier rang desquels figure le minutieux contrerapport de D. I. Oparine.

Cinq textes sont portés à notre attention. Les deux premiers, méthodologiques, traitent des Concepts de statique, de dynamique et de conjoncture et des Problèmes de prévision. Les deux suivants, Les Grands Cycles de la conjoncture et la Dynamique des produits industriels et agricoles, sont ceux où Kondratieff analyse les données économiques historiques allant de la fin du treizième grande similitude. Il détermine ainsi plusieurs cycles, de quarantebuit à cinquante-cinq ans, dont les sommets se situent vers 1810-1817, 1870-1875 et 1914-1920.

PHASE FINALE . Si l'on retient que ces textes datent de 1926 et 1928 et relèvent de recherches entreprises dès le début des années 20, l'un des grands mérites de Kondratieff est d'avoir pressenti que ces années-là s'inscrivaient dans une phase descendante iongue. Contrairement à bien d'autres observateurs, la crise de 1920-1921 n'était pour lui ai un

« A VENDRE »

Elina/ Sofedis,

190 pages, 320 F.

simple ajustement passager imposé par la fin de la guerre, la prospérité étant au coin de la rue, ni la manifestation de la phase finale du capitalisme. A cet égard le cinquième texte, Questions controversées d'économie mondiale et de crise, qui date de 1922, illustre pleinement combien la démarche scientifique doit s'abstraire de tout parti pris idéologique si elle vise à être efficace, et

combien peu y parviennent. De fait, la démarche de Kondratieff l'amène très tôt à être en butte à l'accusation d'apologie du capitalisme. Sa définition de la conjoncture - « étude des phéno-mènes réversibles dans le domaine économique » - impliquait de réserver à d'autres travaux les aspects de développement irréversible des sociétés. Bien qu'il prenne soin de justifier longuement cette approche analytique dans ses articles méthodologiques, il n'en est pas moins soupconné d'allonger l'espérance de vie du capitalisme en laissant entrevoir la possibilité de pulsations récurrentes. Ainsi, lorsque D.L. Oparine s'emploie avec vigneur à remettre systématiquement en question les tendances séculaires qu'estime Kondratieff, l'enjeu va bien audelà d'un simple débat sur la meil-

leure courbe d'ajustement. Le débat sur la séparabilité de la tendance et des fluctuations économiques s'est poursuivi pendant soixante-dix ans. Force est de reconnaître qu'il ne s'est jamais totalement dégagé de présupposés idéologiques sur le caractère spontané ou non du retour à l'équilibre siècle à 1920, puis en extrait les des systèmes économiques et sur tendances séculaires pour faire resulte degré d'autonomie des éléments sortir des vagues ascendantes et perturbateurs majeurs que sont les descendantes présentant une changements techniques, les guerres, les révolutions, les avancées sociales et les nouvelles sources de financement. Pour Kondratieff, « ce serait une erreur de croire que les évênements concrets peuvent tout nous expliquer et qu'ils ne font pas eux-mêmes partie d'une chaîne de causalité particulière de la dynamique

économique ».
Il s'inscrit alors en opposition à Trotski, pour qui, comme le fait remarquer Louis Fontvieille dans son excellente préface, colonisation, exploitation et guerres sont les principaux éléments (exogènes) à l'origine des mouvements longs du capitalisme. Kondratieff

observe, pour sa part, qu'à la période de vague ascendante de chaque grand cycle correspond le plus grand nombre de mouvements sociaux; il avance pour hypothèse que c'est « l'acceleration du rythme de la vie économique qui provoque une exacerbation des luttes sociales, des luttes pour les marchés et des conflits de politique extérieure ».

A quoi tiendrait donc la sor-tie de crise, question d'une grande actualité? Le développement d'un grand cycle coïnciderait avec « le moment où l'accumulation du capital atteint une pression telle qu'elle rend possible un investisse-ment rentable dans le but de créer des forces productives et de procéder à un rééquipement technique radical». C'est donc la concentration du capital en un petit nombre de mains qui permet de lancer les grands projets d'infrastructures mettant en application les découvertes techniques accumulées au cours des vingt à vingt-cinq années de la phase descendante.

ALÉATOIRE • Cette vision du monde où chaque phase détermine la suivante heurte plus généralement tous ceux qui insistent sur le caractère aléatoire des perturbations. A ceux-là, Kondratieff objecte qu'ils s'interdisent par définition toute démarche scientifique, où la recherche de régularités est prioritaire. Certes, reconnaît-il, la régularité exacte n'existe pas en science sociale et, si les lois permettent de comprendre le monde, elles ne se réalisent toujours qu'avec une certaine approximation. D'où l'importance de l'empirisme dans leur détermi-

significatif de grands cycles est donc indispensable pour se convaincre du bien-fondé des thèses de Kondratieff. Les critiques ont eu beau jeu de démontrer que sa période d'analyse, d'environ deux cycles et demi, restait insuffisante. Ceux qui cherchent à s'appuyer sur les régularités pour prévoir et agir se convaincront que nous vivons la fin d'une nouvelle phase descendante. Le besoin de renouvellement et de modernisation des infrastructures est aniourd'hui fortement souligné. Reste à réunir les fonds pour les financer.

Philippe Sigogne

NOTES DE LECTURE

AFFICHES IMMOBILIÈRES : d'Annie de Montry et Jean-Marc Level

Pour les amateurs de vieilles choses, un recueil d'affiches vantant les mérites de promoteurs immobiliers, militant pour ou contre la hausse des loyers, recueil constitué par un administrateur de biens, Jean-Marc Levet, et une antiquaire, Annie de Montry. Le premier est collectionneur, l'autre passionnée de vieux papiers. Le résultat de leurs recherches et de leurs choix est un «livre d'art » d'une drôlerie irrésistible. De l'adjudication de « deux divisions », de 132 et 79 toises, ayant « face sur la rue de Richelieu » en 1785, ou d'« un très bel hôtel situé à Paris, grande avenue des Champs-Elysées, nº 74 (...) propre à la spéculation », le 29 avril 1845, à une Bécassine proposant, vers 1930, « Une mer-veille! A 5 heures de Paris : terrains d'avenir », ces affiches mon-trent concrètement l'attrait exercé de tout temps par le cadre bâti.

L'argumentaire des promo-teurs n'a guère évolué, qui vous vante au début du siècle, «Le Parc des Ormeaux», à Fontenayaux-Roses, « à 5 minutes de la gare de Fontenay, 25 minutes de Paris, nouvelle gare du Luxembourg ». D'autres n'hésitent pas à donner les heures de tous les trains, avec plan du lotissement et sa situation dans la commune... Une mention aussi au « Bal des concierges », organisé par la ville de Montmartre, le 19 janvier

1894. « essentiellement moral. civique et privé», où l'on promet-tait, « à deux heures du matin », la « polka des pipelets » et la « valse des propriétaires ».

LE DÉVELOPPEMENT DU GAZ NATUREL, ENJEU POUR L'EUROPE Ouvrage collectif sous la direction de Jean-Marie Chevalier. PUG, Cahlers de l'ISMEA, série « Economie de l'énergie », 336 pages, 240 F.

Un pays peut satisfaire ses besoins en énergie finale sans faire appel au gaz. Proche de «l'or noir» par ses coûts de production, mais semblable à l'électricité par la rigidité de sa distribution, c'est également une énergie très spécifique. Basé dans un premier temps sur les ressources locales, son développement, dans le cas des pays européens, repose désormais sur des importations en provenance de pays géographiquement de plus en plus éloignés des lieux de consommation. L'approvisionnement de l'Europe en gaz - une énergie qui bénéficie du label vert - « ne se pose donc pas en termes de ressources mais de délais de mise en œuvre et de viabilité économique des projets », écrit Lagha Chegrouche, l'un des seize auteurs dont les remarquables contributions forment ce cinquième numéro de la série « Economie de l'énergie » publié par les Cabiers de l'ISMEA.

LA DERNIÈRE BATAILLE DE L'AUTOMOBILE EUROPÉENNE de Thierry Gandillot Fayard, 368 pages, 130 F.

L'échéance tombe dans moins de trois semaines. Le 1" janvier 1993 très exactement. Les barrières protégeant l'automobile européenne de sa concurrente nipponne commenceront à disparaitre. Pour s'estomper totalement sept ans plus tard. Ce calendrier est devenu l'obsession des constructeurs de la CEE. Marché de dupes comme n'a eu de cesse de le répéter Jacques Calvet. PDG de PSA-Citroën, ou arrangement « le moins pire possible », comme l'affirmait Raymond Lévy, le patron de Renault, l'accord CEE-Japon sur l'automobile a d'abord été une formidable bagarre politique et économique dont Thierry Gandillot, journa-liste au Nouvel Observateur, fait la

L'enquête, incontestablement fouillée, leve le voile sur une négociation commerciale plutôt opaque. Des six constructeurs généralistes actuellement en présence, combien résisteront à la montée en puissance programmée de l'au-tomobile nipponne? Avec raison, le livre se garde bien de répondre. Qui aurait prévu, il y a deux ans de cela, le rétablissement financier et commercial d'un Renault, les vulnérabilités nouvelles de Volkswagen? Mais la bataille est cruciale pour l'industrie automobile européenne. Ce sera, affirme Thierry Gandillot, la dernière.

from the second second

and the second

State of the State of

والمراتبة والمتهمنين

William Color

tages after the

The State of the Control of the Control

والمرابع والمنافي وال

1985 Sec. 15

 $[\Phi_{p,q}^{(i)}, \dots, p, q] \in \mathcal{A}^{(q)}$

with me

a farth o

AMOTES DE LECTURE

Silver Variation

September 1

Sept 10 to 1

المرتبعات المرتبعات

The second

The same of

ت پیرانانید

7- "

*Ede

- - ·

930,5 T.

Charles of the State of the Sta

Company of the last

- Share

(元朝天)

-

Page Grant

Sept.

1

-

Laboration of

September 1 September 1997

14 July 1. 25: 11

3 -₁ -√3 - - - -

 $\operatorname{declar}_{\mathrm{poly}}\left\{ \varphi_{p}^{\mathrm{poly}}(x_{1}^{\mathrm{poly}}) = \varphi_{p}^{\mathrm{poly}}(x_{1}^{\mathrm{poly}}) \right\} = \varphi_{p}^{\mathrm{poly}}(x_{1}^{\mathrm{poly}})$

* S See

Politique économique

Ni dévaluation ni inflation

La lutte contre le chômage ue relève pas de manipulations monétaires comme la dévaluation ne relauce de l'inflation, estime l'ancien ministre du général de Gaulle, qui pro-pose d'autres solutions : amortissement plus pose d'autres soumons : amortissement par rapide des investissements, abattement forfai-taire sur les charges patronales de sécurité cociale et hansse des droits de douane.

PAR JEAN-MARCEL JEANNENEY (*)

ANS la presse et à la télévision réapparais-sent depuis quelque temps des thèses de politique economique qui sont dangarauses. A lire ou enten-dre leurs propagandistes, il faudrait, pour provoquer en France une croissance forte capable de réduire le chômage – objectif combien louable, – dévaluer le franc et insuffler dans l'économie plus d'inflation. Ceux qui prônent une dévaluation ne le font plus, comme naguère, pour remédier, sol-di-sant, au déficit de notre commerce extérieur, puisqu'il est devenu excédentaire, précisément grâce à une politique inverse de stabilité du taux de change accompagnée d'una désinflation compétitive. Aujourd'hui, c'est pour faire baisser les taux d'intérêt qu'on réclame une réévaluation du mark, qui ne serait autre qu'une dévaluation du franc par rapport non seulement au mark, mais, inévitable-

ment, vis-à-vis de toutes les autres montes.

Nul doute qu'une forta baisse des taux
d'intérêt pratiqués pour les prêts à dix ou quinze
ans serait très souhaitable. Elle faciliteralt la réelisation d'investissements par les entreprises, elle relancerait la construction d'habitations, elle permettrait d'alléger progressivement les charges actuelles des dettes publiques et privées. Mais c'est une erreur manifeste que de croire qu'une dévaluation du franc permettrait une baisse de ces

taux d'intérêt-là. Bien au contreire. Certes, al on affranchissait la Banque de France de la responsabilité de maintenir le franc au sein du SME à proximité de son cours pivot avec le mark, elle pourrait abaisser autant qu'elle le voudrait le taux auquel elle prête de l'argent à très court terme aux banques commerciales. Celui de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire suivrait, quitte à provoquer une dépréciation forte du cours du franc. Mais bientôt les taux d'intérêt longs s'élève-rsient, car toute baisse « volontariste » des taux pratiqués par la Banque de France provoque un exode de capitaux vers des pays où ils sont mieux rémunérés. D'autant plus que, l'accrochage du des fonds de placement à vendre non seulement leurs fiquidités en francs, mais aussi leurs titres libellés en francs.

Dispersion des prix

Ainsi la seule attente d'éventuelles dévalustions nouvelles, impliquées par les thèses que je combats, suffirait à augmenter de plusieurs points la prime de risque qui actuellement majors encore d'environ un point nos taux d'intérêt à moyen et long terme par rapport aux taux allemands, à cause précisément du souvenir des dépréciations passées de notre monnaie. Réduire puis supprimer cette prime, dommageable à l'économie française, ne sera possible que par la manifestation d'une volonté farouche et obatinée de ne pas retomber dans les ornières du passé. C'est pourquoi j'estime que les tenents actuels d'une dévaluation portent. par leurs propos, la lourde responsabilité de retarder la moment où, toute prime de risque ayant enfin disparu, les taux d'intérêt à moyen et long terme, qui seuls importent vraiment pour notre A PERSON DE économie, pourraient enfin sensiblement baisser. Et si d'aventure on venait à suivre leurs dangereuses recommandations, on ruinerait d'un coup l'acquis de six années au cours desquelles, en maintenant inchangé la cours du franc en mark, on a obtenu que l'écart entre les taux d'intérêt français et allemands se réduise de quatre points à un seul. Et voici que l'on antend aussi dire, comme

DIR DE jadis, que plus d'inflation aiderait à résorber le chomage en relançant les affaires, et que donc l'ef-fet inflationniste d'une dévaluation serait bénéfique. Autre grave erreur l Elle me rappelle un propos prêté en 1970 ou 1971 au président de la République d'alors : « Je préfère l'inflation au chômage. » Après quoi la France a durablement souffert de l'un

et de l'autre mal. il est vrai qu'une baisse sensible et prolongée du niveau général des prix est redoutable, parce qu'elle écrase les débiteurs au profit des créenfranc au mark ayant été détruit ou rendu élastique; "ciers, fragilise les entreprises et alourdit le poids la perspective de nouvelles dépréciations du franc" réel de la dette publique. En raison de la résistance inciterait les trésoriers des grandes entreprises et - à la baisse des salaires nominatos, elle élève, en outre, les salaires réels au-delà de ce que les entreprises sont en mesure de supporter, les obligeant à débaucher. On a bien vu les méfaits d'une telle baisse de 1930 à 1935. Mais ce danger n'est pas actuel en France. Son économie n'est pas affectée par une déflation. La baisse des prix de certains immeubles est un phénomène particulier, dû à des excès antérieurs. Les cours des actions à la Bourse de Paris sont au même niveau qu'il y a un an. Le produit intérieur continue à augmenter un peu. La masse monétaire M3 augmente de 5 % l'an. Le niveeu général des prix, qui s'élève encore de plus

de 2 % l'an, n'est pas près de baisser. Cette hausse des prix à la consommation de 2 % à 3 % l'an est bien suffisante pour mettre de l'hulle dans les rouages de l'économie. Si elle excé-dait de nouveau 3 %, elle deviendrait néfaste à plusieurs titres. Une inflation un peu forte est difficilement maîtrisable et risque à tout moment de s'emballer. Elle décourage l'épargne en incitant à consommer sans attendre. Non seulement elle fait monter les taux d'intérêt nominaux, mais aussi, contrairement à ce qu'il en était autrefois, elle risque de les élaver très au-dessus du taux d'inflation, parce que les prêteurs, mieux avertis que jadis des risques de parte de pouvoir d'achat courus par leurs créances, sont devenus plus exigeants. Autrement dit, on doit craindre que les taux d'intérêt réals eux-mêmes ne soient majorés. Le mal serait alors encore plus grand pour lea entre-prises, les budgets publics et les ménages désireux

d'emprunter afin de se loger que celui résultant de hausse, certaine, des taux d'intérêt nominaux.

Toute inflation déforme en outre le partage en valeur du patrimoine national, à l'avantage de propriétaires d'immeubles, de certains actionnaires de sociétés ou de détenteurs de fonds de commerce, aux dépens de tous les habitants dont les avoirs consistent principalement en dépôts dans les caisses d'épargne ou les banques, ou en tîtres à revenus fixes. Elle fausse aussi la répartition du revenu national au profit de quiconque est assez habile pour réaliser au moyen de fonds d'emprunt merciaux ou des immeubles. Elle lèse les salariés dont les rémunérations suivent toujours avec quelque retard la hausse du coût de la vie, ce qui multiplie les conflits sociaux. Or, si les salaires et éventuellement les revenus des créances venaient à être alignés sans aucun retard et complètement sur cette hausse, l'inflation deviendrait exponentielle, car seule la compression des revenus réels des salariés et des créanciers peut modérer l'excès de demande sur l'offre de marchandises et de ser-

If y a plus : quand l'inflation est tant soit peu forte, elle détériore sournoisement l'appareil productif. Les prix des produits et services achetés et vendus par les entreprises sont entraînés à la hausse de façon différente et imprévisible, notamment en raison des contrôles spécifiques que ces hausses suscitent. Les chafs d'entreprise, face aux incertitudes que cette dispersion des prix crée, ne peuvent plus se décider en faisant des calculs prévisionnels sérieux, d'autant moins qu'ils pressentent que l'inflation s'accompagnera tôt ou tard. mais à une date et avec une ampleur imprévisibles, d'une baisse de la valeur de la monnaie sur le marché des changes, donc d'une hausse des prix de leurs fournitures importées. Les profits vont alors de moins en moins aux entreprises créatrices de richesses, de plus en plus à des joueurs chanceux. Non seulement la production nationale souffre de ces incertitudes paralysantes, meis les citoyens, qui en sont les victimes, ont de bonnes raisons de s'indigner, voire de se révolter. On objectera sans

doute que s'opposer ainsi à une dévaluation et à une inflation plus forte, c'est vouloir que tout continue comme avant, cependant que le chômage s'enfle. A quoi je réponds que les prétendus remèdes ici désapprouvés ne feraient, après peut-être une courte période d'euphorie, qu'aggraver le mal. La lutte contre le chômage ne relève pas actuellement de manipulations monétaires. Elle requiert une politique économique qui favorise l'investissement et qui allège le coût des travaux les moins qualifiés. Pour ce faire, si l'on se refuse à modérer les hausses à venir du SMIC ou à le réduire quelque peu pour certaines catégories d'emplois, je suggère et soumets aux critiques deux mesures, parmi d'autres possibles.

D'une part, permettre aux entreprises, si elles le souhaitent, d'amortir la totalité de leurs investissements au cours de l'année même où ils sont réalisés. L'avantage à elles procuré serait d'autant plus sensible que les taux d'intérêt sont élevés. Il ne grèverait les finances publiques que sous forme d'un décalage dans le temps du rendement de l'impôt sur les bénéfices des sociétés. Il hâterait la reprise des investissements, source de croissance

Modifier les règles du GATT

D'autre part, opérer un abattement mensuel uniforme de 500 francs par salarié du secteur marchand sur les cotisations patronales de Sécurité sociale. Les ressources de la Sécurité sociale seraient, à effectifs constants de salariés donnant actuellement lieu à cotisation patronale, réduites par là annuellement de 80 milliards environ. On compenserait intégralement cette perte par une hausse des cotisations patronales, qui devrait être de 4 points. Le coût d'emploi d'un salarié à temps plein payé au SMIC se trouverait ainsi réduit de 270 francs par mois, et celui d'un salarié à mitemps payé de même au SMIC de 385 francs. Un avantage subsisterait, mais de moins en moins important, jusqu'à un salaire mensuel brut de 12500 F. Au-delà, le montant de la cotisation patronale se trouverait progressivement augmenté. Pour un salaire de 2 0000 F, le coût d'emploi serait majoré de 300 F par mois, et pour un salaire de 50 000 F de 1 500 F.

On a tout lieu d'espérer qu'une telle mesure accroîtrait l'embauche de travailleurs peu ou pas qualifiés, nombreux parmi les chômeurs, et favoriserait le partage du travail en privilégient le temps partiel. Grace à quoi le coût global à compenser serait, tous comptes faits, moindre qu'indiqué ci dessus, parce qu'atténué par l'augmentation du nombre de cotisants et la réduction de celui des chômeurs qui ne cotisent pas et perçoivent des allocations de chômage. On ne peut sérieusement chiffrer le nombre d'emplois qui seraient créés ou préservés. A supposer qu'ils soient 100 000 payés au SMIC, les recettes annuelles de la Sécurité sociale, de l'assurance-chômage et des organismes complémentaires de retraite seraient accrues de 3.5 milliards par an. Dans l'hypothèse où la moitié seulement des nouveaux salariés auraient été des chômeurs indemnisés, les indemnités de chômage versés seraient réduites d'environ 2 milliards par an. A quoi s'ajouteraient pour l'Etat des recettes fiscales provenant notamment de la TVA et de l'impôt sur le revenu.

J'ajoute que si, grâce à une modification à négocier des tègles du GATT, on obtenait de la Communauté européenne que cartaines productions réalisées en Europe soient mieux protégées par des droits de douane, non pas prohibitifs, mais suffisants pour atténuer sensible rence des pays à bas salaires d'Asie et d'ailleurs, cela encouragerait les entreprises à produire et à investir dans la Communauté, ce qui y augmente-rait l'emploi. Mais pour parvenir à cela, que d'esprits à convaincre en France et plus encore au-de-

(*) Ancien ministre de l'industrie (1959-1962) puis des affaires sociales (1966-1968) du générai de Gaulle.

Adapter la fiscalité pour survivre

La mondialisation de l'économie place la France face à un dilemme : soit elle sligne son niveau de vie et sa protection sociale sur les standards mondiaux, soit elle modifie sa fiscalité en alié-geant les charges des entreprises pour taxer plus fortement les produits importés.

par JEAN ARTHUIS (*)

E monde a changé. En examinant le projet de budget pour 1993, nous nous livrons à un exercice dont la technicité, la complexité, le formalisme, nous laissent peu de chances d'être compris de nos compatriotes. L'arsenal fiscal où nous prenons nos outils les plus classiques pour faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'Etat a été conçu et éprouvé dans un contexte bien différent de celui qui est aujourd'hui le nôtre. Au plein emploi, aux frontières étanches, a succédé l'internationalisation de l'économie. Le marché des capitaux est luimême devenu mondial. L'Etat-nation fait-il encore le poids face à l'internationale de l'épargne?

Dès lors un fossé ne cesse de se creuser entre deux logiques : celle de l'entreprise et celle de

l'Etat. La logique de l'entreprise vise à optimiser les marges bénéficiaires : il importe de réduire les coûts de production et de vendre, à un prix rémunérateur sur un marché solvable. Dens un contexte implacablement concurrentiel, les opérateurs cherchent à produire là où les conditions sont les plus

vantageuses - au Maghreb, dans le Sud-Est asiatique, an Europe centrale, pays dont les lois sociales, les régimes de solidante et les niveaux de rémunération n'ont rien de commun avec les notres – pour commercialiser sur les places où existe encore un réel pouvoir d'achat. Cette logique-là ignore les frontières. Les épargnants eux-mêmes exploitent les potentialités des marchés financiers et monétaires à l'échelle du monde.

En revanche, la logique d'Etat opère à l'intérieur d'un espece délimité. Elle a pour objet de maintenir une solidarité authentique entre tous ceux qui vivent sur le même territoire. Malheureusement, les gages de cette solidarité - la santé, la sécurité, les retraites, la politique familiale, le bien-être dans la cité – sont prélevés sur la production et pèsent à l'excès sur les prix de revient. Si la fiscalité sur les produits d'épargne s'est allégée, l'inertie reste vive à l'égard de la production que les pouvoirs publics croient peut-être enracinée sur le territoire national.

Logiques incompatibles

Cas daux logiques sont devenues incompatibles. Tout se passe comme si nous étions condamnés à subir un système de prélèvements obligatoires destiné à une communauté autarcique. Les entreprises cherchent leur salut sous la forme de délocalisations accélérées. Les résultats économiques additionnent les marges sur importation et les plus-values patrimoniales.

Seule la politique de maîtrise de l'inflation y trouve son compte. Les «temples» de la distribution se concentrent régulièrement, avec la complicité ou l'indifférence des pouvoirs publics, et accroissent un peu plus la pression sur les producteurs. En dehors de quelques brillantes exceptions. ceux-ci sont un jour placés dans l'obligation de « délocaliser » leurs usines, leurs ateliers, leurs bureaux d'études ou de les fermer. La France se désindustrialise et le chômage se propage inexora-

Pour sauver l'emploi, pour réindustrialiser la ance, essayons de réconcilier la logique d'Etat et la logique d'entreprise, par l'adaptation de notre fiscalité.

Au-delà des biens et des marchandises, les services eux-mêmes prennent congé de la Franca. Peut-on plus longtemps ignorer le poids des opéra-tions traitées à distance ? Chaque soir, nombre de banques transmettent des données par satellite, aux ateliers informatiques philippins.

Si nous voulons prévenir une déchirure du corps social et corrélativement une rupture dans l'aménagement du territoire, nous avons le droit d'alléger courageusement les charges fiscales et sociales qui pèsent sur les activités marchandes réalisées sur notre propre territoire. Il ne saurait être question de convertir de telles réductions de cotisations en salaire direct. La démarche la plus prometteuse prendra appui sur l'intéressement et

Le maintien des prestations exige une budgétisation des allègements sinsi consentis. Le niveau du déficit et le poids de la charge de dette publique laisse des marges de manœuvre insignifiantes. C'est donc par l'impôt que devra être financée, pour l'essentiel, la poursuite des actions de solidarité. Au risque d'apparaître réservé par rapport au libre-échangisme, l'alternative me semble claire : ou bien notre niveau de vie et notre protection sociale s'aligneront sur des standards mondiaux. ou bien nous serons dans l'obligation de percevoir des droits sur les flux d'importations depuis les pays dont les coûts de production - salaires et charges sociales - sont sans rapport avec les nôtres. A l'évidence, cette seconde voie – la seule supportable - appelle une cohérence internationale. en tout état de cause à l'échelon de l'Europe.

Cela étant, je doute que les prélèvements aux frontières – sur les biens comme sur les services – puissent suffire. Dans notre monde en mouvement. les consommateurs sont sans doute les acteurs les

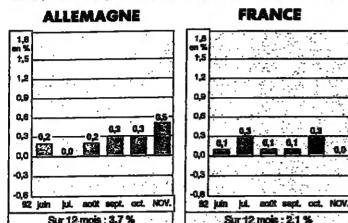
Dès lors, les impôts de consommation ont un avenir certain. En tout état de cause, les Etats-nations doivent se rassembler pour réguler les mouvernents planétaires des capitaux, des biens et des services. Avant d'instituer un ordre mondial, mettons nos actes en harmonie avec nos propos, en France comme en Europe.

(*) Rapporteur général du budget au Sénat.

CL ES entreprises cassent les prix, les détalllants font de même. »

Résultat : en novembre, le niveau moyen des prix à la consommation est resté inchangé en France. Les mécanismes déflationnistes souvent évoqués ces derniers temps sont-ils les seuls à l'origine de ce résultat? Deux facteurs essentiels concourent depuis de nombreux mois à une décélération de l'inflation en France et aux bons indices obtenus en la matière par rapport aux autres pays occidentaux : la bonne tenue du franc et la maîtrise des coûts salariaux des entreprises.

Fin septembre, le taux de change du franc par rapport à un panier de devises représentatif de la structure géographique des échanges exté-rieurs (taux de change effectif) s'était apprécié de 5,5 % sur un an (7 %



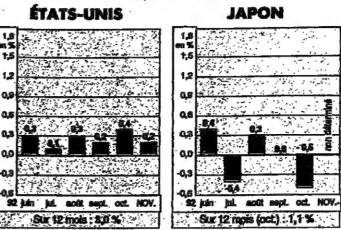
INDICATEUR . Les prix

Un assainissement payant

fin octobre), ce qui signifie qu'en moyenne le coût de nos importations aurait pu diminuer d'autant. De fait, ce dernier a baissé de 4,8 % au cours de cette même période. A titre de comparaison, à la même date, le taux de change effectif de la lire s'était déprécié de 2,8 % en un an (9 % fin octobre) et celui de la livre sterling de 3,1 % (13 % fin octobre), ce

GRANDE-BRETAGNE ITALIE jul. and sept. oct. NOV. accit supt. oct. NOV. Sur 12 mois : 3,6 %

qui signifiait pour ces deux pays, à l'inverse, un risque de renchérissement de leurs importations. Par ailleurs, le coût salarial unitaire des entreprises françaises n'a augmenté que de 1,6 % durant les dix-huit derniers mois connus, grâce à une modération des salaires et à des gains de productivité. Il s'agit, là encore, d'un résultat particulièrement favorable, qu'on peut comparer, par exemple, à la hausse de 5,5 % enregis-trée en Allemagne à l'automne et à celles de 3 % et 4 % de l'Italie et de la Grande-Bretagne. Ces facteurs, qui ont permis de réduire l'inflation française à un niveau inférieur à celui de la plupart de ses partenaires depuis près de dix-huit mois, jouent encore pleinement leur rôle, et les ignorer serait alimenter abusivement le pessimisme ambiant.



Evolution mensuelle des prix à la consommation tous produits, sauf Grande-Bretagne (remboursements hypothécaires exclus). Données nationales non corrigées

RÉGION e L'ex-URSS

Aide, mythes et réalités

se mobilisaient pour venir en aide aux Etats qui en étaient issus. Conscients des risques potentiels pour la sécurité mondiale d'une débacle économique et sociale dans l'ex-URSS, ils décidaient de donner une réalité aux promesses maintes fois prodiguées à Mikhaïl Gorbatchev et d'utiliser leur soutien financier pour conforter les gouvernements réformateurs et vaincre les hésitations des autres. En avril, le Fonds monétaire international estimait à 44 milliards de dollars pour 1992 l'assistance internationale nécessaire aux quinze ex-Républiques soviétiques, dont 24 milliards pour la Russie.

Loin d'être négligeable, l'aide effectivement accordée se situe cependant bien en retrait des intentions proclamées; contrairement aussi aux déclarations initiales, elle à été concentrée presque totalement sur la Russie. Les divergences entre Europe et Etats-Unis sur le leadership de l'aide et le déséquilibre des engagements financiers (les trois quarts provenant de la CEE et de ses Etats membres, notamment l'Allemagne, contre 8 % environ pour les Etats-Unis) expliquent en partie que les contributions n'aient pas été à la hauteur des pro-

En outre, le FMI, grand ordonnateur de l'aide, a posé comme préalable la mise en œuvre d'une politique de stabilisation monétaire en Russie, à ses yeux la clé du redressement des autres Etats de l'ex-URSS. Ceux-ci ont donc été jusqu'à présent relativement délaissés par la communauté internationale qui s'est contentée grosso modo de quelques effets d'annonce en attendant le feu vert du FMI, donné actuellement seulement pour les pays baltes. Un tournant semble cependant avoir été pris lors de la troisième conférence internationale sur l'aide à l'ex-URSS en octobre 1992, où il a été décidé d'accorder une plus grande attention aux besoins spécifiques des Etats autres que la Russie.

Pour avoir joui d'une priorité absolue, celle-ci n'aurait pourtant obtenu en cette fin d'année qu'entre le tiers et la moitié (selon les sources) des 24 milliards de dollars promis : un chiffre d'autant plus imprécis que des sommes peuvent être inscrites au bilan de l'aide sans avoir été effectivement transférées. Elle disposerait donc de tout ou partie des 11 milliards de crédits bilatéraux débloqués par les pays du G 7 lors du som-met de Munich (juillet), à la suite de l'accord passé avec le FMI sur la limitation de son déficit budgétaire à 5 % du PNB au second semestre et le relèvement des prix de l'énergie.

S'y ajoutent une première tranche de 1 milliard de dollars, correspondant à 25 % de ses droits de tirage spéciaux sur le FMI, qu'elle a été autorisée à prélever en août et à un prêt de la Banque mondiale (600 millions de

A la disparition de l'URSS, il y dollars) destiné à l'achat de médi-camenta, de semences, d'équipements agricoles et industriels.

Le FMI aurait dû ouvrir une seconde ligne de crédit à la Russie en octobre, mais il a différé sa décision devant les incertitudes croissantes sur la poursuite des réformes et la normalisation des relations au sein de la zone rouble. De même, la constitution d'un fonds de stabilisation du rouble de 6 milliards de dollars a été renvoyée à des temps meilleurs. En revanche, la Russie a reçu le 26 novembre l'accord du club de Paris sur le rééchelonnement de sa dette publique à moyen et long terme (33 milliards de dollars sur un total de 70 milliards) contractée par l'Union soviétique et dont elle est devenue, après maintes péripéties, l'unique gestionnaire. La Russic a connu aussi quel-

ques désillusions avec les autres pourvoyeurs d'aide. C'est seulement à la fin mai que la BERD a adopté à son égard une stratégie d'assistance technique devant amplifier ses premières interventions. Quant aux actions de la CEE, amorcées depuis plus long-temps, elles sont loin de produire tous les effets attendus : ainsi, une mission de parlementaires européens constatait en septembre dernier que la moitié sculement du plan d'assistance technique prévu pour 1991 avait été concrétisée. L'instauration en 1992 du pro-gramme TACIS, le pendant du programme PHARE déjà appliqué à l'Europe centrale et orientale, pourrait améliorer les choses.

L'aide humanitaire à la Rusaie suscite aussi quelques critiques. Mieux ciblée qu'en 1991 et avec de très faibles pertes (0,5 % environ), elle s'est cependant révélée d'un coût élevé pour une efficacité douteuse. Les donateurs ont été aussi nombreux que variés, mais le plus gros de l'effort a incontes-tablement été fourni par les Communautés européennes qui ont livré à cinq grandes villes (Moscou, Saint-Péterstourg, Nijni-Nov-gorod, Saratov, Tcheliabinsk, soit 17 millions d'habitants), entre décembre 1991 et le début de l'été de 1992, 155000 toanes de vivres et de médicaments dont le produit de la vente a été reversé aux plus défavorisés sous forme d'allocations et de repas gratuits. Cette opération était-elle néanmoins suffisante alors que la commission russe ad hoc dressait en janvier une liste de zones prioritaires englobant 65 millions de personnes?

Quant aux autres Etats de l'ex-URSS, ils ont été plutôt oubliés. A deux exceptions près : l'Arménie, qui a bénéficié du sou-tien d'une diaspora particulièrement entreprenante, et les cinq Etats d'Asie centrale, pour lesquels l'OMS et l'UNICEF avaient lancé un cri d'alarme en février, recommandant la mise en œuvre d'un programme d'urgence de 100 mil-lions de dollars.

> Marie-Agnès Crosnier Documentation française



PAYS • Le Kazakhstan

Jeu «communautaire»

FFET de la continuité politi-que? Prudence à l'égard de la transition? Le Kazakhstan, qui possède des ressources aussi abondantes que variées, semble en 1992 avoir mieux résisté que la plupart des autres Etats de l'ex-URSS, à la débâcle générale.

Ainsi, la baisse de 14,8 %, en glissement, de la production industrielle au cours des neuf pre-miers mois de l'année est eucore modérée. Et les exportations, constituées pour moitié de minerais, pour un tiers de métaux, mais pour 2 % seulement de fabrications mécaniques, sont d'ores déjà supérieures à celles de 1991. La récolte de céréales, elle, avec un chiffre record de 32,5 millions de tonnes, permettra au Kazakhstan d'être un peu plus large dans ses livraisons aux pays de la CEI. La situation n'est toutefois pas idyllique : les prix de détail ont été multipliés par 6,6 depuis le début de l'année et les revenus réels de la population réduits d'un

L'équipe du président Nur-sultan Nazarbaiev a donné vingt ans au pays pour sortir de son statut de fournisseur de matières pre-mières, réaliser la conversion de son industrie militaire, quitte à la financer d'abord par la vente d'armes, et trouver dans l'écono-mie mondiale une place à la taille de son potentiel et de ses ambitions. En attendant, l'Etat tiendra les rènes de l'économie, la législa-tion sur la privatisation lui attri-

buant une majorité de contrôle

dans les moyennes et grandes entreprises. Son intervention sera par ailleurs déterminante dans le développement des secteurs jugés prioritaires, ainsi que pour la création de petites industries dans les zones rurales, selon le modèle chinois. Pour l'heure, le Kazakistan joue à fond la carte de la CEI et de la zone rouble, multipliant les projets de nature à les consoli-

Son objectif est double. D'une part, amadouer la Russie, son fournisseur presque exclusif de produits manufacturés et son premier client, sans oublier qu'il abrite une importante colonie russe (37,8 % de la population contre seulement 39,7 % de Kazakhs) détenant la plupart des postes de responsabilité dans l'industrie. D'autre part, il entend affermir sa position au sein de la CEI en s'adossant, chaque fois que l'occasion lui en est donnée, à l'Asie centrale pour démontrer à la Russie que lui aussi peut exer-cer un leadership, filt-il régional.

Mais c'est sur l'Ouest qu'il compte pour accélérer le déco de son économie, en faisant miroiter ses immenses richesses. Quelques investissements, parmi les plus gros réalisés en ex-URSS, lui donnent d'ailleurs bon espoir : ses réserves d'hydrocarbures, sou-vent comparées à celles des Emirats, lui ont permis de signer d'énormes contrats avec Elf-Aqui-taine, British Gas et Chevron.

SECTEUR e La presse

La crise avant la reprise ?

pour la presse écrite. A quel-ques exceptions près, quotidiens et magazines s'enfoncent dans une crise structurelle amorcée il y a maintenant deux ans, et qui touche à la fois fabrication, distribution, conception rédactionnelle et attentes du lectorat.

Cette crise va provoquer de nouveaux bouleversements. Déjà Lyon-Libération a dû cesser sa parution, faute d'avoir trouvé à la fois un lectorat fidèle et de nouveaux soutiens financiers (le Monde du 11 décembre). L'Agence centrale de presse (ACP) est sur le point d'être vendue par appartements, son principal actionnaire, le groupe Tel-Presse de René Tendron, ayant été placé sous administration judidaire le Nouvel Economiste par son actionnaire principal, Hachette, est acquise. On parle enfin de vente d'une partie ou de la totalité du groupe de presse magazine Editions mondiales (Télé-Poche, Grands reportages, etc.) au groupe allemand Springer – déjà son partenaire dans le capital du journal Auto Plus. L'année 1992 est loin d'avoir

tenu ses promesses : les spécialistes s'attendaient à une reprise des investissements publicitaires. Or la publicité commerciale reste freinée, tandis que les petites annonces poursuivent leur plongée (jusqu'à - 35 % dans les quotidiens). Selon la Secodio, an cours des dix pre-miers mois de 1992, 41,017 milliards de francs de publicité ont été investis dans les médias (hors affichage et cinéma), soit une augmen-tation de 7,2 % par rapport à la même période de 1991, mais la hausse n'atteint que 4,7 % pour la presse – contre 10,1 % pour la télé-vision et la radio – et un nouveau fléchissement apparaît en fin d'an-née, la croissance des investissements dans la presse ne dépassant

pas 3,9 % en octobre. En volume, la tendance est plus inquiétante, puisque l'augmentation est seulement de 2,6 % en moyenne, la presse voyant régresser de quel-que 3,1 % sa pagination publiciaire, tandis que le volume de spots s'accroît de 7,5 % à la télévision et

DIFFICILE fin d'année 1992 de 5,9 % à la radio. Mais les estimations d'Information et publicité (IP. filiale de Havas et régisseur de RTL), fondées sur les données de l'Institut de recherches et d'études publicitaires, sont encore plus pessimistes: en 1992, les investisse-

ments publicitaires dans l'ensemble des médias ont chuté de 2,4 % : une chute due à la presse, et notamment aux titres nationaux et régionaux, dont les recettes tombent de 15 % et 8 % respectivement.

La diffusion n'apportera pas de

progression non plus : plusieurs éditeurs s'attendent à des ventes et à des abonnements en stagnation, voire en légère régression (de l'ordre de 2 % à 5 %). La crise n'affecte pourtant pes toes les journaux. Au sein de la presse « nationale », le Parisien, l'Equipe ou les Echos manifesteut une bonne santé; le « mariage » de la Tribune et de la Cote Desfossés est en passe de réussir, sur le plan de la diffusion (plus de 70 000 exemplaires, selon son éditeur) comme sur celui des objectifs publicitaires. Le Monde termine en léger excédent cette

année difficile. La presse magazine, avec la réussite de titres comme Interview (Publications Filipacchi) ou Talents Bayard-Presse), témoigne aussi d'une certaine vitalité. Dans les régions, les journaux multiplient les efforts en direction de leur lectorat. comme l'Est républicain, qui vient sieurs suppléments, dont un («l'Est Plus années fac»)

destiné aux étudiants. Ces indices rassurants ne signifient pourtant pas que l'année à venir permettra de «sortir du tunnel», notamment en matière de publicité. Ainsi, selon IP. « les conditions paraissent réunies pour que l'année publicitaire 1993 soit la continuation des tendances observées en 1992 ». Toutefois, outre-Atlantique, de grands éditeurs comme Ganett, Time Warner ou Dow Jones s'attendent à une amélioration du marché publicitaire américain et à une reprise dans les médias. Ce veut d'ouest soufflerat-il jusqu'au Vieuz Continent?

Yves-Marie Labé

7.

